LE FIGARO HISTOIRE

LE FIGARO HISTOIRE

OCTOBRE-NOVEMBRE 2023 – BIMESTRIEL – NUMÉRO 70



1839-1911

LA CHINE HUMILIÉE

• GUERRES DE L'OPIUM • SAC DU PALAIS D'ÉTÉ
• RÉVOLTE DES BOXERS
AUX ORIGINES DU RESSENTIMENT CHINOIS

BEL. : 10,20 € - CAN. : 16,10 $C - CH : 16,60 FS - D : 10,30 € - DOM : 10,60 € - GB : 8,30 £ - GRE : 10,20 € - IT : 10,30 € - LUX : 10,20 € - MAR : 100DH - NL : 10,60 € - PORT.CONT : 10,20 €.

M 05595 - 70 - F: 9,90 € - RD

POINTS

PLONGEZ DANS LA SAGA SADORSKI

NOUVEAUTÉ POCHE



SEPTEMBRE 1944

« Une fresque romanesque et historique hallucinante. »
LE FIGARO

« L'inspecteur Sadorski suit sa mauvaise étoile. »
LE MONDE

« Ébouriffant. »
PARIS MATCH

« Fascinant, indispensable ! »
L'HUMANITÉ

« L'un des meilleurs auteurs d'aujourd'hui. »
LE CANARD ENCHAÎNÉ

© Roger-Viollet



AVRIL-MAI 1942



JUIN-JUILLET 1942



MARS-AVRIL 1943



OCTOBRE-NOVEMBRE 1943



JUILLET-AOÛT 1944

L'OCCUPATION ..... LA LIBÉRATION



P8


P42


P108

AU SOMMAIRE

Actualité de l'histoire

8. Out of Africa *Par Jean-Baptiste Noé*
16. L'honneur d'un général *Par Guillaume Perrault*
18. La face cachée de l'Anschluss *Entretien avec Jean Sévillia, propos recueillis par Michel De Jaeghere*
26. Un siècle rouge sang *Par Geoffroy Caillet*
28. Tempête sous un crâne *Par Michel De Jaeghere*
29. Côté livres
35. Contre les nouveaux cathares *Par Eugénie Bastié*
36. Expositions *Par Luc-Antoine Lenoir*
38. Ils n'ont pas de pain ? Qu'ils mangent de la brioche ! *Par Jean-Robert Pitte,* de l'Institut

En couverture

42. Chine-Occident : les affinités électives *Par Jean-Pierre Duteil*
52. Cixi impératrice *Par Danielle Elisseeff*
58. Le temps des humiliations *Par Xavier Paulès*
72. Le palais des cendres *Par Bernard Brizay*
78. A l'école du ressentiment *Par Jean-Pierre Cabestan*
86. Le palanquin des larmes *Par Bernard Brizay*
94. Biens mal acquis
98. Etat de siège *Par Geoffroy Caillet*
100. L'empire des signes
102. Humiliés et offensés *Par Luc-Antoine Lenoir*

L'esprit des lieux

108. Le Bel au bois dormant *Par Samuel Adrian*
116. Tel est mon plaisir *Par Marie-Laure Castelnau*
120. La Croix et la Couronne *Par Albane Piot*
126. Points de vue, images du monde *Par Sophie Humann*
130. L'éclair de la liberté *Par Vincent Trémolet de Villers*

Société du Figaro Siège social 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris.
Président **Charles Edelstenne**. Directeur général, directeur de la publication **Marc Feuillée**. Directeur des rédactions **Alexis Brézet**.

Le Figaro Histoire. Directeur de la rédaction **Michel De Jaeghere**. Rédacteur en chef **Geoffroy Caillet**.
Enquêtes **Luc-Antoine Lenoir, Albane Piot**. Chef de studio **Françoise Grandclaude**. Secrétariat de rédaction **Caroline Lécharny-Maratray**. Rédactrice photo **Carole Brochart**. Editeur **Robert Mergui**.
Directrice de la fabrication **Emmanuelle Dauer.** Directrice de la production **Corinne Videau**.
Le Figaro Histoire. Commission paritaire : 0624 K 91376. ISSN : 2259-2733. Edité par la Société du Figaro. ISBN : 978-2-8105-1025-2
Rédaction 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 01 57 08 50 00. Régie publicitaire **MEDIA.figaro**
Président-directeur général **Aurore Domont**. 14, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 01 56 52 26 26.
Imprimé en France par RotoFrance Impression, 25, rue de la Maison-Rouge, 77185 Lognes. Septembre 2023.
Origine du papier : Finlande. Taux de fibres recyclées : 0 %. Eutrophisation : Ptot 0,002 kg/tonne de papier. **Abonnement** un an (6 numéros) : 45 € TTC, deux ans (12 numéros) : 80 € TTC. Etranger, nous consulter au 01 70 37 31 70, du lundi au vendredi, de 7 heures à 17 heures, le samedi, de 8 heures à 12 heures. *Le Figaro Histoire* est disponible sur iPhone et iPad.

Ce numéro a été réalisé avec la collaboration de Jean-Louis Voisin, Frédéric Valloire, Charles-Édouard Couturier, Philippe Maxence, Marie Peltier, Éric Mension-Rigau, Jean-Louis Thiériot, Mathilde Desgranges, Blandine Huk, secrétaire de rédaction, Sophie Suberbère, rédactrice photo, Sylvie Maurice, rédactrice graphiste, Key Graphic, photogravure, Sophie Trotin, fabrication.

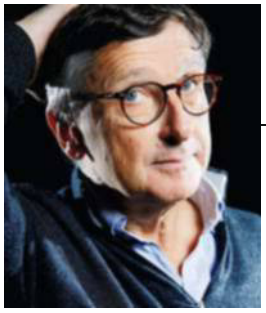
En couverture : *La Prise de Pékin par les armées alliées durant la guerre des Boxers,* par Torajiro Kasai, 1900 (Washington, Library of Congress).
© Library of Congress, Prints & Photographs Division, [LC-DIG-jpd-02541].

© BABA AHMED/AP/SIPA. © AKG-IMAGES/PICTURES FROM HISTORY. © IMAGEBROKER/ HEMIS.FR

Le Figaro Histoire

Retrouvez *Le Figaro Histoire* sur www.lefigaro.fr/histoire et sur

Conseil scientifique. **Président : Jean Tulard,** de l'Institut. **Membres : Jean-Pierre Babelon,** de l'Institut ; **Simone Bertière,** historienne, maître de conférences honoraire à l'université Bordeaux-Montaigne et à l'ENS Sèvres ; **Jean-Paul Bled,** professeur émérite (histoire contemporaine) à l'université Paris-Sorbonne ; **Jacques-Olivier Boudon,** professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris-Sorbonne ; **Maurizio De Luca,** ancien directeur du Laboratoire de restauration des musées du Vatican ; **Alexandre Grandazzi,** historien et archéologue, professeur de langue et littérature latines à l'université Paris-Sorbonne ; **Barbara Jatta,** directrice des musées du Vatican ; **Thierry Lentz,** directeur de la Fondation Napoléon ; **Alexandre Maral,** conservateur général au Musée national des châteaux de Versailles et de Trianon ; **Eric Mension-Rigau,** professeur d'histoire sociale et culturelle à l'université Paris-Sorbonne ; **Arnold Nesselrath,** professeur d'histoire de l'art à l'université Humboldt de Berlin, ancien délégué pour les départements scientifiques et les laboratoires des musées du Vatican ; **Dimitrios Pandermalis** (†), professeur émérite d'archéologie à l'université Aristote de Thessalonique, président du musée de l'Acropole d'Athènes ; **Jean-Christian Petitfils,** historien, docteur d'Etat en sciences politiques ; **Jean-Robert Pitte,** de l'Institut, ancien président de l'université Paris-Sorbonne ; **Giandomenico Romanelli,** professeur d'histoire de l'art à l'université Ca' Foscari de Venise, ancien directeur du palais des Doges ; **Jean Sévillia,** journaliste et historien.



© LEA CRESPI/LE FIGARO MAGAZINE

Orgueil et préjugés

Elle avait si longtemps vécu dans ce qui apparaît à notre égocentrisme comme un splendide isolement : c'était un monde à part. Bien sûr, l'Europe n'ignorait pas l'existence de la Chine, non plus que l'empire du Milieu ne méconnaissait la présence, au loin, de nations « barbares ». On savait dès le règne de l'empereur Auguste, au tout premier siècle de notre ère, que s'étendait au-delà de cette Inde à quoi avaient touché les conquêtes d'Alexandre, et de l'Asie centrale qu'il avait partiellement soumise, un immense empire habité par un peuple étrange, qu'on appelait les Sères. On échangeait avec lui, parfois, des ambassades. On avait songé à faire de lui, plus tard, au XIIIe siècle, un allié de revers contre l'Islam. Saint Louis et le pape Nicolas IV lui avaient envoyé des missionnaires pour le convertir au christianisme. Les récits de Marco Polo l'avaient fait connaître au public érudit comme un Etat immense, aux élites lettrées, aux productions artistiques étranges, aux richesses inouïes. C'est même pour y toucher que s'étaient produites les grandes découvertes : Christophe Colomb n'avait abordé aux Antilles et sur les côtes de l'Amérique que parce qu'il prétendait cingler jusqu'à Cathay. Les navigateurs portugais y avaient installé, à Macao, un comptoir. Les missions jésuites s'y étaient succédé depuis le XVIe siècle. Les compagnies de navigation européennes avaient mis en place, à ses marges, un fructueux commerce, qui avait procuré aux Occidentaux des porcelaines précieuses et des soieries multicolores.

N'empêche que l'empire du Milieu avait vécu sa vie sans souci de ce qui se passait à l'ouest.

Mieux que l'Empire romain, qui avait disparu sans retour sous le choc des invasions barbares, il était parvenu à surmonter l'épreuve des siècles par une série de morts et de résurrections (l'historienne Danielle Elisseeff estime qu'il faudrait, pour en tenir compte, parler d'au moins neuf empires successifs). Sa résistance lui avait permis de maintenir sous sa coupe toute la population chinoise, dominée par les Han, puis d'étendre progressivement sa sphère d'influence, de l'Asie centrale à la mer de Chine. Il avait su, non sans turbulences, périodes de désordre, d'anarchie, maintenir une unité fondée, en dépit des diversités religieuses, ethniques ou linguistiques, sur le partage d'une morale et de conceptions sociales nées du confucianisme, et sauver les structures de son gouvernement grâce à la mise en place, à partir du XIe siècle, d'une bureaucratie centralisée, d'un maillage de fonctionnaires recrutés pour leur compétence, sur la base d'examens d'Etat.

Au contraire des nations européennes, la Chine avait décidé, à la fin du XVe siècle, que la conquête des mers qui avait récemment conduit ses énormes « vaisseaux-trésors » (d'immenses navires de plus de 100 m de long transportant jusqu'à 500 passagers chacun) à Java, Sumatra, Calicut et jusqu'à Djedda et à Zanzibar, était une futilité qui l'avait distraite de l'essentiel. Elle avait fermé ses chantiers navals et concentré ses efforts sur le renforcement de la Grande Muraille qui devait la préserver, pour l'avenir, de l'invasion de ces Mongols qui l'avaient dominée pendant un siècle et dont on continuait à redouter la menace. La décision était symptomatique d'un irrésistible penchant à l'autarcie : de la conviction qu'en se préservant elle-même, la Chine disposerait de l'unique nécessaire.

Quand, en 1793, le roi George III lui avait fait offrir une collection d'objets scientifiques (télescopes, horloges, pièces d'artillerie) dans l'espoir d'obtenir, en échange, l'ouverture d'une ambassade et des privilèges commerciaux, l'empereur Qianlong avait affecté de tenir ces présents pour autant d'inutiles babioles : « *Comme votre ambassadeur a pu le voir par lui-même,* avait-il écrit au roi d'Angleterre, *nous possédons déjà tout. Je n'attache aucune valeur à vos objets étranges ou ingénieux et je ne vois aucun usage aux produits de vos manufactures.* » Plus encore, lui avait paru singulière la prétention d'inaugurer, avec cette ambassade, des relations avec l'un des nombreux petits royaumes de la péninsule européenne sur la base d'une égalité entre Etats souverains. Il avait affecté de considérer le don, bien plutôt, comme le tribut d'un lointain vassal, et il était resté fidèle à la coutume de limiter l'accès des étrangers au seul territoire de Canton, de réserver leur contact aux seules corporations, dûment patentées, de marchands. La Chine avait inventé bien avant l'Occident la boussole, les armes à feu, le papier et l'imprimerie. Elle avait su améliorer sa productivité par la transmission des techniques agricoles des régions les plus avancées à sa périphérie (la production céréalière avait été multipliée par cinq ou six de 1400 à la fin du XVIIIe siècle et la sophistication des techniques artisanales était alors analogue à celle de la Grande-Bretagne), prévenir les famines par la constitution de stocks et la construction de canaux d'irrigation, développer le commerce de courte et longue distance à l'intérieur de ses immenses frontières, faire naître une puissante classe marchande disposant d'un marché intérieur plus vaste que l'Europe entière. Elle pensait avoir ainsi associé raffinement et prospérité sans avoir eu besoin d'aller chercher, ailleurs, des idées, des innovations, des modèles. Elle abritait près du tiers de la population du globe, dégageait le premier PNB au monde, connaissait une croissance continue de sa production et de ses échanges commerciaux. Comment n'aurait-elle pas considéré sa supériorité comme une évidence ?

Le drame vint pour partie de ces succès eux-mêmes : ils se traduisirent par une augmentation spectaculaire de la population (passant entre 1741 et 1851, de 143 à 432 millions) qui la contraignit à la recherche coûteuse de terres nouvelles (singulièrement, par la construction d'espaliers pour aménager ses collines en immenses rizières) et, par là, à des baisses de rendement, sans que l'abondance de la main-d'œuvre n'encourage les progrès de la mécanisation ; cela provoqua l'appauvrissement des masses paysannes, rendues plus vulnérables aux catastrophes naturelles, aux famines et aux maladies ; dans un pays déjà démesuré, la croissance démographique avait placé dans le même temps la bureaucratie devant des difficultés inextricables, compromettant la rentrée des recettes fiscales (1 % du PIB au milieu du XIXe siècle) et la mainmise du gouvernement central sur les affaires locales, encourageant la corruption et suscitant *in fine* des révoltes en cascade alors même que l'emprise tatillonne des fonctionnaires sur la classe marchande décourageait en ville l'essor d'un capitalisme digne de ce nom.

L'échec vint aussi de ce que le refus de tout échange sérieux avec l'étranger avait laissé la Chine à l'écart de la révolution industrielle et qu'il creuserait, au XIXe siècle, à son détriment, un fossé technologique entre elle et ceux qu'elle s'obstinait à considérer comme des barbares, qu'il suffisait de tenir à distance en leur concédant, aux périphéries de l'empire, des comptoirs jouissant de juridictions

Par Michel De Jaeghere

extraterritoriales comme on avait coutume d'acheter, autrefois, la paix aux tribus irrédentistes en leur confiant la défense des frontières. Ils se comporteraient bientôt comme des conquérants avides de tirer profit de leur supériorité technique pour imposer leur loi à une autocratie immobile et impuissante.

Tout allait dès lors s'effondrer entre 1839 et 1911. La Chine subirait, au mitan du XIXe siècle, une immense et sanglante guerre civile, la plus féroce, sans doute, qu'elle ait jamais connue (entre 20 et 30 millions de victimes : seul Mao Zedong a fait mieux depuis), en même temps qu'une invasion étrangère multiforme. Elle perdrait le libre exercice de sa souveraineté pour devenir le terrain de jeu des puissances européennes et du Japon. Elle assisterait à la désagrégation du régime auquel avait été associé pendant plus de deux millénaires son destin et verrait mise en cause jusqu'à son unité elle-même : rien d'étonnant à ce que la période soit restée, dans l'imaginaire chinois contemporain, comme celle des « humiliations », et que soucieux de forger une idéologie de substitution qui justifie le maintien du parti unique au pouvoir en dépit de l'abjuration des illusions du communisme, les autorités se donnent aujourd'hui pour programme essentiel de prendre une revanche sur ce siècle d'abaissements.

Il est de fait que les puissances européennes se donnèrent à voir, alors, sous le pire de leurs jours. Justifiées par l'idée qu'un gouvernement incapable régnait inutilement sur un pays riche en ressources naturelles, mais peuplé de paysans arriérés et dirigé par des élites fourbes et cruelles, qui s'opposaient en outre à l'œuvre des missionnaires chrétiens ; déclenchées en réalité par la volonté des Anglais de compenser le déséquilibre suscité, dans leur balance commerciale, par la mode des marchandises chinoises (la porcelaine et le thé) en faisant lever l'interdiction qui les empêchait d'écouler en contrepartie en Chine l'opium produit en Inde ; marquées par le pillage et la destruction d'un palais d'Eté où la dynastie avait rassemblé à foison les plus précieux de ses trésors artistiques et où l'on aurait eu quelque peine à trouver un réel objectif militaire, les guerres qui ouvrirent le cycle des interventions des puissances européennes les virent adopter une démarche coloniale dans un empire dont la taille, l'ancienneté, l'organisation, la puissance leur interdisaient tout réel projet de conquête ou d'administration, et dont le raffinement rendait absurde le propos d'apporter au loin les bienfaits de leur civilisation. En dépit des prétextes que put donner aussi la persécution des chrétiens, elles furent pour l'essentiel des guerres d'agression motivées par le seul appât du gain.

Il y aurait, pour autant, un singulier aveuglement à les tenir, comme les autorités chinoises ont désormais accoutumé de le faire (Xi Jinping y revient régulièrement dans ses discours ; films, musées et documentaires y sont consacrés et leur histoire est depuis 1990 au cœur de « l'éducation patriotique » des jeunes gens), pour les causes uniques de la crise traversée, au XIXe siècle, par le pays et, partant, du chaos et des drames sanglants qui ont ponctué, au XXe, la reconstitution progressive de son unité et de sa puissance.

L'incapacité de la Chine à s'adapter à la nouvelle donne internationale en prenant le train de la révolution industrielle, comme en conformant sa bureaucratie et ses élites aux pratiques politiques qui avaient permis à l'Europe et à l'Amérique d'associer plus étroitement leur population au gouvernement, de prendre en charge plus efficacement l'effort d'éducation, la police ou l'administration urbaine, à l'image de la révolution opérée à la même époque au Japon par les souverains de l'ère Meiji (tel était, à la toute fin du siècle, le programme des réformateurs des « Cent Jours », désavoués *in fine* par l'impératrice douairière Cixi), tint d'abord au sentiment de supériorité qui lui interdisait d'emprunter aux mœurs de l'Occident. Elle fut vaincue par ses adversaires pour les avoir méprisés indûment.

La Chine n'avait pas échappé à la fatalité des empires, qui veut qu'ils ne se maintiennent que par l'expansion permanente : elle n'avait garanti sa stabilité au fil du temps qu'en menant aux périphéries des guerres de conquête, en annexant les territoires de l'étranger proche, en réduisant, au-delà, ses voisins à la condition de royaumes clients. Reste qu'elle avait eu la sagesse de donner des limites à son extension. Qu'elle avait paru se satisfaire d'occuper, à ses propres yeux, le centre de la terre et de rayonner par l'éclat de sa puissance sans se soucier de la prolonger à l'infini au-delà des mers. Elle s'en était enivrée au point d'ignorer la révolution qui avait, en quatre siècles, rendu l'Europe maîtresse du reste du monde et l'avait préparée à aborder ses rives avec l'arrogance propre aux conquérants.

Cent ans plus tard, la Chine postcommuniste a refait son retard en prenant le contrepied de la politique qui avait prévalu, aux temps de décadence. Elle s'est approprié les techniques de l'Occident par une curiosité insatiable, qui n'a pas négligé les procédés de l'espionnage industriel pour se satisfaire, en même temps que par le travail acharné de sa population, fruit de la combinaison de son enrégimentement et de l'avidité d'un peuple rivé aux choses de la terre et dont les pères ont connu le chaos et la faim. Elle a diffusé en son sein le confort et l'éducation en resserrant sur elle la main de fer d'un rigoureux contrôle social, assorti d'une dictature impitoyable pour éviter que l'accès à la modernité technicienne n'enclenche des dynamiques centrifuges, qu'elle ne se traduise, comme en 1989 place Tiananmen, par des revendications de partage du pouvoir propres à la menacer de désagrégation. Elle affiche désormais des ambitions d'expansion territoriale et la volonté de s'imposer comme la première puissance mondiale sans craindre de provoquer la colère de rivaux qui n'ont plus les moyens de se comporter avec elles en suzerains, et avec lesquels elle se dit prête, si besoin était, à la confrontation militaire.

Alors même que la tradition de l'historiographie chinoise enseigne, depuis au moins le IIe siècle av. J.-C., que les changements de dynastie, les périodes d'anarchie s'expliquent d'abord par la faute des souverains, réputés avoir perdu le contact du Ciel quand leurs ordres ne sont plus respectés, quand les provinces s'émancipent, quand les catastrophes répondent en écho aux révoltes populaires ou aux invasions, la focalisation actuelle du discours des dirigeants de la Chine populaire sur la seule responsabilité des puissances étrangères dans le « temps des humiliations » est dans ces conditions lourde de sens. En interne, elle vise à faire oublier les crimes et les faillites du maoïsme tout en entretenant le ressentiment contre l'Occident avec la force d'un mythe sorélien. A l'égard des puissances qui entendraient imposer des limites à ses ambitions, elle a la valeur d'un avertissement.

ACTUALITÉ DE L'HISTOIRE



© AFP. © TALLANDIER/BRIDGEMAN IMAGES. © ARNAUD MEYER/LE FIGARO MAGAZINE. © NATIONAL MUSEUM OF DENMARK/PHOTO: UKENDT(CC-BY-SA).

8

Out of Africa

Les coups d'État au Mali et au Niger s'inscrivent dans le contexte général d'une remise en cause de la présence française en Afrique, tournant le dos à soixante ans d'histoire de la décolonisation.



16

L'honneur d'un général

Dès septembre 1943, la Corse était libérée par des Français. C'est au général Giraud que revint l'initiative de cette prouesse, dont De Gaulle crut pouvoir profiter pour l'évincer de son commandement.



18 La face cachée de l'Anschluss

Loin de l'image caricaturale d'un pays unanimement acquis au nazisme, Jean Sévillia fait revivre « *cette Autriche qui a dit non à Hitler* ».

Et aussi

Un siècle rouge sang

Tempête sous un crâne

Côté livres

Contre les nouveaux cathares

Expositions

Ils n'ont pas de pain ? Qu'ils mangent de la brioche !



Indésirables
Page de gauche, en haut : les partisans de la junte militaire au pouvoir au Niger depuis le coup d'Etat du 26 juillet 2023 réclament le départ des militaires français. A droite : *Reliquaire en cristal,* XIII[e] siècle (Copenhague, National Museum of Denmark). Il est présenté dans l'exposition « Voyage dans le cristal » au musée de Cluny.

Par Jean-Baptiste Noé

Out of Africa

Si la fin de la Françafrique est douloureuse, c'est parce qu'elle fut un mélange de rêves, de liens humains, économiques et politiques. Un cocktail qui a mêlé les espoirs de développement de l'Afrique et les leviers de puissance de la France.

Pas moins de huit coups d'Etat en trois ans. L'Afrique de l'Ouest restée sous influence française a connu depuis 2020 une succession impressionnante de pronunciamientos : au Mali (août 2020 et mai 2021), au Tchad (avril 2021), en Guinée (septembre 2021), au Burkina Faso (janvier et septembre 2022), au Niger (juillet 2023), au Gabon (août 2023). Si les causes sont multiples et si chaque pays a ses particularités, tous ont, d'une manière ou d'une autre, fragilisé la présence de la France. Au Mali, le nouveau pouvoir l'a contrainte à mettre un terme en 2022 à l'opération Barkhane qui l'avait vue, depuis 2014, et au prix de la vie de 58 de ses soldats, éviter l'effondrement de l'Etat et porter des coups décisifs aux bases de l'Etat islamique au Sahara. Au Niger, notre ambassadeur a été, selon les termes du président de la République, pris en « *otage* » par le nouveau pouvoir. Partout, les manifestations antifrançaises se multiplient ; l'armée doit fermer ses bases et replier ses hommes, les ressortissants français voient s'accroître pour eux l'insécurité. Les procès en néocolonialisme sont rejoués, le spectre de la Françafrique est ressorti. Depuis trois ans, c'est la présence française en Afrique qui est ainsi mise en cause. Avec elle, ce sont les soixante ans d'histoire de la décolonisation qui sont revisités.



HAUT LES DRAPEAUX Ci-dessus : les partisans de la junte putschiste rassemblés dans le stade Seyni Kountché de Niamey, le lendemain de l'ultimatum exigeant de l'ambassadeur de France qu'il quitte le Niger. Page de droite : des légionnaires français de l'opération Barkhane patrouillant dans le nord-est du Mali, à la frontière avec le Niger, en février 2020.

De la colonisation à la Françafrique

La colonisation française en Afrique noire n'aura été qu'une brève parenthèse au regard de l'histoire longue de la France et de l'Afrique. Pourtant, si ce phénomène a duré à peine le temps d'une vie humaine, commençant dans les années 1880 pour se terminer pour la plupart des pays en 1960, l'indépendance politique n'a pas signifié la fin brutale de la présence française.

Une première réorganisation administrative avait été mise en place dès 1946 avec la création de l'Union française par la Constitution de la IVe République. Cette Union visait à associer la métropole, les territoires d'outre-mer et les colonies. En théorie, tous les membres de l'Union étaient citoyens et la vie politique pouvait se développer dans les territoires ultramarins. Dans les faits, l'égalité juridique n'avait pas eu d'expression directe. L'autonomie des territoires se trouva en outre empêchée quand le Vietnam demanda à quitter l'Union et que plusieurs mouvements autonomistes ou indépendantistes se développèrent en Afrique.

L'Union française disparut avec la nouvelle Constitution de 1958. A sa place fut créée la Communauté française, définie dans la Constitution de la Ve République dans le titre XII, « De la Communauté » : « *Dans la Communauté instituée par la présente Constitution,* lisait-on à l'article 77, *les Etats jouissent de l'autonomie ; ils s'administrent eux-mêmes et gèrent démocratiquement et librement leurs propres affaires. Il n'existe qu'une citoyenneté de la Communauté. Tous les citoyens sont égaux en droit, quelles que soient leur origine, leur race et leur religion. Ils ont les mêmes devoirs.* » Le franc CFA (Colonies françaises d'Afrique : on traduit aujourd'hui l'acronyme par Communauté financière africaine), créé en 1939, devint la monnaie de cet ensemble. Théoriquement, les Etats membres de la Communauté y disposaient d'une large autonomie, mais dans les faits celle-ci était limitée par l'article 78 qui fixait l'étendue des domaines de compétence que se réservait en pratique la métropole, à savoir la politique étrangère, la défense, la monnaie, les finances, les matières premières. Raison pour laquelle la Communauté déçut vite les autonomistes. Nombreux furent alors ceux qui demandèrent l'indépendance, et elle fut accordée à la plupart des pays d'Afrique noire en 1960.

N'ayant duré que deux années, la Communauté céda dès lors la place à un autre type de relations, qu'on appelle communément la « Françafrique ». Au ministère des Colonies, devenu le ministère de la France d'outre-mer (1946), succéda le ministère de la Coopération (1961), chargé des relations et du développement des territoires. Il perdure jusqu'à aujourd'hui dans un nom et un périmètre qui ont évolué.

Alors que l'Union et la Communauté étaient des structures juridiques et légales, la Françafrique est fondée sur une relation personnelle, faite d'amitiés, de coopérations, de relations entre les administrations françaises et les administrations des Etats africains, les hommes politiques français et les chefs d'Etat nouvellement indépendants. Il y a donc autant de Françafriques que de pays d'Afrique, d'autant que les relations ont évolué au cours du temps et du renouvellement des générations.



© ISSIFOU DJIBO/EPA-EFE. © FINBARR O'REILLY/NYT-REDUX-REA.



A ce cadre français s'ajoutait l'état des relations internationales. Alors qu'on était en pleine guerre froide, un accord tacite fut conclu avec les Etats-Unis : à Washington, l'Europe, l'Asie et le monde arabe ; à la France, le soin de s'occuper de son ancien territoire africain, qui n'intéressait guère les Etats-Unis. Ce désintérêt américain pour l'Afrique laissait le champ libre à Paris pour poursuivre ses relations et faire de l'Afrique un levier du maintien de son indépendance et sa puissance mondiale.

La Françafrique, ce sont d'abord des visages connus, chefs d'Etat et conseillers, et des passionnés anonymes. Nombreux sont en effet les présidents africains et leurs ministres à avoir étudié en France, à y envoyer leurs enfants, à s'y faire soigner. Léopold Sédar Senghor (1906-2001, Sénégal), condisciple de Georges Pompidou et membre de l'Académie française, Félix Houphouët-Boigny (1905-1993, Côte d'Ivoire), député français et membre du gouvernement avant de présider la Côte d'Ivoire, Jean-Bedel Bokassa (1921-1996, Centrafrique), capitaine de l'armée française, Denis Sassou-Nguesso (né en 1943, Congo-Brazzaville), officier formé en France, Omar Bongo (1935-2009, Gabon) sont les meilleurs exemples de ces chefs d'Etat avec qui Paris a entretenu des liens privilégiés et complexes. La cheville ouvrière en fut le mythique Jacques Foccart, qui depuis le secrétariat général aux Affaires africaines et malgaches (1960-1974) soutenait les dirigeants, organisait les coups d'Etat avec l'aide des services secrets, veillait à la bonne marche de la coopération. Parmi ses réussites, la mise en orbite d'Omar Bongo, jusqu'à son accession à la présidence du Gabon en 1967, après avoir judicieusement modifié la Constitution, et le soutien au coup d'Etat qui permit à Bokassa de prendre la direction de la Centrafrique (1966).

Mais la Françafrique, ce sont aussi les milliers d'inconnus passionnés d'Afrique : médecins, vétérinaires, professeurs, géographes, fonctionnaires qui ont effectué tout ou partie de leur carrière dans les anciennes colonies. En 1965, Pierre Messmer, alors ministre des Armées, modifie la nature du service militaire : il ne sera plus uniquement « militaire », mais devient aussi « national ». Cette transformation permet à des milliers de jeunes gens d'effectuer leur service comme coopérants dans un pays étranger, dans les faits essentiellement l'ancien empire colonial. C'est une façon à la fois de maintenir les liens humains et de contribuer au développement des pays d'Afrique noire. Dans le sens inverse, des bourses et des places sont réservées aux étudiants méritants pour intégrer les classes préparatoires ou les écoles nationales françaises. Quant aux écoles militaires, elles continuent à former des élèves officiers des anciennes colonies. Les accusations de paternalisme et d'ingérence commencent cependant assez tôt à fuser sur cette relation spéciale, ce qui conduit à la repenser et à la moderniser.

VGE : ROMPRE ET PERSÉVÉRER

Souhaitant rompre à la fois avec le gaullisme et avec la Françafrique, Valéry Giscard d'Estaing met un terme aux fonctions de Foccart. Il est entendu que la France doit faire moins d'interventions directes et plus d'aide au développement. Il n'en sera rien : le septennat de Giscard d'Estaing voit au contraire l'intensification des interventions militaires françaises en Afrique, qui n'ont depuis jamais cessé. Si l'opération Caban (1979) qui renverse Bokassa est dans la continuité des opérations organisées par Foccart, l'opération Bonite (1978) opère, elle, une véritable rupture. L'armée française officielle, et non plus des services spéciaux





Liaisons dangereuses
Page de gauche, en haut : des soldats français débarquent à Kinshasa, au Zaïre, en 1978. Ils seront parachutés sur Kolwezi pour libérer les otages européens retenus par des indépendantistes katangais. Page de gauche, en bas : Jean-Bedel Bokassa, empereur autoproclamé de Centrafrique. La France avait soutenu le coup d'Etat qui l'avait conduit au pouvoir en 1966 avant d'organiser, en 1979, l'intervention militaire qui allait le renverser. Ci-contre : le discours de Mitterrand à La Baule durant la 16e conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique en 1990. Il conditionnait pour la première fois l'aide française à l'Afrique aux progrès de la démocratie.

officieux, intervient à la demande d'un pays étranger (Zaïre) et en coordination avec d'autres pays (Belgique, Maroc, Zaïre). La bataille de Kolwezi, opération réussie des parachutistes de la Légion étrangère, assura la libération des otages africains et français retenus par des indépendantistes du Katanga. Mais surtout, elle permit à une armée encore traumatisée par les échecs de l'Indochine et de Suez de relever la tête, suscitant dans tout le pays une légitime fierté. Sur les quinze opérations extérieures (Opex) conduites sous le septennat de VGE, treize se dérouleront en Afrique, allant du soutien logistique et de l'aide ponctuelle (Egypte, Djibouti) à la franche intervention militaire (Tchad, Centrafrique, Zaïre). Quinze Opex en sept ans, quand seulement trois avaient été organisées entre 1963 et 1974.

Mitterrand : démocratie d'abord

A peine élu, François Mitterrand annonça lui aussi vouloir mettre un terme à la Françafrique, comme le feraient après lui tous ses successeurs.

Une rupture est, de fait, entamée lors de son discours de La Baule (1990) qui annonce que sera bientôt mis un terme aux agissements satrapiques des chefs d'Etat africains. La pratique du parti unique, le musellement des oppositions, le contrôle de la presse, la confiscation des ressources, les gabegies politiques ont douché les espoirs de l'indépendance. L'Afrique, dont l'agriculture était autosuffisante à la veille de la décolonisation, est désormais en retard sur tout : médecine, développement, revenu national brut par habitant. Elle est largement dépassée par l'Asie qui connaît une croissance forte et soutenue. Dans l'esprit de Mitterrand et de ses conseillers, seule la fin des dictatures peut dès lors conduire au développement des pays ; la démocratie est donc la voie à suivre. Fini le soutien aux coups d'Etat internes et aux satrapes qui ont capté les richesses de leur pays. Mitterrand soutient la voie de la démocratisation et conditionne l'aide au développement au respect du multipartisme, selon l'idée énoncée par son ministre des Affaires étrangères Roland Dumas : « *Il n'y a pas de développement sans démocratie et il n'y a pas de démocratie sans développement.* »

Généreuse sur le papier, cette idée va cependant bouleverser les équilibres africains. Les présidentielles voient désormais s'affronter en effet des candidats qui mobilisent leurs bases ethniques, ce qui octroie mécaniquement le pouvoir aux groupes les plus nombreux au détriment des élites traditionnelles, souvent issues des ethnies minoritaires. De là, de nouveaux coups d'Etat, des massacres, le non-respect des constitutions. Alors même que l'ancienne puissance coloniale voulait se désengager, elle doit intervenir de plus en plus souvent pour assurer la survie d'Etats fragiles. Les projections militaires se multiplient tant au Tchad (présence continue depuis 1983), que dans le golfe de Guinée et au Rwanda (1994).

Les frustrations ne peuvent dès lors que s'accumuler jusqu'à voir en la France un garant de l'ordre établi et des régimes corrompus.

L'opération Turquoise (Rwanda, 1994) demeure aujourd'hui encore une plaie vive dans la mémoire militaire française. Commencée sous mandat de l'ONU dans le but de mettre un terme au génocide en cours, elle fut présentée après coup par des détracteurs de la France comme un soutien apporté au régime génocidaire. A cette occasion, la France découvrit dans la douleur la réalité de la guerre informationnelle, qui avait sapé une partie de son autorité et abîmé son image, comme elle le fait, aujourd'hui au Sahel pour accélérer le départ français.

En matière de Françafrique, les années Mitterrand furent en outre assombries par l'affaire Elf et les agissements de l'entreprise au Gabon via le clan Bongo. L'enquête fleuve démontra la corruption des élites africaines et françaises, avec système de fausses factures, de rétrocommissions, d'abus de biens sociaux, d'emplois fictifs pour maîtresses. Elle aboutit à la condamnation de hauts dirigeants d'Elf et de cadres du Parti socialiste. Loin de servir les intérêts des Africains et la puissance française, la Françafrique était devenue une machine de capitalisme de connivence et d'enrichissement personnel des politiciens africains et français.

Le développement en question

Issue de la tradition ancienne des missions d'évangélisation, rejointe à la fin du XIXe siècle par l'idée de mission civilisatrice de la France républicaine, l'aide au développement est depuis l'origine la justification première de la présence française en Afrique. L'Agence française de développement (AFD), dont la fondation remonte à 1941, est le principal organisme public d'orientation et d'attribution de l'aide. En 2022, l'AFD a consacré 12,3 milliards € au financement de différents projets, 50 % de cette somme ayant été dépensée en Afrique. L'AFD agit sous la tutelle de l'Elysée et du Quai d'Orsay. Si elle dispose de fonds propres, une grande partie de ses fonds viennent de subventions accordées par l'Etat, donc de l'impôt. En Afrique, soit l'AFD agit directement, soit elle finance des ONG et des associations qui conduisent des projets qui entrent dans le cadre défini par le Quai d'Orsay. Les collectivités territoriales (régions, départements, intercommunalités) participent également à la coopération en finançant des projets propres. Une coopération qui s'est accrue au cours des années, jusqu'à faire de ces collectivités locales des acteurs majeurs de la coopération (rapport du Sénat, mai 2011). Dès son origine, cette aide a suscité de nombreux débats quant à sa légitimité (affectation de l'impôt des Français) et quant à son utilité

© AFP. © BOCCON-GIBOD/SIPA. © MARCEL MOCHET/AFP.



(pertinence pour le développement). Dès 1964, le député socialiste de Corrèze Jean Montalat avait ainsi remis en cause l'aide aux anciennes colonies en estimant qu'il fallait donner la priorité aux départements français nécessiteux. Il avait prononcé à l'Assemblée une formule qui fit mouche, « *la Corrèze plutôt que le Zambèze* », et qui anime encore les débats actuels. D'autant que la philosophie française est celle de « l'aide déliée », c'est-à-dire que les pays recevant l'aide de la France ne sont pas obligés d'utiliser les sommes reçues pour passer des contrats avec des entreprises françaises, à l'inverse de beaucoup de pays qui pratiquent « l'aide liée », c'est-à-dire que le pays aidé doit dépenser l'aide dans des contrats avec des entreprises du pays qui finance. L'aide française profite donc en partie aujourd'hui aux entreprises chinoises installées en Afrique.

Lorsque René Dumont avait publié, en 1962, son constat de l'échec des indépendances dans *L'Afrique noire est mal partie*, beaucoup n'avaient voulu y voir que les oracles d'un mauvais prophète. L'auteur mettait déjà en garde contre la corruption généralisée et le gâchis des matières premières qui n'étaient pas utilisées comme levier du développement. La comparaison avec l'Asie n'est, de fait, pas à l'avantage de l'Afrique. Alors qu'en 1960 les pays d'Afrique de l'Ouest avaient un PIB supérieur à bon nombre de pays asiatiques (Vietnam, Corée, Thaïlande), ils ont été dépassés par l'Asie dès les années 1980 et sont désormais très loin derrière. Soixante ans après les indépendances, sur les 21 pays les plus pauvres de la planète, 20 sont situés en Afrique. En 1962, le revenu national brut par habitant de la Côte d'Ivoire était supérieur à celui de la Corée du Sud (160 $ contre 120 $). Aujourd'hui, l'écart entre les deux pays est sans conteste en faveur de la Corée (2 620 $/hbt contre 35 990 $/hbt). Même constat pour l'Indonésie : 70 $ en 1969, 4 580 $ en 2022. Quant au Vietnam, en dépit de décennies de guerre, il est parvenu à éradiquer l'extrême pauvreté (220 $/hbt en 1989, 4 010 $ en 2022).

De Chirac à Macron, la multiplication des interventions

Après François Mitterrand, tous les présidents français annoncèrent donc la fin de la Françafrique, tout en maintenant les structures de coopération et d'aides financières et tout en fixant aux dirigeants africains le cadre juridique et les objectifs à atteindre. En 2000, c'est par le biais de l'ONU que furent ratifiés les Objectifs du millénaire pour le développement (réduction de la pauvreté, égalité hommes/femmes, etc.). Si les objectifs à atteindre correspondent aux attentes des élites occidentales, la philosophie qui les sous-tendait fut diversement appréciée en Afrique où la question du pluralisme sexuel est différemment vécue qu'en Europe. Beaucoup y virent alors une forme de colonisation intellectuelle et philosophique qui fut de plus en plus dénoncée par les épiscopats et les chefs d'Etat. Cette différence d'appréciation des sujets anthropologiques et sociétaux a contribué à creuser le fossé séparant les Africains de la France.

Dans le même temps, la France continua d'intervenir à de multiples reprises comme force de maintien de la paix et de stabilisation. Parmi les principales interventions, la Côte d'Ivoire (Licorne, 2002-2015), la Libye (2011), le Sahel (Serval et Barkhane, 2013-2022). Des interventions toujours réalisées sous l'égide de l'ONU ou à la demande des pays africains, Paris cherchant à ne pas prêter le flanc à un procès en « néocolonialisme ».

Car au-delà de la relation France-Afrique se cache un impensé, celui de la puissance française. Derrière l'altruisme du développement et de l'humanitaire, la France, quels que soient ses gouvernements, a toujours vu sa présence africaine comme une expression et un levier de sa puissance. Maintenir la présence française en Afrique c'était conserver la puissance française dans le monde. Or, en guise d'Afrique, c'est un petit morceau de celle-ci qui est désigné : essentiellement l'Afrique de l'Ouest et du golfe de Guinée. L'Afrique agit dès lors



Peau de chagrin
Page de gauche : depuis une dizaine d'années, la présence française en Afrique de l'Ouest se limite, en raison de l'insécurité croissante, aux militaires, qui sont de moins en moins supportés par les populations locales. Ci-contre : Emmanuel Macron et le président du Sénégal Macky Sall, en février 2022. L'Agence française de développement (AFD) a consacré, en 2022, 50 % de ses fonds à l'Afrique. Ci-dessous : un billet de 1 000 francs CFA.



peut-être comme un miroir aveuglant et trompeur, qui a empêché de penser la puissance et la projection mondiale de la France. Ainsi, aucun effort n'a été conduit pour tenter de maintenir des liens avec les anciens pays d'Indochine, où même la langue française est en train de s'évaporer. Si le général De Gaulle y prononça son célèbre discours de Phnom Penh (1966) et si Paris fut le lieu de la signature du traité mettant fin à la guerre du Vietnam (accords de Paris, 1973), ce fut à peu près tout. Les territoires français d'outre-mer – Antilles, îles de l'océan Indien, Polynésie – ne sont, de même, jamais pensés autrement que dans le cadre des problèmes sociaux et des réponses financières à y apporter. Il n'y a ni projection ni grand dessein : preuve en est l'intérêt très limité que suscitent les référendums sur la question de l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, alors qu'ils engagent la présence de la France aux antipodes, et par le biais de la zone économique exclusive de 200 milles, son domaine maritime. L'Afrique, elle, a été un grand dessein, mais un dessein qui a écarté tout le reste, tel un glaucome géopolitique qui a rétréci la vision mondiale de la France.

En Afrique même, les ambitions furent modestes, relativement à l'immensité du continent. La France ne s'est jamais intéressée (en dehors d'un simple accord de sécurité avec l'Afrique du Sud) à l'Afrique australe, pourtant voisine de ses possessions de l'océan Indien ; ni à l'Afrique nilotique, alors que l'aura française était grande en Egypte ; ni encore à celle des Grands Lacs, hormis pour l'intervention au Rwanda. Militairement parlant, la France n'ayant pas les moyens d'intervenir ailleurs sur le continent, elle s'en désintéressa. Pas de grand dessein non plus au Maghreb, tiraillé entre culpabilité coloniale à l'égard d'une Algérie vivant d'une rente mémorielle perpétuelle et manque de vision globale avec le Maroc et la Tunisie, qui sont pourtant les grands partenaires commerciaux de la France en Afrique.

Là réside le cœur du problème, comme c'était déjà le cas durant l'époque coloniale. Vendue par Jules Ferry comme devant être la mère de l'industrie et le moteur du capitalisme français, la colonisation a coûté en effet beaucoup plus qu'elle n'a rapporté (voir à ce sujet la thèse de Jacques Marseille, *Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*, 1984).

Hormis quelques secteurs bien spécifiques et quelques entreprises centrées sur le commerce avec les colonies, l'expérience coloniale fut un échec économique. Il en va de même pour la période postcoloniale. Laurent Gbagbo, alors président de la Côte d'Ivoire, avait beau affirmer que la France ne serait rien sans l'Afrique, les populistes africanistes affirmer que la France pille l'Afrique, ses ressources, ses richesses et son argent, via le franc CFA, la réalité est toute autre : pour l'économie française, l'Afrique ne pèse quasiment rien – au plus 3 % des échanges pour tout le continent en 2022, quand les transactions avec le Royaume-Uni représentent 6 % du commerce français. En 2021, les exportations vers l'Afrique (Maghreb et Afrique noire) représentaient 23,5 milliards € quand les exportations vers la seule Belgique sont montées à 37,2 milliards €. L'un des grands symboles du désintérêt économique pour l'Afrique a d'ailleurs été la vente, en décembre 2022, par Vincent Bolloré, de ses activités portuaires au groupe MSC, ce qui mit un terme à plusieurs décennies de présence sur le continent. Comme durant la période coloniale, hormis pour quelques secteurs et entreprises très localisées, les Afriques n'intéressent pas les entrepreneurs français. Trop risqué, trop compliqué, trop de problèmes de corruption et de passe-droits, d'insécurité et de violence. Pour TotalEnergies, l'Afrique est un continent peu important, le groupe ayant dû par ailleurs replier ses ingénieurs basés au Mozambique après l'attaque djihadiste de 2021. Les gisements de gaz de Kashagan en Caspienne, au large du Kazakhstan, et de Méditerranée orientale sont beaucoup plus prometteurs et moins dangereux. Le Niger, qui était autrefois un pays important pour l'approvisionnement en uranium, est aujourd'hui dépassé par le Kazakhstan et l'Ouzbékistan.

Le tourisme à grande échelle n'a jamais pris non plus. C'est certes en Côte d'Ivoire, à Assouindé, que se rendent *Les Bronzés* dans le film de Patrice Leconte (1978), mais ce qui aurait pu devenir une destination prisée n'a guère prospéré. Hormis au Sénégal, le tourisme français en Afrique n'a jamais pris.

© PHILIPPE GODEFROY. © STEPHANE LEMOUTON-POOL/SIPA. © ADOC-PHOTOS.



L'honneur d'un drapeau

C'est l'armée qui a trouvé dans l'Afrique un levier de sa puissance. Non qu'elle ait poussé à la guerre ou à l'intervention, mais parce qu'elle fut l'outil des politiques pour maintenir la présence française. Grâce à ses bases tout d'abord, d'indispensables points d'appui : à Djibouti, au Niger, au Tchad, au Gabon, en Côte d'Ivoire, etc. Avec peu d'hommes engagés et des moyens militaires réduits, elle est parvenue à maintenir certains équilibres essentiels, à sauvegarder des régimes fragiles, au risque de passer pour une armée de soutien aux dictatures, de lutter contre les germes déstabilisants. Elle y a perdu des hommes, y a gagné d'indiscutables savoir-faire, des rêves et de la gloire. Ses interventions furent un mélange de froid réalisme, vu comme moyen d'expression de la puissance française, et d'idéalisme, avec la conviction qu'il était possible de changer la nature des choses et de mettre un terme à certains conflits séculaires. Elles justifièrent aussi le maintien des crédits et l'investissement dans l'outil militaire même si, à partir de 1991, l'armée fut perçue comme un secteur d'ajustement budgétaire, d'autant plus facile à manier que les militaires ont un pouvoir de nuisance social inférieur à celui d'un cheminot. Au risque, mal assumé, d'avoir, comme aujourd'hui, une armée à l'os qui, pour ses interventions, notamment dans la logistique et le transport du matériel et des troupes, doit s'appuyer sur le soutien des Etats-Unis. Une puissance incomplète donc, puisque aucune projection africaine de grande ampleur ne peut dès lors se faire sans cette aide américaine.

Du pré carré au délitement

Reste que si la présence militaire française en Afrique a été d'une remarquable continuité tout au long des années 1990-2020, si elle a longtemps permis à la France de conserver là sa situation de monopole, la France est désormais concurrencée dans son pré carré africain.

La Turquie a avancé au Maghreb et en Afrique de l'Est, notamment en Somalie et en Ethiopie, entre autres pour installer des usines textiles dans ce qui fut l'ancien espace ottoman. Puis est venu le tour d'une Chine renaissante, qui voulait montrer à la face du monde que le temps de la Chine tiers-monde était révolu. Dès la fin des années 2000, les investissements se sont intensifiés sur le continent africain, notamment dans la construction. Les ports africains de l'océan Indien ont été connectés à la Chine, Pékin a ouvert une base militaire à Djibouti, qui est devenu ainsi un authentique nid d'espions, les entreprises chinoises se sont avancées sur l'ensemble du continent. Pour les chefs d'Etat, l'arrivée chinoise a été une aubaine : un partenaire qui apporte argent et investissements sans demander en retour une allégeance au suffrage universel et à la démocratie a été vu de façon tout à fait positive. La manne financière, sans le discours moralisant, a attiré à elle de nombreux dignitaires africains.

Dans son ouvrage de 2009, Dambisa Moyo présentait même la Chine comme l'un des acteurs futurs du développement africain. La Chinafrique allait-elle se substituer à la Françafrique ? Rien n'est moins sûr, et la mode est en train de passer. L'engouement pour la Chine se tarit, y compris au sein des élites africaines. Et même côté chinois, la ruée vers l'Afrique est somme toute très limitée. La part de l'Afrique dans le commerce extérieur chinois atteint à peine les 3,3 %. Les investissements chinois en Afrique sont de 3 %, ce qui est très faible par rapport aux investissements réalisés en Asie, principal continent d'investissement pour Pékin. C'est surtout du pétrole, du fer et du manganèse que la Chine achète en Afrique, avec des partenaires commerciaux relativement restreints. Des investissements qui sont stables depuis les années 2000. Pour la Chine, le commerce avec l'Allemagne (230 milliards $) pèse plus que le commerce avec l'Afrique (170 milliards $). La Chine est certes présente en Afrique, mais le continent n'est pas sa priorité. Comme il n'est pas non plus celui des Etats-Unis.

Il en va sans doute de même pour la Russie, pour laquelle les interventions des mercenaires du groupe Wagner au Mali, en Centrafrique, au Burkina Faso et en Guinée sont l'arbre qui cache la forêt. Il est encore trop tôt pour savoir ce que deviendra cette organisation après la mort de Prigojine, le plus probable étant que les contrats africains se poursuivent avec une autre personne à la tête de l'organisation. Mais si la Russie est présente à travers cette société militaire pas totalement privée puisqu'elle



Dynastie Ci-contre : le général Oligui Nguema est à la tête du Gabon depuis le coup d'Etat du 30 août 2023, qui a renversé le président Ali Bongo. Ce dernier avait succédé, en 2009, à son père, Omar Bongo, qui dirigeait le pays depuis 1967 et entretenait avec la France des liens privilégiés. En haut : un soldat français dans la base militaire de Ménaka, dans le nord-est du Mali, en décembre 2021, quelques mois avant la fin de l'opération Barkhane et le retrait français. Page de droite : manifestation antifrançaise à Bamako.



© THOMAS COEX/AFP. © CHRIST DARCEL/EPA-EFE. © BABA AHMED/AP/SIPA.

dépend du ministère de la Défense, en Afrique ce ne sont que peu d'hommes qui sont engagés. Des hommes qui peuvent servir de garde présidentielle, mais qui n'ont ni les moyens humains ni les moyens logistiques de tenir le pays. Et encore moins ceux d'une confrontation directe avec l'armée française. La Russie a mené une intense campagne informationnelle contre la France, diffusant des fausses nouvelles sur les réseaux sociaux, savonnant la planche d'une présence que beaucoup jugeaient de trop.

L'accuser d'être seule responsable de l'éviction française est certes commode, mais erroné. La rétractation de la France est une conjonction de plusieurs facteurs et s'accomplit sur un temps long. La dégradation sécuritaire de l'Afrique de l'Ouest a d'abord rendu impossible l'installation des Français. La carte du ministère des Affaires étrangères présentant les régions où il est « *formellement déconseillé* » de se rendre n'a cessé de s'étendre et de devenir rouge au fil des années. Mali, Niger, Burkina Faso, nord de la Côte d'Ivoire, Centrafrique : des lieux où, il y a dix ans encore, les Français pouvaient se rendre facilement et librement sont désormais trop dangereux. Fini donc la coopération humanitaire, l'envoi de médecins, de vétérinaires, de professeurs et la possibilité de faire des affaires. L'effondrement sécuritaire de cette Afrique, qui ne fait que croître, rendant impossible la présence de civils et de leurs familles par risque de porter gravement atteinte à leur intégrité physique, a provoqué leur départ et, avec eux, celui d'une partie de la France. Ce ne sont plus que des militaires qui peuvent s'y rendre, dans le cadre d'accords internationaux. L'Afrique étant de plus en plus inaccessible aux Français, il est logique que la présence de la France s'y rétracte.

Ajoutons à cela que les gouvernements et les populations locales supportent de moins en moins la présence de militaires étrangers, vus comme une atteinte à leur souveraineté et que les programmes idéologiques imposés par certaines ONG ne répondent pas à la vision de l'homme portée par les Africains. Restée pauvre, avec une pauvreté qui augmente, l'Afrique de l'Ouest peut plus facilement accuser la France de cette responsabilité que mettre en cause des élites prédatrices et incapables. A quoi s'ajoutent, en France, à l'université et dans les centres de recherche liés aux ministères, une perte de la connaissance africaine. Réduites aux études du genre, gangrenées par le wokisme, les études africaines ne sont plus à même de comprendre les mouvements longs de l'Afrique et les logiques à l'œuvre. Preuve en est l'incompréhension face à la résurgence du vaudou et de l'animisme, qui absorbe le christianisme, la montée en puissance – y compris en France – des systèmes criminels du Nigeria, la fixation faite sur le djihadisme, expression qui camoufle la réalité d'affrontements qui sont surtout ethniques et criminels. La France perd pied parce que l'Afrique de l'Ouest s'effondre et qu'engoncés dans un logiciel mental inadapté et inopérant, les décideurs français ne prennent pas la mesure de cette transformation.

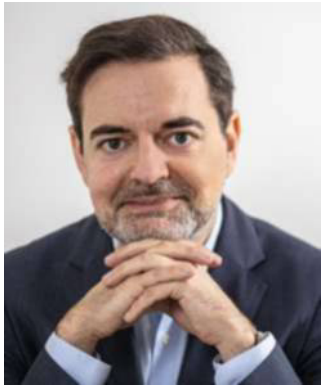
Docteur en histoire, Jean-Baptiste Noé est professeur à l'Institut Albert-le-Grand de l'Ircom et rédacteur en chef de la revue *Conflits*.

À LIRE de Jean-Baptiste Noé



Le Déclin d'un monde. Géopolitique des affrontements et des rivalités en 2023, **L'Artilleur, 280 pages, 22 €.**

Par Guillaume Perrault



© FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO.

L'HONNEUR D'UN GÉNÉRAL

C'est au général Giraud que revient l'initiative de la libération de la Corse à l'été 1943, au terme d'âpres combats. Dans un livre émouvant et engagé, son petit-fils défend l'héritage de cette grande figure militaire, finalement évincée par De Gaulle.

Il est des épisodes de l'histoire de France mis en valeur par la mémoire collective, et d'autres oubliés. La délivrance précoce de la Corse par les Français eux-mêmes, dès septembre-octobre 1943, constitue un chapitre glorieux et pourtant méconnu du passé national. Hormis sur l'île de Beauté, combien de nos compatriotes savent que les Allemands ont été chassés d'Ajaccio et de Bastia huit mois avant le débarquement en Normandie, et par des troupes françaises ? En ce 80e anniversaire de l'événement, *Opération « Vésuve », l'histoire très secrète de la libération de la Corse* (Editions du Cerf), le nouvel ouvrage d'Henri-Christian Giraud, ancien directeur adjoint du *Figaro Magazine* et petit-fils du général Giraud, est donc précieux.

Le livre ne se lit pas sans émotion. Il ressuscite un monde ancien et dépeint l'ardent patriotisme des insulaires à l'époque, viscéralement hostiles aux prétentions de Mussolini sur l'île de Beauté. Les Corses d'alors étaient des Français au carré, résolus à tout faire pour demeurer dans le giron de la mère patrie. « *Face au monde, de toute notre âme, sur nos gloires, sur nos tombes, sur nos berceaux, nous jurons de vivre et de mourir français* », proclamait déjà, le 4 décembre 1938, le Serment de Bastia, prêté par de nombreux Corses devant les monuments aux morts en réaction aux revendications de Rome. Partie intégrante de la zone libre après l'invasion de mai-juin 1940 et l'armistice, l'île de Beauté a ensuite été occupée par 80 000 Italiens en novembre 1942. Quelque 18 000 Allemands, pour l'essentiel des unités SS, s'installent à leur tour à partir de juin 1943. Cet été-là, la Corse compte ainsi près d'un soldat étranger pour deux habitants, ratio qui paraît sans équivalent et dit assez l'importance stratégique de l'île.



L'occupation italienne n'a rien d'une carte postale : notables internés à l'île d'Elbe afin de priver la population de ses cadres, patriotes incarcérés, maquisards fusillés. Henri-Christian Giraud nous raconte la Résistance corse à hauteur d'homme, ses divisions aussi bien que l'effort de beaucoup pour s'unir, ainsi que les missions concurrentes dépêchées sur place par Londres et par Alger, et respectivement confiées à Fred Scamaroni (qui mourra en héros) et Paulin Colonna d'Istria. La tension dans l'île est à son comble lors des semaines confuses qui séparent la chute de Mussolini, le 25 juillet, et l'armistice entre les Alliés et l'armée italienne fidèle au roi, rendu public le 8 septembre. Les résistants corses se soulèvent ce jour-là cependant que les Italiens qui occupaient l'île se retrouvent dans une extravagante situation : ils doivent choisir entre rejoindre les maquisards qu'ils pourchassaient la veille, continuer à se battre aux côtés des Allemands aux effectifs renforcés par des unités d'élite ou adopter l'état d'esprit de spectateurs neutres.

De son côté, à Alger, le général Giraud décide – malgré le scepticisme de presque tous, De Gaulle compris – de répondre à l'appel au secours des insurgés corses. Exécutant un plan préparé depuis des mois, il fait débarquer à Ajaccio, alors aux mains des résistants, un corps expéditionnaire minuscule (6 500 hommes), mais dont les unités sont impatientes d'en découdre et ont été choisies avec discernement. C'est l'opération « Vésuve », nom de code adopté pour égarer les Allemands, et qui fournit son titre au livre. On aimerait pouvoir citer les nombreux actes d'héroïsme individuel au cours des combats relatés par l'auteur. Lors de la bataille de Bastia, un jeune Corse de 14 ans originaire de Saint-Florent, Ernest Bonacoscia, se porte ainsi volontaire pour guider à travers un champ de mines, en pleine nuit, une colonne de goumiers marocains. La libération de la Corse, magnifique réussite aux conséquences stratégiques importantes (l'île va devenir une gigantesque base aérienne alliée), est menée quasi exclusivement par des troupes de l'armée française et les résistants. C'est une prouesse militaire réalisée avec des bouts de ficelle.

Le livre, toutefois, ne se limite pas au récit passionnant de la libération de la Corse. C'est aussi une œuvre de piété familiale. L'auteur entend non seulement rappeler le rôle déterminant et méconnu de son grand-père dans cette victoire mais aussi, plus largement, ses titres à la considération publique. A ses yeux, en effet, les autorités politiques, et les historiens à leur suite, ont, à de rares exceptions près, occulté le rôle du général Giraud et systématiquement rabaissé sa personne en raison du conflit politique qui l'a opposé à De Gaulle. Cet aspect du livre est, naturellement, plus sujet à controverse que le précédent.

On sait que Giraud, évadé d'une forteresse d'Allemagne au printemps 1942, a gagné l'Afrique du Nord en novembre à l'instigation des Américains et des Anglais, désireux de le voir prendre le commandement de l'armée d'Afrique et, si possible, de supplanter De Gaulle. Après l'assassinat de Darlan, Giraud se voit nommé commandant en chef français civil et militaire par le Conseil d'empire mis en place par l'amiral (février 1943). Et, à toutes les interrogations d'ordre politique, il oppose son mot d'ordre, qui sera d'ailleurs le titre de ses Mémoires : « *un seul but, la victoire* ». Giraud étoffe les effectifs de l'armée d'Afrique dont il a hérité de Weygand et Juin, mobilise tous les Français d'Algérie valides, et obtient des militaires américains armements et équipements modernes. Malgré les réticences de certains généraux qui s'estimaient encore liés par leur serment de fidélité au maréchal Pétain, Giraud fait accepter aux cadres, avec le concours de Juin, la décision d'engager cette armée française reconstituée aux côtés des Anglo-Américains en Tunisie, puis en Italie.

Mais De Gaulle, lui, voit son autorité reconnue par le Conseil national de la Résistance (CNR), qui réunit en France occupée les représentants des réseaux de résistance, des partis et des syndicats, et tient sa première réunion clandestine le 27 mai 1943 à Paris sous la présidence de Jean Moulin. De Gaulle et Giraud deviennent alors coprésidents du Comité français de libération nationale (CFLN). Pour évincer son adversaire, le chef de la France libre s'appuie dès lors sur les représentants des partis venus en nombre à Alger. PCF et SFIO, au premier chef, soutiennent que Giraud est illégitime en raison de ses opinions conservatrices, politiquement étroit et, sous prétexte d'union nationale, d'une bienveillance coupable envers les anciens partisans de Vichy.

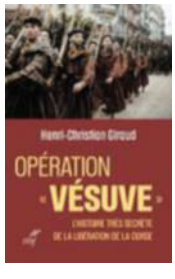
Or, les combats sur l'île de Beauté offrent l'occasion, pour De Gaulle, de saper la position de son rival. Le chef de la France libre choisit le moment où Giraud est en Corse et supervise les opérations militaires pour réclamer au CFLN son éviction de la coprésidence. Sans doute les membres du Comité jugent-ils que le moment n'est guère convenable pour solder des querelles politiques, car De Gaulle n'obtient pas gain de cause. Quelques semaines plus tard, pourtant, il réussira à ôter toute prérogative politique à Giraud, qui conservera néanmoins la fonction de commandant en chef jusqu'au 6 avril 1944, où il en sera privé par De Gaulle pendant la bataille de Monte Cassino.

Mais l'auteur n'entend pas uniquement rendre à l'organisateur de l'armée d'Afrique l'hommage dû à un grand soldat et attirer l'attention sur les procédés parfois tortueux du général. Il attaque de front l'homme du 18-Juin, s'emploie à déboulonner la statue du Commandeur et consacre une part importante de son livre à soutenir la thèse d'un jeu très dangereux entre De Gaulle, Moscou et le PCF, au préjudice des intérêts de la France et de l'Europe d'après-guerre. Il sera dès lors aisé aux détracteurs du livre de crier à l'antigaullisme viscéral. Et l'auteur peut, certes, donner parfois le sentiment, en dépit d'une documentation riche, d'instruire uniquement à charge. Reste que des patriotes indiscutables, comme Saint-Exupéry ou l'ancien député antimunichois Henri de Kérillis, ont partagé, à l'époque, le jugement émis en privé par Roosevelt, et qu'Eric Roussel rapporte de son côté dans sa biographie du chef de la France libre : « *De Gaulle et ses associés ont essayé de s'arroger à eux-mêmes le crédit de la résistance à l'Allemagne, ignorant ou dépréciant les efforts d'autres Français et des Alliés.* »



TOUT EN BEAUTÉ Page de gauche : seul le général Giraud décida de répondre à l'appel à l'aide des Corses en 1943, et prit l'initiative de lancer l'opération de secours baptisée « Vésuve ». Ci-dessus : les troupes françaises du général Giraud parties d'Alger débarquent, à partir du 13 septembre 1943, à Ajaccio. La ville avait été libérée dès le 9 par les résistants corses, qui s'étaient soulevés contre l'occupant italien après l'annonce de l'armistice signé entre les Alliés et l'armée italienne restée fidèle au roi.

À LIRE



Opération « Vésuve ». L'histoire très secrète de la libération de la Corse
Henri-Christian Giraud
Editions du Cerf, 320 pages, 24 €

PHOTOS : © TALLANDIER/BRIDGEMAN IMAGES.

ENTRETIEN AVEC JEAN SÉVILLIA

Propos recueillis par Michel De Jaeghere

La face cachée de l'Anschluss

La confrontation entre l'Autriche et l'Allemagne nazie ne saurait se résumer aux images trompeuses qui témoignent de l'accueil triomphal des troupes allemandes en mars 1938.

Sur l'attitude de l'Autriche vis-à-vis de l'Allemagne nazie, la cause paraît depuis longtemps entendue. Il est généralement admis que les Autrichiens ont célébré avec enthousiasme l'Anschluss en mars 1938. En témoignent les photographies montrant des foules applaudissant les troupes allemandes après leur franchissement de la frontière, l'immense manifestation réunie, devant la Hofburg, pour accueillir Hitler, le résultat spectaculaire du référendum avalisant un mois plus tard l'annexion du pays par 99,73 % des suffrages. Spécialiste de l'Autriche impériale, Jean Sévillia a voulu regarder plus loin. Avec *Cette Autriche qui a dit non à Hitler*, il apporte sur l'histoire de l'Anschluss un éclairage qui surprendra plus d'un, tant l'analyse des faits, des discours, des événements révèle que la vision caricaturale que nous en avons souvent repose sur une multiplication des jugements anachroniques autant que sur l'occultation de tout un pan de l'histoire de l'entre-deux-guerres. Son livre associe à la finesse de l'analyse et à l'appréhension scrupuleuse de la complexité des choses un sens du récit qui donne à cette histoire dont on connaît la fin le caractère glaçant d'une tragédie antique.



Votre livre adopte sur la genèse et l'histoire de l'Anschluss un point de vue diamétralement opposé à ce qui est professé partout. Pourquoi contester ce qui paraît relever de l'évidence ?

Ce livre s'inscrit dans mon itinéraire personnel dans la mesure où mon intérêt pour l'Autriche est ancien, familial (mon père fut prisonnier de guerre en Autriche et il y noua des liens si chaleureux que le village où il avait passé la guerre devint par la suite notre destination de vacances !). J'ai fait plus tard de nombreux séjours en Autriche, j'y ai contracté de solides amitiés et j'ai consacré plusieurs ouvrages à son histoire, de la révolte d'Andreas Hofer contre Napoléon aux biographies de l'empereur Charles Ier et de l'impératrice Zita. Une autre partie de mon travail ayant consisté à tenter de débusquer les phénomènes de manipulation de l'histoire, j'ai été frappé par le fait que cet épisode en donnait une illustration exemplaire, dans la mesure où la doxa selon laquelle l'Autriche entière aurait accueilli avec enthousiasme son absorption par le Reich hitlérien, qui a triomphé depuis les années 1980 (ce n'était pas du tout le cas auparavant : l'affaire Waldheim – 1986-1992 – est passée par là entre-temps), est fondée sur la surutilisation de quelques clichés photographiques, toujours les mêmes, montrant des foules en liesse accueillant les troupes allemandes ou Hitler, quelques faits soigneusement choisis et sortis de leur contexte, en même temps que sur l'occultation de l'immense répression et du climat de peur par lesquels les nazis avaient alors brisé toute opposition. Je ne nie évidemment pas qu'un grand nombre d'Autrichiens aient consenti avec joie ou, au moins, avec résignation à l'Anschluss, mais j'ai voulu sortir de l'ombre cette Autriche bien réelle qui avait dit non à Hitler et dont on ne parle jamais. L'attitude de tout un peuple ne saurait en aucun cas être

résumée par quelques photos qui relèvent très largement de la propagande (n'ont subsisté que celles qui montraient ce que l'on voulait voir), une manifestation où nombre d'Autrichiens (notamment les enfants des écoles) avaient été conduits sans qu'on leur ait demandé leur avis, un plébiscite truqué, où le vote se déroulait sans isoloir sous la surveillance de sections de SA, présentes dans tous les bureaux de vote. Voter non dans ces conditions relevait évidemment d'un singulier héroïsme.

Plutôt que de vous polariser sur la seule résistance à l'occupation allemande de 1938 à 1945, vous avez choisi d'inscrire votre histoire dans le temps long, en étudiant d'abord toute l'évolution de la société autrichienne de 1918 à 1938. L'un des rappels les plus frappants de votre livre, c'est celui de la quasi-unanimité de la classe politique autrichienne, en 1918, à désirer l'Anschluss, et le caractère très progressif de la naissance du sentiment national autrichien pendant l'entre-deux-guerres.

On ne peut en effet rien comprendre de cette histoire si on ne part pas du traumatisme de la défaite de 1918 et du démantèlement consécutif de l'Empire austro-hongrois. Sauf à remonter à l'Europe médiévale, l'Autriche, au sens géographiquement restreint que nous entendons aujourd'hui, n'avait jamais existé auparavant comme un Etat indépendant : il existait un empire sur lequel régnait la dynastie autrichienne et dont Vienne était la capitale ; il existait un Etat habsbourgeois qui rassemblait plusieurs groupes nationaux – des Allemands, des Hongrois, des Croates, des Tchèques, des Slaves du Sud, etc. –, mais jamais la population germanophone qui vivait entre les Alpes et Vienne ne s'était considérée comme une nation propre. En 1919, on proclame donc une République qui ne correspond à rien de connu. C'est en outre un Etat économiquement inviable. Dans l'Empire habsbourgeois, l'activité économique était fondée sur les liens qui connectaient Vienne à la Hongrie (terre agricole), à la Bohême (pays industriel), liens qui sont désormais rompus. C'est un pays exsangue, en proie au chômage de masse, sur lequel on fait peser le versement de lourdes indemnités de guerre et qui subit le poids de l'énorme administration impériale, dont il a hérité alors même qu'elle est largement devenue sans objet : 300 000 fonctionnaires pour un Etat passé de 55 à 6,5 millions d'habitants ! Les Autrichiens se demandent dès lors qui ils sont et à quoi rime leur Etat. Dans le climat d'exaltation générale des nationalités, il est inévitable que cette population de langue et de culture allemandes regrette de ne pas faire partie de l'Allemagne, dont elle partage une partie de l'histoire (celle du Saint Empire romain germanique), au côté de laquelle elle a fait pendant quatre ans la guerre et qui est restée malgré la défaite une grande puissance économique. Le résultat est qu'à



© ARNAUD MEYER/LE FIGARO MAGAZINE. © CORBIS/GETTY IMAGES.

Finis Austriae Ci-dessus : appelé au poste de chancelier d'Autriche en mai 1932, Engelbert Dollfuss *(à gauche)* dissout dès l'année suivante le parti nazi autrichien. Page de gauche : l'historien et essayiste Jean Sévillia est l'auteur, notamment, aux éditions Perrin, de *Zita, impératrice courage* (1997) et du *Dernier empereur, Charles d'Autriche* (2009).





l'exception des monarchistes (toute l'action des Habsbourg ayant consisté à fédérer l'Europe centrale au-delà du seul noyau germanique), toutes les familles politiques, des socialistes aux « nationaux-allemands », sont favorables en 1919 à l'Anschluss, qui se présente alors à leurs yeux comme une réunion à la République de Weimar. C'est un prélat conservateur, Mgr Seipel, qui dirige l'Autriche durant les années 1920, qui va peu à peu donner corps au patriotisme autrichien. Moins d'abord par conviction profonde que par pragmatisme : parce que, pour obtenir les crédits qui sont nécessaires au relèvement du pays, il comprend qu'il faut cesser d'agiter devant la France et l'Angleterre le chiffon rouge de la réunion de leurs anciens ennemis en un seul pays. Le sentiment national va prendre corps cependant au fur et à mesure que l'influence des nazis va progresser en Allemagne et que la perspective de l'Anschluss va se trouver liée à l'union avec un Etat sur le point de basculer dans le nazisme, auquel l'immense majorité de ce pays profondément catholique se sent étrangère.

Est-ce à dire que Hitler a été, par la menace qu'il représentait, l'accoucheur de la conscience nationale autrichienne ?

En effet, le paradoxe étant que, lui-même né autrichien, Hitler détestait tout ce qui faisait l'identité de l'Autriche : Vienne, le catholicisme, la tolérance envers une nombreuse et influente communauté juive, un certain multiculturalisme fédéré autour de la dynastie des Habsbourg. Les nazis autrichiens, qui resteront toujours une minorité bruyante et violente, vivaient de même dans une sorte de haine de soi, nourrie par l'admiration de la Prusse et de Berlin.

On s'attend, en ouvrant votre livre, à y voir essentiellement exaltés ceux qui ont participé à des activités clandestines contre l'occupation allemande entre 1938 et 1945. On découvre, à vous lire, que la plus saillante des figures de la résistance au nazisme n'est autre que le chancelier Engelbert Dollfuss, alors même que celui-ci mit en place en 1932 un régime autoritaire dans lequel le courant dominant de l'historiographie veut voir un fascisme à l'autrichienne. Ne s'agit-il pas là d'une position provocatrice ?

Dollfuss arrive au pouvoir en 1932. C'est un fils de paysan, un expert agricole, conservateur, catholique, sans vraie culture démocratique ni expérience parlementaire. Il est confronté à une Autriche qui est sortie de la pauvreté et a pris une certaine conscience d'elle-même mais dont une grande partie de la classe politique continue à estimer que le pays n'a d'autre avenir que dans l'union avec l'Allemagne, qu'il s'agisse des socialistes, très à gauche (une partie d'entre eux est véritablement léniniste !), ou du parti nazi, qui bénéficiera bientôt, après l'arrivée de Hitler au pouvoir en 1933, de l'appui en sous-main des autorités allemandes. Privé par les traités de paix d'une armée digne de ce nom (l'Autriche n'est autorisée à lever que 30 000 hommes, et elle ne peut en réalité en solder qu'à peine 21 000), l'Etat a autorisé la formation de milices privées. Chaque parti a la sienne, qui réunit plusieurs dizaines de milliers de membres, qu'il s'agisse des conservateurs, des nazis ou des socialistes. Dans un monde dominé par les anciens combattants, habitués à une certaine brutalisation des rapports sociaux, cela condamne la vie politique à l'instabilité et à la violence. Pour sauver le pays de cette menace, Dollfuss suspend le Parlement et instaure un régime autoritaire dont la doctrine catholique et corporative s'inspire des encycliques sociales de Léon XIII et de Pie XI. C'est indiscutablement une dictature, mais il n'y a chez lui, contrairement au fascisme, ni esprit de conquête, ni volonté de créer un homme nouveau, ni intention de donner à l'Etat autorité sur tout : il entend offrir au contraire à la société la possibilité de s'organiser elle-même, avec ses corps et ses traditions, et laisser toute liberté à l'Eglise, singulièrement dans sa mission d'enseignement. Il ne s'agit donc pas d'un régime totalitaire. Il n'a du reste aucune connotation antisémite, ne pratique à l'égard des Juifs aucune discrimination, et des personnalités juives illustres telles que Joseph Roth, venu du socialisme et devenu avec son chef-d'œuvre, *La Marche de Radetzky* (1932), l'incarnation même de la vieille Autriche, lui apportent leur soutien.

PHOTOS : © INTERFOTO/AUSTRIAN NATIONAL LIBRARY/LA COLLECTION. © BRANDSTAETTER IMAGES-VOTAVA/LA COLLECTION.





La main de Hitler
Page de gauche : le 25 juillet 1934, des nazis autrichiens prirent d'assaut le siège de la radio viennoise, tandis qu'un autre groupe s'emparait au même moment de la chancellerie. Le putsch nazi échoua mais Dollfuss fut assassiné *(ci-contre)*. Au milieu : le 8 août 1934, la cérémonie à la mémoire du chancelier, sur la Heldenplatz (place des Héros), à Vienne, rassembla 200 000 personnes.

Dollfuss dissout en 1933 le parti nazi, qui avait mené pour s'imposer une campagne terroriste, puis l'année suivante le parti socialiste, qui avait organisé une insurrection pour s'emparer du pouvoir par les armes. Il exalte la destinée propre de l'Autriche, dans une tradition habsbourgeoise (même s'il n'est pas lui-même monarchiste), et célèbre la résistance de Vienne face aux Ottomans comme une préfiguration de la vocation de l'Autriche à faire obstacle à la barbarie nazie. Il estime que Vienne est le siège de la vieille civilisation germanique chrétienne, par opposition à la sauvagerie qui a triomphé en Prusse. Il emploie, pour stigmatiser le nazisme, des termes d'une radicalité que ne pratique alors aucun autre gouvernant en Europe. Il sait en outre que Hitler désire réaliser l'Anschluss, et il s'efforce d'imposer l'idée que l'indépendance de l'Etat autrichien doit être défendue contre lui. Hitler comprend si bien qu'il est un obstacle à ses desseins qu'il fait organiser contre lui par les nazis autrichiens une tentative de putsch en 1934, putsch qui échouera, mais au cours duquel le chancelier autrichien sera assassiné.

Parmi les appuis de Dollfuss dans sa résistance à Hitler, on trouve paradoxalement Mussolini. Est-ce à dire que l'axe Rome-Berlin n'était pas une fatalité ? Comment expliquer cette alliance entre deux pays qui venaient de se faire la guerre ?

Au début des années 1930, on l'a souvent oublié aujourd'hui, Mussolini méprise Hitler. Après leur première entrevue, en 1934, il dira qu'il lui est apparu comme un polichinelle et un fou, à la tête d'un pays barbare, *« une engeance qui, par ignorance de l'écriture, était incapable de transcrire les documents de sa propre existence à l'époque où Rome avait César, Virgile et Auguste »*. L'indépendance de l'Autriche lui évite d'avoir une frontière commune avec lui. Le régime de Dollfuss a dès lors toute sa sympathie, d'autant que le chef de la Heimwehr, la milice conservatrice, le prince Starhemberg, est lui-même séduit par le fascisme (il finira, paradoxalement, pendant la guerre, dans les rangs des troupes gaullistes !). Mussolini lui accorde son aide, notamment pour se procurer des armes.
Dollfuss joue quant à lui la carte italienne parce qu'il n'en a pas d'autre (cette politique n'est pas populaire en Autriche, où les anciens combattants tiennent l'Italie pour leur ennemie, comme elle le fut entre 1915 et 1918, et parce que l'Italie, en 1919, a annexé le Tyrol du Sud, terre bilingue mais autrichienne depuis le XIVe siècle). La France et l'Angleterre ne se soucient pas de le soutenir, en partie par méfiance à l'égard du caractère autoritaire de son régime, en partie faute de moyens militaires pour garantir l'indépendance de l'Autriche. En 1934, quand les nazis tenteront de s'emparer du pouvoir, seul Mussolini massera ses troupes sur le col du Brenner pour décourager Hitler de menacer l'indépendance de l'Autriche.
Tout change cependant après 1935 et les sanctions dont France et Angleterre, pourtant elles-mêmes puissances coloniales, frappent l'Italie pour avoir procédé à la conquête de l'Abyssinie. Mussolini ne peut sortir de son isolement diplomatique qu'en se jetant dans les bras de Hitler, ce qui lui fera abandonner la cause de l'Autriche. Celle-ci se trouvera dès lors absolument seule face à la volonté d'expansion du Reich.

Dollfuss est donc assassiné en juillet 1934 au cours d'une tentative de coup d'Etat du parti nazi. Quelles conséquences cet assassinat eut-il ? Comment définiriez-vous la politique de son successeur, Kurt von Schuschnigg ? Peut-on le considérer lui aussi comme un résistant au nazisme en dépit de son accord du 11 juillet 1936 avec le Reich ?

L'assassinat de Dollfuss, perpétré par des nazis autrichiens, est aussitôt interprété comme l'œuvre de Hitler, ce que notre documentation confirme aujourd'hui. Il fait prendre conscience aux patriotes autrichiens de l'immense danger que l'Allemagne nazie représente désormais pour l'Autriche. 200 000 personnes se réunissent à Vienne pour rendre hommage au chancelier défunt : pour prendre la mesure de l'ampleur de ce rassemblement, il faut réaliser que cela représenterait 2 millions de personnes dans la France d'aujourd'hui. Schuschnigg poursuit la politique de Dollfuss. Le parti nazi reste interdit et s'abat sur lui une implacable répression. Ce qui change, c'est le caractère du nouveau chancelier : Schuschnigg est un aristocrate et un intellectuel, qui n'aura pas toujours le même esprit de décision, la même énergie que Dollfuss. Il sera en outre atteint en 1935 (on n'en parle jamais !) par la mort brutale de sa femme, qui contribuera puissamment à le déstabiliser aux heures décisives. Plus porté que Dollfuss au compromis, il est également



© CORBIS/GETTY IMAGES.

imprégné de l'idée de *Deutschtum*, la communauté de culture des populations germaniques, qui lui fait considérer l'éventualité d'un affrontement armé entre Autrichiens et Allemands comme fratricide. Mais ce qui change aussi, ce sont les circonstances : en 1935, le retournement de Mussolini le prive de son principal appui et ni la France ni l'Angleterre ne répondent à ses avances diplomatiques. L'Autriche est tragiquement seule face aux ambitions de son puissant voisin. Schuschnigg aura dès lors la faiblesse de consentir en effet en 1936 un accord avec l'Allemagne (avec laquelle la frontière était jusqu'alors fermée en pratique) concédant l'amnistie des nazis et le réalignement de la diplomatie autrichienne en échange d'une ouverture des frontières permettant à l'économie autrichienne de sortir de son asphyxie.

Bénéficie-t-il, dans sa lutte contre les nazis, du soutien de l'Eglise catholique ?

L'Eglise d'Autriche publie de fait un grand nombre de textes de condamnation de l'hitlérisme et du racisme. Dans l'Autriche rurale et conservatrice, le catholicisme forme un soubassement social, intellectuel et culturel qui fait obstacle à la pénétration du nazisme, tout comme, dans les villes industrielles et ouvrières, la forte implantation socialiste. Cela est d'autant plus nécessaire que le nazisme n'apparaît pas encore clairement à tous en 1933 comme une idéologie criminelle (le Premier ministre britannique Neville Chamberlain fera encore le voyage au Berghof pour serrer la main de Hitler en 1938) et que la propagande nazie insiste à la fois sur ses indéniables succès économiques (avec la résorption du chômage en Allemagne) et sur la communauté d'histoire et de culture qui lie l'Allemagne à l'Autriche.

Autre grand courant antinazi durant l'entre-deux-guerres : le courant monarchiste. Avait-il une réelle influence sur la société ?

C'est certes un courant minoritaire, mais il prend de l'ampleur à partir de 1937. Otto de Habsbourg, le fils aîné de Charles et de Zita, a eu l'intelligence de mettre en veilleuse l'aspiration à la restauration de la monarchie pour consacrer tous ses efforts, sur la scène nationale et sur la scène internationale, à la défense de la cause de l'indépendance de l'Autriche. Les dernières années avant l'Anschluss, les monarchistes pourront tenir à Vienne des meetings qui réuniront plusieurs dizaines de milliers de personnes. Schuschnigg est lui-même de tradition monarchiste, et il utilise Otto comme agent d'influence à l'étranger. Mais il croit impossible une restauration. Otto défendra pendant toute la guerre la cause de l'Autriche, tandis que ses cousins (fils du mariage morganatique de l'archiduc François-Ferdinand) seront enfermés à Dachau. Mais l'occupation du pays par les Soviétiques l'empêchera d'incarner, en 1945, la restauration de la souveraineté autrichienne. Cela donne à son histoire l'amertume d'un rendez-vous manqué.

Parmi ceux qui ne se sont guère opposés à Hitler, ne faut-il pas compter les dirigeants sociaux-démocrates ?

C'est effectivement très frappant. Très éloignés, au contraire des monarchistes et des chrétiens sociaux, de toute nostalgie à l'égard de l'empire des Habsbourg, ils étaient après-guerre parmi les plus fervents partisans de l'Anschluss dans l'espoir de participer à une révolution socialiste en Allemagne. J'ai lu dans les archives de la Bibliothèque nationale leur quotidien *Arbeiter Zeitung* : il n'y est jamais question de la défense de l'Autriche, mais de la révolution sociale. Mis hors-la-loi après avoir fomenté une insurrection en 1934, ils paraissent avoir concentré dès lors leur énergie sur la lutte contre ce qu'ils appelaient l'« austrofascisme » de Dollfuss et de Schuschnigg, plus que sur le danger représenté par Hitler. Le summum est que leur figure emblématique, Karl Renner, premier chancelier du gouvernement provisoire en 1918, président démissionnaire de l'Assemblée en 1933, ait appelé, au lendemain de l'Anschluss, en 1938, à voter oui à Hitler et jugé, en décembre suivant, que l'expérience nationale-socialiste était globalement positive. C'est pourtant lui qu'iront chercher les Soviétiques, en 1945, pour fonder la deuxième République. « *Ce vieux traître existe donc toujours !* se serait exclamé Staline. *C'est notre homme !* »

On est frappé, à vous lire, par l'atonie des puissances européennes, leur indifférence à l'égard de l'Anschluss. Tous les plans de résistance de l'Autriche à l'Allemagne ne consistent, vu l'énorme disproportion des forces, qu'à mener des combats retardateurs en attendant leur intervention. Or elles ne paraissent avoir jamais envisagé de se mobiliser pour l'indépendance





© ULLSTEIN BILD/ROGER-VIOLLET. © BRANDSTAETTER IMAGES/LA COLLECTION.

Jours de liesse Page de gauche : isolée sur la scène européenne après 1935 et asphyxiée économiquement, l'Autriche du chancelier Kurt von Schuschnigg *(au centre)*, successeur de Dollfuss, signa un accord avec l'Allemagne hitlérienne le 11 juillet 1936 : l'Autriche s'engageait notamment à mener une politique étrangère conforme aux intérêts de la « communauté germanique ». Ci-dessus, à gauche : l'entrée des troupes de la Wehrmacht à Innsbruck le 12 mars 1938. A droite : Hitler sur la Heldenplatz de Vienne, trois jours après l'annexion de l'Autriche.

de l'Autriche. Le combat n'était-il pas, dès lors, perdu d'avance et la résistance impossible ?

La France est dominée par son aversion vis-à-vis du régime autrichien, qu'elle tient pour une dictature (mais elle restera identiquement atone, quelques mois plus tard, lorsque Hitler attaquera la Tchécoslovaquie démocratique). Elle est surtout handicapée par le pacifisme profond de l'opinion, qui entend éviter la guerre à tout prix. Elle ne bouge pas en 1934 lors de l'assassinat de Dollfuss. Elle ne le fait pas non plus en 1936 quand Hitler remilitarise la Rhénanie, en violation du traité de Versailles. Ses protestations en faveur de l'indépendance autrichienne, dans ces conditions, tombent dans le vide. L'Angleterre fait mieux encore : en novembre 1937, lord Halifax, président du conseil privé du roi, rend visite au Führer pour l'assurer que le Royaume-Uni ne lui fera en aucun cas la guerre pour sauver l'indépendance de l'Autriche. La Pologne de Jozef Pilsudski a signé en janvier 1934 un pacte de non-agression avec le Reich. La Tchécoslovaquie reste enfermée dans son ressentiment anti-Habsbourg. La Yougoslavie renverse en 1935 ses alliances pour se rapprocher de Rome et de Berlin. La Hongrie de l'amiral Horthy cherche à faire de même. Quand, en février 1938, le chancelier Schuschnigg finit par être convoqué par Hitler à Berchtesgaden et qu'il est soumis à un chantage infernal dans l'ambiance d'un interrogatoire de police – autoriser le parti et la propagande nazis, faire entrer au gouvernement avec les pleins pouvoirs sa marionnette, l'avocat nationaliste Arthur Seyss-Inquart, sous menace d'une invasion immédiate de son territoire –, il sait qu'il est seul. Il n'est même pas assuré de ne pas être retenu comme prisonnier en Allemagne s'il n'accepte pas de signer la convention qu'on lui impose. Il tentera, revenu à Vienne, de riposter en annonçant pour le 13 mars un référendum sur l'indépendance de l'Autriche, suscitant dans tout le pays un enthousiasme tel que tous les observateurs lui promettent une victoire à 65 % : Hitler en empêchera la tenue en envahissant le 12 mars le pays. On a beaucoup reproché au chancelier autrichien de ne pas avoir ordonné, alors, à son armée de défendre ses frontières. L'énorme disproportion des effectifs (1 contre 10), jointe à la perspective d'avoir, avec le parti nazi, qui représentait sans doute environ 15 % de la population active, une cinquième colonne sur ses arrières, lui avait fait considérer que ce serait sacrifier la vie de nombre de ses soldats sans avoir la moindre chance de tenir plus de deux jours.

Les photos de propagande, la maîtrise des moyens de communication, ont certes procuré aux nazis les moyens de donner un caractère pacifique et triomphal à leur annexion de l'Autriche. Il n'empêche que ces foules enthousiastes existent. Ne niez-vous pas l'évidence ?

Les véritables nazis ne représentaient, encore une fois, qu'une petite minorité. Mais l'aspiration à l'Anschluss était, comme je vous l'ai dit, ancienne. Sa réalisation, après des mois de bras de fer, de tension et la menace d'une guerre cruelle et fratricide, a engendré dans de larges secteurs de l'opinion un sentiment de soulagement, voire d'euphorie : on était enfin sorti, après des années, de la crise, on allait rejoindre la grande Allemagne et

cela s'était fait, par miracle, sans effusion de sang. Il ne s'agissait pas, pensaient-ils, d'une occupation étrangère, mais de la réunification du grand peuple germanique. Mais il y a aussi ce que les photos ne montrent pas : la féroce répression qui s'est simultanément abattue sur tous les opposants. Une machine totalitaire tombe sur l'Autriche. Il y a en trois semaines entre 50 000 et 60 000 arrestations (il faudrait encore une fois multiplier ce chiffre par dix pour en avoir une idée analogique dans la France contemporaine). Les opposants sont incarcérés en pyjamas rayés dans des camps de travail. Il y a des exécutions, des passages à tabac, des tortures, des suicides. Certains choisissent de fuir en exil. Les cadres de l'Etat corporatif sont les premières cibles. Schuschnigg est en résidence surveillée dans les locaux de la Gestapo. D'autres (dont le maire de Vienne) sont déportés à Dachau. Le général Zehner, secrétaire d'Etat à la Défense, est assassiné chez lui. De tout cela, il n'y a pas de photos et on ne parle jamais : c'est la face cachée de l'Anschluss.

L'Autriche-Hongrie avait avec la question juive un rapport ambigu dans la mesure où vous rappelez la politique très ouverte des Habsbourg vis-à-vis des Juifs, leur importance considérable dans les élites de l'empire, et en même temps la persistance de préjugés antisémites dans la population. Qu'est-ce qui change avec l'arrivée des nazis ?

Il y avait certes dans la population un antisémitisme diffus, mais l'Etat corporatif n'a jamais eu de politique antisémite. Aucune discrimination civile, administrative ou fiscale ne frappait les Juifs. A telle enseigne qu'en 1933, nombre de Juifs allemands qui avaient fui Hitler s'étaient réfugiés en Autriche parce qu'ils n'avaient rien à y craindre. Près de 200 000 Juifs vivaient en Autriche, dont 90 % à Vienne, où ils représentaient une proportion très importante des élites (avocats, banquiers, hommes d'affaires). Avec l'Anschluss, le ciel leur tombe sur la tête. Ils sont immédiatement traités avec une brutalité inouïe. On les réquisitionne pour brosser le sol dans les rues. Certains sont expulsés de chez eux, leurs biens sont pillés. D'autres sont battus ou contraints de peindre le mot « juif » sur la façade de leur maison. Après quelques semaines, arrive d'Allemagne Eichmann, qui met fin aux violences physiques mais organise méthodiquement la spoliation de la communauté juive. Les entreprises juives sont confisquées, les Juifs sont autorisés à quitter le pays, mais à la condition d'abandonner leur fortune. Un système d'apartheid leur interdit d'avoir recours à d'autres médecins que des Juifs, d'accéder aux hôpitaux publics, de s'asseoir sur les mêmes bancs publics que le reste de la population, etc. A partir de 1941-1942, viendront les déportations et la Shoah. En 1945, il ne restera que 3 000 Juifs en Autriche.

Le grand public a découvert avec le film de Terrence Malick la belle figure de Franz Jägerstätter. Il semble que sa célébrité n'aille pas cependant sans malentendus.

Une vie cachée est un très beau film, qui met en effet en scène le destin singulier de cet homme qui sacrifia sa vie parce qu'il ne voulait pas servir dans l'armée de Hitler. Jägerstätter n'était pas un simple objecteur de conscience. Il ne rejetait pas le principe du service militaire. Mais il ne voulait pas composer avec celui qui lui apparaissait comme l'Antéchrist. C'était avant tout un chrétien décidé à vivre sa foi sans compromis, ce pour quoi il a été béatifié en 2007 par Benoît XVI. On dispose de sa correspondance avec sa femme, qui révèle chez lui une grande profondeur spirituelle, ce à quoi le film ne rend pas entièrement justice, en le présentant comme un simple paysan. Il avait beaucoup lu et réfléchi, et notamment sur les encycliques des papes du XIXe et du XXe siècle. Surtout, le film a le défaut de le présenter comme un homme seul (il était, de fait, lui-même un solitaire), comme si le nazisme n'avait suscité, par ailleurs, aucune résistance en Autriche. Or, ce n'est pas le cas du tout.



Vous faites en effet un état des lieux de tous les groupes qui, sous la botte allemande, menèrent au péril de leur vie des activités de résistance. Comment évaluer leur importance ?

La résistance active a évidemment été, comme partout, minoritaire. Il faut comprendre que lorsque l'occupant partageait votre langue, votre culture, une partie de l'histoire de votre pays, et que votre jeunesse était engagée sous ses armes, la Résistance pouvait apparaître comme une forme de trahison. Elle n'allait pas de soi. Dans un Etat totalitaire, encadré par la Gestapo, les risques qu'elle faisait courir à ceux qui lui appartenaient étaient en outre plus considérables encore qu'ailleurs, puisqu'il n'était pas pensable de compter, face à l'occupant, sur la complicité tacite de la population. On a, pour l'évaluer quelques chiffres : 100 000 Autrichiens furent inquiétés par la Gestapo entre 1938 et 1945. 7 974 furent condamnés à mort et exécutés. 50 000 Autrichiens refusèrent, pour des raisons diverses, de servir dans la Wehrmacht. Quand les Anglo-Américains entrèrent en Autriche, ils reçurent de la part des maquisards du Tyrol de précieux renseignements militaires. A l'est, certains résistants ouvrirent, au terme sans doute d'épineux débats de

conscience, les portes de Vienne à l'Armée rouge. Tout cela n'est pas rien.

Quelle part prirent l'Eglise et les catholiques à cette résistance ?

Au lendemain de l'Anschluss, le cardinal archevêque de Vienne, pourtant exempt de sympathie nazie et considéré comme un ami des Juifs, avait appelé à voter oui au plébiscite. Il avait même conclu cet appel d'un scandaleux « *Heil Hitler* ». Lui-même Allemand des Sudètes, il avait alors été aveuglé par l'idée que l'Anschluss avait pacifiquement mis un terme non sanglant à une inextricable crise. Convoqué à Rome, il s'était fait réprimander par Pie XI et par le cardinal Pacelli, futur Pie XII, son secrétaire d'Etat. Il s'était alors amendé en prononçant dans la cathédrale de Vienne, à l'occasion de la fête du rosaire, en octobre 1938, un sermon où il avait proclamé que les catholiques n'avaient qu'un « *Führer* » (un guide) : le Christ. A l'issue de la cérémonie, une foule de jeunes fidèles s'était mise à scander devant le palais épiscopal attenant à la cathédrale : « *Notre Führer, c'est le Christ.* » Le lendemain, les SA et les *Hitlerjugend* envahirent la résidence, pillèrent le palais et défenestrèrent un prêtre. Le pouvoir nazi mit dès lors en œuvre une politique anticléricale interdisant tout enseignement religieux, limitant la célébration des cultes, imposant des mutations au clergé. Sous la botte nazie, l'Eglise catholique apparut ainsi clairement comme une institution inassimilable par le régime. Un quart du clergé autrichien aurait, ces années-là, affaire à la Gestapo. Cela ne serait pas sans effet sur la population, mettant fin à la première phase de fascination. Il y aurait une forte surreprésentation des milieux les plus conservateurs et les plus catholiques dans la Résistance.

Votre histoire met en poudre la grille de lecture paresseuse qui fait de l'entre-deux-guerres et de la Seconde Guerre mondiale un immense affrontement entre dictatures et démocraties, puisqu'elle met en scène la résistance d'un régime autoritaire à Hitler, avec, pendant un temps, le soutien de Mussolini, tandis que les démocraties française et britannique regardent ailleurs. Vous signalez pourtant que dans les institutions autrichiennes dédiées à la mémoire de cette époque, les combats contre l'« austrofascisme » et contre le nazisme sont considérés comme de même nature. Peut-on remettre en question des idées qui paraissent aussi solidement reçues ?

L'historien ne peut rien contre la prévalence du mensonge, si ce n'est apporter sa pierre en défendant, dans son domaine de compétence, la part de vérité qui lui est accessible. C'est ce que, dans la mesure de mes moyens, je me suis efforcé de faire. Il ne nous appartient pas de vaincre le mensonge. Il nous appartient qu'il ne passe pas par nous.



© BRANDSTAETTER IMAGES/LA COLLECTION © INTERFOTO/AUSTRIAN NATIONAL LIBRARY/LA COLLECTION.

RÉSISTANTS ET COLLABOS Page de gauche : le colonel Franz Zelburg, le gouverneur de Styrie Karl Maria Stepan et le conseiller régional de Styrie Alfons Gorbach furent parmi les premiers opposants politiques à être internés au camp de concentration de Dachau près de Munich. Ci-dessus : un jeune garçon inscrivant le mot « juif » sur les murs de sa propre maison à Vienne, en mars 1938. Dès le lendemain de l'Anschluss, les violences antisémites s'abattirent sur les quelque 200 000 Juifs d'Autriche.

À LIRE



Cette Autriche qui a dit non à Hitler, 1930-1945
Jean Sévillia
Perrin
512 pages
24 €

Par Geoffroy Caillet



© STÉPHANE CORRÉA/LE FIGARO.

UN SIÈCLE ROUGE SANG

François Kersaudy décrypte, dans *Dix faces cachées du communisme*, autant de manifestations stupéfiantes de l'idéologie la plus meurtrière du XX^e siècle.

Que reste-t-il à élucider du communisme ? Chaque décennie n'a-t-elle pas, de la révolution d'Octobre à la chute de l'Union soviétique, charrié son lot de révélations, à mesure que les incarnations politiques du marxisme-léninisme se sclérosaient, chancelaient et s'effondraient, dévoilant dans leur chute la pile de cadavres sur lesquels elles avaient élevé leur utopie ? En 1997, *Le Livre noir du communisme*, dirigé par Stéphane Courtois, a fait figure de pierre milliaire pour l'établissement et l'analyse de faits longtemps dissimulés ou manipulés. *Dix faces cachées du communisme*, que propose ici François Kersaudy, fin connaisseur de la Seconde Guerre mondiale et biographe de Churchill, Hitler, Staline ou De Gaulle, ne prétend donc pas démasquer mais remettre en lumière autant d'épisodes qui ont jalonné l'histoire de cette idéologie et de ses acteurs, pour caractériser à frais nouveaux le système de mensonge et de terreur qui la rendit possible.

Classés chronologiquement, ces dix chapitres d'importance variable tiennent alternativement de l'enquête, du récit et de la biographie. Comme en un kaléidoscope du communisme, le sordide y côtoie le burlesque, l'attendu y voisine avec l'impensable, l'irrationnel y succède à la logique. Il faut dire que la plume alerte et l'humour acéré de l'auteur excellent à rendre la farce tragique que ne cessa jamais d'être l'idéologie la plus meurtrière du XX^e siècle, et c'est au fond le panorama de cette aberration sanglante que déroule François Kersaudy, après avoir nommé le mystère qui s'y attache : *« Qu'une idéologie aussi mortifère puisse exercer un tel attrait et susciter autant de dévouements fanatiques, voilà qui restera sans doute l'une des plus grandes énigmes de ces cent dernières années. »*

En fait de manipulation, l'histoire de l'or espagnol constitue probablement un sommet dans la carrière pourtant bien fournie de Staline. La cause des républicains espagnols, confrontés au soulèvement nationaliste du 18 juillet 1936, ne l'enthousiasmait guère. Mais n'était-il pas tenu de leur prêter main-forte par sa nouvelle politique antifasciste, destinée à faire pièce à Hitler et à Mussolini ? Il opta finalement pour de parcimonieuses distributions d'armes et une nuée d'agents du Komintern, destinés à encadrer camarades ibères et Brigades internationales. Pour financer les premières, le gouvernement espagnol de Largo Caballero expédia alors par bateau à Moscou 510 tonnes d'or de la Banque d'Espagne : un « dépôt » d'un demi-milliard de dollars en échange de livraisons sporadiques d'armes inadaptées ou à la limite du rebut !

Jusqu'à la fin du conflit, toute critique de ce procédé se traduisit par l'élimination de son auteur sous les coups du NKVD, la terrible police politique soviétique, qui faisait la pluie et le beau temps dans le camp républicain. Exécuteur des basses œuvres de Staline en Espagne, le colonel Orlov lui-même dut fuir aux Etats-Unis pour échapper à la paranoïa de son maître. C'est de là-bas qu'il ferait connaître au monde entier l'incroyable histoire de l'or espagnol, qui dort peut-être encore dans les coffres du Kremlin, malgré les dénégations de la Russie. Harcelé par le KGB, nouvel ersatz du NKVD, Orlov échappa du moins à la vengeance de Staline.

Personnage bien plus digne d'intérêt, le général Vlassov n'eut pas cette chance. Ce brillant général, qui s'était fait une spécialité de transformer en troupes d'élite les pires unités de l'Armée rouge, fut capturé par les Allemands en juillet 1942 après avoir tenté héroïquement de briser l'encerclement de Leningrad pour répondre au plan irréalisable imposé par Staline. L'état-major nazi lui proposa alors de constituer une armée antisoviétique au sein de la Wehrmacht, avec les prisonniers russes. Vlassov, qui ne pardonnait à Staline ni son incompétence militaire ni les purges sanglantes des années 1930, et connaissait le sort qui lui serait réservé en URSS, accepta. Hitler, plein de mépris à son égard, tenta de le cantonner au territoire du Reich, mais la complicité des officiers allemands lui ouvrit les portes de la Russie occupée, où il fit œuvre de propagande contre Staline avec un immense succès.

L'Armée de libération russe vit enfin le jour dans les derniers mois de la guerre. Mais elle se trouva prise entre le marteau et l'enclume, et finit par appuyer l'insurrection des résistants praguois, des frères slaves, contre les nazis avant de fuir, talonnée par l'Armée rouge. Alors que les Américains ne savaient que faire de ces Russes antistaliniens portant uniforme allemand et croix de Saint-André, Vlassov et onze des siens furent capturés par les Soviétiques. Mieux vaut qu'on ignore ce que leur fit subir Staline pendant les quinze mois de leur détention, qui s'acheva par la pendaison. A peine pire sans doute que le sort qu'il voulait réserver à Tito pour avoir émancipé la Yougoslavie de la tutelle de Moscou. Seule la mort de Staline, le 5 mars 1953, lui permit de s'en tirer.

C'est qu'il n'est pas facile de vieillir au pays du communisme, comme Khrouchtchev en fit l'expérience. Remercié par le Politburo

© AKG-IMAGES.



GOOD BYE, LENIN ! Ci-dessus : Staline et Khrouchtchev à la tribune du mausolée Lénine à Moscou, vers 1935-1937.

en octobre 1964, le successeur de Staline occupa sa retraite forcée à enregistrer ses mémoires dans sa datcha truffée de micros. De quoi indisposer Brejnev, alors occupé à polir sa propre statue. En 1970, cinq mois après la confiscation de ses manuscrits et de ses bandes audio par le KGB, l'ouvrage était cependant publié aux Etats-Unis grâce au fils de Khrouchtchev, qui y avait fait passer des copies. Les Soviétiques en conçurent de l'amertume et le vieil animal politique le désir de leur donner une suite, *« dans l'espoir que les générations futures éviter[aie]nt les erreurs du passé »*.

On lira encore avec profit la minibiographie consacrée à Che Guevara pour tenter de comprendre comment cet idéologue argentin phraseur et cruel continue de séduire ceux-là mêmes qu'il abhorrait, des germanopratins aux syndicalistes, des antiracistes aux militants LGBT. Mais c'est peut-être dans le chapitre « Quand les rouges broient du noir », consacré à la réception du *Livre noir du communisme*, que l'ouvrage de Kersaudy prend tout son sens. L'auteur y montre en effet comment, faute de pouvoir contester les faits établis par cet ouvrage collectif, la critique s'attaqua à l'analyse de Stéphane Courtois, qui osait s'étonner de la différence de traitement réservée en Occident aux crimes du nazisme et du communisme. On assista alors dans une grande partie des médias et de l'Université à un concours Lépine d'arguments sidérants pour blanchir le communisme, la palme revenant peut-être au député PCF Roland Leroy lançant à Stéphane Courtois : *« A l'origine du nazisme, il y a la haine des hommes. A l'origine du communisme, il y a l'amour des hommes ! »*

Jean-François Revel avait donc raison, qui notait : *« Le totalitarisme le plus efficace (…), le seul présentable, le plus durable fut celui qui accomplit non pas le Mal au nom du Mal, mais le Mal au nom du Bien. »* Un quart de siècle plus tard, il suffit de constater l'indulgence des électeurs de tous bords à l'égard d'un PCF même réduit à peu de chose pour comprendre à quel point ce diagnostic est sans remède. Proust ne nous avait-il pas déjà prévenus à sa façon, lorsqu'il écrivait : *« Les faits ne pénètrent pas dans le monde où vivent nos croyances, ils n'ont pas fait naître celles-ci, ils ne les détruisent pas ; ils peuvent leur infliger les plus constants démentis sans les affaiblir »* ?

À LIRE



Dix faces cachées du communisme
François Kersaudy
Perrin
432 pages
23 €

LES RENDEZ-VOUS DE LA FONDATION NAPOLÉON

La Fondation Napoléon est une institution reconnue d'utilité publique de recherche et de diffusion de la connaissance historique, d'aide à la préservation du patrimoine et de services au public. Ses champs d'intervention couvrent les deux Empires français et, plus largement, le XIXe siècle, qui fut amplement celui des Bonaparte.



COLLOQUE
AUTOUR DU *MÉMORIAL DE SAINTE-HÉLÈNE*
15 et 16 novembre 2023
Auditorium André et Liliane Bettencourt
Institut de France
EN PARTENARIAT AVEC *LE FIGARO HISTOIRE*, LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE ET LES ÉDITIONS PERRIN

A l'occasion des 200 ans de sa publication, cet ouvrage majeur de la légende napoléonienne sera commenté par les meilleurs spécialistes de la période.

• Avec notamment Jean Tulard, Alain Duhamel, Thierry Lentz, Jean-Christophe Buisson, Jacques-Olivier Boudon, Pierre Branda, Eric Anceau, Patrice Gueniffey et Charles-Eloi Vial.

PROGRAMME
• Mercredi 15 novembre
De 8 h 15 à 12 h 15 et de 14 h à 17 h
Premières sessions et table ronde exceptionnelle avec Jean-Pierre Elkabbach & Alain Duhamel
• Jeudi 16 novembre
De 8 h 15 à 12 h 15 et de 14 h à 17 h
Dernières sessions et table ronde animée par Jean-Christophe Buisson autour des livres qui ont fait l'histoire

Programme complet sur www.fondationnapoleon.org
Adresse : Grand auditorium de l'Institut, 23, quai Conti, 75006 Paris.
Sur inscription payante (20 €) à ce@napoleon.org ou par téléphone au 01 56 43 46 00.

20 places offertes aux lecteurs du *Figaro Histoire*

fondation NAPOLÉON
Le sens de l'histoire, ensemble.

Par Michel De Jaeghere



Tempête sous un crâne

Olivier Houdé inscrit dans un maître livre l'étude de la psychologie dans l'histoire de la pensée.

C'est l'un des paradoxes de la condition humaine : de l'apparition d'Homo sapiens, il y a 300 000 ans, à son entrée dans l'histoire et aux temps modernes, l'homme a connu un singulier perfectionnement de ses capacités intellectuelles. Il ne cesse, pour autant, de se tromper.

Les psychologues se sont penchés, depuis la fin du XIXe siècle, sur cette énigme. Récompensé par le prix Nobel d'économie en 2002, Daniel Kahneman l'avait expliquée par la concurrence, dans notre cerveau, entre une intelligence intuitive, approximative et rapide (ce qu'il appelle le système 1), et une intelligence logique, fondée sur l'analyse, plus sûre mais plus lente (système 2). Nos erreurs seraient dues à la prévalence, dans de nombreuses circonstances, de la démarche intuitive, elle-même affectée par le jeu des émotions primaires – peur, joie, tristesse ou colère –, sur la démarche logique. Le constat avait paru remettre en cause les analyses de Jean Piaget, selon lequel la sortie de l'enfance consistait en un passage progressif de comportements dictés par des intuitions trop rapides à une plus grande rationalité grâce au développement des capacités d'abstraction.

Disciple de Piaget, professeur de psychologie à l'université Paris-Cité, fort d'une réputation internationale pour ses travaux sur le développement cognitif de l'enfant, Olivier Houdé propose ici une théorie nouvelle, qui vient surmonter la contradiction entre les deux hypothèses en les dépassant. Appuyé sur les connaissances que nous donnent les formidables progrès de l'informatique et de l'imagerie médicale, et au terme de vingt ans de travail à la tête du Laboratoire de psychologie du développement et de l'éducation de l'enfant, il estime en effet que procède des neurones de notre cortex préfrontal, à l'avant du cerveau, notre capacité d'inhiber nos réflexes intuitifs en activant au contraire les algorithmes d'où émane la pensée réfléchie.

Le propos ne relève pas de la spéculation théorique : il a des conséquences pratiques d'une immense portée dans la mesure où Olivier Houdé estime que c'est dès lors à cette disposition (système 3) que l'éducation doit d'abord s'adresser en encourageant non la seule logique mais, au terme d'une démarche qui soit presque « morale », les émotions « contrefactuelles » – doute, regret, curiosité – qui entretiennent la crainte de se faire abuser par les apparences ; qu'elle doit certes apprendre à lire, à écrire, à compter, mais plus encore à trier, déduire, raisonner.

Il a réuni et étoffé ici cinq de ses ouvrages pour les ordonner autour de cette question essentielle : *Comment raisonne notre cerveau ?* Le volume pourrait paraître intimidant au profane. Il suscite au contraire chez le lecteur un constant intérêt. Olivier Houdé ne s'y contente pas en effet de livrer les résultats de ses études et d'apporter une vision toute nouvelle des mécanismes de l'intelligence. Il a replacé son travail dans l'histoire longue de la pensée. Comme il le souligne lui-même, son hypothèse rejoint en effet la théorie de Platon, distinguant *« trois systèmes de l'âme »* – le désir impétueux, la raison et la volonté – qui correspondent aux trois systèmes de la psychologie contemporaine. *« Platon avait déjà compris,* écrit-il, *une chose importante : le système 2, la raison ou la logique pure, ne peut rien sans le courage et l'ardeur du système 3.* » Contre Aristote et sa foi dans la toute-puissance du logos, il avait mesuré que la raison logique n'avait pas en elle-même, dans son formalisme, la force nécessaire pour contrôler le réflexe intuitif, et, partant, l'arrêter ; qu'elle avait besoin du secours de la volonté.

Avant de mettre en scène les grands débats contemporains sur la construction de la logique, d'éclairer le mystère de la persistance, chez l'adulte, de comportements irrationnels, Olivier Houdé fait dès lors, sous cet angle, un survol passionnant de toute l'histoire des idées : comment saint Augustin a décrit dans le *De Trinitate* illusions et biais perceptifs qui encombrent l'esprit humain ; comment saint Thomas d'Aquin a résolu dans sa *Somme* l'opposition entre foi et raison en montrant qu'il s'agissait de deux chemins pour atteindre la même vérité. Voici plus loin Montaigne dénonçant dans le fanatisme la prédominance du désir et des impulsions sur la réflexion ; voilà Pascal opposant l'esprit de finesse à l'esprit de géométrie, Hume soulignant combien contiguïtés spatiales ou temporelles, associations d'idées, ressemblances configurent la mémoire humaine en de puissants mécanismes d'assemblage qui conditionnent nos sentiments et, par là, nos idées.

En reliant l'univers aride de la recherche à l'histoire deux fois millénaire de la pensée philosophique, Olivier Houdé nous offre ainsi, sous les couleurs d'un travail purement scientifique, un livre essentiel : à l'heure où domine l'irrationalité, la tyrannie de l'émotion, la superficialité d'une pensée fascinée par la vitesse de réaction des machines, l'abondance d'informations placées sur un pied d'égalité, l'autorité des écrans numériques et leur propension à nous faire réagir de manière intuitive, la tentation de nous en remettre, *in fine,* aux algorithmes de l'intelligence artificielle, il nous invite à faire usage de la plus précieuse de nos capacités : celle de nous dominer.

***Comment raisonne notre cerveau*, d'Olivier Houdé, PUF, 564 pages, 25 €.**

Côté livres

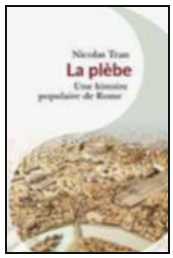
Par Jean-Louis Voisin, Frédéric Valloire, Michel De Jaeghere, Charles-Edouard Couturier, Philippe Maxence, Marie Peltier, Geoffroy Caillet, Luc-Antoine Lenoir, Eric Mension-Rigau et Jean-Louis Thiériot



Rome et la littérature *et* Vivre dans la Rome antique. **Pierre Grimal**

Heureuse initiative des PUF : une nouvelle collection, « La Bibliothèque », qui regroupe plusieurs des « Que sais-je ? » les plus marquants. Parmi les premiers titres, deux ensembles signés par Pierre Grimal, mort en 1996, et préfacés avec finesse et talent par l'un de ses disciples, Alexandre Grandazzi. L'un concerne la littérature latine ; l'autre se rapporte à l'histoire. Le premier offre une synthèse de la littérature écrite en latin du IIIe siècle avant notre ère jusqu'au IVe siècle apr. J.-C. Le second raconte la vie de Rome par petites touches. De l'évolution de l'habitat urbain au condiment en passant par les vêtements, Grimal inspecte les aspects principaux de la vie privée, dont il suit l'évolution jusqu'au IIIe siècle. Il s'arrête cependant sur le siècle d'Auguste – un « *véritable chef-d'œuvre, écrit avec un rare bonheur d'écriture et d'exposition* », relève Alexandre Grandazzi –, une période de formation d'un nouveau type de gouvernement à Rome qui coïncide avec l'épanouissement de la littérature latine classique. Derrière chaque page, une documentation immense, totalement maîtrisée. ***J-LV***

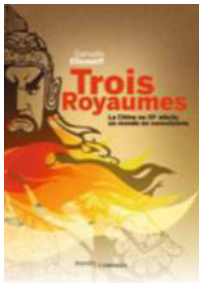
***Rome et la littérature*, PUF, 500 pages, 25 € ; *Vivre dans la Rome antique*, PUF, 500 pages, 24 €.**



La Plèbe. Une histoire populaire de Rome. **Nicolas Tran**

Oublions le mot « plèbe » synonyme de « bas peuple ». L'auteur s'attache aux millions d'hommes et de femmes qui n'appartiennent pas à l'aristocratie (sénateurs et chevaliers), vivent dans la Rome antique où ils travaillent, habitent des immeubles de rapport, bénéficient d'avantages exceptionnels. Membres de la communauté civique, ces Romains ordinaires ne sont qu'une petite partie du *populus romanus* mais ils y tiennent une place essentielle et sont fiers d'en incarner la majesté, c'est-à-dire la grandeur indépassable. Sous la République, cette plèbe vote, réagit face à l'événement (pénurie de grains) ou à une annonce (meurtre de Clodius). L'émotion populaire vire souvent à l'émeute. Ces actions perdurent sous le Principat, ne se déroulent plus au Forum mais dans des édifices de spectacle. De profondes inégalités traversent cette plèbe urbaine à la composition sociale bigarrée. Elle se rassemble en communautés de voisinage où les 265 *vici* (une circonscription centrée sur une rue principale avec une chapelle du culte impérial) forment un échelon intermédiaire avec le pouvoir qui est essentiel. Tout n'est pas nouveau dans cette synthèse claire et précise. Mais elle réussit à partager les recherches réalisées ces dernières décennies. Un tour de force. ***J-LV***

Passés/Composés, 288 pages, 22 €.

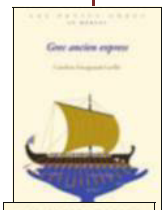


Trois royaumes. La Chine au IIIe siècle, un monde en convulsions. **Danielle Elisseeff**

Connaissiez-vous l'existence des Trois Royaumes et la bataille de la Falaise rouge en 208 ? Le talent de l'auteur et la limpidité de son exposé les font découvrir. Au début du IIIe siècle, le vieil empire Han s'écroule et avec lui une société. Surgissent à la tête d'armées de forts caractères. Tel Cao Cao, violent, cruel, érudit éblouissant, qui juge la guerre qu'il pratiqua toute sa vie comme une pulsion méprisable. Sous leurs poignes émergent trois royaumes : celui de Wei, au nord, dans le bassin du fleuve Jaune, où serait née l'écriture ; celui de Shu, au sol fertile, dans le cours supérieur du fleuve Bleu ; celui de Wu, au sud-est, qui borde la mer de Chine et s'étend le long du fleuve Bleu, où prospère la riziculture. Ces pays gigantesques les voient s'affronter pour recréer l'empire. Sima Yi, du royaume Wei, dont les descendants le réaliseront en fondant la dynastie des Jin, qui arrimera les élites de chacun d'entre eux. Le souvenir de ces royaumes avec leurs mythes et leurs héros résonne encore en République populaire de Chine. En témoigne en 2008, le film de John Woo, *Les Trois Royaumes*, le plus gros succès de l'histoire du cinéma chinois. ***FV***

Passés/Composés, 192 pages, 20 €.

Pour que vivent les langues mortes





Combien d'entre nous ont regretté, l'âge venu, de n'avoir pas eu la chance d'apprendre le grec ancien à l'école ? Combien d'autres ont perdu, faute de pratique, le bénéfice de leurs cours de latin ? Aux uns et aux autres s'adressent deux nouveaux ouvrages de la formidable collection « La Vie des Classiques ». Dû à Caroline Fourgeaud-Laville, déjà auteur, avec *Eurêka*, d'une merveilleuse initiation à la civilisation hellénique, *Grec ancien express* nous cueille où nous en sommes : au début. Conçu pour appuyer des séances de 50 minutes, ce manuel prend le débutant par la main pour l'initier en 24 étapes à la langue d'Homère. Rédigé par Lucas Ego et Mickaël Samoy, respectivement professeurs d'histoire et de lettres classiques, en collaboration avec Jean-Claude Golvin, le grand spécialiste de la restitution par l'image des sites de l'Antiquité, *Gradatim I. Le latin pas à pas* s'adresse à toute personne désireuse de rafraîchir ses connaissances oubliées en marge de ses activités quotidiennes. Clarté de la présentation, élégance de la maquette, pertinence de la pédagogie se conjuguent pour faire de ces deux manuels les compagnons rêvés de la rentrée de ceux qui ne la font plus. ***MDeJ***

- ***Grec ancien express*, de Caroline Fourgeaud-Laville, Les Belles Lettres, « La Vie des Classiques », 312 pages, 15,90 €.**
- ***Gradatim I. Le latin pas à pas*, de Lucas Ego et Mickaël Samoy, illustrations de Jean-Claude Golvin, Les Belles Lettres, « La Vie des Classiques », 232 pages, 15 €.**



Ravenne. Capitale de l'Empire, creuset de l'Europe. **Judith Herrin**

On pourrait ergoter sur des détails (le dernier empereur romain fut-il Romulus Augustule ou Iulius Nepos ?), discuter de la fonction de Ravenne comme « capitale de l'Empire », un empire d'Occident qui agonise, dominé par des généraux barbares, et retarder la notion assez floue de « creuset de l'Europe » au moins à la période carolingienne, sur laquelle s'achève l'ouvrage. Reste que ce dernier impressionne. Servi par un style accrocheur que renforcent les illustrations dominées par les somptueuses mosaïques de Saint-Vital, du « mausolée » de Galla Placidia et de Saint-Apollinaire, l'auteur, une byzantinologue britannique, utilise Ravenne et ses métamorphoses pour explorer le monde méditerranéen du Ve au VIIIe siècle. Une histoire compliquée. S'y succèdent Germains, Grecs, Lombards, Arabes. S'y combattent le christianisme catholique et son hérésie arienne. Des personnalités extraordinaires la tonifient : Galla Placidia (388-450), princesse impériale, dame de fer à la vie mouvementée, qui meurt à Rome ; le Goth Théodoric (vers 455-526), subtil politique qui s'y taille un royaume où sa sépulture, près de Ravenne, est toujours visible ; l'empereur byzantin Justinien, qui rêve avec son général Bélisaire de reconquérir l'Italie et crée à Ravenne, où se trouvent son portrait et celui de son épouse Théodora, un îlot de grécité. Le récit oscille entre images conventionnelles et interrogations fébriles. Avec, en fil d'Ariane, l'histoire de Ravenne. ***FV***

Passés/Composés, 510 pages, 27 €.



L'Empire mérovingien. Ve-VIIIe siècle. **Bruno Dumézil**

L'ouvrage surprend le non-spécialiste par son titre, la rareté des cartes, l'absence d'annexes pour présenter les sources premières, des formules faciles (*« nous n'avons plus la vision racialiste de nos prédécesseurs du XIXe siècle »*). Avec l'impression, peut-être fausse, que l'auteur déconstruit ce qui existait avant lui pour le plaisir de créer du nouveau ! On aurait cependant tort de sous-estimer l'intérêt de cet ouvrage. Il présente avec vigueur le renouvellement de nos connaissances sur l'époque mérovingienne. Pour Bruno Dumézil, la réussite des Mérovingiens, un *« miracle »*, écrit-il, est d'avoir occupé le trône pendant trois siècles. Ils tâtonnent, bricolent, s'adaptent à des circonstances mouvantes et complexes. Cela, à la tête d'un agrégat instable de territoires construit par Clovis, fils du Franc Childéric mort vers 481. Bref, un monde qui se maintient parce qu'il se divise sans se détruire. Le couronnement et le sacre de Pépin le Bref en 754 en marquent la fin. Pour la première fois, l'accord des leudes (les fidèles du roi) n'assure plus la raison d'être du pouvoir souverain. C'est Dieu, par l'entremise du pape, qui fonde la légitimité des princes en leur conférant la mission de salut universel. ***FV***

Passés/Composés, 352 pages, 23 €.



Miracles de l'an mil

Dominique Barthélemy

On a souvent présenté cet universitaire comme « l'anti-Duby ». C'est très excessif. S'il en conteste les thèses, c'est par le résultat de ses recherches plus que par principe. Il pointe ici l'un des ouvrages les plus populaires de Georges Duby, celui consacré à l'an mil. Pour cet historien, cette date et les années qui s'en approchaient étaient ressenties par les contemporains comme l'attente de la fin du monde. Pour Dominique Barthélemy, au contraire, cette époque est celle de l'essor des écoles, des constructions d'églises et des « découvertes » de reliques, des réformes de type clunisien et bientôt du recentrage de la piété chrétienne sur le Christ et les grands saints. La narration des miracles que sélectionne Dominique Barthélemy donne une image de la société où ils sont élaborés, un monde très rude qu'évoquent les nombreux miracles de guérison. Aussi leurs reliques jouissent-elles d'une belle popularité – une pratique qui irritait les religieux les plus savants, qui l'attribuaient *« au peuple grossier »*. ***FV***

Armand Colin, 320 pages, 25,90 €.



La Mort de Charles le Téméraire : 5 janvier 1477. **Jean-Baptiste Santamaria**

Fallait-il que la Bourgogne meure pour que la France vive ? Tel fut l'enjeu de ce conflit implacable, relaté avec un art du détail et de la synthèse qui rendent l'ouvrage admirable. La détestation entre Louis XI, né en 1423, et Charles le Hardi, plus jeune de dix ans (il ne deviendra « Téméraire » qu'au XIXe siècle, quand le romantisme choisit d'en faire un héros tragique), ne faisait aucun doute aux yeux de leurs contemporains. Car les rois Valois pouvaient à bon droit considérer l'Etat bourguignon comme une menace existentielle : le Téméraire dirigeait la seule puissance capable de constituer une alternative crédible à l'Etat royal. Sans compter le renom en Europe de sa cour, de ses fêtes et le flamboiement de la Toison d'or. Le Téméraire mort, la menace prit la forme d'inquiétants rapprochements aux frontières de la France lorsque, le 21 avril 1477, Marie, fille unique du défunt duc de Bourgogne, épousa le futur empereur du Saint Empire romain germanique, Maximilien Ier de Habsbourg. ***FV***

Gallimard, « Les journées qui ont fait la France », 368 pages, 24 €. A paraître le 5 octobre.



Louis XI ou le joueur inquiet
Amable Sablon du Corail

Si le fils de Charles VII fut le monarque redoutable d'un royaume plus vaste qu'il n'avait jamais été depuis Philippe Auguste, s'il fut un maître dans l'art de la guerre et de la diplomatie, *« Louis XI n'était qu'un homme »*, aux prises avec ses passions, avec un caractère complexe, imprévisible, dominé par la volonté de puissance. Ce n'est pas un portrait que trace ici Amable Sablon du Corail, avec un talent littéraire et une précision rares, mais une formidable chevauchée qu'il mène aux quatre coins du royaume, aux côtés d'un homme et d'un roi, au cœur de la société féodale du XVe siècle. Douze ans après sa première parution, on redécouvre avec le plus vif intérêt cette biographie exceptionnelle, ce précis d'histoire politique, économique et militaire du règne de celui qu'on appela *« l'universelle aragne »*. ***C-EC***

Alpha Histoire, 592 pages, 12 €.

Les Guerres de Religion
Nicolas Le Roux (dir.)

Généralement réduites à la France entre 1562 et 1598, les « guerres de Religion » n'épargnèrent pourtant pas l'Europe, des cantons helvétiques aux Pays-Bas en passant par le rôle joué par les puissances italiennes et la papauté. C'est cette réalité, à la fois nationale et transnationale, qu'explorent neuf auteurs sous la conduite de Nicolas Le Roux pour tenter de saisir la singularité de chaque situation ainsi que les rapports avec le reste du continent, dans un contexte d'échanges accrus, notamment par le biais de l'écrit, devenu une arme de diffusion religieuse et politique. Si c'est bien une nouvelle histoire de l'Europe qui en ressort, le concept même de « guerre de Religion » aurait peut-être mérité d'être plus largement interrogé. ***PM***



Passés/Composés/Ministère des Armées, 408 pages, 24 €.



Le Temps des trahisons. **François-Guillaume Lorrain**

Alfred de Vigny avait imaginé le jeune marquis de Cinq-Mars (1620-1642), authentique conjurateur, en héros romantique mort jeune alors qu'il fit tout pour mériter son exécution maladroite. L'auteur, journaliste et historien, reprend le flambeau avec panache et légèreté (voir sa drôle de table des matières) et prolonge ainsi nos lectures d'été. On connaît l'intrigue et sa conclusion : l'arrestation à Narbonne, l'exécution de Cinq-Mars et de son ami de Thou place des Terreaux à Lyon et leurs conduites courageuses et pieuses. Tout l'art réside dans l'apprêt. Celui-ci est de qualité. Dialogues vifs et plausibles, formules bien frappées, circonstances historiques exactes mais à développer, rythme rapide. Et des personnages campés avec bonheur : si Richelieu, qui meurt quelques jours après Cinq-Mars, est un peu chargé (n'a-t-il pas cependant évité au condamné la « question » ?), le peintre Philippe de Champaigne est rendu avec justesse, comme est aussi esquissé Mazarin. Un plaisir de lire. ***FV***

XO Editions, 304 pages, 20,90 €.



Le Duc de Choiseul. L'orgueil au pouvoir. **David Feutry**

Chez l'homme fort du règne de Louis XV, protégé de la Pompadour, orgueilleux, fantasque et insondable, coexistent le génie précurseur et les funestes décisions. Artisan de la paix et de la guerre, bâtisseur de la marine, il rehausse l'éclat de la France sur la scène européenne. Mais ses intuitions visionnaires, ses échecs immédiats et son dilettantisme lui attirent l'animosité de tous : philosophes, parlements, ministres, jusqu'au roi lui-même. L'auteur nourrit pour ce personnage au *« charisme enchanteur »* une affectueuse fascination, comme le montre son récit ciselé, à la limpidité virevoltante et au verbe haut. Narrée selon l'implacable matrice « calomnier, critiquer, trahir », la chute de Choiseul y claque comme une ultime leçon politique. ***MP***

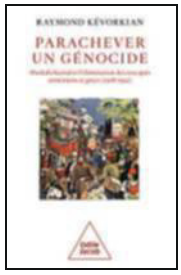
Perrin, 384 pages, 24 €.

La Mémoire des gens de la terre. Chroniques de la France des campagnes, 1789-1914. **Jean-Marc Moriceau**

Avec ce troisième volume des *Chroniques de la France des campagnes* commencées en 1435, Jean-Marc Moriceau s'affirme comme le Michelet des gens de la terre, le lyrisme en moins, la rigueur en plus. Qu'ils soient jurassiens, corses ou normands, fermiers, bergers ou forestiers, il a partagé leurs vies. Il sait leur peur, légitime ou non, du loup. Il connaît leurs sentiments politiques, suit le développement de la ferme-atelier, découvre des drames ruraux, subit la visite du médecin, emprunte les chemins vicinaux développés à partir de 1836, parle le patois, participe aux pèlerinages, aux fêtes, et a entendu les cloches qui se sont mises à sonner de village en village en août 1914. Sa méthode ? La même : des faits récoltés dans toute la France, alors premier pays agricole d'Europe. Classés année par année, accompagnés d'un léger commentaire et de riches index, ils permettent de suivre et de comprendre la mue du monde rural : en cinq générations, il passe de 78 % de la population à 55 % ! Un travail exemplaire où chacun trouvera des souvenirs contés par sa famille à la veillée. ***FV***

Tallandier, 752 pages, 31,50 €.





Parachever un génocide
Raymond Kévorkian

C'est le génocide d'après le génocide. Celui qu'on oublie. Celui qui invalide l'homme de progrès sous les traits duquel la Turquie d'Erdogan voudrait présenter Mustafa Kemal. De 1918 à 1922, les rescapés arméniens, grecs et syriaques du génocide de 1915-1916, mis en œuvre par les Jeunes-Turcs du Comité Union et Progrès, furent en effet éliminés de façon systématique par les partisans d'Atatürk à mesure que la Turquie nouvelle émergeait des ruines de l'Empire ottoman : un pays bâti sur une homogénéité ethnique, laquelle supposait l'élimination des peuples qui y vivaient depuis des siècles. En abordant le sujet par le biais de la microhistoire, Raymond Kévorkian, spécialiste de l'étude des génocides, déroule une minutieuse et terrifiante enquête, d'où il résulte que la reconnaissance par la Turquie de sa responsabilité dans toutes les phases du génocide reviendrait à remettre en cause une identité à laquelle ses dirigeants s'accrochent fermement. ***GC***

Odile Jacob, 416 pages, 30 €.

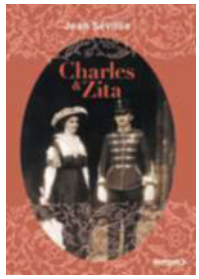
De la guerre. **Maréchal Foch**

Spécialiste de stratégie, Martin Motte a conduit la réédition, en un ouvrage unique, de deux livres importants du maréchal Foch : *Des principes de la guerre* et *De la conduite de la guerre*. Cette édition bénéficie d'une introduction qui resitue la pensée de Foch et sa pertinence, notamment par rapport à ses critiques (essentiellement ici l'Anglais Liddell Hart et l'historien Marc Bloch), mais elle a été également allégée de certains développements et complétée d'un appareil critique. Pourquoi lire Foch aujourd'hui ? Pour Martin Motte, la réponse vient du philosophe Jean Guitton, qui affirmait que sa pensée reposait « *sur une méthode ouverte et non comme un système clos* », ce qui pourrait d'ailleurs avoir des influences bien au-delà des sphères militaires. ***PM***



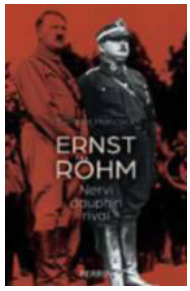
Tallandier/Ministère des Armées, 528 pages, 26,50 €.

Charles et Zita. **Jean Sévillia**



Relire consécutivement les biographies de Charles et Zita d'Autriche par leur spécialiste incontesté, c'est saisir la continuité historique de vies liées au-delà du mariage et de la mort. L'empereur d'Autriche mourut exilé en 1922, dans l'indifférence d'un empire disparu. Zita lui survécut, tout de noir vêtue, jusqu'au crépuscule du communisme, dont ses chers peuples subissaient les derniers assauts. L'un traversa l'espace immense des vieux empires européens, l'autre le temps chaotique d'un continent divisé. Les récits méconnus de l'Anschluss et des funérailles de l'impératrice, en 1989, ne manqueront pas d'émouvoir et de convaincre de l'importance de cette réédition. ***MP***

Perrin, « Tempus », 768 pages, 18 €.



Ernst Röhm. Nervi, dauphin, rival. **Eleanor Hancock**

Personnalité historique du nazisme, Ernst Röhm a été longtemps oublié, réduit le plus souvent à la figure de gauche du national-socialisme. L'historienne australienne Eleanor Hancock, qui a eu accès à des archives inédites, permet de mieux saisir le personnage, essentiellement un soldat entré en politique et que Hitler plaça à la tête de la S.A., les Sections d'assaut du parti, avant de le faire éliminer en juillet 1934, prétextant une volonté de sédition et mettant en avant son homosexualité. Ancien combattant de 14-18, revenu balafré, avec un air d'Oliver Hardy, Röhm était le seul à tutoyer Hitler et à être capable de crier plus fort que lui. Sa confiance sans faille envers son chef lui coûta la vie, mais le fit aussi entrer dans la légende. Hancock vient de le rendre à l'Histoire. ***PM***

Perrin, 416 pages, 23,50 €.

Histoire totale de la Seconde Guerre mondiale. **Olivier Wieviorka**

Il fallait du souffle pour oser proposer une histoire totale de la Seconde Guerre mondiale. Le pari a été relevé par Olivier Wieviorka, spécialiste de la période, et globalement réussi au regard des difficultés de l'entreprise. L'auteur offre dans ce volume de mille pages un récit explicatif des causes, des enjeux, du déroulement et des conséquences de ce conflit hors du commun qui fit plus de victimes civiles que militaires, associa les moyens les plus modernes aux armes les plus traditionnelles, et où l'industrie et la logistique jouèrent un rôle essentiel. Il fait ressortir les connexions entre les paramètres à l'œuvre et permet ainsi d'avoir une vue d'ensemble cohérente, même si certains détails seront sûrement discutés par les spécialistes des sujets en question. ***PM***

Perrin/Ministère des Armées, 1 072 pages, 29 €.



Le Colonel Passy. Le maître espion du général De Gaulle

Sébastien Albertelli



Créateur ingénu des services secrets de la France libre dès 1940, André Dewavrin y fait preuve d'une efficacité hors pair, fort d'une absence de scrupules et d'une certaine froideur assumée dans le commandement. Alors qu'il est promis à un grand avenir, tout s'effondre pour le prestigieux « colonel Passy » en 1946 lors du départ du général De Gaulle. Immédiatement, on lui retire la direction du tout nouveau Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE). Il est bientôt accusé d'avoir omis de signaler à son successeur un trésor de guerre accumulé par ses services. Nécessaire précaution en cas d'accession des communistes au pouvoir ? Financement politique ? L'ouvrage a le grand mérite d'éclaircir la fameuse « affaire Passy » et ses conséquences, dans un récit haletant et édifiant sur les paradoxes du Renseignement d'Etat. ***L-AL***

Tallandier, 590 pages, 26,90 €.



La Princesse Bibesco. Frondeuse et cosmopolite

Aude Terray

Née dans une famille qui a régné sur la Valachie et qui, dès la création du royaume de Roumanie, participe activement à la vie politique, fille d'un diplomate, mariée à 16 ans au prince Georges Bibesco, Marthe Lahovary (1886-1973) a incarné le cosmopolitisme aristocratique. Elle connut le luxe (à Mogosoaia, son palais proche de Bucarest, où elle organisa des fêtes somptueuses) et la gloire littéraire. Sa beauté lui valut, enfant, d'être sollicitée par la reine Elisabeth de Roumanie comme modèle pour les tableaux religieux de la nécropole des princes de Valachie. Mais sa vie traversa les tragédies qui ont déchiré l'Europe au XXe siècle. Aude Terray, qui a dépouillé des archives considérables en Roumanie, à la Bibliothèque nationale de France ainsi que dans des fonds privés à Londres, en particulier des journaux intimes et des correspondances, livre un portrait intime d'une femme à la vie romanesque : écrivain, insatiable voyageuse, se hissant sur la scène diplomatique grâce à son formidable carnet d'adresses, elle surmonta les épreuves en s'obstinant à vivre dans l'intensité et la lumière. ***EM-R***

Tallandier, 400 pages, 23,50 €.

Sur l'échiquier du Grand Jeu. **Taline Ter Minassian**

Grand Jeu ? Le terme fait penser au scoutisme. Il évoque en fait la rivalité née entre la Grande-Bretagne et la Russie au XIXe siècle. L'auteur revient sur cette thématique en suivant les traces d'individus, qui, mandatés ou non par leur pays d'origine, en furent des acteurs jusqu'au XXIe siècle. C'est le cas par exemple de William Moorcroft, expert en chevaux, qui sera confronté à Aga Mehdi, un espion russe, ou de l'Américain Charlie Wilson, considéré comme l'un des vainqueurs de l'URSS en Afghanistan. On se tromperait pourtant à voir seulement dans ce livre une série de portraits d'aventuriers et d'agents secrets. Derrière l'itinéraire des hommes, c'est un condensé d'histoire et de géostratégie que propose l'auteur. Passionnant ! ***PM***

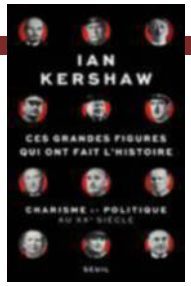
Nouveau Monde, 368 pages, 23,90 €.

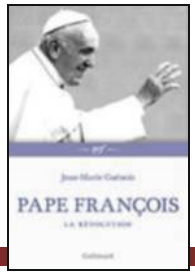


Ces grandes figures qui ont fait l'histoire. **Ian Kershaw**

Synthèse ambitieuse qui apporte une réponse à la fois méthodique et nuancée à la question de la responsabilité des individus dans les tragédies ou les succès de l'Histoire, cet ouvrage dessine, en dix portraits, le lien entre charisme et politique au XXe siècle. Les dictateurs et leurs opposants se révèlent tous dotés d'une forte détermination idéologique et décisionnelle, d'une certaine dureté de caractère, d'une parole publique marquante et d'un ego hypertrophié. Mondiale ou froide, la guerre cristallise leur personnalité et la conscience de leur destin, tout en exacerbant les conséquences de leurs décisions, aux confins subtils de leur liberté et des circonstances dans lesquelles celle-ci s'exerce. Si les portraits des « incontournables » (Lénine, Staline, Hitler, Churchill, De Gaulle…) sont brossés avec finesse, ceux des personnages plus inattendus (Atatürk, Tito, Franco, Margaret Thatcher…) leur donnent un relief surprenant mais justifié, en les replaçant dans la matrice de l'Histoire. On attend une suite, qui éclairerait quelques « petites figures » qui ont fait l'histoire : étudiants, professeurs, résistants, espions… Soit le peuple, humble et héroïque personnage historique, qui vit avec son temps. ***MP***

Seuil, 528 pages, 25,90 €.





Pape François. La révolution. **Jean-Marie Guénois**

Spécialiste des questions religieuses au *Figaro*, Jean-Marie Guénois est aujourd'hui l'un des meilleurs connaisseurs des arcanes du Vatican. S'il s'attache ici à saisir la personnalité du pape François et la singularité de sa « révolution », il les inscrit dans la continuité de l'Eglise, en donnant notamment à comprendre de l'intérieur la spécificité de la fonction papale, la particularité de la curie, que le souverain pontife n'a pas hésité à bousculer, ainsi que les grands enjeux des processus mis en place et voulus irréversibles par leur maître d'œuvre. Témoignant d'une certaine admiration pour François, Jean-Marie Guénois a su aussi, en observateur attentif, mettre en avant les forces et les faiblesses d'un « pape politique » et les limites de sa soif de réformes. Un ouvrage décisif. ***PM***

Gallimard, 288 pages, 21 €.



L'Epopée monastique. **Patrice Cousin et Philibert Schmitz**

« *Les moines ont fait l'Europe mais ils ne l'ont pas fait exprès* », a pu écrire dom Gérard Calvet, fondateur de l'abbaye du Barroux. *L'Epopée monastique*, qui réunit deux ouvrages mis à jour et complétés, témoigne de cette affirmation en retraçant l'histoire du monachisme occidental (essentiellement bénédictin et cistercien) masculin et féminin. C'est assurément une histoire d'abord religieuse et spirituelle, avec ses moments de fondation, de développement, de déclin et de réforme. Mais les influences sociales et les répercussions politiques ne sont pas laissées dans l'ombre. A la fois détaillée et synthétique, didactique et de lecture aisée, cette édition constitue une belle réussite qui remplit un vide dans l'historiographie sur le sujet. ***PM***

Editions Sainte-Madeleine, 974 pages, 39 €.



Une cinémathèque idéale. Que regarder en famille de 5 à 16 ans ? **Laurent Dandrieu**

Voici un livre qui, tout en répondant parfaitement à son objet (guider, par tranche d'âge, les familles dans la jungle cinématographique, en leur indiquant les lianes auxquelles s'accrocher pour apprendre et rêver), constitue d'abord une splendide anthologie du cinéma. Il faut dire que, des grands films du muet aux productions les plus récentes, Laurent Dandrieu met tout son talent de critique chevronné au service du spectateur pour lui désigner les classiques oubliés, les chefs-d'œuvre inconnus, les perles à voir et à revoir. En choisissant une séance pour les enfants, c'est donc bien souvent la leur que les adultes dénicheront aussi. Indispensable. ***GC***

Critérion, 256 pages, 17,90 €.



Une histoire de la pensée politique **Vincent Trémolet de Villers (dir.)**

Réunissant académiciens (François Sureau, Chantal Delsol), universitaires (Jacques de Saint-Victor, Philippe Raynaud…), hauts fonctionnaires (Maxime Tandonnet, Paul-François Schira…), journalistes (Michel De Jaeghere, Guillaume Perrault, Eugénie Bastié…), en vingt chapitres qui sont autant d'essais originaux, ce foisonnant ouvrage collectif revisite plus de deux millénaires de philosophie politique et montre l'urgence de redécouvrir l'école du bien commun. De Platon à Hannah Arendt, d'Aristote à Aron, de saint Augustin à Tocqueville, il invite à une déambulation magistrale dans les jardins de la philosophie politique au sens le plus littéral, l'amour de la sagesse. Il le fait avec un bonheur de plume qui est au cœur même du projet, comme l'exprime Vincent Trémolet de Villers dans sa lumineuse préface : « *Ce souci pédagogique, cette élégance de l'écriture, ce scrupule de vérité distinguent nos plumes. Jamais cuistres, obscurs, jargonnants, ne cédant pas non plus aux facilités, ils ont tous appliqué le grand principe d'Anatole France qui définissait ainsi le grand style :* "Etre clair, être clair, être clair." » ***J-LT***

Tallandier, « Texto », 352 pages, 11 €.



La Mesure de la force. **Martin Motte, Georges-Henri Soutou et alii**

Alors que l'on doit à la France le mot même de stratégie (Joly de Maizeroy au XVIII[e] siècle), et que le Prussien Clausewitz s'est inspiré de Jacques-Antoine de Guibert, la pensée stratégique française est souvent négligée, au profit de la littérature de guerre anglo-saxonne. En livrant au grand public leurs cours de stratégie pour l'Ecole de guerre, les quatre auteurs entendent à la fois montrer combien ce mépris est injustifié et remédier à la césure qui a coupé, depuis la disparition du service national, les élites civiles des questions militaires. S'interrogeant dans la lignée d'Hervé Coutau-Bégarie sur les théories et méthodes de l'emploi de la force, la légitimité du recours à l'histoire, l'évolution des relations internationales, les conditions d'un fructueux dialogue entre politiques et militaires, ils entendent, sans nier les bouleversements apportés par la technologie, replacer la réflexion tactique et stratégique dans la lignée de ses grands penseurs du passé, de Sun Tzu à Jomini. Ils nous offrent par là une formidable grille de lecture pour comprendre l'actualité la plus brûlante. ***MDeJ***

Tallandier, « Texto », 480 pages, 11,50 €.

Par Eugénie Bastié



© HANNAH ASSOULINE/OPALE.

CONTRE LES NOUVEAUX CATHARES

Dans un essai stimulant, Romaric Sangars invite à nous ressaisir de la révélation chrétienne, seul adjuvant capable de faire repartir notre civilisation épuisée où se déploient des hérésies.

« *Tout chrétien sans héroïsme est un porc* », écrivait Léon Bloy avec une intransigeance aussi injuste que vivifiante. Romaric Sangars a quelque chose de Léon Bloy, et pas seulement dans la mèche rebelle et le regard noir qui orne la couverture de son livre dont le titre même rappelle le style prophétique et pamphlétaire du furieux de Cochons-sur-Marne : *La Dernière Avant-Garde. Le Christ ou le néant*. Il y a aussi du Huysmans dans ce dandy amoureux du Beau, et du François Villon dans ce converti romantique. Dans cet essai intense écrit dans un style flamboyant, Romaric Sangars sonde la crise morale, spirituelle et artistique de notre époque. Notre art s'épuise, il se perd en glose abstraite ou propos victimaires, car il a perdu son carburant spirituel.

Toute la voûte d'une architecture mentale collective vieille de plusieurs siècles a cédé. Elle reposait sur trois piliers, produits de la révélation chrétienne : « *l'Homme comme créature privilégiée ; la Raison comme fille du* logos *divin ; l'Histoire comme épopée coordonnée à l'eschatologie* ». C'est ce cocktail qui fit la puissance de la civilisation européenne, qui nous permit de chercher le Graal, de traverser l'Atlantique, de bâtir des nations. Romaric Sangars ne propose rien de moins que de rallumer « *le triple réacteur de la révélation chrétienne* ». Pour cela, nous dit-il, il faut retrouver les coordonnées idéales. L'âge d'or avec lequel il faut renouer n'est pas le siècle des Lumières que nous vantent les positivistes, ni les Trente Glorieuses que regrettent les matérialistes, mais le zénith médiéval des XII^e^ et XIII^e^ siècles, le premier apogée français, christocentrique. Une première Renaissance, forgée par les moines cisterciens de Bernard de Clairvaux, ceux qui firent de la quête de Dieu le nerf de la culture européenne, comme l'avait souligné Benoît XVI lors de son discours aux Bernardins. C'est en puisant dans l'art gothique et la chevalerie, la matière de Bretagne et le chant grégorien, ce moment unique d'éclosion spirituelle et culturelle, que nous renaîtrons.

Au passage, l'auteur dépeint avec justesse l'hérésie de notre époque – celle des woke, ces « éveillés » assoiffés de justice sociale – comme une renaissance de celle des cathares. Certes, les éveillés sont des antimodernes acharnés : ils haïssent l'universalisme postchrétien et la normativité occidentale. Ils lui opposent une inclusivité visqueuse, additionnant les archaïsmes et les tribalismes. L'asexuel racisé a remplacé le citoyen du monde. Mais ils sont aussi les ennemis de la promesse chrétienne puisqu'ils rejettent l'incarnation, voudraient séparer l'esprit de la chair (la théorie du genre en est le meilleur exemple), fantasment l'auto-engendrement, pratiquent le manichéisme et refusent le péché originel.

« *De même qu'ils imaginent que, sans corps, ils toucheront l'esprit, tandis qu'ils perdent par là le seul moyen d'en faire l'expérience, ils s'imaginent que, sans nation, ils déboucheront dans l'universel, alors qu'ils se privent ainsi du véhicule pour l'atteindre. C'est par Shakespeare ou Proust qu'on touche à l'universel, pas en pratiquant l'espéranto.* » Le miracle de l'art chrétien – ou de l'art permis par le christianisme –, c'est la dialectique subtile entre le particulier et l'universel rendue possible par l'incarnation. Parce que Dieu lui-même a un visage, on peut désormais tout peindre. Parce que la théologie chrétienne n'exclut ni le libre arbitre ni la Providence, elle encourage la narration.

« *Nous n'en avons pas fini* », veut croire Romaric Sangars. Il décèle dans quelques œuvres contemporaines – *The Young Pope* de Paolo Sorrentino, les peintures d'Anselm Kiefer, les romans de Houellebecq et de Patrice Jean entre autres – la possibilité d'un style qui serait l'étincelle d'un renouveau. Nous voulons le croire. Le Christ ou la mort : ce n'est pas l'ultime abjuration demandée à l'hérétique au seuil du bûcher, mais la planche de salut d'une civilisation au bord de l'extinction.

À LIRE



La Dernière Avant-Garde. Le Christ ou le néant
Romaric Sangars
Editions du Cerf
164 pages
18 €

EXPOSITIONS

Par Luc-Antoine Lenoir



Puits de lumière

Le musée de Cluny invite à partir à la découverte du cristal, matériau qui, de tout temps, a fasciné les hommes.

Le cristal n'est pas l'or. Présents sous presque toutes les latitudes, les quartz forment 10 % de l'enveloppe de la surface terrestre. A quoi doivent-ils donc leur succès dans les arts décoratifs ? Au défi qu'ils lancent à l'homme : les tailler est un exercice infiniment délicat. La variété la plus transparente, le cristal de roche ou quartz hyalin, y adjoint une promesse : celle de la lumière. Bien inspiré, le musée de Cluny propose une splendide exposition de ce matériau mystérieux à travers les âges.

Déjà, au cours du paléolithique, la culture solutréenne l'emploie pour fabriquer des outils tranchants. L'Egypte ancienne en raffole, l'utilise pour les yeux des statues et pour les objets les plus fins – sceaux ou vases royaux. C'est dans la joaillerie que le cristal s'exprime partout pendant l'Antiquité, en dépit de l'avènement des pierres précieuses, auxquelles il donne un supplément d'éclat.

Musée de Cluny oblige, la période médiévale est particulièrement représentée et frappe par la variété des usages du cristal dans les cours royales, qu'il soit symbole de pouvoir ou de luxe, et chez les représentants du pouvoir spirituel. En Europe, abbayes et prélats de tous ordres se sont appuyés sur la pureté du cristal de roche pour symboliser celle du Christ, mais aussi du monde traversé par sa lumière. De somptueux reliquaires exposés ici, dont une croix du Limousin du XIIIe siècle à cinq gros cabochons de cristal, témoignent de cette fonction. De l'Amazonie à la Chine, des Minoens aux cours mogholes et à l'Islam, avec cet élégant vase irakien du Xe siècle, toutes les civilisations ont été fascinées par le fabuleux minéral. C'est le grand intérêt de cette exposition : refléter les arts et les connaissances d'époques et de cultures différentes, tout en identifiant en creux leurs permanences. Car si le cristal, souvent gravé, a produit des œuvres aussi éclectiques que les variations de l'âme humaine, il exprime aussi les croyances immuables des peuples. Grelots africains et sphères cicatrisantes mérovingiennes attestent ici de la foi en ses vertus prophylactiques.

C'est l'Occident qui va contribuer à percer certains de ses mystères. Au XVIIIe siècle, on invente d'abord l'autre cristal : le verre chargé d'oxyde de plomb, dont la transparence et l'éclat rappellent ceux du cristal de roche. Ce nouveau matériau décuple le raffinement des arts de la table, des arts décoratifs et des luminaires tout au long des XIXe et XXe siècles. Quant aux quartz, ils trouvent à partir du siècle dernier des fonctions bien différentes grâce au progrès scientifique, et c'est à bon droit que l'exposition leur offre un dernier chapitre passionnant. On remarque que le cristal, qui vibre en fréquence stable lorsqu'il est soumis à un courant électrique, permet d'obtenir une précision horlogère indépassable. Le Japon propose la montre Seiko « à quartz » en 1969. La médecine maîtrise grâce à lui les rayons X et l'ADN. Comme presque tout, il devient bientôt synthétique. Avons-nous vaincu le cristal ou sommes-nous simplement las de son scintillement et de ses défis ?

• « Voyage dans le cristal », du 26 septembre 2023 au 14 janvier 2024. Musée de Cluny-Musée national du Moyen Age, 28, rue Du Sommerard, 75005 Paris. Tous les jours sauf le lundi de 9 h 30 à 18 h 15. Tarifs : 12 €/10 €.
Rens. : www.musee-moyenage.fr



EFFET DE LOUPE
Ci-contre : *Reliquaire figurant Philon d'Alexandrie*, vers 1390, argent partiellement doré, quartz (Münster, Hohes Domkapitel der Kathedralkirche St. Paulus). Page de droite : *Console aux chimères*, attribuée à François Roumier, Paris, vers 1720 (collection particulière).



ÉLITES COSMOPOLITES

Dès la fin du XIXe siècle, art chinois, art nègre, préciosités venues d'Orient et des autres confins du globe commencent à peupler les salons des élites européennes. Paradoxalement, celles-ci n'en paraissent pas plus sauvages, mais au contraire plus raffinées. L'exposition du musée Stibbert de Florence présente et interroge des photographies intimes de ces intérieurs luxueux (toscans ou d'ailleurs), qui sont surtout des portraits de leurs propriétaires. Certains persistent dans le souvenir de leur vie coloniale, d'autres n'ayant pas voyagé développent la même obsession, se rêvant explorateurs, voire étrangers à leur propre civilisation. C'est l'accélération d'un certain *« décentrement européen »,* selon le mot de la commissaire Sabine du Crest, que l'art révèle ici. Une visite intrigante, qui ouvre de nombreuses réflexions, mais qui est aussi l'occasion de découvrir, parmi toutes les merveilles de Florence, l'éblouissant musée Stibbert, ses exceptionnelles collections d'armures européennes, islamiques ou japonaises, mais aussi de costumes et de portraits du XVIe au XVIIIe siècle, et son grand parc à l'anglaise.

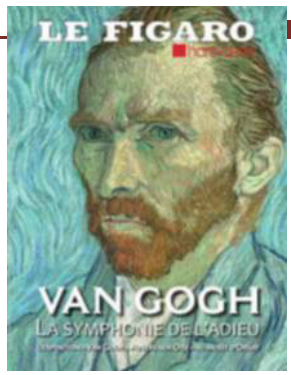
• *« Cosi lontani cosi vicini. Il fascino dell'esotismo negli interni europei tra Ottocento e Novecento »*, du 6 octobre 2023 au 30 juin 2024. Musée Stibbert, Via Federigo Stibbert, 26, 50134 Florence. Tous les jours sauf le jeudi. L/M/M : de 10 h à 14 h, V/S/D : de 10 h à 18 h. Tarifs : 8 €/6 €. Rens. : www.museostibbert.it



QUE LA FÊTE COMMENCE !

Septembre 1715 : le nouveau roi Louis XV est trop jeune pour conduire les affaires ; le neveu de Louis XIV, Philippe d'Orléans, organise la régence à Paris et en profite pour y faire d'importants travaux. La Cour suit le même chemin : elle se réinstalle autour du Palais-Royal, dans de nombreux hôtels particuliers meublés dans de nouveaux styles, Régence, puis rocaille. Dans ces salons confortables, on s'étourdit plus franchement qu'à Versailles, et jusque chez le Régent, dont les mystérieux « petits soupers » font jaser. Epoque énigmatique où Marivaux domine, où Voltaire défend la licence, mais au cours de laquelle Montesquieu ou Saint-Simon esquissent une vision morale, mélancolique de l'histoire. Au fil des décors, du mobilier et des peintures, l'exposition du musée Carnavalet éblouit, mais n'oublie pas de détailler les réalisations majeures de cette petite décennie. La Régence est l'époque des grandes innovations ou du moins des grandes théories. Aux frontières, la paix est une nouvelle priorité. Economiquement, la banque royale imaginée par John Law finit, lors d'un krach inédit, par redistribuer la dette du royaume entre grands rentiers, bientôt ruinés. Politiquement, la polysynodie tente de remettre la noblesse de robe au cœur des décisions, sans convaincre. Seule permanence : l'absolutisme et la poursuite de la promotion de l'Etat. La Régence fut-elle un relâchement généralisé après le règne d'exigence de Louis XIV ? Fut-elle un renouvellement ? Pour Paris, devenu une fête, rien ne sera plus comme avant.

• « La Régence à Paris, 1715-1723. L'aube des Lumières », du 20 octobre 2023 au 25 février 2024. Musée Carnavalet-Histoire de Paris, 23, rue de Sévigné, 75003 Paris. Tous les jours sauf le lundi, de 10 h à 18 h. Tarifs : 13 €/11 €. Rens. : www.carnavalet.paris.fr



VAN GOGH, LA SYMPHONIE DE L'ADIEU

C'est bien un apogée artistique qu'aura atteint Vincent Van Gogh à Auvers-sur-Oise, au soir d'une vie d'épreuves et de frénésie créatrice. En mettant à l'honneur cette période singulière, le musée d'Orsay invite le visiteur à un bouleversant voyage en compagnie du peintre, sur les troubles sentiers de la mélancolie et de la beauté : il y a une vie étonnante dans les tableaux d'un homme qui appelait alors la mort à lui. Pour lui rendre hommage, *Le Figaro Hors-Série* revient sur la vie et l'œuvre de ce peintre mythique, et tente de démêler la vérité de la légende. Récit de sa vie en dix journées, des plaines hollandaises aux bords de l'Oise, en passant par la Belgique, Paris et Arles, où il tenta tour à tour d'être marchand d'art puis pasteur, avant de se livrer corps et âme à la peinture ; analyse de son œuvre, de ses influences et camaraderies artistiques, enquête sur le cas médical de Van Gogh, interné pour mélancolie profonde… Un hommage somptueusement illustré au forçat de la peinture.

• *Le Figaro Hors-Série, Van Gogh, la symphonie de l'adieu*, 164 pages, 13,90 €. « Van Gogh à Auvers-sur-Oise. Les derniers mois », du 3 octobre 2023 au 4 février 2024. Musée d'Orsay, 1, rue de la Légion-d'Honneur, 75007 Paris. Tous les jours sauf le lundi, de 9 h 30 à 18 h, nocturne le jeudi jusqu'à 21 h 45. Tarifs : 16 €/12 €. Rens. : www.musee-orsay.fr

© STEPHAN KUBE, GREVEN/SP. © STUDIO SEBERT/SP.

Par Jean-Robert Pitte, *de l'Institut*



© H-K.

Ils n'ont pas de pain ? Qu'ils mangent de la brioche !

Gâteau moelleux et fondant, la brioche présente de multiples variantes.

On connaît la célèbre phrase sur le pain et la brioche attribuée à Marie-Antoinette qui ne l'a jamais prononcée et qui servit surtout, lors de la famine de 1789, à noircir un peu plus l'image de « l'Autrichienne ». En réalité elle revient à… Rousseau qui l'écrivit dans les années 1765-1770, alors que la future reine était encore une fillette. Dans ses *Confessions*, qui parurent à titre posthume entre 1782 et 1789, il raconte comment il acheta lui-même un jour une brioche pour ne pas humilier son hôte en envoyant un laquais acheter chez le boulanger un morceau de pain pour accompagner le vin d'Arbois qu'il sirotait en Suisse, en son « *petit particulier* », car, avoue-t-il, « *je n'ai jamais pu boire sans manger* » : « *Je me rappelai le pis-aller d'une grande princesse à qui l'on disait que les paysans n'avaient pas de pain, et qui répondit :* "Qu'ils mangent de la brioche." *J'achetai de la brioche.* »

A la fin du XVIII^e siècle, la brioche est un petit luxe fabriqué, surtout le dimanche, par les boulangers. Elle est une pâte à pain de fine farine blanche de froment, généreusement enrichie d'œufs tout juste pondus et de beurre. Les fragrances et les saveurs de noisette du beurre très frais y sont exaltées. Lorsque la vigueur du levain et le tour de main du pétrisseur, ainsi que la chaleur modérée du four en fin de fournée se sont bien conjugués, c'est un gâteau vaporeux, moelleux, fondant, une friandise qui permet d'envisager béatement dès le petit déjeuner la semaine qui commence.

Paris et Nanterre sont les temples de la brioche, mais le nom est d'origine normande, ce qui s'explique, compte tenu de sa richesse en beurre, si délectable au pays des riches pâtures. Il dérive du mot médiéval *brier* qui veut dire broyer, en l'occurrence pétrir la pâte avec un rouleau de bois ; le pain brié est d'ailleurs une spécialité normande. Le populaire et plaisant suffixe « oche » que l'on retrouvera plus tard dans cinoche ou fastoche démontre que cette pâtisserie un peu onéreuse a très vite fait saliver les pauvres…

Il en existe des variantes dans tous les pays de beurre, c'est-à-dire du nord de la France : la gâche ou brioche de Vendée, le cougnou des Flandres, en forme d'enfant Jésus, le gâteau battu de Picardie, encore plus riche en beurre et en jaunes d'œufs, le quénieu champenois, la brioche tressée de Lorraine, le gâteau de Saint-Genix ou la pogne du Dauphiné et de la Savoie, parfumés à la fleur d'oranger et, parfois, garnis de pralines roses. La brioche a des parents proches comme la cramique ou le craquelin belges, le *panettone* du nord de l'Italie aux écorces d'orange confites, sans oublier le *kugelhof* alsacien, plus consistant et enrichi de raisins de Malaga et d'amandes, cuit dans un moule cannelé en terre qui lui est réservé. La célèbre tarte tropézienne date de 1955 et fut baptisée ainsi par Brigitte Bardot qui tournait alors *Et Dieu créa la femme* de Roger Vadim. Le pâtissier polonais Alexandre Micka, son inventeur, eut l'idée de fourrer une brioche plate à la mode de son pays de crème pâtissière. Bien que délicieuse, elle est parfaitement incongrue au bord de la Méditerranée !



© JOSSE/LA COLLECTION

Friandise
Ci-contre : *La Brioche* ou *Un dessert*, par Jean Siméon Chardin, 1763 (Paris, musée du Louvre). A la fin du XVIII^e siècle, la brioche était un petit luxe fabriqué, surtout le dimanche, par les boulangers.



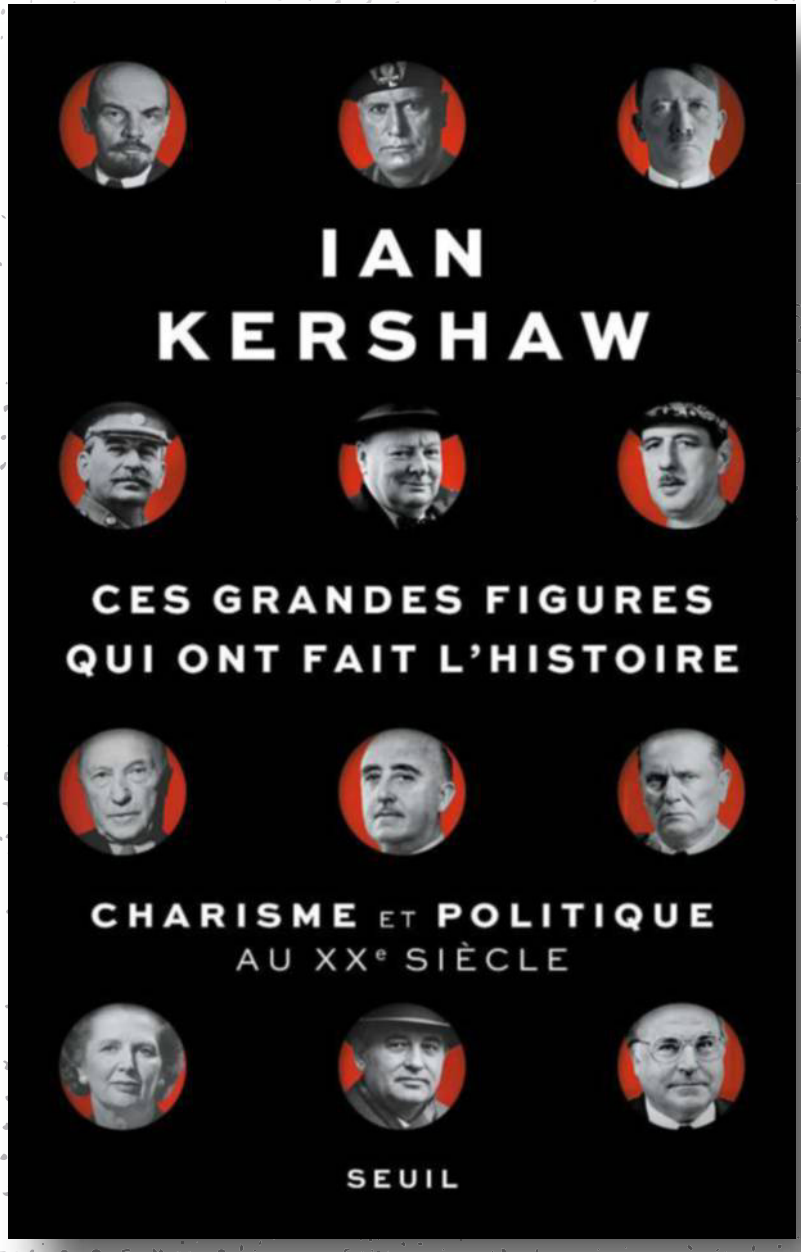
© PRINTEMPS-STOCK.ADOBE.COM

LA RECETTE

LA BRIOCHE PARISIENNE

Pétrissez longuement à la main ou au robot 500 g de farine, 250 g de beurre fondu ou en pommade, deux œufs entiers, 100 g de sucre, un peu de sel et 20 g de levure de boulanger délayée dans du lait tiède. Laisser lever une heure dans une atmosphère tiède. Lorsque la pâte arrive au bord du moule beurré idoine, circulaire cannelé, poser sur le sommet une boule de la même pâte. Badigeonner de jaune d'œuf et cuire 25 minutes à 180 °C. On peut aussi utiliser des moules individuels.

UN INDIVIDU PEUT-IL MODIFIER LE COURS DE L'HISTOIRE ?



Une analyse passionnante des hommes et femmes qui ont fait le XXe siècle.

SEUIL

EN COUVERTURE



42 CHINE-OCCIDENT

LES AFFINITÉS ÉLECTIVES

SI LA CHINE N'A JAMAIS ÉTÉ IGNORÉE DE L'EUROPE, C'EST SURTOUT À PARTIR DU MOYEN ÂGE ET DE L'ÉPOQUE MODERNE QUE LES RELATIONS ENTRE LES DEUX MONDES SE SONT DÉVELOPPÉES.

LE TEMPS DES HUMILIATIONS



58

DE LA PREMIÈRE GUERRE DE L'OPIUM EN 1839 À LA CHUTE DU RÉGIME IMPÉRIAL EN 1911, LE LENT DÉCLIN DE LA CHINE DES QING A PROFITÉ AUX PUISSANCES OCCIDENTALES, QUI SE SONT TAILLÉ AVANTAGES COMMERCIAUX ET CONCESSIONS TERRITORIALES DANS LE CÉLESTE EMPIRE.

PHOTOS : © PICTURES FROM HISTORY/BRIDGEMAN IMAGES. © LIBRARY OF CONGRESS, P&P. ILLUSTRATION : © XAVIER BESSE POUR LE FIGARO HISTOIRE.

78 À L'ÉCOLE DU RESSENTIMENT

DEPUIS LES DÉBUTS DE LA RÉPUBLIQUE, LES « *HUMILIATIONS PASSÉES* » N'ONT CESSÉ DE NOURRIR LE NATIONALISME CHINOIS JUSQU'À FOURNIR À XI JINPING LA TOILE DE FOND DE SON DISCOURS ANTI-OCCIDENTAL.





1839-1911
LA CHINE HUMILIÉE

• GUERRES DE L'OPIUM • SAC DU PALAIS D'ÉTÉ
• RÉVOLTE DES BOXERS
AUX ORIGINES DU RESSENTIMENT CHINOIS

ET AUSSI

CIXI IMPÉRATRICE

LE PALAIS DES CENDRES

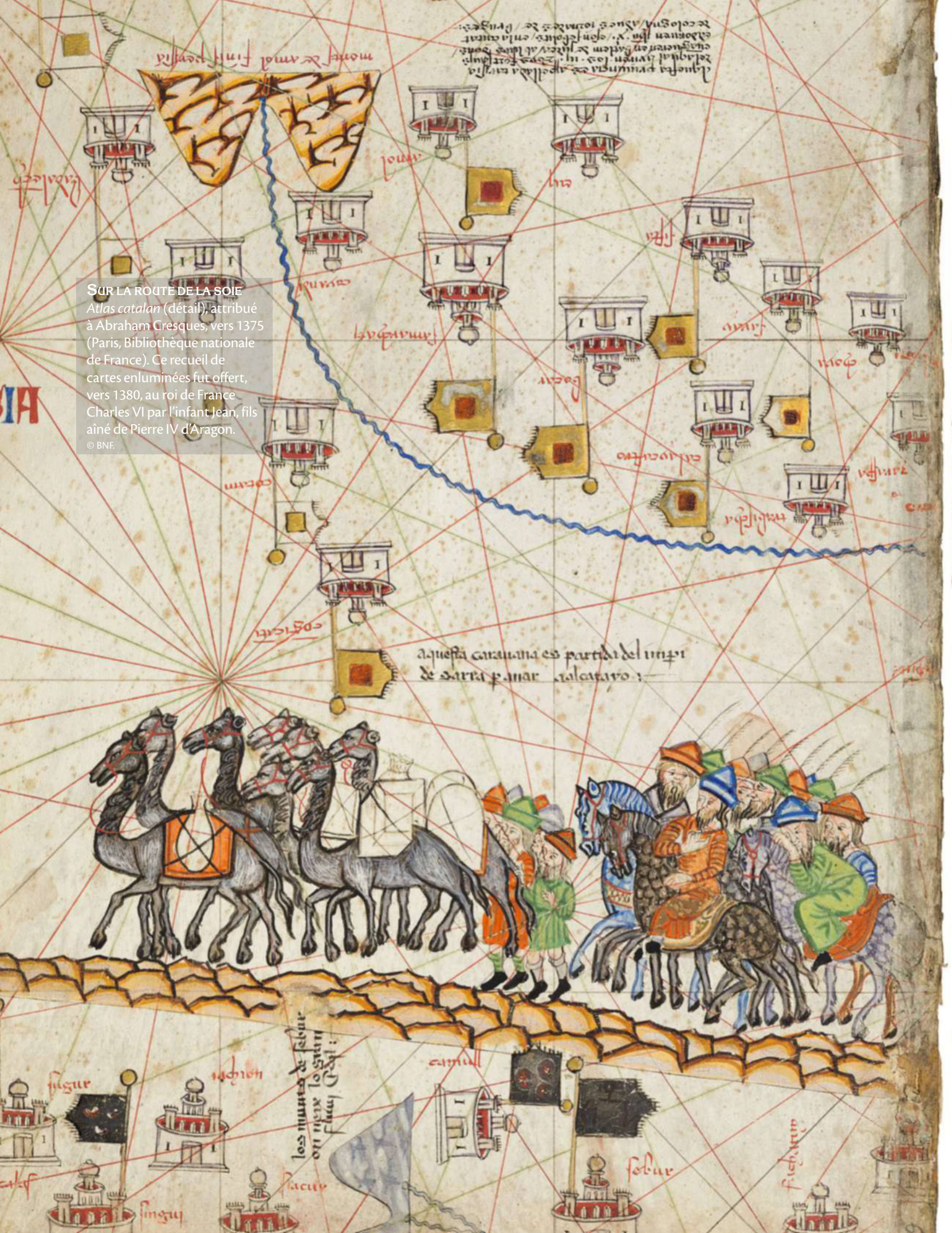
LE PALANQUIN DES LARMES

BIENS MAL ACQUIS

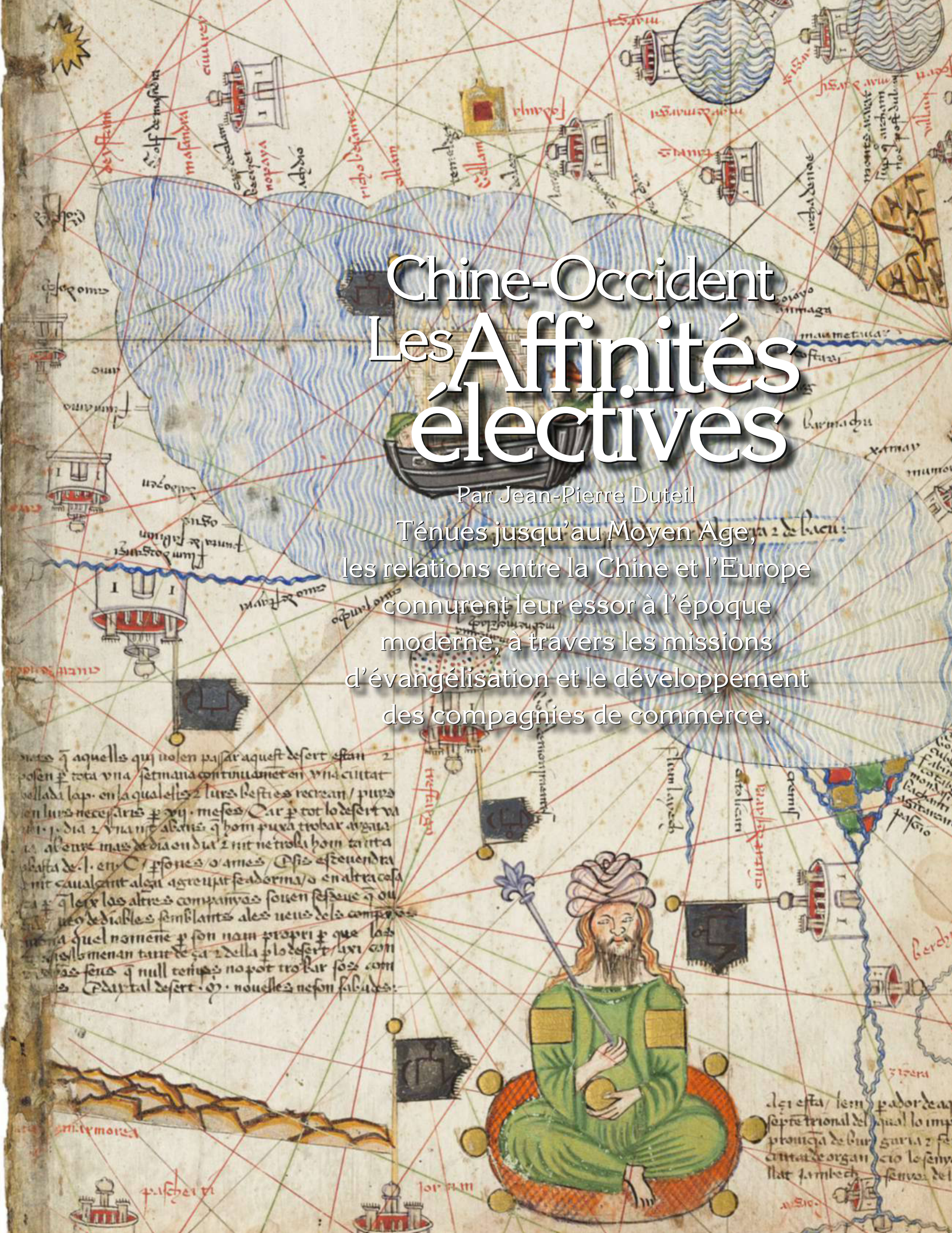
ÉTAT DE SIÈGE

L'EMPIRE DES SIGNES

HUMILIÉS ET OFFENSÉS



Sur la route de la soie
Atlas catalan (détail), attribué à Abraham Cresques, vers 1375 (Paris, Bibliothèque nationale de France). Ce recueil de cartes enluminées fut offert, vers 1380, au roi de France Charles VI par l'infant Jean, fils aîné de Pierre IV d'Aragon.
© BNF.



Chine-Occident Les Affinités électives

Par Jean-Pierre Duteil

Ténues jusqu'au Moyen Age, les relations entre la Chine et l'Europe connurent leur essor à l'époque moderne, à travers les missions d'évangélisation et le développement des compagnies de commerce.



Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la Chine n'a jamais été un monde ignoré ni coupé de l'Europe. Sous le nom de *Serica,* pays des Sères ou fabricants de soie, elle était connue des Grecs et des Romains. De leur côté, les Chinois utilisaient l'expression de *Da Qin,* « Grand empire » pour désigner l'Empire romain.

Les rapports restent toutefois très ténus, durant toute l'Antiquité, entre l'Europe et le monde chinois. Les expéditions d'Alexandre ont permis d'avoir quelques précisions sur l'Inde, voire sur l'Indonésie, mais pas sur la Chine ; et l'expansion de l'Empire romain vers l'est ne dépassera pas les limites posées par Alexandre, le cours de l'Indus et les plateaux d'Afghanistan. Il n'en reste pas moins que la route terrestre, bien connue sous le nom de « route de la soie » – en réalité un faisceau de pistes partant de Phénicie puis Antioche, passant par Palmyre puis l'Iran et la Bactriane avant de longer le nord ou le sud du bassin du Tarim jusqu'à Xian –, est ouverte par intermittence entre 120 av. J.-C. et 750 apr. J.-C.

Du côté romain, Florus, qui écrit vers 120 de notre ère, mentionne une ambassade venue de l'Inde et de *Serica,* qui aurait rencontré Auguste. Les annales chinoises mentionnent de leur côté des contacts. Aux environs de 30 av. J.-C., des légionnaires romains capturés par les Parthes puis une seconde fois par les Chinois sont mentionnés, pour leur utilisation du principe de la formation « en tortue ». Des marchands du *Da Qin* apparaissent dans les annales chinoises, et même des ambassades romaines, comme en 361 l'ambassade à Luoyang du « roi de Fulin » – il s'agissait de l'empereur Constance II, qui résidait à Constantinople. Enfin, après que les Romains et les Perses eurent signé la paix en 441, les annales chinoises mentionnent trois ambassades chez les Wei puis sept sous les Tang, entre 643 et 742. Probablement s'agissait-il de contacts en vue d'une alliance de revers contre l'expansion arabe.

A ces contacts terrestres s'ajoutent enfin ceux qui ont lieu par la voie maritime. Grâce aux vents de mousson, les marchands de l'Empire romain naviguent régulièrement vers le sud de l'Inde au temps d'Auguste. Ils gagnent Ceylan, le golfe du Bengale, ont des informations sur Sumatra. Mais après le IIIe siècle, les mentions de commerçants romains disparaissent des annales chinoises. Ce commerce antique portait en grande partie sur la soie, dont parle Pline. Le marché romain demandait de la soie, mais se la procurait plutôt par l'intermédiaire des commerçants de Palmyre et la route terrestre. Encore fallait-il franchir le territoire parthe, interdit aux Romains.

Les deux peuples, chinois et romain, avaient ainsi connaissance de leur existence mutuelle, mais les informations n'ont pas véritablement été diffusées, les récits des commerçants n'étant pas pris au sérieux par les lettrés. Les descriptions des Sères, par exemple, sont en grande partie imaginaires. Puis, avec la fin de l'Empire romain d'Occident, les rares contacts ne subsistent plus qu'avec Byzance.

La phase médiévale et l'écran mongol

Il faut attendre le XIIIe siècle pour voir réapparaître les relations entre Europe et Extrême-Orient à travers les voisins septentrionaux mongols. Confédération nomade venue d'Asie centrale, les Huns étaient apparus au IVe siècle. Ils avaient bousculé les peuples germaniques et les avaient poussés à fuir vers l'ouest, contribuant à l'effondrement de l'Empire romain sous Attila, qui avait régné de 434 à 453. Huit siècles plus tard, les Mongols, peuple ouralo-altaïque probablement apparenté, édifièrent le plus grand empire de l'histoire en termes de superficie continue. S'appuyant sur les vagues de migrations effectuées depuis le début du Moyen Age, il s'étend à la fin du XIIIe siècle de la Méditerranée orientale à l'océan Pacifique.

Après la mort de Gengis Khan en 1227, son troisième fils Ogödeï organise une grande campagne d'Europe qui les mène jusqu'au rivage de l'Adriatique, mais les Mongols se retirent soudainement en direction de l'est après la mort d'Ogödeï afin de résoudre leurs problèmes de succession. Après la période de conquête, la mise en place de l'Empire mongol permettrait de développer sur une grande partie de l'Eurasie une *pax mongolica* assurant la sécurité des voies de communication et des échanges. Cette sécurité auparavant ignorée offre aux voyageurs la possibilité de découvrir l'Asie

© BRIDGEMAN IMAGES.



VENT DES STEPPES Ci-dessus : *Un convoi de Mongols et de Chinois,* XIVe siècle (collection particulière). C'est sous le règne de Kubilai Khan (1260-1294) que la Chine était passée, durant les années 1270, sous l'autorité des Mongols. Dès 1215, l'année de sa naissance, son grand-père Gengis Khan avait fait la conquête de Pékin. Les Mongols avaient ainsi fondé la dynastie Yuan, qui régnerait sur la Chine jusqu'en 1368 et à laquelle succéderont les Ming. Marco Polo, au service de Kubilai Khan durant une vingtaine d'années, rédigera à son retour en Europe une véritable encyclopédie géographique de la Chine connue sous le nom de *Livre des merveilles* ou *Devisement du monde.*

centrale et la Chine. Les motivations de ces voyageurs sont religieuses, diplomatiques ou commerciales, trois aspects parfois inextricablement mêlés.

Les missionnaires médiévaux sont partis à la demande du pape ou du roi de France Louis IX (Saint Louis). Les Mongols, cavaliers infatigables et archers redoutables, commettent volontairement des massacres afin d'effrayer les populations et réussissent si bien qu'ils sont perçus comme les cavaliers de l'Apocalypse. Pour la papauté, ces nouveaux venus constituent pourtant des alliés potentiels contre l'islam, car l'essentiel reste la reprise des Lieux saints. Ne dit-on pas qu'il y aurait des chrétiens parmi eux ? C'est pourquoi, en 1245, Innocent IV confie des missions à des religieux franciscains et dominicains, ordres mendiants nouvellement créés. Le but est de prendre contact avec les plus hauts dignitaires possibles, à leur campement.

Après le franciscain Jean de Plan Carpin, qui assiste à l'élection du grand khan Güyük, fils d'Ögödeï, à Karakorum, deux dominicains, Ascelin de Lombardie et Simon de Saint-Quentin, partent à la rencontre de Baïdju, commandant mongol. Mais l'ambassade se termine très mal : Ascelin refuse de s'agenouiller, comme le veut la coutume, devant Baïdju, qu'il voit comme une incarnation diabolique. Baïdju ordonne alors d'écorcher Ascelin et de remplir sa peau séchée de foin pour l'expédier ainsi à Rome, avec deux envoyés exigeant que le pape vienne se soumettre en personne.

Confirmée à Saint Louis par le dominicain André de Longjumeau, la nouvelle d'une présence chrétienne chez les Mongols paraît cependant rendre possible une alliance avec eux contre les musulmans. Cette idée amène Saint Louis à envoyer une nouvelle ambassade, confiée à Guillaume de Rubrouck, vers le grand khan. Ce franciscain, sujet et familier du roi, part en 1253, porteur de lettres pour le prince tartare. Il fera, comme le roi l'a demandé, une sorte de rapport : c'est son *Voyage dans l'Empire mongol*. A partir de la Crimée, Guillaume traverse l'Asie centrale à l'aide de chariots tirés par des bœufs. Il décrit les paysages et les coutumes des régions traversées avec un certain talent d'ethnographe et d'écrivain, de la steppe à la yourte de Möngke, à Karakorum, où il reste deux mois. Malgré quelques bévues, Guillaume a pu découvrir la civilisation mongole qui, au XIIIe siècle, est fortement sinisée. Il rentre en 1254 en direction des Etats latins d'Orient et termine son rapport au roi en conseillant d'envoyer dans l'Empire mongol des évêques nommés comme ambassadeurs officiels, accompagnés de meilleurs interprètes.

Le conseil sera suivi par le pape Nicolas IV, qui envoie en mission le dominicain Montecroce, puis le franciscain Jean de Montecorvino. Ce dernier quitte Rome en 1289, utilise la voie maritime, navigue du golfe Persique vers l'Inde, puis de là s'embarque pour le Cathay ou empire du Grand Khan. A cette date, la Chine tout entière est passée sous l'autorité des Mongols et plus précisément de Kubilai Khan, petit-fils de Gengis et fondateur de la dynastie des Yuan. Les Européens dissocient mal la Mongolie de la Chine proprement dite ; Montecorvino prend terre à Zaiton, actuelle Quanzhou. Puis il gagne Cambaluc, capitale des Yuan, aujourd'hui Pékin, où Kubilai vient de mourir. Son fils ne fait aucun obstacle à la prédication et Montecorvino commence à prêcher, aidé d'un interprète. Son apostolat semble fructueux puisque, en 1341, le légat pontifical Jean de Marignol estime à 30 000 le nombre de chrétiens fidèles à Rome. Mais tout cela s'arrête vers 1370 : les relations avec Rome sont interrompues car la nouvelle dynastie des Ming, qui se veut intrinsèquement chinoise, proscrit toutes les doctrines étrangères introduites du temps des Yuan.

Tous les voyageurs ne sont pas des missionnaires apostoliques. Marco Polo (1254-1324) est Vénitien et suit son père Niccolò et son oncle Matteo, marchands tous deux, pour

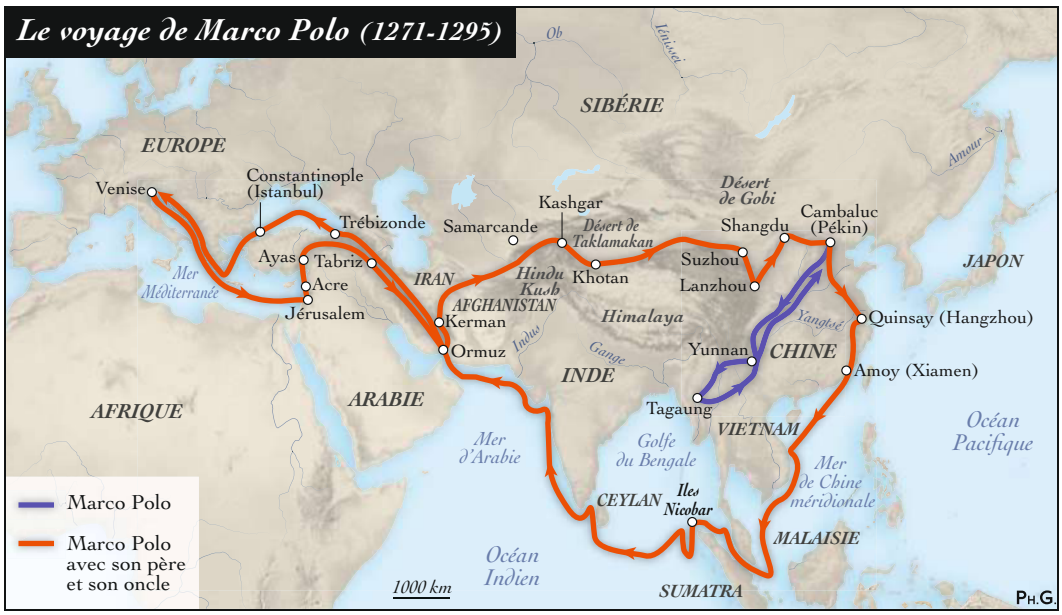


© AKG-IMAGES/ERICH LESSING © CPA MEDIA PTE LTD/ALAMY/HISTOCKPHOTO/HEMIS.FR

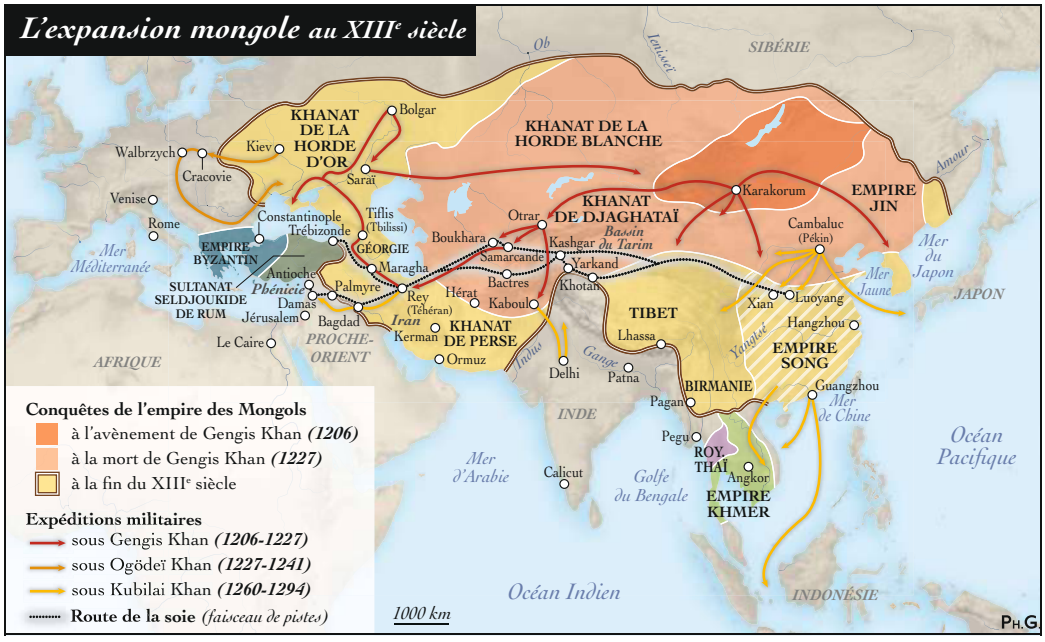
apprendre le métier à l'âge de 17 ans. Après la traversée de l'Asie centrale, les Polo parviennent à Cambaluc, où ils réussissent, grâce à Marco qui a le don des langues, à s'entretenir directement avec Kubilai Khan. Celui-ci se méfie des Chinois et manque cruellement de serviteurs cultivés ; il confie à Marco un poste d'enquêteur-messager, ce qui fait de lui un fonctionnaire du palais impérial.

Le jeune Vénitien accomplit plusieurs missions officielles : Ganzhou, Yangzhou, Hangzhou alors appelée Quinsay. Il reste une vingtaine d'années en Chine avant de retourner en Italie en 1295. Jeté en prison pour avoir participé à une guerre navale contre Gênes, il profite alors de sa captivité pour dicter à son compagnon de cellule, l'écrivain Rustichello de Pise, sa description des Etats du grand khan, appelée successivement *Le Livre de Marco Polo* puis *Le Devisement du monde* ou plus tard *Le Livre des merveilles*. Ce texte célèbre se présente comme une sorte d'encyclopédie géographique de la Chine, en 234 chapitres. L'auteur décrit le papier-monnaie, la Grande Muraille, le Grand Canal, les ponts et les navires innombrables de Quinsay. Le Tibet et ses monastères apparaissent, ainsi que le Japon, dont l'auteur parle comme s'il y était allé et où les villes seraient pavées d'or. En tout cas, *Le Devisement du monde* a influencé Colomb, qui en avait un exemplaire annoté à bord de la *Santa Maria,* ainsi que les auteurs de l'*Atlas catalan,* qui lui ont emprunté la terminologie des noms asiatiques.

Sans être marchand, Ibn Battûta (1304-1368) est un voyageur marocain originaire de Tanger. Sa motivation est en partie religieuse, car ses voyages sont accomplis à partir d'un pèlerinage à La Mecque en 1325, dont il ne revient qu'en 1349. Il se veut « le voyageur de l'islam », c'est-à-dire des pays de



Au service du khan
Ci-contre : parti de Venise en 1271, avec son père et son oncle, Marco Polo ne fut autorisé à rentrer chez lui qu'à la fin du règne de Kubilai Khan. En haut : *Une caravane en Asie centrale,* extrait de l'*Atlas catalan,* attribué à Abraham Cresques, vers 1375 (Paris, BnF). Ce détail d'une caravane de marchands traversant le désert de Lop Nor est inspiré du récit de voyage de Marco Polo.



CARTES : © PHILIPPE GODEFROY.

PAX MONGOLICA Ci-contre : à la fin du XIIIe siècle, alors même que l'Empire mongol est à l'apogée de son extension territoriale, sa gouvernance se fragmente entre les descendants de Gengis Khan. La *pax mongolica*, qui s'étend du Pacifique à la Méditerranée, garantit toutefois la sécurité des voies de communication et des échanges, favorisant ainsi les contacts religieux, diplomatiques et commerciaux entre l'Asie et l'Europe.

civilisation musulmane, et se présente comme investi d'une mission par le sultan mérinide. Sa motivation réelle semble être le goût des voyages, et il laisse une relation très complète, avec des détails qui prouvent son expérience de la Chine : les pieds bandés des femmes, la pêche au cormoran ou l'usage du thé, dont Marco Polo ne fait pas mention.

Le XVIe siècle et l'arrivée des jésuites

La dynastie des Ming, à partir de 1368, interrompt les relations avec l'extérieur. Elle prône une forme de confucianisme officiel qui exalte à la fois l'idéal paysan de frugalité et le dévouement des mandarins au bien public et qui, en fin de compte, mène à l'autarcie. Les missions médiévales, brutalement interrompues, sont donc à peu près complètement oubliées en Occident à l'approche de la Renaissance. Mais des souvenirs confus et à demi-légendaires nourrissent les rêves des navigateurs. Persuadés qu'ils vont rapporter l'or du khan et ses épices, alors que depuis plus d'un siècle les Mongols ne gouvernent plus la Chine, les Portugais explorent méthodiquement le golfe de Guinée avant de dépasser le cap des Tempêtes, au sud de l'Afrique. L'Inde n'est plus très loin. Colomb pense l'atteindre par l'ouest ; lorsqu'il quitte Palos de la Frontera en 1492, il pense plus précisément à Cathay et à Cipango, le premier de ces noms donnés par le livre de Marco Polo désignant la Chine du Nord, et le second, qui dérive de l'expression chinoise *ribenguo*, « pays du Soleil levant », le Japon.



ENVOYÉS SPÉCIAUX Ci-dessus : en 1245, Ascelin de Lombardie, moine dominicain missionné par le pape Innocent IV, rencontre Baïdju *(à droite)*, le commandant des armées mongoles.

Cependant, les Portugais sont arrivés les premiers en Extrême-Orient. Après l'Inde et l'Indonésie, ils prennent pied en Chine du Sud en 1513, de manière illégale par rapport à la législation des Ming qui interdit tout accostage en dehors de quelques ports réservés au commerce extérieur. Marchands et religieux écrivent toutefois les premières relations sur la Chine aux alentours de 1520, et les Portugais réussissent à s'établir sur la presqu'île de Macao, après avoir débarrassé grâce à leurs canons la rade de Canton de ses pirates. En remerciement, le gouverneur du Guangdong (la province de Canton) accepte leur installation à Macao moyennant une redevance annuelle.

Dans l'histoire des découvertes maritimes, l'aspect missionnaire l'emporte sur les aspects commerciaux à partir du moment où, en 1541, François-Xavier, petit noble basque devenu le cofondateur de la Compagnie de Jésus, vient évangéliser l'Inde avant de poursuivre sa route vers le Japon. Puis il décide de continuer son apostolat en Chine, ayant compris qu'elle était la mère des civilisations d'Extrême-Orient et qu'elle jouait dans cette partie du monde un rôle assez semblable à ce qu'avait été celui de Rome pour les pays européens. Mais François-Xavier meurt en 1552 dans une petite île de la rade de Canton.

Après lui, et sous l'impulsion d'Ignace de Loyola, plusieurs jeunes jésuites décident de partir vers ces nouvelles terres de mission. Certains atteignent l'Indochine, d'autres le Japon, mais la Chine reste fermée aux étrangers. Un mur a d'ailleurs été construit au nord de Macao pour séparer les Portugais de la civilisation chinoise. Toutefois, une porte y est bientôt ménagée, car les marchands portugais ont été autorisés à venir faire du commerce à Canton lors des foires. Déguisés en marchands, quelques jésuites réussissent à y passer aux alentours de 1580 : Michele Ruggieri, Matteo Ricci, Niccolò Longobardo.



Le plus connu de ces « jésuites de Chine » reste Matteo Ricci, le fondateur de la mission. Originaire de Macerata sur l'Adriatique, il est entré au noviciat des jésuites et a étudié les mathématiques et l'astronomie au Collège romain. En 1577, il s'embarque à Lisbonne pour Goa, la capitale de l'Inde portugaise, où il est ordonné prêtre en 1580, et entre en Chine en 1583. Il s'installe à Zhaoqing, non loin de Canton, avec l'autorisation du gouverneur et y fonde une église avec la résidence des missionnaires. Il reste dix-huit ans dans la province de Canton, traduit des ouvrages et commence à écrire en chinois.

Costumés en bonzes au départ, les premiers jésuites se sont vite rendu compte qu'en Chine, les religieux bouddhistes n'étaient pas toujours bien perçus. Ricci s'habille désormais en lettré, avec robe de soie, ongles et cheveux longs ; il est ainsi respecté des divers milieux sociaux. Il parle aux lettrés de Dieu, le « Seigneur du Ciel », et utilise les écrits confucianistes ou « classiques chinois » en montrant ce qui les rapproche du christianisme. Ses connaissances en mathématiques, en astronomie, et sa vaste culture générale lui permettent d'établir des contacts avec les mandarins. Ricci reste persuadé que l'évangélisation de la Chine ne pourra se faire que de manière verticale, en obtenant la conversion de la Cour et de l'empereur, qui deviendrait alors un nouveau Constantin. C'est pourquoi il décide en 1600 d'entreprendre le voyage vers Pékin.

Après un long arrêt à Nankin, seconde capitale de la Chine, Ricci est en 1601 le premier Européen à se présenter au palais impérial de Pékin. Il réussit à s'entretenir avec les eunuques, mais sans jamais voir l'empereur, Wanli des Ming, obèse et timide, qui probablement se tient caché derrière des rideaux de soie. Ricci émerveille la Cour par ses présents : mappemonde, épinette (ancêtre du piano), et surtout « horloges de table » à sonnerie. Il enseigne les sciences au fils préféré de l'empereur et répare et entretient les horloges avec les eunuques, mais réussit aussi à nouer des relations avec des lettrés, fonctionnaires de haut rang, comme Xu Guangqi, baptisé en 1603 sous le nom de Paul. Ricci utilise les sciences, les lettres et les réalisations techniques de l'Occident comme moyens de conversion. En 1605, il fait construire le *Nantang,* « église du Sud » et actuel siège de l'évêché de Pékin. En 1610, à sa mort, les chrétiens chinois sont environ 2 500.

Après Ricci, les connaissances sur la Chine commencent à se préciser. Son successeur à la tête de la mission, le père Longobardo, précise les traductions du vocabulaire théologique et reste convaincu que le confucianisme est une forme d'athéisme. Un autre jésuite, Nicolas Trigault, traduit en français la relation de l'apostolat de Ricci, l'*Histoire de l'expédition chrétienne au royaume de la Chine*. Au palais impérial, les membres de la Compagnie de Jésus prennent officiellement place à l'Office astronomique avec un grade de fonctionnaire, ce qui suscite les jalousies des astronomes musulmans qui occupaient ces places avant eux, et quelques inquiétudes à Rome ainsi que chez les dominicains et les franciscains, eux aussi présents en Chine depuis plusieurs années. Car l'Office astronomique chinois n'a pas été institué pour étudier les astres : il a pour but de fixer l'horoscope impérial, essentiel pour la bonne marche de l'empire et la vie du souverain. C'est de la divination, en principe incompatible avec l'état de religieux. Les difficultés se multiplieront à partir de là pour les jésuites, qui se défendent en faisant valoir qu'ils permettent ainsi à leurs confrères d'évangéliser les provinces.

Dans l'immédiat, une puissance nouvelle se forme au nord de l'Empire chinois. Un organisateur de talent, Nurhaci, regroupe le peuple des Jürchen et divers peuples altaïques voisins en « bannières », divisions militaires fortement structurées. Ainsi naît la puissance mandchoue. Alliés aux Mongols, les Mandchous lancent des attaques sur la frontière nord, passant la Grande Muraille sans difficulté. Pékin finit par tomber en 1644, et le dernier empereur des Ming, Chongzhen, se pend sur la « colline de charbon », derrière le palais impérial. Une nouvelle dynastie se met en place, celle des Qing ou dynastie mandchoue, la dernière de la Chine impériale. Après quelques années d'instabilité pour les jésuites, les choses s'arrangent à partir de 1660 sous l'influence du jeune empereur Kangxi (1662-1722), qui les conforte dans leur position.

Kangxi a souvent été présenté comme l'équivalent chinois de Louis XIV. Au début de son règne, le territoire de l'empire a été entièrement reconquis ; il veille à éviter les heurts entre Mandchous et Chinois, qui ont des attributions respectives bien définies. Il conserve la plus grande partie des institutions, à commencer par le confucianisme, même si la famille impériale et la Cour sont lamaïstes. Il n'hésite pas à utiliser les services des jésuites en entretenant l'ambiguïté sur sa propre conversion, alors qu'il est resté bouddhiste jusqu'à la fin de sa vie. Kangxi est par ailleurs un esprit ouvert, qui admire beaucoup la manière de présenter les sciences et les réalisations techniques des Occidentaux. Il installe au palais un groupe de jésuites spécialisés dans divers savoir-faire : astronomes, cartographes, mathématiciens, horlogers et fabricants d'automates, peintres.

Véritables savants, certains de ces jésuites accomplissent des prouesses techniques sous le règne de Kangxi : les pères Jean-François Gerbillon et Thomas Pereira sont envoyés faire des relevés topographiques afin de rectifier la frontière sino-russe au sud du lac Baïkal. Leurs travaux aboutissent le 6 septembre 1689 à la signature du traité de Nertchinsk, qui fixe le tracé de la frontière pratiquement où il se trouve aujourd'hui. Dominique Parrenin travaille sur ordre de l'empereur à la cartographie de la Chine et traduit en mandchou les ouvrages de l'Académie des sciences de Paris. Tout cela permet aux jésuites de province d'évangéliser les chrétientés en bénéficiant d'une tranquillité relative grâce à la tolérance impériale.

Ces conditions relativement favorables vont se dégrader dès la fin du règne de Kangxi, en partie à cause de la querelle

© NPL-DEA PICTURE LIBRARY/I. MORETTI/BRIDGEMAN IMAGES. © BRIDGEMAN IMAGES.



Savants et lettrés
Page de gauche : *Portrait de Matteo Ricci (1552-1610).* Né en Italie, il fut l'un des premiers jésuites à se rendre en Chine et le premier Européen à pénétrer dans le palais impérial de Pékin. Ci-contre : *Portrait du père Ferdinand Verbiest (1623-1688),* XVIIe siècle (Paris, BnF). Ce prêtre jésuite originaire des Pays-Bas fut un proche de l'empereur Kangxi, pour lequel il s'attela à la réforme du calendrier chinois.

des « rites chinois » venue d'Europe, où les méthodes des jésuites sont de plus en plus critiquées. La querelle finit par indisposer l'empereur en raison des retombées qu'elle a en Chine même. On reproche aussi aux jésuites les excès du « figurisme », qui considère le confucianisme comme une mauvaise interprétation du christianisme (père Joachim Bouvet). Enfin, les jésuites sont de plus en plus gênés au début du XVIIIe siècle par les compagnies de commerce, dont la présence insistante ternit l'image des Occidentaux en Chine.

Les compagnies de commerce aux XVIIe et XVIIIe siècles

Les premiers contacts avec la Chine se sont faits essentiellement par le biais des missionnaires catholiques. Ceux-ci avaient besoin d'un appui logistique, assumé par le Portugal et l'Espagne, qui, depuis le traité de Tordesillas en 1494, se partagent la colonisation et l'évangélisation du monde extra-européen, en théorie du moins. A l'est d'un méridien qui partage l'Atlantique du pôle Nord au pôle Sud, le Portugal transporte et assiste les missionnaires, l'Espagne se réservant l'ouest, le continent américain. Mais ce schéma est modifié par la circumnavigation de Magellan, qui découvre les Philippines en Asie. L'Espagne y envoie ses propres missionnaires, dont certains gagnent la Chine.

Surtout, à la fin du XVIe siècle, plusieurs puissances européennes refusent le monopole ibérique. C'est le cas de l'Angleterre et des Pays-Bas septentrionaux, gagnés au protestantisme et en guerre contre l'Espagne. C'est aussi le cas de la France, dont le roi n'entend pas être exclu du partage du monde. Pour faire pièce aux convois maritimes ibériques, Anglais et Hollandais mettent en place les premières compagnies de commerce, qui reçoivent le monopole du transport et de la colonisation « aux Indes ».

L'*East India Company* (EIC) est la première des compagnies « à charte », mise en place à Londres à la fin de l'année 1600. Elle est suivie en 1602 par la VOC *(Vereenigde Oost-Indische Compagnie),* issue des jeunes Provinces-Unies, dont le siège est à Amsterdam. La Compagnie française des Indes ne voit le jour qu'en 1664 sous l'impulsion de Louis XIV et Colbert. Ses navires desserviront effectivement les comptoirs de l'Inde, mais ne toucheront que rarement la Chine. Les vaisseaux de l'EIC et surtout de la VOC apparaissent en revanche régulièrement sur les côtes méridionales du pays. Ils relâchent à Ningbo, à Shanghai, puis à Xiamen ou « Amoy » – un véritable nid de contrebandiers –, ou dans les îles Pescadores, entre Taïwan et la côte du Fujian. Il s'agit en fait d'un commerce illégal, car ces ports ne sont pas ouverts au commerce international, et à plusieurs reprises des ambassades hollandaises qui





demandent la possibilité de faire du commerce sont renvoyées sans aucun résultat. Mieux vaut trafiquer dans des îles ou des ports isolés et corrompre les fonctionnaires locaux.

Au début du XVIIIe siècle, c'est toutefois Canton, en Chine du Sud, qui concentre la plus grande partie du commerce européen. Les marchands chinois de Canton reçoivent en 1720 le privilège de former une association habilitée à traiter avec les étrangers, qui devient l'intermédiaire obligatoire des nations d'Europe dont les « loges » se multiplient, abritant les bureaux des compagnies, leurs fonctionnaires, les entrepôts. Hollandais, Anglais, Français de la Compagnie des Indes ont leurs loges, bientôt suivis par le Danemark, qui a sa propre compagnie de commerce, ainsi qu'Ostende et les Suédois.

Les produits du commerce, à la fin du XVIIe et au XVIIIe siècle, sont essentiellement des produits de luxe. Mentionnons les soieries, mais aussi la porcelaine. Les vaisseaux emportent dans leurs cales de superbes pièces destinées à l'étranger. Elles sont admirées et étudiées à Delft, à Lisbonne, à Londres et Paris. Ils transportent aussi de la laque, des bois précieux tels que le bois d'aigle ou le bois de rose, des paravents – surtout à partir des années 1750 lorsque Mme de Pompadour met à la mode les « chinoiseries » –, des éventails de papier. La VOC et l'EIC prennent aussi d'importantes cargaisons de thé, avec des quantités qui augmentent sans cesse : l'Angleterre achète en 1762 pour 2,6 millions de livres de thé.

Cet engouement pour les produits chinois est lié au fait que la Chine et ses habitudes sont désormais mieux connues, en grande partie grâce aux jésuites. Leibniz, Malebranche, Voltaire correspondent avec eux. Leur information provient entre autres de la lecture des *Lettres édifiantes,* correspondance des jésuites avec leurs supérieurs d'Europe soigneusement choisie et éditée sous forme de petits livrets destinés au public. Ils exaltent bien sûr la mission jésuite, ont tendance à gommer les abus et les difficultés, mais constituent aussi une mine d'informations et transmettent une image positive (et même édulcorée) de la Chine. Compilant la correspondance jésuite, le père Du Halde, à partir de Paris, publie en quatre gros volumes sa *Description de l'empire de la Chine et de la Tartarie chinoise* en 1735. C'est une véritable encyclopédie du monde chinois sous les Qing, avec ses dix-huit provinces et tous leurs aspects culturels, économiques et sociaux. L'Europe a appris à fabriquer la porcelaine à partir de 1705, elle prend connaissance de la médecine chinoise et des techniques de variolisation, et découvre avec Voltaire les concours de recrutement.

La seconde moitié du XVIIIe siècle voit toutefois se multiplier les heurts entre les marchands britanniques et le gouvernement des Qing, sous l'empereur Qianlong (1735-1796), car l'importation sans contrepartie de produits de luxe provoque une fuite des espèces monétaires européennes. L'EIC a tenté de vendre aux Chinois des lainages et cotonnades manufacturés, mais la concurrence locale est trop forte. Elle se met alors à vendre de l'opium, connu des Chinois mais utilisé uniquement comme anesthésiant. En 1729, son usage en tant que drogue s'est étendu de façon si inquiétante que sa vente fait l'objet d'une première interdiction. Mais les profits sont tels qu'ils permettent de couvrir l'achat des marchandises précieuses et d'acheter tout un réseau de complicités. En 1773, le Royaume-Uni dispose, par le biais de l'EIC, du monopole de la vente d'opium en Chine.

La première mission diplomatique anglaise en Chine, l'ambassade Macartney, a pour but de supprimer les restrictions imposées à Canton, d'ouvrir de nouveaux ports chinois au commerce et d'établir à Pékin une ambassade permanente. George Macartney rencontre Qianlong en 1793 et l'empereur rejette toutes les demandes britanniques. En outre, en 1800, la Chine interdit la culture du pavot sur son sol. Mais l'EIC utilise désormais le pavot d'Inde pour alimenter le marché chinois. Les navires transportent vers Canton des « caisses » au format standardisé de 65 kg d'opium. Les interdictions du gouvernement des Qing, conscient du danger, se multiplient sans effet en 1796, 1813 puis 1839. L'EIC, agissant comme agent de la Grande-Bretagne, autorise ses marchands à vendre l'opium à des contrebandiers chinois, dans le but avoué d'affaiblir la Chine. La consommation passe de 4 000 caisses par an aux alentours de 1815 à 20 000 en 1830 et à 30 000 en 1836. La menace d'appauvrissement devient sérieuse pour la Chine, confrontée à son tour à la fuite de numéraire. En 1819, une nouvelle ambassade, celle de lord Amherst, aboutit aussi à un échec.

En 1839, l'empereur Daoguang rejette une nouvelle fois les propositions de légalisation ou de taxation de l'opium et

© PICTURES FROM HISTORY/BRIDGEMAN IMAGES. © BRIDGEMAN IMAGES.



© MUSÉE DU LOUVRE, DIST. RMN-GRAND PALAIS/HARRY BRÉJAT.

Un peu plus près des étoiles Ci-dessus : *Les Astronomes,* tapisserie d'après Guy Louis Vernansal, Jean-Baptiste Monnoyer, Jean-Baptiste Blin de Fontenay, manufacture de Beauvais, XVIIIe siècle (Paris, musée du Louvre). Au milieu, portant la barbe blanche, le missionnaire jésuite allemand Johann Adam Schall von Bell (1592-1666), astronome de l'empereur de Chine. Page de gauche, de gauche à droite : *L'Empereur Kangxi en tournée,* XVIIIe siècle ; *Des marchands hollandais achetant du thé à Canton,* vers 1770 (Amsterdam, Rijksmuseum).

charge Lin Zexu de se rendre à Canton pour faire cesser ce trafic de manière définitive. La Grande-Bretagne répond par la « politique de la canonnière », en envoyant sur place une force navale : c'est la première « guerre de l'opium », dont la conclusion aboutira pour l'empire Qing au premier des « traités inégaux » qui vont jalonner le XIXe siècle chinois au gré des prétentions occidentales.

Jean-Pierre Duteil est professeur d'histoire moderne à l'université de Paris 8 (Saint-Denis) et enseigne également à l'Institut catholique de Lille. Sa thèse sur les jésuites en Chine a été publiée sous le titre *Le Mandat du ciel* (Editions Arguments, 1994).

À LIRE de Jean-Pierre Duteil



La Chine, **PuF, 320 pages, 28 €.**
La Dynastie des Ming, **Ellipses, 288 pages, 24,50 €.**

PORTRAIT

Par Danielle Elisseeff

Cixi Impératrice

Entrée au harem de la Cité interdite à l'âge de 15 ans, la concubine va se hisser à la tête de l'Empire mandchou à la faveur de la minorité de son fils. Elle ne lâchera plus les rênes du pouvoir pendant près de cinquante ans.



JUSQU'AU BOUT DES ONGLES Ci-dessus : l'impératrice douairière Cixi portée sur un palanquin par les eunuques de son palais, à la fin du XIXe siècle. Page de droite : portrait officiel de Cixi par le photographe de la Cour, Yu Xunling, vers 1895.

Qui n'a entendu parler de l'impératrice Cixi (1835-1908) ? Objet d'une curiosité internationale pas toujours bienveillante, elle inspire aujourd'hui bandes dessinées et jeux vidéo, tandis que les historiens lui accordent, avec le recul du temps, beaucoup plus d'estime qu'autrefois. Sa vie ressemble à un roman, ou à un cauchemar. Enfermée dans la Cité interdite et ses palais annexes, elle traversa, sa vie durant, les convulsions d'une fin dynastique : celle des derniers souverains mandchous dont les ancêtres, après plusieurs décennies de conquêtes en terres chinoises, avaient fini par s'imposer, fondant, en 1644, la dynastie des Qing, les « Purs ».

Sous leur égide et pendant une centaine d'années, du règne de l'empereur Kangxi (1661-1722) à celui de l'empereur Qianlong (1735-1796), le pays était devenu la plus grande puissance économique de l'Eurasie (grâce à ses manufactures de porcelaines, de laques, de soieries – autant de trésors dont les Européens raffolaient, enrichissant ou ruinant, au fil des fortunes de mer, leurs « Compagnies des Indes »). Mais au milieu du XVIIIe siècle, et bien que la demande internationale soit plus forte que jamais, voici que ces jeux d'échanges se grippent à mesure que les Européens développent chez eux leurs propres ateliers et que les enjeux commerciaux se doublent d'implications politiques.

Les Britanniques commencent à contester les tracasseries des douanes (à Canton) et plus encore, lorsqu'ils vont jusqu'à Pékin, les conditions que prétend leur imposer la Cour. La haute administration chinoise les traite en effet comme des tributaires, exigeant qu'ils se prosternent devant l'empereur, frappant le sol de leur front. Les Britanniques refusent, déclarant ne se soumettre ainsi que devant Dieu. Mais les autorités chinoises restent inflexibles, sourdes aux informations qui remontent pourtant jusqu'à elles.

Les mandarins des provinces côtières du Sud et du Sud-Est, confrontés directement aux étrangers et à leurs puissants navires, ont en effet déjà constaté ce que ne voient pas les fonctionnaires à Pékin : l'avance

© AKG-IMAGES/PICTURES FROM HISTORY. © PICTURES FROM HISTORY/BRIDGEMAN IMAGES.







Dynastie A gauche : Xianfeng, septième empereur de la dynastie mandchoue des Qing à avoir régné sur la Chine, et dont Cixi fut la favorite. Ci-dessous : l'impératrice douairière Longyu, veuve de l'empereur Guangxu (1875-1908), signe l'abdication de la dynastie mandchoue en présence de l'empereur Puyi, âgé de 5 ans, le 12 février 1912, illustration de Damblans pour *Le Pèlerin* du 25 février 1912 (collection particulière). Page de droite : Cixi en compagnie de femmes de diplomates étrangers en 1903.

technologique et la puissance de feu des Britanniques. Le plus célèbre de ces hommes clairvoyants est Lin Zexu (1785-1850), qui se bat depuis 1839 contre l'entrée massive de l'opium dont les Anglais, grands consommateurs de thé, finissent par imposer l'achat aux Chinois afin d'équilibrer leur balance commerciale. En haut lieu pourtant, l'administration, lassée des avertissements de Lin, minimise le problème et finit par le déplacer dans un poste lointain. Aux yeux des dirigeants mandchous, ces fonctionnaires chinois des provinces, trop prompts à s'alarmer, ont un esprit de vaincus ; l'empire des Qing, lui, est et restera invincible, car les Mandchous ne connaissent pas la défaite.

Ils tiennent le pays sans se mêler aux Chinois, en conservant l'organisation qui leur est propre, telle qu'elle a été mise en place au début du XVII^e^ siècle lorsque Nurhachi (1559-1626) fédéra leurs différents groupes nomades pour les lancer à l'assaut de l'empire. Tous, hommes et femmes (elles n'ont pas les pieds bandés), sont des soldats. Ils se répartissent en huit clans de type militaire, groupés sous des « bannières » de couleurs différentes (bannière jaune, blanche, rouge ou bleue, chaque couleur étant déployée en deux nuances – une pâle, une intense – avec bordure ou non).

Epouse et concubine

Sous l'un de ces drapeaux – la bannière bleue, la moins prestigieuse – se placent les Yehenala – un clan d'autant moins glorieux qu'en 1853 un membre du groupe, alors en charge au Anhui de la répression des rebelles Taiping (qui mettent le centre du pays à feu et à sang depuis 1851), a capitulé devant les insurgés. Mais cet homme a une fille (née en 1835) que l'on dit intelligente et qui a bénéficié d'une éducation rare : dans la tradition des dames bien nées et des célèbres poétesses, elle sait lire et écrire le *wenyan*, la langue chinoise savante ; de plus, son esprit vif s'intéresse à tout, ne se laissant jamais enfermer dans le cadre si étroit que la bienséance impose aux femmes chinoises de son temps.

Entrée au harem lorsqu'elle a quelque 15 ans (c'est un honneur recherché par les familles car il permet de développer des réseaux lucratifs, et même de bien marier sa fille qui, tant qu'elle n'a pas été présentée à l'empereur, peut quitter la Cité interdite), la représentante du clan Yehenala parvient à gagner l'appui d'un eunuque qui l'introduit auprès de l'empereur Xianfeng (1850-1861). Séduit à son tour par l'intelligence et la culture de la jeune fille, le souverain la fait venir régulièrement, trouvant en elle une archiviste et une conseillère avisée, au point qu'il lui donne deux sceaux pour valider les actes officiels. Comme on l'imagine, les ministres sont furieux, mais Cixi n'en a cure.

En 1856, bien que Xianfeng soit porté vers les hommes plutôt que vers les femmes, elle réussit à mettre au monde un enfant et par chance un garçon, le seul fils du souverain. Elle devient de ce fait mère de l'héritier du trône, car l'impératrice en titre – Ci'an (1837-1881), une femme de haut parage qui est depuis l'enfance mariée à l'empereur – est stérile. Pourtant, ce statut de « mère de l'héritier » n'est reconnu que si l'empereur accepte qu'il en soit ainsi. Et Cixi doit batailler cinq ans pour gagner la partie, d'extrême justesse : Xianfeng meurt à 30 ans, vingt-quatre heures après avoir désigné le fils de Cixi pour successeur et nommé les deux principaux régents chargés de veiller sur sa minorité

© AKG-IMAGES/PICTURES FROM HISTORY. © COLLECTION KHARBINE-TAPABOR.



© CPA MEDIA PTE LTD/ALAMY STOCK PHOTO/HEMIS.FR

(précaution inutile : Cixi, faisant alliance avec deux cousins de l'empereur – Rong Lu et le prince Gong –, poussera l'un au suicide et fera exécuter l'autre). Elle prend alors le pouvoir en écartant aussi, exils et exécutions à la clé, les huit autres personnages auxquels Xianfeng avait prévu de confier le conseil de régence (cet épisode, survenu en 1861, est connu sous le nom de « coup d'Etat de Xinyou ») ; elle confirme ainsi, outre la violence qui l'habite, ses compétences politiques.

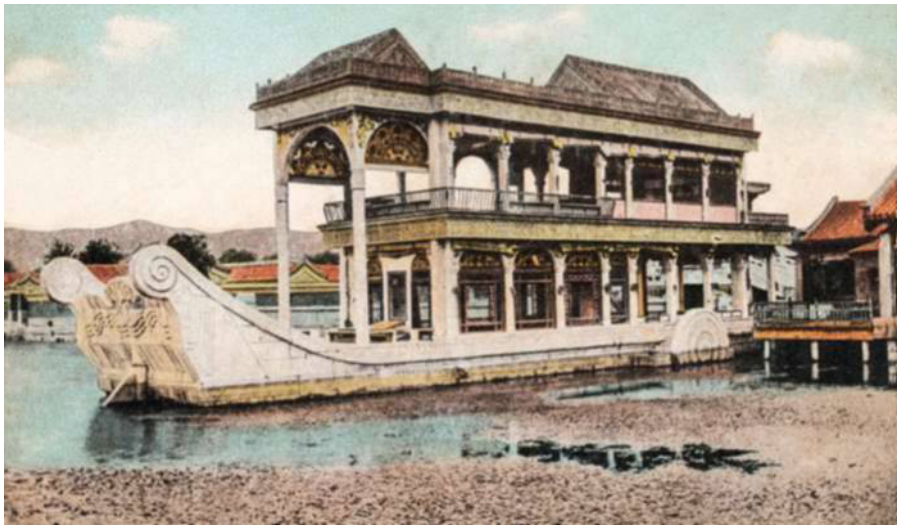
L'année précédente en effet, en 1860, alors que la révolte des Taiping (1851-1864) mettait le centre est du pays à feu et à sang depuis neuf ans et que les troupes franco-britanniques – menant la seconde guerre de l'opium (1856-1860) – venaient de piller puis de brûler le palais d'Eté, c'était déjà elle qui était intervenue et avait mis fin au désordre. Loin des sévères clivages raciaux qu'imposaient les Mandchous, elle avait perçu (à l'époque, cela semblait une révolution) la compétence de certains généraux chinois auxquels l'administration impériale répugnait à donner des missions importantes. Cixi, au contraire, avait fait appel à eux – au célèbre Zeng Guofan (1811-1872), par exemple – et, grâce à leur talent, avait commencé à disloquer les forces des Taiping (1861), avant de venir à bout, en 1864 sous son mandat de régente, de ce mouvement aussi dévastateur que la misère dont il était né.

Portée par les événements, Cixi a donc déjà pris le pouvoir. Désormais, elle le proclame. Dès 1861, elle a fait attribuer au petit empereur de 5 ans le nom de règne de Tongzhi (1861-1875) – littéralement « gouverner ensemble » – car (c'est aussi à ce moment qu'elle prend le nom de « Cixi », « bénédiction bienveillante ») elle exerce alors légalement la régence… avant de la prolonger indéfiniment, arguant de la faiblesse du jeune homme (une faiblesse bien réelle puisqu'il meurt à 18 ans de l'un ou l'autre ou des deux fléaux qui ravagent la Cour : la syphilis et la variole).

A ce moment, Cixi n'a plus aucune raison de rester aux affaires, d'autant que la jeune impératrice, veuve de Tongzhi, est enceinte ! Mais elle meurt elle aussi, de manière inopinée, au grand dam apparent de sa belle-mère, désespérée que Tongzhi n'ait pas de descendance. Elle se hâte cependant de désigner le candidat de son choix, l'un de ses neveux. Il règne sous le nom de Guangxu, ou « brillant commencement » (1875-1908). Mais on lui « découvre » aussitôt une faiblesse mentale, ce qui permet à Cixi d'obtenir une nouvelle régence – cette fois-ci pour cause de débilité.

Elle conduit donc les affaires publiques, tout autant que les siennes comme on le lui a tant reproché, en manœuvrière dénuée de scrupule. Encore faut-il ne pas oublier qu'elle agit dans un climat apocalyptique, en plein effondrement du système impérial, mis à mal de l'intérieur du pays par les rebelles de la misère et plus encore à l'extérieur par les agressions étrangères : à partir de 1839-1840 (la « première guerre de l'opium » ; Cixi est à ce moment-là encore une enfant), puis en 1860, 1875, 1895 et enfin 1900, l'empire tombe progressivement aux mains des étrangers, perdant au passage, entre autres, son influence multiséculaire sur le Vietnam, placé sous protectorat français en 1883.

Les puissances occidentales et le Japon prennent pied dans les régions et les zones les plus productives du pays, notamment dans les ports. Tous – Britanniques, Allemands, Russes, Français, Japonais,



© LIBRAIRIE O. DE SERRES/ADOC-PHOTOS.

ET VOGUE LE NAVIRE Ci-dessus : le bateau de marbre dans le nouveau palais d'Eté, édifié par Cixi en 1893 avec des fonds d'Etat destinés à la modernisation de la flotte de guerre qu'elle aurait détournés. En bas : *Prise de Pékin par les alliés (15 août 1900), Le Pèlerin*, XXe siècle (collection particulière). Page de droite : le cortège funéraire de Cixi en 1908. La veille de sa mort, l'impératrice à l'agonie avait pris soin de faire éliminer l'empereur Guangxu, s'assurant ainsi que le jeune Puyi serait bien l'héritier impérial.

Américains, Italiens – s'y organisent en « concessions » pour y vivre à leur seule manière, selon leurs propres lois, sans plus tenir compte de l'administration chinoise. Particulièrement efficaces, les Britanniques en font même un système qui leur permet non seulement de vendre aux Chinois autant d'opium qu'ils le veulent, mais aussi de ponctionner l'argent des douanes, tandis que les Japonais commencent en Mandchourie à faire main basse sur les richesses naturelles du pays (les céréales dont ils ont tant besoin pour nourrir leur population en pleine croissance et les métaux sans lesquels ils ne pourraient poursuivre l'indispensable développement d'une industrie et d'une armée modernes).

Dame de fer

A Pékin, au gouvernement, la confusion politique atteint un paroxysme quand les Japonais instaurent dans leur pays un régime constitutionnel (à partir de 1889) inspiré notamment du droit allemand. Et cela au moment précis où nombre de hauts fonctionnaires chinois – la question du pouvoir dynastique des Qing passant au second plan – osent exprimer haut et fort leur conviction : il faut d'urgence d'abord réformer l'Etat. Cixi n'y est d'ailleurs pas opposée, mais son ami le général Yuan Shikai (1859-1916) la ramène dans le courant des conservateurs. Il en résulte que la très brève « réforme des Cent Jours » (1898) prônée par les modernistes n'est bientôt plus qu'un souvenir, tandis que le ministre réformateur Kang Youwei comprend l'urgence de s'exiler au Japon s'il veut conserver la vie. Quant au jeune empereur Guangxu, qui a soutenu le parti réformiste, il se voit confiné (c'est-à-dire prisonnier) dans sa propre résidence. Cixi s'est en effet persuadée que calquer l'administration du pays sur le modèle des régimes occidentaux et le nouveau statut du Japon constitue un danger mortel pour le pouvoir des Qing, pour le pays et pour elle-même !

Elle n'a garde, de fait, de s'oublier et cela commence à se savoir. La nouvelle se répand qu'elle a capté les fonds d'Etat qui devaient financer une flotte de guerre capable de résister aux cuirassiers japonais (qui imposent leur loi d'abord à la Chine en 1895, puis en 1905 au monde, après avoir écrasé la flotte impériale russe). Or, l'argent a disparu : on s'aperçoit peu à peu qu'il a été englouti depuis longtemps dans la rénovation du vieux palais d'Eté (en 1886), dans l'aménagement de ses jardins enchanteurs et du monumental bateau de marbre (1893) ; on trouve de tels « navires » dans toutes les belles propriétés, mais en bois !

C'est ainsi en un temps d'incertitude généralisée qu'éclate, sur fond de misère générale, la terrible « révolte des Boxers », en fait la « révolte du mouvement de la justice et de la concorde » (1898-1901) comme disent ses partisans. Cinq ministres prônant la négociation avec eux, Cixi les fait exécuter mais elle déclare aussi la guerre aux « huit puissances » – les Occidentaux et les Japonais qui recommandaient de réduire au plus vite la rébellion. Les têtes tombent partout, ce qui n'empêche pas les insurgés d'encercler Pékin ; le siège dure près de deux mois (les fameux « cinquante-cinq jours de Pékin » ; 20 juin-14 août 1900). Cixi prend la mesure du problème, louvoie, soutient les révoltés, s'oppose aux étrangers puis, dépassée par les événements, s'enfuit à Xi'an (l'ancienne capitale de l'Ouest) en compagnie de l'empereur après avoir, profitant du branle-bas général, fait jeter dans un puits l'une des concubines : la



© LOOK AND LEARN/BRIDGEMAN IMAGES.



© HULTON ARCHIVE/GETTY IMAGES.

malheureuse avait osé lui reprocher de ne pas faire face aux étrangers !

L'anarchie est cependant telle qu'après avoir pris Pékin, le 15 août 1900, et faute de trouver d'autres symboles d'un pouvoir souverain déjà évanoui, les Occidentaux obligent, le 7 septembre 1901, Guangxu et Cixi, réduits au rang de marionnettes, à regagner Pékin, tout en exigeant du gouvernement chinois le versement d'une énorme indemnité (des négociations seront lancées à partir de 1908 pour étaler la dette).

Cixi et Guangxu rentrés à Pékin, l'empire, ou ce qu'il en reste, commence enfin à bouger : c'est le début du « New Deal », puis, en 1905-1906, la préparation d'une constitution inspirée des modèles allemand et japonais. La vieille impératrice l'a désormais compris : alors que la guerre russo-japonaise (1904-1905) est en train de changer l'équilibre des forces en Extrême-Orient, elle, Cixi, ne pourra désormais qu'accompagner les événements et tenter de faire bonne figure. Elle favorise alors des mesures relevant de la culture. En 1905, elle entérine ainsi la suppression du système traditionnel des examens, mis en place au XI^e siècle et désormais inadapté à la société en construction ; elle favorise même la création de plusieurs écoles d'un nouveau style où l'on enseigne des sciences et des langues étrangères. Mieux encore : elle autorise l'envoi au Japon de quelques étudiants de grandes familles – ils y bénéficieront des universités modernes ouvertes sous l'impulsion de l'empereur Meiji (qui règne à Tokyo depuis 1868). Elle se lance par ailleurs dans les mondanités, recevant beaucoup, tentant d'« aligner » son apparence et la Cour sur les pratiques de la vie diplomatique internationale.

En 1906, il lui naît un petit-neveu, Puyi (1906-1967). Deux ans plus tard, se voyant à l'agonie, elle en fera l'héritier impérial. Le 14 novembre 1908, en effet, elle comprend que la dysenterie va la tuer. Elle fait alors porter à son neveu, l'empereur Guangxu, un bol de fromage blanc (couramment consommé à Pékin) ; le malheureux souverain, hasard ou conséquence, s'éteint dans la journée. Cixi peut dès lors accepter de partir à son tour le lendemain, le 15 novembre 1908.

Combien doit-elle regretter que la vie l'abandonne au moment précis où la presse internationale s'intéresse à elle et diffuse l'image qu'elle s'était créée : celle d'une souveraine élégante, recevant avec bienveillance les diplomates de tous pays ! Car Cixi aime la photographie ; c'est à travers elle qu'elle a découvert, fascinée, le monde extérieur et ses célébrités, notamment ce merveilleux modèle dont elle parle avec admiration, bien qu'elle ne l'ait jamais rencontré – la reine Victoria (décédée en 1901) qui était devenue son idole !

Docteur en études extrême-orientales, Danielle Elisseeff est spécialiste de l'Asie et de la Chine.

À LIRE de Danielle Elisseeff







Cixi, impératrice de Chine, **Perrin, 262 pages, d'occasion.**
Puyi. Le dernier empereur de Chine, **Perrin, 304 pages, d'occasion.**
Trois Royaumes. La Chine au III^e siècle, un monde en convulsions, **Passés/Composés, 224 pages, 20 €.**

Le temps des humiliations

Par Xavier Paulès

De la première guerre de l'opium en 1839 à l'abdication du dernier empereur en 1912, les puissances occidentales et le Japon exploitèrent le déclin de l'empire Qing en lui arrachant des avantages commerciaux et territoriaux qui nourrissent encore le récit national chinois.





Voiles de bambou
Une jonque de commerce, par George Chinnery, XIXe siècle (Londres, National Maritime Museum). C'est à bord de tels navires que se faisait la contrebande de l'opium, qui allait être à l'origine des premières guerres entre les puissances occidentales et la Chine.

© PICTURES FROM HISTORY/ BRIDGEMAN IMAGES.



Comptoirs de Chine
Ci-contre : *Vue des factoreries de Canton*, par William Daniell, vers 1805 (Londres, National Maritime Museum). Seul port chinois ouvert au commerce extérieur avant 1842, Canton avait son quartier de factoreries où résidaient les étrangers autorisés à commercer en Chine sous le contrôle strict des autorités. Page de droite : à l'issue des guerres de l'opium, les Britanniques, et, à leur suite, les autres puissances occidentales, inversèrent la situation et imposèrent à la Chine des conditions commerciales à leur avantage.

Depuis 1644, date de la conquête de la Chine par les Mandchous, la dynastie Qing règne sur l'empire du Milieu. Pendant le XVIIIe siècle, à l'apogée de leur puissance, les Qing avaient entrepris des guerres de conquête qui agrandirent considérablement son territoire vers l'Asie centrale. Si un tel expansionnisme n'est plus d'actualité au début du XIXe siècle, la position dominante de la Chine en Asie orientale reste incontestée.

En 1839, à la veille des guerres de l'opium et en dépit de ce qu'on pourrait croire, l'empire n'est nullement « fermé ». Loin de se refuser aux contacts avec les peuples qui l'environnent, la Chine les considère comme inscrits dans l'ordre du monde pourvu que leur organisation découle du principe de sa fondamentale centralité et supériorité. Ses relations diplomatiques sont réglées par le système du tribut, qui met en scène les liens de vassalité que, comme puissance dominante, elle impose à ses voisins. Chaque pays tributaire est tenu d'envoyer périodiquement à Pékin des ambassades qui accompagnent le tribut. Les ambassadeurs accomplissent la triple prosternation *(ketou)* devant l'empereur en signe de soumission. Ce dernier répond par de somptueux présents avec lesquels ils s'en retournent dans leur pays.

Il n'est pas davantage question de liberté dans le domaine des relations commerciales ; un unique port est ouvert au commerce Chine-Europe, à l'extrême sud du pays : Canton. Là, les Européens n'ont pas les coudées franches. Ils ne peuvent faire des affaires qu'avec le Cohong, un groupe de riches marchands patentés, eux-mêmes étroitement contrôlés par les autorités, soucieuses de tirer le maximum de taxes de leur commerce. Les marchands étrangers sont astreints à ne demeurer à Canton que quelques mois par an, dans un quartier réservé. L'interdiction faite aux étrangers de s'installer sur le territoire chinois mortifie les missionnaires, avides de faire moisson d'âmes. Toutes ces contraintes sont supportées avec une impatience croissante en Europe et tout particulièrement en Grande-Bretagne. Ce pays, avec l'ambassade Macartney de 1793, n'a pu que constater le refus des Qing de desserrer les contraintes sur le commerce et d'établir des relations diplomatiques fondées sur un pied d'égalité.

En dépit de toutes ces restrictions, le commerce entre l'Europe et la Chine connaît un formidable essor durant la seconde moitié du XVIIIe siècle. Les consommateurs européens goûtent fort le thé (lequel s'impose comme la boisson nationale en Grande-Bretagne) qui n'est à cette époque exporté que par l'empire du Milieu. Les porcelaines et les soieries chinoises sont également des biens de luxe très appréciés. *A contrario,* les marchandises qui arrivent à Canton dans les cales des navires étrangers n'ont guère de succès. Le déficit est soldé par des montagnes de piastres d'argent frappées dans les possessions espagnoles d'Amérique.

Toutefois, à la fin du XVIIIe siècle, les marchands britanniques s'avisent que l'opium, qu'ils peuvent se procurer à bon compte en Inde, plaît aux consommateurs chinois. Bien que son importation soit illicite, quelques pots-de-vin suffisent à fermer les yeux des fonctionnaires chinois compétents. Ce trafic se révèle extrêmement lucratif, et il progresse si vigoureusement qu'au milieu des années 1830, on dépasse les 30 000 caisses (1 800 tonnes). Les flux de piastres s'inversent dès les années 1820 : elles quittent la Chine dans les cales des navires contrebandiers après avoir servi à payer les cargaisons d'opium.

Ces sorties massives de métal blanc ont un double effet : le premier est la déflation que produit, tout à fait classiquement, toute contraction de la masse monétaire ; le second est la déstabilisation du système chinois fondé sur le bimétallisme argent/cuivre, en modifiant rapidement le taux de change de la monnaie de cuivre par rapport à l'argent. A ces problèmes de nature économique s'ajoutent certaines conséquences de la consommation d'opium proprement dite : des rapports faisant état des ravages qu'elle produit parmi certaines forces militaires remontent jusqu'à la cour de Pékin à partir du début des années 1830.

La première guerre de l'opium (1839-1842)

Après plusieurs années de tergiversations, l'empereur Daoguang décide, fin 1838, d'appliquer une stricte prohibition de l'opium au Guangdong. Il envoie à Canton l'un des plus hauts fonctionnaires de l'empire, homme énergique et partisan d'une action tous azimuts contre la drogue : Lin Zexu. Au début de l'année 1839, celui-ci exige des marchands occidentaux qu'ils livrent leurs stocks d'opium, ce qu'ils refusent. Lin Zexu ordonne alors le blocus du minuscule quartier des entrepôts étrangers. Charles Elliot, le surintendant du commerce à Canton et, *de facto*, le représentant de la Grande-Bretagne en Chine, tente de débloquer la situation en acceptant que les marchands lui cèdent leur opium. Plus de 1 200 tonnes de drogue deviennent ainsi, en mars 1839, la propriété de la Couronne britannique.

Elliot livre l'opium à Lin Zexu, qui finit par organiser sa destruction à Humen en juin : les boules d'opium sont dissoutes dans d'immenses fosses pleines d'eau, et la solution, à laquelle on ajoute de la chaux, déversée ensuite dans la mer en profitant des mouvements de la marée. Très télégénique, l'épisode de Humen constitue un morceau de bravoure des films chinois sur les guerres de l'opium. Cette destruction d'une propriété de la Couronne britannique décide, non sans hésitation, Londres à entrer en guerre.

Une flotte de guerre est rassemblée à Singapour au printemps 1840. L'attaque se porte sur la région du Bas-Yangtsé : en juillet 1840, l'île de Zhoushan est prise afin de menacer l'approvisionnement de Pékin en céréales provenant des provinces excédentaires du Sud. Quelques semaines plus tard, les vaisseaux de guerre britanniques se présentent devant Tanggu, une position commandant l'accès à Tianjin, à quelques étapes de Pékin. Des négociations s'engagent avec l'envoyé personnel de l'empereur, Qishan. Mais, lassés des atermoiements de leur interlocuteur, les Britanniques procèdent à une nouvelle démonstration de leur écrasante supériorité militaire le 7 janvier 1841 à Chuanbi, dans l'embouchure de la rivière des Perles, où ils y détruisent toute une flotte de jonques de guerre. Dans les jours qui suivent est rédigée une convention qui prévoit le versement d'une indemnité de guerre et la cession de l'île de Hong Kong au Royaume-Uni. Elle ne sera jamais ratifiée, car l'empereur Daoguang désavoue Qishan.

Les hostilités reprennent. Les Britanniques s'assurent de plusieurs ports de la côte de la mer de Chine, ainsi que d'une ville importante du Bas-Yangtsé : Zhenjiang. Cette fois, Daoguang doit se résoudre à une issue diplomatique : ce sera le célèbre traité de Nankin, signé le 29 août 1842, dont les dispositions durcissent celles de la convention de Chuanbi. L'île de Hong Kong est cédée à perpétuité à la Grande-Bretagne. Le système du Cohong est supprimé et cinq ports sont ouverts au commerce (Canton, Xiamen – « Amoy », selon la prononciation en dialecte local –, Fuzhou, Ningbo et Shanghai). La Chine doit aussi acquitter une indemnité qui se monte à 21 millions de piastres.

Dans les années qui suivent, les autres puissances parviennent à signer avec la Chine des traités pour se faire reconnaître les mêmes droits que ceux acquis par la Grande-Bretagne. C'est aussi à cette époque que les premières concessions étrangères voient le jour en Chine. Il s'agit de petites zones sises dans les ports ouverts, dont la Chine conserve la possession, mais dont elle abandonne l'administration à une puissance étrangère pour une durée définie. Leur nombre va se multiplier, comme celui des puissances bénéficiaires, durant les décennies suivantes.

© PICTURES FROM HISTORY/BRIDGEMAN IMAGES. © PHILIPPE GODEFROY.





CONFINS ORIENTAUX
A gauche : les Britanniques prennent les forts de Dagu, protégeant la ville de Tianjin, sur la route de Pékin, durant la seconde guerre de l'opium. Page de droite : les montagnes du Sikhote-Aline, au nord de Vladivostok. Par les traités d'Aïgoun (1858) et de Pékin (1860), la Russie tsariste obtint de la Chine les territoires situés au nord du fleuve Amour ainsi que la zone côtière de Vladivostok et l'île de Sakhaline, sans faire appel aux armes.

La seconde guerre de l'opium (1856-1860)

Il est remarquable que le traité de Nankin ne fasse aucunement mention de l'opium, dont le commerce demeure donc illicite. Or, pendant les quinze années qui séparent les deux guerres de l'opium, les importations font plus que doubler, rendant de plus en plus problématique le silence du traité à son sujet. D'une façon plus générale, diplomates, marchands et missionnaires britanniques se convainquent vite que le traité de Nankin a été taillé trop court et que leur liberté de manœuvre reste dès lors entravée. La Grande-Bretagne se saisit donc d'un prétexte pour entrer à nouveau en guerre. Ce sera l'arraisonnement, le 8 octobre 1856, de l'*Arrow,* un bateau contrebandier chinois battant pavillon britannique (d'où le nom d'*Arrow War* parfois employé outre-Manche pour désigner la seconde guerre de l'opium). Il s'agit d'un incident tout à fait mineur, qui aurait dû le rester sans le soin que met alors le consul anglais Harry Parkes à le monter en épingle et à envenimer les choses. Nantie elle aussi d'un prétexte avec l'assassinat du missionnaire Auguste Chapdelaine, la France de Napoléon III s'engage aux côtés de la Grande-Bretagne de la reine Victoria, un renfort d'autant mieux venu que cette dernière est provisoirement affaiblie par la révolte des Cipayes en Inde.

Hormis le fait que la Grande-Bretagne a cette fois une alliée, les opérations des deux guerres de l'opium présentent des similitudes assez prononcées. Fin 1857, une première phase d'affrontements voit les forces franco-britanniques s'emparer de Canton sans rencontrer de réelle résistance. La prise des forts de Dagu, qui protègent Tianjin, est rondement menée. Un traité est conclu à Tianjin le 26 juin 1858 : la Chine consent à l'ouverture de dix nouveaux ports et à l'installation de représentations diplomatiques permanentes à Pékin. Les Franco-Britanniques obtiennent une indemnité de 6 millions de taels, ainsi que la légalisation des importations d'opium. Cependant, jugeant le traité par trop défavorable, l'empereur et son entourage décident la reprise des hostilités.

La seconde phase de la guerre est tout aussi propice aux alliés. Les troupes d'élite rassemblées par les Qing autour de Pékin sont anéanties lors de la bataille de Palikao (Baliqiao), le 21 septembre 1860. Les alliés pénètrent dans la capitale le 13 octobre. Les opérations sont marquées par le sac puis la destruction du palais d'Eté, livré à l'incendie le 18 octobre par le corps expéditionnaire anglais sur l'ordre de lord Elgin. Signée le 24 octobre, la convention de Pékin durcit considérablement les termes du traité de Tianjin. Elle porte l'indemnité de guerre à 16 millions de taels et ouvre un port supplémentaire (Tianjin). La légalisation de l'opium est confirmée, tandis que les étrangers obtiennent le droit de naviguer sur le Yangtsé. La Grande-Bretagne annexe la péninsule de Kowloon, au nord de l'île de Hong Kong. Au même moment, la Russie signe avec la Chine des traités encore plus avantageux, comme on va le voir.

Il convient de souligner que les opérations militaires des deux guerres de l'opium se déroulent par intermittence et demeurent d'une ampleur très limitée, n'occasionnant que quelques dizaines de milliers de morts. Il n'y a aucune commune mesure avec les grandes révoltes du troisième quart du XIXe siècle, dont celle des Taiping, et leurs dizaines de millions de morts. Quant à l'importance qui leur sera donnée à partir de la fin du XIXe siècle dans le grand récit de l'« humiliation nationale », elle contraste avec le relatif désintérêt des Chinois contemporains, qui n'y voient que des troubles frontaliers causés par des barbares turbulents, susceptibles d'être apaisés par quelques concessions.

© AKG-IMAGES/PICTURES FROM HISTORY. © IGOR ONUCHIN/SPUTNIK/SIPA.

La Russie en Sibérie (traités de 1858 et 1860)

L'expansionnisme russe en Sibérie avait conduit à poser la question du voisinage des deux empires. Depuis 1689, en effet, le traité de Nertchinsk définissait la frontière entre la Sibérie russe et l'empire Qing, stipulant clairement que la partie de la Mandchourie située au nord du fleuve Amour appartenait à ce dernier. Dans les faits cependant, ces espaces très peu peuplés n'étaient pas administrés par les Qing. A la suite de la consolidation de sa mainmise sur la Sibérie au XVIII[e] siècle, la Russie s'enhardit donc et y envoie des missions d'exploration. Des reconnaissances militaires conduisent même à l'installation de petites garnisons.

L'Empire russe propose à différentes reprises (1840, 1853) une renégociation en sa faveur du traité de Nertchinsk, propositions que les Qing repoussent systématiquement. Mais l'affaiblissement de la Chine ouvrira bientôt de nouvelles perspectives. Nommé gouverneur général de la Sibérie orientale, Nicolas Mouraviev, ardent partisan de l'annexion du bassin de l'Amour, y organise plusieurs expéditions militaires de 1849 à 1856. En fondant des postes avancés, en suscitant l'installation de colons russes, ces expéditions représentent une avancée décisive, puisqu'elles débouchent sur une prise de contrôle effective de la zone par l'Empire russe.

La Russie ne prend pas part à la seconde guerre de l'opium, mais elle va grandement en tirer profit. Du fait de la fermeture des missions françaises et portugaises de Pékin dans les années 1820-1830 (leur dernier missionnaire meurt à la veille de la première guerre de l'opium en 1838), la mission orthodoxe russe y demeure la seule présence étrangère permanente. La Russie en retire un avantage considérable car elle dispose grâce à elle d'une source de renseignement incomparable sur le centre névralgique du système politique et administratif chinois.

Très au fait de l'état d'esprit de la Cour et de ses différentes coteries, bons connaisseurs du terrain des opérations de la fin de la guerre autour de Pékin, les diplomates russes parviennent ainsi à se poser en intermédiaires entre les Franco-Britanniques et la partie chinoise. Ils optent pour un astucieux double jeu, faisant miroiter aux Chinois une aide militaire tout en distillant dans le même temps des renseignements aux Franco-Britanniques. En mai 1858, le traité d'Aïgoun concrétise la cession à la Russie de toute la zone située au nord du fleuve Amour. Par ailleurs, le traité stipule qu'une autre zone d'une superficie sensiblement égale sera administrée conjointement par la Chine et la Russie. Il s'agit de la bande de territoire située au sud du fleuve Amour, délimitée à l'ouest par l'Oussouri et à l'est par la mer du Japon, qui comporte le port de Vladivostok. Elle tombe elle aussi dans l'escarcelle russe à la fin du conflit (traité de Pékin de novembre 1860).

L'Empire russe réussit donc en 1858-1860 un véritable coup de maître : sans tirer un coup de fusil, il acquiert un gigantesque territoire de 900 000 km². Dans une perspective européenne, la seconde guerre de l'opium constitue donc une revanche éclatante de la guerre de Crimée perdue par la Russie à l'autre extrémité de l'Eurasie.





© AKG-IMAGES/PICTURES FROM HISTORY. © PHILIPPE GODEFROY. © TALLANDIER/BRIDGEMAN IMAGES.

La révolte des Taiping (1851-1864)

Puissant séisme politique qui manque de peu de renverser la dynastie Qing, la révolte des Taiping fait rage de 1851 à 1864. Trop souvent, elle a été interprétée comme une conséquence directe de la pénétration étrangère, notamment parce que son initiateur et chef principal, un illuminé nommé Hong Xiuquan, se proclame le frère cadet de Jésus-Christ. Elle s'explique pourtant essentiellement par des facteurs internes, en particulier la surpopulation des campagnes après deux siècles d'essor démographique continu et vigoureux, qui provoque de nombreuses famines. La population a en effet quadruplé entre le début de la dynastie des Qing et 1850. Cette situation est aggravée par les carences de plus en plus criantes qui se font jour dans l'administration.

La révolte de ces paysans pauvres, qui abolissent la propriété foncière et mettent en commun les biens de consommation courante, émerge à la périphérie de l'empire, dans la province du Guangxi. Elle mêle un fond de messianisme et d'égalitarisme chinois traditionnels à des emprunts confus au christianisme. Elle s'étend en 1852 vers le Hunan, forcit puis se déverse dans le Bas-Yangtsé, région la plus riche de la Chine. Là, les Taiping s'emparent de Nankin, qu'ils érigent en capitale (19 mars 1853). Après avoir été jusqu'à menacer Pékin l'année suivante, les forces Taiping (près d'un million d'hommes) s'installent dans le Bas-Yangtsé, qu'ils vont tenir une dizaine d'années. En affaiblissant ainsi durablement le pouvoir Qing, les Taiping permettent à des rébellions de se développer dans d'autres régions – Nian dans le Nord, musulmans dans l'Ouest : le troisième quart du XIXe siècle est en réalité entièrement dominé par de puissantes révoltes.

Au début de la révolte, les forces militaires des Qing font la preuve de leur



état de déliquescence. Le sursaut vient avec la constitution de nouvelles armées mieux payées, mieux entraînées et recrutées sur une base régionale : elles vont contenir l'essor des Taiping avant de parvenir, après de longues et sanglantes campagnes, à les anéantir. On date généralement la chute des Taiping de celle de leur capitale, Nankin, le 19 juillet 1864, même si les combats se poursuivent encore quelques années.

La défaite des Taiping est certes à mettre au crédit des efforts d'une dynastie Qing qui a frôlé de très près le désastre. Mais elle s'explique aussi par les dissensions à l'intérieur du mouvement (Hong Xiuquan sombre dans la folie, et des chefs locaux se livrent à des guerres intestines) ainsi que par un radicalisme et des excès qui détournent d'eux la population. Les chefs Taiping commettent également l'erreur de ne pas tendre la main aux autres mouvements de révolte comme les Nian. Tardif, l'appui apporté par les puissances étrangères lorsqu'elles s'avisent qu'il est de leur intérêt de sauver la dynastie n'a joué au total qu'un rôle assez peu significatif.

La révolte des Taiping a des conséquences d'une très grande portée. Sur le plan démographique, elle cause de 20 à 30 millions de morts. Cela fait d'elle la plus grande guerre civile de l'histoire de l'humanité, alors que, cruelle ironie, le terme *Taiping* signifie « grande paix ». Elle saigne à blanc des provinces entières – Anhui, Jiangxi, sud du Jiangsu, nord du Zhejiang : la population de certaines d'entre elles mettra près d'un siècle pour retrouver son niveau d'avant 1850. La révolte aboutit également à quelques innovations des Qing : outre les nouvelles forces armées déjà évoquées, le pouvoir met en place un système de douanes intérieures destiné à financer l'énorme effort militaire, le *likin*.



Le cercle des révoltes Page de gauche, en haut : *Les Forces impériales tendent une embuscade à l'armée Taiping en 1854*, encre sur soie, XIXe siècle (collection particulière). Page de gauche, en bas : l'Empire chinois de la fin du XIXe siècle est secoué par de nombreuses révoltes dirigées à la fois contre la dynastie Qing et contre la présence des étrangers. Elles contribueront largement à l'affaiblissement du pouvoir impérial. En haut : *Prise de Lang Son par la France, le 13 février 1885*, gravure du XIXe siècle.

La guerre franco-chinoise (1884-1885)

Au long de la litanie de défaites qui ont accompagné les deux guerres de l'opium, les Qing ont pu constater que leur armée était totalement dépassée, aussi bien techniquement que tactiquement, par celles de puissances européennes de premier plan. Ils lancent en 1861 la première vague de réformes inspirées explicitement de l'Occident : l'autorenforcement *(ziqiang)*. Il s'agit de réformes d'une portée limitée : il n'est pas question de remodeler les institutions, ni l'architecture politique de l'empire. L'autorenforcement vise uniquement à s'approprier les armements européens, en particulier dans le domaine de la marine et de l'artillerie.

Cette politique ne fait pas toutefois l'unanimité, et une faction appelée le parti des Purs *(Qingliu)* s'organise pour la contrecarrer. Particulièrement influente dans l'administration centrale, elle empêche une coordination d'ensemble et oblige les partisans des réformes à déployer leurs efforts à un niveau local. Des réalisations d'envergure voient le jour, comme les aciéries de Wuchang ou l'arsenal de Fuzhou, dont la construction est supervisée par des Français. Mais elles dépendent beaucoup de l'entregent et de l'énergie de quelques mandarins. En outre, elles demeurent coupées du tissu économique local. En dépit de ces limites, les armées chinoises du début des années 1880 ont indiscutablement une tout autre allure, surtout sur mer.

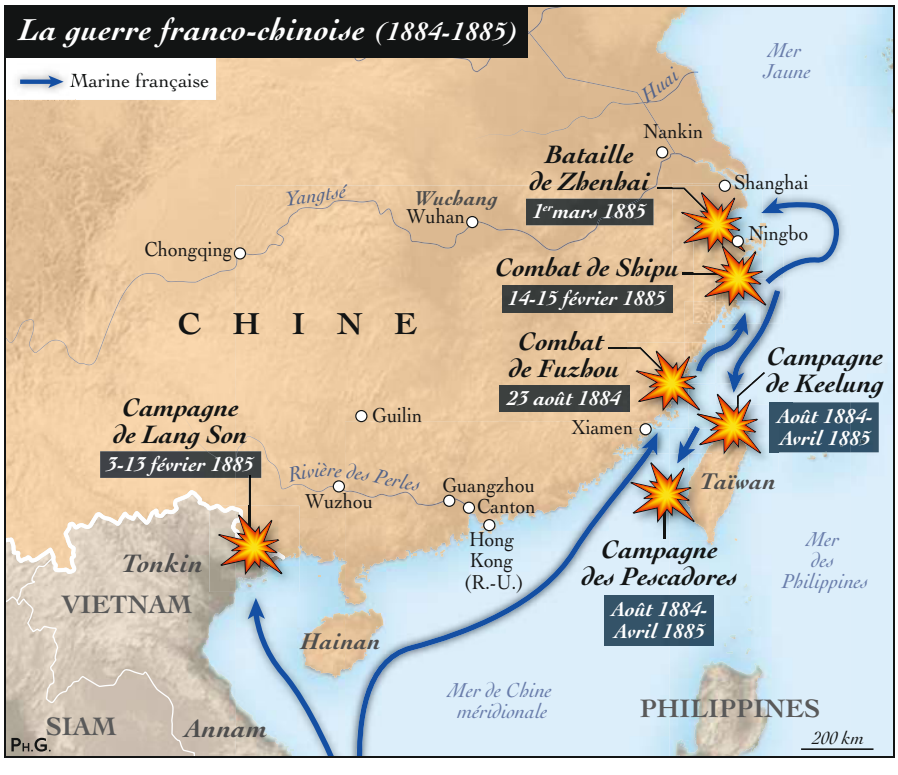
La Chine ne s'étant pas confrontée militairement à une puissance européenne depuis 1860, la guerre qui éclate contre la France en 1884 va être le révélateur des progrès effectués depuis deux décennies. L'enjeu principal de ce conflit est la péninsule indochinoise, où la France, qui s'est assuré depuis 1862 le contrôle de la Cochinchine, essaie de pousser ses pions dans la vallée du fleuve Rouge. Le traité arraché à la cour de Hué en août 1883 consacre la mise sous tutelle du Vietnam. Or, dans le système du tribut déjà évoqué, le Vietnam, comme la plupart des voisins de la Chine, se reconnaissait son vassal. Pour contrecarrer la pression française et tenter de préserver son indépendance, le pays sollicite donc son intervention. De son côté, la Chine accepte d'entrer en guerre car elle voit d'un fort mauvais œil la perspective qu'une puissance européenne s'installe ainsi sur sa frontière sud-ouest.

Comme dans le cas des guerres de l'opium, opérations militaires et pourparlers diplomatiques alternent et s'entremêlent. Une distinction s'impose cependant entre les opérations terrestres et maritimes. Commandée par l'amiral Courbet, l'escadre française remporte une série de succès éclatants, notamment le 23 août 1884, à Fuzhou, où l'une des trois flottes de guerre de la Chine est anéantie en moins d'une heure (pour faire bonne mesure, Courbet détruit également l'arsenal). A la toute fin de la guerre, la marine française s'est assuré la possession des îles Pescadores, un archipel situé à l'ouest au large de Taïwan. Elle contrôle également une petite zone au nord de Taïwan.

Au Tonkin en revanche, les affrontements sont beaucoup plus équilibrés. Les Pavillons noirs, des troupes irrégulières chinoises, mènent la vie dure aux forces françaises. Si la défaite de Lang Son est surtout célèbre pour avoir causé la chute du ministère Ferry en métropole le 30 mars 1885, elle dit bien les difficultés du contingent français. Le traité de Tianjin (juin 1885), qui met fin aux opérations militaires, montre que la défaite chinoise n'est pas sans appel : si la mainmise française sur la péninsule indochinoise y est confirmée, la France doit restituer les Pescadores et renoncer au versement d'une indemnité, l'un de ses buts de guerre initiaux.

La guerre franco-chinoise annonce cependant la perte de l'hégémonie régionale de la Chine. L'année suivante, elle doit concéder le passage sous administration britannique d'un autre de ses tributaires, la Birmanie. Avec la guerre de 1894-1895 contre le Japon, l'enjeu est cette fois la domination sur la péninsule coréenne.

DANS UN ÉTAU
Ci-dessous : la guerre de 1884 a pour enjeu la péninsule indochinoise, zone d'influence de l'empire Qing convoitée par la IIIe République française. Page de droite, en haut : en 1895, la Chine doit renoncer à sa suzeraineté sur la Corée, qui deviendra une colonie japonaise en 1910. En dessous : *La Guerre sino-japonaise en Corée*, par Kobayashi Kiyochika, XIXe siècle (Londres, Victoria & Albert Museum).

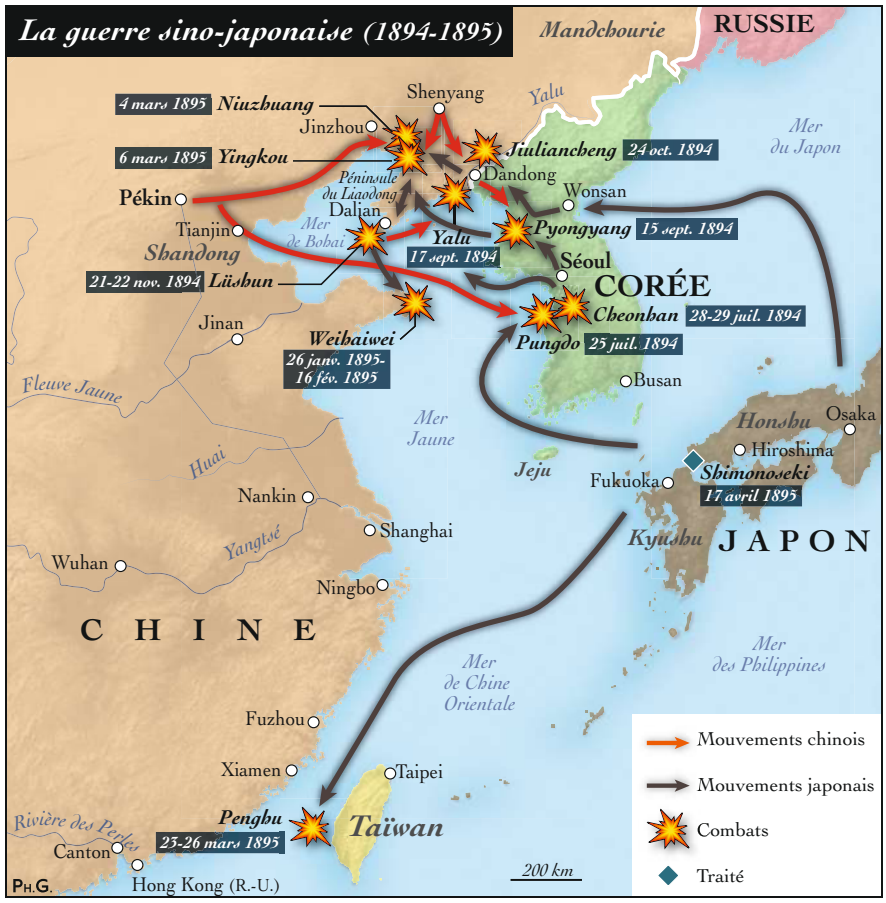


La guerre sino-japonaise (1894-1895)

Depuis le début des années 1880, la Chine a considérablement renforcé son influence en Corée, devenue le théâtre d'une rivalité de plus en plus intense avec le Japon. Le conflit commence par des opérations militaires terrestres sur le sol coréen, dont les troupes chinoises sont rapidement chassées (août 1894). Le 17 septembre 1894, une flotte chinoise subit une défaite écrasante. La Mandchourie et la province du Shandong seront le théâtre de la suite des opérations. Dans cette dernière province, les Japonais se saisissent du port de Weihaiwei (février 1895) : la menace de voir la région de Pékin prise en tenaille se précise dangereusement, ce qui pousse la Chine à négocier.

Le Japon dicte des conditions très dures dans le traité de Shimonoseki, signé le 17 avril 1895 : la Chine doit accepter une satellisation de la Corée, qui deviendra officiellement une colonie japonaise en 1910. Elle cède Taïwan, île qui restera colonie japonaise jusqu'en 1945. Une clause concernant la cession de la péninsule du Liaodong, elle, sera annulée dans les mois suivants à la suite d'une intervention diplomatique conjointe de la Russie, de la France et de l'Allemagne. Le traité prévoit le versement d'une indemnité s'élevant à plus de deux fois les revenus annuels de l'Etat chinois. Shimonoseki marque un tournant dans un autre domaine : les Japonais sont autorisés à implanter des industries dans les ports ouverts de la Chine, mesure bientôt étendue aux autres puissances par le jeu de la clause de la nation la plus favorisée.

Dans son déroulement, la guerre contre le Japon met cruellement au jour les limites des politiques de l'autorenforcement déjà aperçues lors de la guerre contre les Français : le défaut de coordination, pour ne pas dire de solidarité, entre les différents pôles régionaux de la modernisation.



En effet, les Japonais n'ont pas eu à combattre l'ensemble des forces terrestres et navales chinoises, mais seulement celles constituées par Li Hongzhang en Chine du Nord. Ainsi, les forces navales qui ont livré la bataille de Weihaiwei n'ont-elles pas reçu le renfort des autres flottes, qui ne se sont pas risquées à quitter leur port d'attache.

Cette nouvelle humiliation a un impact particulièrement profond pour les élites chinoises : jusqu'alors, les défaites militaires successives essuyées par la Chine l'avaient été face à des puissances occidentales ; le Japon, lui, était un Etat tributaire traditionnel de la Chine et avait subi plus qu'aucun autre pays son influence culturelle (la langue japonaise comprend de nombreux mots d'origine chinoise et l'écriture du japonais intègre des caractères chinois, les *kanji*).

Le bilan du *ziqiang* se révèle donc bien décevant par rapport aux progrès réalisés par le Japon de l'ère Meiji, lesquels se traduiront de façon plus éclatante encore lors de la guerre qui l'opposera à la Russie en 1904-1905. Le Japon devient dès lors un modèle pour la Chine. C'est vers lui que le gouvernement envoie les cohortes les plus nombreuses d'étudiants. Et si l'on peut parler d'une certaine occidentalisation pour la Chine au tournant du XX[e] siècle, il faut toujours garder à l'esprit qu'elle s'effectue en grande partie par l'intermédiaire du Japon. Le chinois moderne conserve la trace profonde de ce phénomène. Nombreux sont en effet les emprunts de néologismes forgés en japonais, par exemple *weisheng* (hygiène, du japonais *eisei*), *shehui* (société, du japonais *shakai*) pour traduire des termes occidentaux.

L'idée que des réformes plus radicales sont nécessaires s'impose d'autant plus aisément que le scénario des années suivantes semble montrer que la survie même de la Chine est menacée. Les grandes puissances étrangères rivalisent en effet pour se tailler des zones d'influence et se faire reconnaître des avantages toujours plus importants. Des territoires à bail sont cédés : la baie de Jiaozhou (à l'Allemagne, le 6 mars 1898), Port-Arthur (à la Russie, le 27 mars 1898), Guangzhouwan (à la France, le 10 avril 1898) et Weihaiwei (au Royaume-Uni, le 1er juillet 1898).

Pour limiter les avantages qu'elle était contrainte d'accorder aux puissances étrangères, la Chine avait appris à jouer de la concurrence entre elles, leurs rivalités excluant qu'aucune se retrouve dans une position trop dominante. Le Japon avait pu le constater à propos de la péninsule du Liaodong en 1895. Pour le plus grand malheur de l'empire, l'impératrice douairière Cixi va se départir de cette sage politique à l'occasion de la guerre des Boxers en choisissant d'affronter en même temps toutes les puissances, une entreprise bien au-dessus des forces de la Chine.



CARTES : © PHILIPPE GODEFROY. © BRIDGEMAN IMAGES.

La révolte des Boxers (1898-1901)

La révolte des Boxers (du nom de certaines pratiques de boxe rituelle, supposées leur assurer l'invulnérabilité) naît au Shandong, province éprouvée par des inondations et sécheresses catastrophiques dans les années 1890. Cristallisant le fort sentiment anti-étranger qui couve dans la population depuis un demi-siècle, elle cible les Occidentaux et les convertis chrétiens. La faction la plus conservatrice de la Cour parvient à convaincre dès lors l'impératrice douairière, Cixi, de s'appuyer sur les Boxers pour chasser les barbares. En janvier 1900, la Cour publie un édit favorable au mouvement. Cependant, les poids lourds de la haute administration chinoise (Li Hongzhang, Liu Kunyi, Yuan Shikai et Zhang Zhidong), plus clairvoyants, ont conscience de la folie d'une politique qui ne peut manquer de dresser les puissances contre leur pays. Ils n'appliquent pas les ordres de la Cour dans les régions qu'ils administrent. Au contraire, ils répriment les Boxers et s'efforcent de protéger les étrangers. Ainsi le mouvement reste-t-il circonscrit à la région de Pékin et Tianjin.

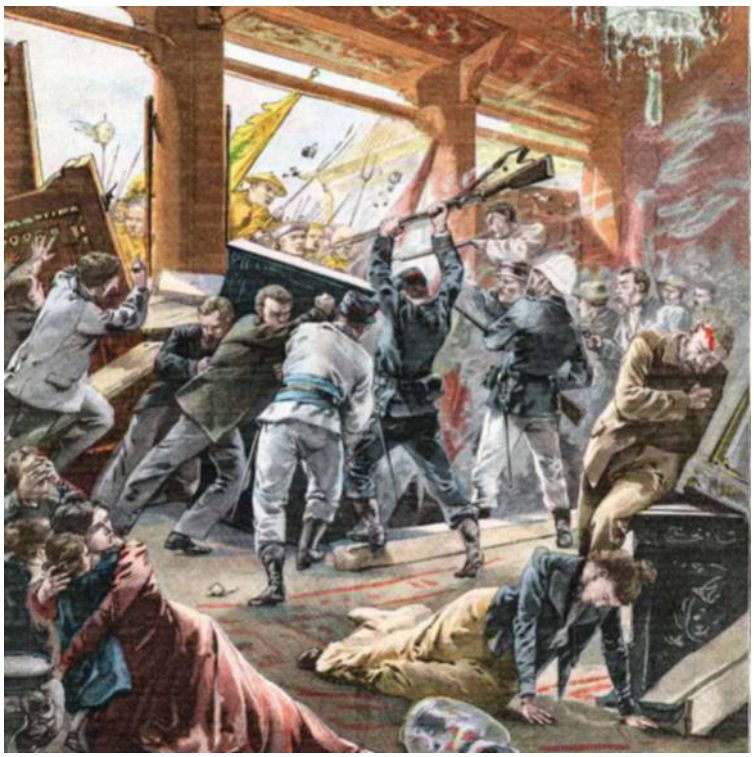
La guerre des Boxers est surtout connue en Occident par le siège du quartier des légations de Pékin (20 juin-14 août 1900), qui a suscité une abondante littérature et filmographie. Pourtant, nonobstant sa portée symbolique, il s'agit d'un épisode assez secondaire. Après plusieurs semaines très tendues autour du quartier des légations, le siège proprement dit commence par l'assassinat de Von Ketteler, le ministre allemand, qui se rendait à la Cité interdite. Pendant cinquante-cinq jours, quelques centaines de militaires et de civils assez faiblement armés parviennent à tenir en échec les forces des Boxers. Il faut toutefois relever que certains fonctionnaires chinois de très haut rang ont agi en sous-main pour que les légations ne tombent pas, conscients qu'un massacre des diplomates étrangers aurait un coût politique exorbitant pour la Chine.

La menace pesant sur les étrangers présents en Chine ayant déterminé une intervention militaire commune, les troupes alliées mènent les opérations les plus importantes à Tianjin, la ville qui tenait lieu de capitale aux Boxers. Elles ont d'abord le plus grand mal à dégager les concessions étrangères. La prise de la partie chinoise de la ville (à mettre largement au crédit du contingent japonais), le 14 juillet, est suivie du massacre de milliers de civils. Un mois plus tard, les forces alliées entrent à Pékin, mettant fin au siège des légations. Mais elles ne s'arrêtent pas là et sèment la terreur pendant plusieurs mois dans la région, à la recherche des restes des forces Boxers.

Le protocole qui met fin à la guerre est particulièrement sévère pour la Chine, qui doit notamment accepter le versement échelonné d'une indemnité colossale (450 millions de taels). Néanmoins, la Chine n'aliène aucun territoire. Elle conserve en particulier la Mandchourie, que la Russie s'était empressée d'occuper militairement durant la crise des Boxers, sous prétexte d'y maintenir l'ordre.

L'échec cuisant des Boxers a montré que le temps des demi-mesures était passé. Conscients de la nécessité de moderniser le pays, les Qing publient dans les semaines qui suivent un édit ouvrant une période de réformes radicales : les Nouvelles Politiques *(xinzheng)*. Elles se traduisent par de spectaculaires transformations, comme la suppression du système des examens impériaux, une refonte du droit, une modernisation à marche forcée de l'armée. Sur le plan des institutions politiques, elles prévoient de parvenir à une monarchie parlementaire en plusieurs étapes, dont la première est l'élection d'assemblées provinciales au suffrage censitaire en 1909.

Menées tambour battant, ces profondes réformes de structures minent cependant l'assise politique, sociale et intellectuelle traditionnelle du pouvoir impérial. Elles mécontentent de nombreuses composantes de la société attachées à la préservation de l'ordre ancien. Elles se révèlent également très coûteuses, obligeant à un tour de vis fiscal. Enfin, certaines des institutions que la dynastie met en place à l'imitation de l'Occident se retourneront contre elle en 1911.



PERSONA NON GRATA A gauche : *Attaque des légations européennes par les Boxers à Pékin,* illustration du *Petit Parisien,* le 22 juillet 1900. Du 20 juin au 14 août 1900, les Boxers assiègent le quartier des légations de la capitale chinoise pour chasser les étrangers. Ce sont les fameux cinquante-cinq jours de Pékin.



Échec à l'empire
Ci-contre : *L'Armée révolutionnaire pénètre dans Nankin en 1911*, lithographie de T. Miyano, XXe siècle. En bas : Puyi, le dernier empereur de Chine, âgé de 3 ans, en janvier 1909. Le 12 février 1912, il abdique au profit de la République instaurée le 1er janvier.

La révolution Xinhai et la chute de la dynastie Qing (1911-1912)

Les défaites et l'état de sujétion croissant de la Chine à l'égard des puissances nourrissent un certain ressentiment envers la dynastie, qui s'exprime tout particulièrement parmi les étudiants présents au Japon. La principale organisation révolutionnaire, la Ligue jurée, est fondée à Tokyo par Sun Yat-sen, Liao Zhongkai et Wang Jingwei en août 1905. Influencée par un nationalisme inspiré de l'Occident, la Ligue jurée promeut l'idée que les Qing sont une dynastie étrangère, qui opprime la population chinoise.

La révolution de 1911 a ainsi beaucoup à voir avec l'Occident dans ses causes profondes, avec la fermentation d'idées incontestablement étrangères (républicanisme et nationalisme), mais bien peu dans son déroulement concret. L'explosion accidentelle d'une bombe le 9 octobre provoque la découverte d'un complot qui se tramait dans les armées de type moderne stationnées à Wuchang (province du Hubei) et force les révolutionnaires à passer à l'action sans attendre. Le gouverneur général Ruicheng panique et s'enfuit le 10 octobre. L'un des principaux gradés, Li Yuanhong, est désigné gouverneur militaire. Les élites progressistes de la ville se rallient au soulèvement et le président de l'assemblée de la province devient gouverneur civil. La vague révolutionnaire se traduit à travers le pays par la déclaration d'indépendance de différentes provinces quand leurs chefs-lieux tombent aux mains des révolutionnaires : le Hunan et le Shaanxi (22 octobre), bientôt suivies par le Shanxi (29 octobre), le Jiangxi et le Yunnan (31 octobre). Les déclarations continuent à se succéder durant le mois de novembre.

Aux abois, le régime impérial rappelle un ancien haut fonctionnaire énergique, Yuan Shikai (27 octobre 1911). Mais il s'avère que Yuan joue un jeu tout personnel : il place ses hommes à tous les postes clés et obtient la démission du régent Zaifeng (6 décembre). Il s'impose comme arbitre des négociations qui se tiennent entre la dynastie très affaiblie, à laquelle seule une poignée de provinces reste fidèle, et les révolutionnaires, eux-mêmes divisés du fait de la multiplicité des foyers révolutionnaires qui se sont déclarés. Le ralliement à Yuan des élites modérées, initialement favorables à une monarchie constitutionnelle, achève de renforcer sa position. Lorsque Puyi, le dernier empereur, abdique le 12 février 1912, c'en est fini de l'empire. Yuan devient président de la République de Chine peu après.

Ironie de l'histoire, la dynastie, pour se renforcer et faire face aux puissances étrangères, a elle-même forgé durant les *xinzheng* les instruments qui causeront sa perte. Tout d'abord, les forces militaires nouvelles organisées sur le modèle européen ont été presque partout le fer de lance de la révolution, et nombre de leurs officiers en deviennent les leaders. Les assemblées provinciales, dotées d'une certaine légitimité par le suffrage censitaire, fournissent, elles aussi, nombre de cadres de la révolte. Dernier enfant terrible issu des *xinzheng*, les chambres de commerce. Bien organisées, elles financent les nouvelles autorités révolutionnaires, voire prennent directement en main la gestion des affaires courantes.



© CCI/BRIDGEMAN IMAGES. © WELLCOME COLLECTION. © AKG IMAGES/ULLSTEIN BILD.

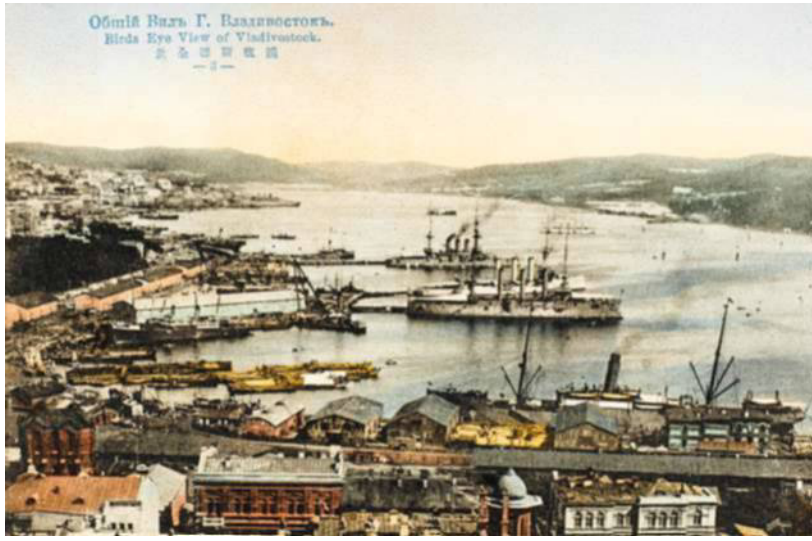
Partage en trompe-l'œil

Par différents canaux, la Chine a subi la domination des puissances occidentales durant la période 1839-1911. Il convient cependant de souligner que ces dernières ne se sont pas « partagé » la Chine et que, de fait, elles n'ont fait qu'égratigner son intégrité territoriale. Malgré leur relative faiblesse, les Qing ont su conserver les immenses territoires conquis lors du fort expansionnisme qui avait caractérisé le premier siècle et demi de leur règne. La seule aliénation vraiment significative, à la fois par la surface considérée et parce qu'elle perdure jusqu'à aujourd'hui, a été celle des vastes régions du bassin du fleuve Amour, cédées à la Russie en 1858-1860.

En 2023, la rhétorique du « siècle des humiliations » (1842-1949) est plus que jamais omniprésente en Chine. Le Parti communiste chinois a pourtant une mémoire bien sélective. Alors qu'il ne manque jamais une occasion de remettre sur la table des épisodes comme le sac du palais d'Eté, on ne peut que constater à quel point, pour la bonne cause de l'« éternelle amitié russo-chinoise », il se montre discret à propos du traité d'Aïgoun de 1858…

Xavier Paulès est maître de conférences de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) et rattaché au Centre d'études sur la Chine moderne et contemporaine, qu'il a dirigé de 2015 à 2018.

© MARY EVANS/GRENVILLE COLLINS POSTCARD COLLECTION/BRIDGEMAN IMAGES.



À LIRE de Xavier Paulès



L'Opium. Une passion chinoise (1750-1950), **Histoire Payot, 320 pages, 23,50 €.**
La République de Chine. Histoire générale de la Chine (1912-1949), **Les Belles Lettres, 432 pages, 29,50 €.**



COPAINS COMME VOISINS
En haut : panorama de Vladivostok, vers 1910. Cette grande ville portuaire russe fut fondée en 1860. L'Empire tsariste avait profité de l'affaiblissement de la Chine durant la seconde guerre de l'opium pour annexer ce territoire. Ci-contre : de la première guerre de l'opium en 1839 à la révolution de 1911, la Chine n'a définitivement perdu des territoires qu'au profit de la Russie. Celle-ci n'est pourtant pas ciblée par le ressentiment de Pékin.



So british Ci-dessus : *Le Gordon Hall de la concession britannique de Tientsin (Tianjin)*, vers 1870-1880 (collection particulière). Le centre de l'administration et de l'autorité de la concession devait son nom à Charles Gordon, officier britannique au service des Qing, qui parvint à réduire la révolte des Taiping.

Dominer n'est pas coloniser : Chine, Perse, Empire ottoman

Le tournant du XXe siècle représente l'apogée d'un système de domination par l'Occident (et le Japon), dont il faut souligner qu'il n'a rien d'original ni de spécifique à la Chine. Comme deux autres empires d'Eurasie, la Perse et l'Empire ottoman, la Chine n'a pas perdu sa souveraineté, ni n'a été partagée entre puissances coloniales à l'instar de l'Afrique et de l'essentiel de l'Asie. Mais ces trois empires sont soumis à une subordination qui prend des formes plus insidieuses qu'une colonisation « en bonne et due forme ».

La Chine a été contrainte d'accepter à son tour certaines formes de domination déjà appliquées ailleurs par les Européens. Il en est ainsi du privilège d'extraterritorialité, par lequel les ressortissants des puissances échappent à la compétence des tribunaux locaux pour être jugés par leurs consuls et dont l'origine remonte au régime des capitulations de l'Empire ottoman. Cette contrainte avait également été imposée, *mutatis mutandis*, à la Perse à partir de 1828 (traité de Turkmantchaï). Un autre instrument classique de domination européenne qui s'applique aux trois empires eurasiatiques est l'imposition de tarifs douaniers très bas empêchant de protéger leur marché intérieur. Ainsi la Chine s'est-elle vue contrainte d'accepter pour l'importation des marchandises étrangères un taux très faible et uniforme de 5 % *ad valorem*.

L'endettement est une autre façon pour les puissances européennes d'exercer leur domination. Il est bien connu, par exemple, que la France a presque complètement pris le contrôle des finances de l'Empire ottoman grâce au mécanisme de la dette : la Banque impériale ottomane fondée en 1863 (qui jouit des prérogatives d'une banque centrale) est dirigée par le Français Alexandre de Plœuc. On constate dans le cas de la Perse un processus d'asservissement par la dette exactement semblable au bénéfice de la Russie et de la Grande-Bretagne. On a évoqué les indemnités considérables imposées à la Chine dans différents traités : leurs implications sont très importantes, car la dynastie Qing doit recourir à des emprunts pour pouvoir les honorer, ce qui la place dans une situation de dépendance vis-à-vis des banques ou des Etats étrangers qui deviennent ses créanciers. Les nécessités du remboursement de la dette justifient par ailleurs la mise sous tutelle et la réorganisation radicale des douanes maritimes (c'est-à-dire extérieures) dont le directeur, l'Irlandais Robert Hart, s'imposera comme l'un des personnages les plus puissants de Chine.

Enfin, la domination des puissances s'exerce par d'autres leviers d'une nature technique. En effet, ce sont des compagnies étrangères qui construisent et gèrent les premières infrastructures modernes comme les lignes de chemin de fer ou de télégraphe. Elles jouent souvent le rôle de relais d'influence de leur pays d'origine. Ainsi, quand la France construit la ligne de chemin de fer entre Haïphong (Tonkin) et Kunming, inaugurée en 1910, elle s'assure une forte influence dans la province du Yunnan.

© PHILIPPE GODEFROY. © PHOTO12/PHOTOSVINTAGES. © ANDREY KUZMIN - STOCK.ADOBE.COM

Par Bernard Brizay

Le Palais des Cendres

Epilogue tragique de la seconde guerre de l'opium, le pillage et l'incendie du merveilleux palais d'Eté de Pékin par les troupes britanniques et françaises est resté une plaie ouverte dans la conscience nationale chinoise.



JARDIN IMPÉRIAL Ci-dessus : vue des jardins du nouveau palais d'Eté, construit par l'impératrice Cixi à partir de 1886. Il est situé à quelques centaines de mètres à l'ouest des ruines de l'ancien palais d'Eté, pillé et incendié en 1860 par les troupes britanniques et françaises durant la seconde guerre de l'opium. Page de droite : *Les troupes françaises et britanniques prennent d'assaut l'ancien palais d'Eté de Pékin,* par Carel Christiaan Antony Last, extrait de *L'Illustration, Journal universel,* en 1860 (Amsterdam, Rijksmuseum).

Si l'on néglige souvent l'expédition anglo-française de Chine en 1860, c'est sans doute parce qu'elle s'est terminée par un succès militaire complet, avec un traité de paix à la clé. Mais aussi peut-être parce qu'Anglais et Français préfèrent oublier que cette campagne s'est achevée sur un acte de barbarie inqualifiable, *« une catastrophe dans l'histoire de la civilisation mondiale »*, selon les Chinois : le pillage et l'incendie du *Yuanming yuan* ou palais d'Eté, le « Versailles chinois », alors résidence favorite des empereurs Qing.

Cette aventure guerrière fut l'épilogue de la seconde guerre de l'opium, déclenchée par les Britanniques en 1856 pour obtenir l'ouverture des ports chinois au commerce de cette drogue produite par eux aux Indes. La destruction du palais d'Eté peut ainsi être considérée comme la conséquence ultime, quoique indirecte, de la tentative de l'Angleterre de la reine Victoria pour faire accepter aux Chinois la légalisation de cet énorme trafic, organisé au plus haut niveau. Tirant prétexte de la mort du missionnaire Auguste Chapdelaine, mort martyr cette année-là, la France s'associa à ce coup de force contre la Chine pour en retirer elle aussi des avantages commerciaux.

Expédition franco-anglaise ou anglo-française ? Disons-le d'emblée : il s'agit d'une opération militaire menée de bout en bout par les Britanniques. L'initiative est anglaise, le leadership militaire et diplomatique appartient à lord Elgin, n'en déplaise au général Cousin-Montauban, le commandant en chef français, et au baron Gros, l'ambassadeur. Les troupes anglaises sont les plus nombreuses (12 600 hommes), avec leur cavalerie et leurs importants contingents indiens (pour un tiers). Les Français, eux, n'alignent que 8 000 hommes, dont une moitié de combattants.

Partis de France et d'Angleterre, les navires alliés se retrouvent en août 1860 dans le golfe de Zhili, en Chine du Nord. Ils débarquent dans la petite ville de Beitang et prennent les forts chinois de Dagu. Direction Tianjin, à une bonne centaine de kilomètres de la capitale, Pékin. La bataille

© GETTY IMAGES/ISTOCKPHOTO © RIJKSMUSEUM AMSTERDAM.



décisive se déroule au pont de Palikao, le 21 septembre 1860. Elle oppose les soldats français et leur artillerie à la nombreuse cavalerie mongole, et s'achève sur la victoire des Français et du général Cousin-Montauban. Pékin est en vue. Les alliés croient que des troupes mandchoues sont stationnées près du *Yuanming yuan*, le palais d'Eté, à une quinzaine de kilomètres au nord-ouest de Pékin. Rendez-vous est donc pris devant cette résidence favorite des empereurs de Chine.

« Jardin de la clarté parfaite », le *Yuanming yuan* a été construit à partir de 1707 par les empereurs mandchous de la dynastie Qing sur un site choisi par Yongzheng, fils de l'empereur Kangxi. Il servait alors de résidence principale et de centre politique à la cour impériale. L'été, l'empereur se déplaçait à Chengde, en Mandchourie, au nord de la Grande Muraille, et les trois mois d'hiver, il rejoignait la Cité interdite pour participer aux fêtes du Nouvel An chinois. Mais c'est l'empereur Qianlong, fils de Yongzheng, qui a fait de cette résidence un ensemble extraordinaire de 350 ha, composé d'une centaine de palais, de pavillons, de kiosques divers, avec surtout un vaste jardin, parsemé de pièces d'eau, de collines artificielles et de vallées factices. Des architectes paysagistes ont été chargés de recréer des paysages célèbres ou imaginaires de la Chine méridionale de Bas-Yangtsé. Le palais d'Eté s'inspire également des descriptions du palais de Versailles et des palais italiens, telles qu'elles ont été transmises par le jésuite italien Castiglione, lequel est à l'origine des palais dits européens, tout de marbre, situés dans l'enceinte du *Yuanming yuan*, au nord-est de ce palais-jardin.

Hasard et ironie de l'histoire, les Anglais se perdent en route. Le 6 octobre 1860, les Français arrivent donc seuls en fin d'après-midi devant les portes du *Yuanming yuan*, après avoir traversé le riche village de Haidian. Le palais est vide. L'empereur Xianfeng s'est réfugié à Chengde. L'entrée du palais impérial est précédée par une vaste esplanade où se rassemble l'armée française. L'aspect extérieur du *Yuanming yuan* annonce les secrets de son ornementation intérieure. Le moment est solennel : *« On se flattait de rencontrer l'ennemi, on ne rencontra qu'un rêve des* Mille et Une Nuits. *On était devant ce fameux palais de l'empereur qu'aucun Européen, disait-on, n'avait jamais foulé et dont de vagues rumeurs racontaient les merveilles »*, écrit l'historien Pierre de La Gorce.



Le palais n'est défendu que par quelques eunuques armés d'arcs et de fusils à mèche, vite neutralisés par des fusiliers marins, qui escaladent les murs avec des échelles et ouvrent les portes. Au soir du 6 octobre 1860, les Français ont pris le palais d'Eté sans coup férir. La tentation du pillage est grande. Mais où sont passés les Anglais ? Ils ont disparu, nul ne sait où. Leurs troupes sont fatiguées et il se fait tard. Le général Hope Grant, commandant en chef britannique, donne l'ordre d'établir le camp au nord-est de Pékin. Mais dès l'aube du 7 octobre, il fait tirer vingt et un coups de canon, en guise de signal, afin d'indiquer sa position. Il arrive alors vers midi avec ses troupes au palais d'Eté et retrouve les Français.

La suite a une double histoire. L'histoire officielle, celle écrite par le général Cousin-Montauban et racontée par les Français, et l'histoire tout court.





© PARIS-MUSÉE DE L'ARMÉE, DIST. RMN-GP/IMAGE MUSÉE DE L'ARMÉE- © ADOC-PHOTOS. © AKG-IMAGES-

Cousin-Montauban fait visiter les lieux à Grant, assurant que tout est resté en l'état. Mais le commandant en chef britannique n'est pas de cet avis : « *Nous avons découvert que les Français avaient campé près de l'entrée de la salle du Trône, et que c'était pitié de voir la manière dont tout était pillé* », écrit-il. Furieux de constater que les Français ont pillé, les Anglais les accusent surtout d'avoir commencé à le faire sans eux… C'est ainsi que devant le tribunal de l'histoire, le général Cousin-Montauban sera accusé d'avoir laissé faire le premier pillage du palais d'Eté.

Partage de butin

Quoi qu'il en soit, les deux généraux décident de partager équitablement le butin entre Anglais et Français. Une commission des prises mixte est alors constituée, à charge pour elle de sélectionner les objets les plus remarquables pour être offerts à Sa Majesté l'empereur Napoléon III et à la reine Victoria. C'est ainsi que de nombreux objets d'art iront garnir les étagères des palais et châteaux royaux britanniques, où ils se trouvent toujours. Le général Cousin-Montauban tient à offrir à la reine d'Angleterre un bâton de commandement *(ruyi)* en jade vert monté en or, « *un acte de galanterie de la France* ». Quant aux objets d'art destinés à la France, ils seront dans un premier temps exposés au palais des Tuileries, avant de gagner le Musée chinois de l'impératrice Eugénie, au château de Fontainebleau.

Les chroniqueurs français consacrent de longues descriptions aux folles journées du pillage du palais d'Eté. Maurice d'Irisson, futur comte d'Hérisson, alors âgé de 20 ans, en emplit deux chapitres de son *Journal d'un interprète en Chine*. La distinction qu'il fait entre les Français et les Anglais est pour le moins surprenante : il se plaît en effet à comparer « *le génie des deux nations alliées* » en matière de pillage… A savoir : pillage désordonné, voire anarchique chez les Français, lesquels remplissent leurs poches ; pillage organisé et méthodique chez les Anglais, qui « *en un tour de main avaient compris et régularisé le pillage. Ils arrivaient par escouades, (…) avec des hommes munis de sacs et commandés par des sous-officiers* ». Des carrioles attendaient à l'extérieur le butin récolté.

Hérisson classe les soldats en deux catégories : les malins (peu nombreux) et les grands enfants (la majorité). Les premiers préfèrent faire main basse sur les bijoux, les espèces monétaires, les piastres, les drageoirs, les tabatières, les services d'or, les colliers de perles. Les seconds se laissent tenter par les mécaniques en provenance d'Europe, comme les pendules et les automates, que les Anglais leur abandonnent volontiers. Hérisson précise encore que les soldats alliés recherchent plutôt les pierres et les métaux précieux, l'or et l'argent, tandis que les officiers sont surtout intéressés par les « curiosités », susceptibles de se revendre à bon prix à Paris ou à Londres. Quant aux troupes indiennes, elles sont davantage attirées par les vêtements, soies et fourrures, ainsi que par les bijoux. Peu de pilleurs s'intéressent aux porcelaines, trop fragiles et encombrantes. Elles sont en revanche la cible favorite des vandales, qui les brisent en morceaux. Quant aux précieux rouleaux de peintures, ils sont totalement oubliés. Mais ils seront bientôt la proie des flammes…

Car pendant ce temps, des événements graves affectent les alliés. Peu avant le sac du palais d'Eté, les troupes chinoises ont fait prisonniers une trentaine d'émissaires anglais et français pourtant couverts par le drapeau blanc. Plusieurs otages sont tués, d'autres affreusement torturés. Certains sont libérés entre le 8 et le 16 octobre. Mais la découverte et le récit de ces événements exaspèrent les alliés, qui redoublent d'ardeur à piller. Le 9 octobre, Anglais et Français quittent le village de Haidian et le palais d'Eté pour s'établir sous les murs de Pékin et s'installer au pied de la porte Anding, au nord de la ville.

LA VENGEANCE D'ALBION
En haut : *Prise de la résidence d'été de l'empereur de Chine*, lithographie de Leo Scherer, XIXe siècle (Paris, Bibliothèque nationale de France). Page de gauche, de gauche à droite : le général Charles Guillaume Cousin-Montauban, comte de Palikao, qui s'opposa en vain à la décision des Britanniques d'incendier le palais d'Eté ; James Bruce, dit lord Elgin, haut-commissaire britannique, pour qui la destruction de la résidence favorite de l'empereur devait servir de punition après l'affaire des otages anglais et français torturés et tués par les troupes chinoises.



ICI ET AILLEURS Ci-dessus : lion en corail, butin de l'expédition anglo-française en Chine en 1858-1860 (Fontainebleau, Musée chinois du château). En bas : de l'ancien palais d'Eté de Pékin, il ne reste aujourd'hui, au nord-est du site, que les ruines en marbre des palais européens conçus par le jésuite italien Giuseppe Castiglione. Page de droite : carte du nouveau palais d'Eté de Pékin construit par l'impératrice Cixi, 1888.

Que vont faire les alliés ? Le mot vengeance est sur toutes les lèvres. Français et Anglais divergent sur la nature du châtiment à infliger aux Chinois. Lord Elgin et le général Grant décident finalement d'incendier le palais d'Eté pour punir l'empereur. Le baron Gros et le général Cousin-Montauban s'y opposent et se désolidarisent de cet acte barbare. En vain. Les 18 et 19 octobre 1860, le *Yuanming yuan* est livré à l'incendie ! Deux autres terribles journées, après celles des 7 et 8 octobre qui ont vu son pillage et son saccage.

De retour de Chine, le général Cousin-Montauban s'attend à un accueil triomphal à Paris. Il est certes fait comte de Palikao par Napoléon III et reçoit un siège de sénateur. Mais l'opinion et la presse condamnent sans ménagement le sac du palais d'Eté. Son fils, le capitaine de Montauban, est accusé d'avoir rapporté pour son propre compte des trophées provenant de l'expédition. En Angleterre, tout au contraire, les responsables de l'expédition pavoisent, sont félicités par les journaux et récompensés. Autres mœurs, autres mentalités.

Les témoignages indignés se multiplient cependant, à commencer par celui du secrétaire particulier de lord Elgin, Henry Loch. De nombreux Occidentaux, comme les historiens Taxile Delord ou les géographes Elisée et Onésime Reclus, considèrent qu'il s'agit d'un acte d'une barbarie inqualifiable. A. B. Freeman-Mitford, l'un des premiers diplomates anglais à vivre à Pékin, estime qu'au seul point de vue politique, ce fut une erreur – et quelle erreur ! Mais la condamnation la plus radicale de l'événement vient de Victor Hugo, qui ne connaissait cette « *merveille du monde* » qu'à travers le récit des voyageurs, et qui, depuis Guernesey, prend en 1861 le parti des civilisés, les Chinois, contre les barbares occidentaux, dans une lettre au capitaine Butler, qui lui a demandé son avis sur l'expédition de Chine : « *Un jour, deux bandits sont entrés dans le palais d'Eté. L'un a pillé, l'autre a incendié. (…) Une dévastation en grand du palais d'Eté s'est faite de compte à demi entre les deux vainqueurs. On voit mêlé à tout cela le nom d'Elgin, qui a la propriété fatale de rappeler le Parthénon. Ce qu'on avait fait au Parthénon, on l'a fait au palais d'Eté, plus complètement et mieux, de manière à ne rien laisser. (…) L'un des deux vainqueurs a empli ses poches, ce que voyant, l'autre a empli ses coffres ; et l'on est revenu en Europe, bras dessus, bras dessous, en riant. Telle est l'histoire des deux bandits. Nous, Européens, nous sommes les civilisés, et pour nous, les Chinois sont les barbares. Voilà ce que la civilisation a fait à la barbarie. Devant l'histoire, l'un des deux bandits s'appellera la France, l'autre s'appellera l'Angleterre. (…) J'espère qu'un jour viendra où la France, délivrée et nettoyée, renverra ce butin à la Chine spoliée.* »

Le *Yuanming yuan* n'existe plus, mais il compte encore de beaux restes. Le site n'étant pas protégé, il fait le bonheur des pilleurs locaux. On retrouve de nombreux objets épargnés ou oubliés chez les antiquaires pékinois proches du palais. En 1886, l'impératrice douairière Cixi fait reconstruire sous le nom de *Yihe yuan* (« jardin de l'harmonie préservée ») un nouveau palais d'Eté, que le touriste visite aujourd'hui à Pékin. Ce jardin, un vaste ensemble de 300 ha, situé à 5 km du *Yuanming yuan*, est célèbre pour son immense étendue d'eau, le lac Kunming, avec son non moins célèbre bateau de marbre, amarré au rivage. Pour sa construction, Cixi a utilisé les fonds destinés à la marine de guerre, ce qui lui sera beaucoup reproché.

Un traumatisme intact

Le traumatisme des Chinois n'en reste pas moins intact. Kang Youwei (1858-1927), le célèbre et malheureux réformateur de



© RMN-GRAND PALAIS (CHÂTEAU DE FONTAINEBLEAU)/GÉRARD BLOT © WILLIAM PERRY/ALAMY STOCK PHOTO/HEMIS.FR.



© PICTURES FROM HISTORY/BRIDGEMAN IMAGES.

l'année 1898, eut ainsi le cœur brisé en découvrant à Paris en 1904 un grand nombre d'objets provenant du *Yuanming yuan*, rapportés de Chine en 1861 et conservés au musée Guimet. Li Dazhao, le père du marxisme chinois et cofondateur du PCC, parcourut les ruines du palais-jardin en 1913. Devant ce spectacle de désolation, ces murs brisés et ces restes désolés, il composa un triste poème.

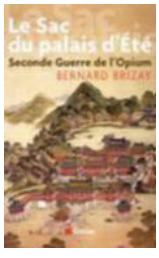
La consternation des Chinois à propos du sort du *Yuanming yuan* a perduré tout au long du XXe siècle, au point de devenir l'un des éléments essentiels de leur nationalisme. Qu'ils se réclament de la République (proclamée en 1912) ou de la République populaire (fondée en 1949), ils sont nombreux à partager cette révolte, indépendamment de leur obédience politique et de leur niveau d'éducation. La mémoire de cet épisode tragique se perpétue ainsi jusqu'à aujourd'hui, portée par une propagande inlassable. Lors d'une conférence à l'université de Jinan, mon interprète m'a confié que c'est dès l'école primaire, à l'âge de 8 ans, qu'elle avait appris le triste sort du palais d'Eté. Une jeune hôtesse de l'air chinoise rencontrée lors d'un vol vers Pékin m'a raconté qu'elle-même et les étudiants de son université avaient pleuré lors des cours d'histoire moderne à l'évocation de la ruine du *Yuanming yuan*.

Le bilan du pillage du palais d'Eté est difficile, voire impossible, à établir, tant il est considérable. La Chine aurait identifié des centaines de milliers, voire un million, d'objets d'art, dispersés aujourd'hui dans les grands musées du monde, en Angleterre (Victoria and Albert Museum), en France (musée Guimet) et dans de nombreux musées américains. Inutile de préciser que les Chinois réclament à cor et à cri la restitution de ces objets. C'est à cette fin que plusieurs missions d'experts ont été envoyées ces vingt dernières années dans le monde entier. Sans résultats probants. Lors de la vente Bergé en février 2009 à Paris, deux bronzes provenant de la fontaine des palais dits européens ont été mis aux enchères. Ces têtes d'animaux du zodiaque chinois n'ont pas trouvé preneur, et elles ont finalement été achetées puis restituées à la Chine en 2013 par François Pinault, propriétaire de Christie's.

Le *Yuanming yuan* est aujourd'hui un parc ouvert au public, où les Pékinois aiment se promener, ainsi que les étudiants des universités voisines de Pékin et de Tsinghua. L'endroit le plus visité est bien entendu celui qui abrite, au nord-est, les ruines en marbre des palais européens, où un petit musée est consacré à la mémoire du site. La lettre de Victor Hugo y figure en bonne place, gravée dans le bronze, ainsi que son buste. Ces dernières années, des entrepreneurs sans scrupule ont tenté de transformer le site en une sorte de Luna Park, avec des lieux de restauration bon marché et des bâtiments incongrus. Sans succès. L'indignation publique provoquée par ces projets a par bonheur figé dans sa tristesse ce lieu de mémoire.

Historien et journaliste, Bernard Brizay a publié de nombreux ouvrages sur la Chine.

À LIRE de Bernard Brizay



Le Sac du palais d'Eté
Editions du Rocher
592 pages
29,50 €



Nid d'oiseau
En juillet 2021, la Chine célébrait en grande pompe le centenaire du Parti communiste chinois dans le stade national de Pékin baptisé « Nid d'oiseau ». « *Le temps où le peuple chinois pouvait être foulé aux pieds, où il souffrait et était opprimé est à jamais révolu* », a tonné le président Xi Jinping après avoir évoqué les guerres de l'opium, le colonialisme occidental et l'invasion japonaise.

© LINTAO ZHANG/GETTY IMAGES/AFP.



A l'école du ressentiment

Par Jean-Pierre Cabestan

Si les « *humiliations passées* » ont joué un rôle essentiel dans l'élaboration du nationalisme chinois tout au long du XX^e^ siècle, le Parti communiste en a tiré les éléments d'un discours obsessionnel contre l'Occident pour appuyer sa politique intérieure comme extérieure.



© LIBRARY OF CONGRESS. © CHINA PHOTOS/GETTY IMAGES/AFP.

« *La nation chinoise est une grande nation. Au cours de son histoire cinq fois millénaire, elle a apporté des contributions impérissables au progrès de la civilisation humaine.* » C'était 1er juillet 2021, et Xi Jinping fêtait le 100e anniversaire du Parti communiste chinois par la réaffirmation de ce nationalisme intransigeant qui semble former désormais, à Pékin, le cœur de l'idéologie du pouvoir. Le ressentiment à l'égard des humiliations subies par la Chine aux XIXe et XXe siècles de la part des Occidentaux y joue un rôle clé : celui de mythe mobilisateur. « *Après la guerre de l'opium en 1840,* poursuivait le président chinois, *la Chine est tombée peu à peu dans l'état d'une société semi-coloniale et semi-féodale. Notre patrie a été humiliée, notre peuple, martyrisé, et notre civilisation, ternie. La nation chinoise a subi des souffrances et des désastres sans précédent. Dès lors, réaliser le grand renouveau national est devenu le plus grand rêve de tous les Chinois et de toute la nation chinoise.* »

Cette lecture du passé n'est certes pas sans fondement dans l'histoire. Elle mérite pour autant d'être affinée. Car si la volonté prédatrice des Etats occidentaux en Chine fut indiscutable, le nationalisme n'y a pas en revanche des racines aussi profondes que le gouvernement actuel affecte de l'imaginer. L'histoire des affrontements qui opposèrent les Européens à la Chine des derniers empereurs Qing est pleine de bruit, de fureur, d'injustices. Les contradictions de la société chinoise eurent leur part de responsabilité dans les désastres qui s'abattirent sur elle et la partie se joua parfois à fronts renversés.

Transformer un empire en une nation moderne

Lors de la chute de l'Empire mandchou en 1911, l'un des problèmes fondamentaux de la société chinoise, en dehors de sa grande pauvreté et de son retard économique, était, en effet, son déficit de nationalisme. Un « *tas de sable* » ! Ainsi Sun Yat-sen, le père de la première république, la République de Chine, définissait-il cette société que rien ne soudait en une nation, tant elle restait organisée autour de communautés rurales et urbaines distinctes, rivales et séparées par la géographie, les différences de langages, de coutumes et d'habitudes alimentaires.

Le défi pour Sun et l'ensemble des modernisateurs chinois fut dès lors de créer une nation sur la base d'un empire immense, multiséculaire, multiethnique et dominé depuis le milieu du XVIIe siècle par une élite et une minorité mandchoue et donc non han. La chance, si on peut dire, est que la Chine était et reste dominée par les Han qui constituent encore aujourd'hui plus de 90 % de la population. L'un des slogans contestataires de la fin de l'empire Qing était d'appeler à la destitution de la dynastie mandchoue pour restaurer celle des Ming (1368-1644) qui l'avait précédée. Mais en 1911, ce sont les républicains qui l'emportent, se mettant d'accord, après bien des débats, pour construire une nation et un nationalisme modernes dans les vastes frontières léguées par les Mandchous.

L'entreprise relevait du tour de force, comme en témoigne l'adoption symbolique d'un drapeau à cinq bandes horizontales



Prédateurs Page de gauche : *Le vrai problème surviendra au réveil,* par Udo J. Keppler pour le magazine *Puck,* 15 août 1900 (Washington, Library of Congress). Les puissances européennes menées par l'ours russe et le lion britannique se disputent la carcasse du dragon chinois, tandis que le léopard japonais se faufile pour se tailler sa part et que l'aigle américain affecte d'observer la scène avec hauteur. Ci-dessus : sculpture du soulèvement de Wuchang en octobre 1911, qui a entraîné la chute de la dynastie Qing (Pékin, Musée militaire).

représentant les cinq principales ethnies – le terme « race » traduit mieux le concept de *zu* en chinois – de la nouvelle république : rouge pour les Han, jaune pour les Mandchous, bleu pour les Mongols, blanc pour les Hui (ou Musulmans) et noir pour les Tibétains.

Ce drapeau fut vite abandonné pour laisser la place, à compter de 1928, au drapeau de la République de Chine, qui demeure aujourd'hui celui utilisé à Taïwan. Mais cette bannière elle-même n'était autre qu'une extension de l'étendard du Parti nationaliste (ou Kuomintang) de Sun Yat-sen et de Chiang Kai-shek, le soleil blanc sur fond bleu, à travers son insertion en haut à gauche d'un drapeau rouge, symbolisant la terre chinoise.

De même, le drapeau national institué par le Parti communiste chinois (PCC) en 1949 lors de la fondation de la République populaire de Chine (RPC) était lui-même la représentation idéologique de la « nouvelle démocratie » proposée par Mao : une étoile pour chaque classe sociale autorisée à exister – ouvriers, paysans, petite bourgeoisie et bourgeoisie nationale – gravitant autour d'une étoile plus grande qui représente le peuple chinois placé sous la direction du PCC, le tout évidemment sur un fond rouge, inspiré cette fois-ci par l'Union soviétique.

Ces symboles successifs plus partisans que nationaux montrent combien il a été difficile pour la Chine de se transformer en nation moderne et pour la société de se rassembler autour de symboles acceptés par tous, même si aujourd'hui le drapeau de la RPC a été intériorisé par la plupart des Chinois du continent (et de Hong Kong et de Macao) comme représentant leur nation.

De l'utilité du ressentiment anti-étranger

Ce phénomène permet de mieux comprendre pourquoi les nationalistes chinois ont tant eu besoin de s'appuyer sur les sentiments anti-étrangers pour construire un esprit national. Certes, les menaces extérieures ont contribué à construire d'autres nations, y compris la France de la Révolution. Mais dans le cas chinois, ce que les nationalistes appellent *« les humiliations passées »* dont furent responsables les Occidentaux et les Japonais ont joué un rôle essentiel dans l'élaboration du récit national et du discours nationaliste.

Pour autant, ce récit et ce discours sont loin d'être uniformes. En d'autres termes, il y a plusieurs manières d'être nationaliste en Chine. Et rappelons que nombre de Chinois ne sont guère nationalistes dans leurs comportements personnels :



© AKG-IMAGES/SCIENCE SOURCE. © COLL. IM/KHARBINE-TAPABOR. COLL. DIXMIER/KHARBINE-TAPABOR.

on peut le constater chaque jour. Tandis que le nationalisme du Kuomintang (KMT) de Sun Yat-sen et Chiang Kai-shek a pu parfois être ombrageux, il a ouvert la voie à un nationalisme démocratique encore présent aujourd'hui à Taïwan et de plus en plus porté par l'opposition à la dictature du Parti communiste, en Chine et surtout à l'étranger. En revanche, s'appuyant sur un fort ressentiment anti-étranger déjà vivace au sein des couches les plus défavorisées de la société, le nationalisme du PCC porte en lui une dimension xénophobe qu'il a souvent peiné à contenir. A cet égard, l'histoire, et en particulier l'histoire moderne de la Chine, c'est-à-dire depuis la fin du règne de Qianlong (1735-1796), constitue un terrain de batailles qui restent vives et hautement idéologiques.

Une histoire des humiliations contestée

Le discours sur les humiliations du XIXe siècle, des guerres de l'opium à la révolte des Boxers, en passant par les « traités inégaux » signés avec les puissances occidentales (puis le Japon) et les concessions étrangères, a longtemps été partagé par les deux grands partis politiques chinois issus de la révolution de 1911, le KMT et le PCC. Toutefois, derrière cette unanimité de façade, bien des différences les opposent, comme elles opposent les historiens chinois, selon le point de vue idéologique adopté.

Tout d'abord, les communistes tendent à attribuer la responsabilité de la décadence de l'Empire mandchou aux forces étrangères, notamment les Britanniques, qui l'ont contraint à s'ouvrir sur l'extérieur en 1840. Or, la majorité des historiens chinois et étrangers s'accordent sur le fait que les difficultés et le déclin de l'empire commencèrent dès la fin du règne de Qianlong, du fait d'une augmentation rapide de la population, des contraintes imposées au commerce et à l'industrie ainsi que d'un système de gouvernement de plus en plus inadapté.

De même, nombre des catastrophes que connut la Chine au XIXe siècle furent causées par des mouvements intérieurs. Provoquant la mort de 20 à 30 millions de Chinois, la longue et douloureuse révolte des Taiping (1851-1864) en est le meilleur exemple. Les Occidentaux vinrent, après certes quelques hésitations, à l'aide des armées impériales pour y mettre fin.

Quant à la révolte des Boxers (1900), communistes et nationalistes en conservent une perception opposée. Les premiers la glorifient, y voyant un exemple de combat national contre les étrangers, et dénoncent encore aujourd'hui l'intervention militaire des huit nations *(baguo lianjun)* qu'elle a provoquée dans le but de mettre en sécurité leurs ressortissants et leurs



intérêts en Chine. Les seconds la considèrent comme une tragédie favorisée par les instincts les plus primitifs et bestiaux d'une partie des classes défavorisées et frustrées de la société. Sans adhérer à la version portée par le célèbre film hollywoodien *Les 55 Jours de Pékin,* il faut quoi qu'il en soit reconnaître que le ressentiment anti-étranger et antichrétien (de nombreux prêtres étrangers furent alors massacrés) des Boxers et l'intervention étrangère qui suivit ont à la fois affaibli un peu plus la dynastie mandchoue et obligé l'impératrice douairière Cixi à finalement engager des réformes, notamment institutionnelles, qu'elle avait longtemps refusé d'envisager.

Selon le mythe communiste, c'est en outre l'instauration de la République populaire qui aurait mis fin aux concessions étrangères en Chine. Or la réalité est bien différente : contestées dès la révolution de 1911, les concessions, en particulier celle de Shanghai, étaient déjà sur le déclin dans les années 1920 ; et c'est Chiang Kai-shek qui les abolit en 1943, en pleine guerre contre le Japon.

Si important dans la construction du nationalisme chinois, ce dernier conflit fait également l'objet de perceptions irréconciliables entre communistes et nationalistes. Les premiers estiment que ce qu'ils appellent la *« guerre de résistance contre le Japon »* a démontré qu'ils étaient les principaux combattants contre l'occupant, les élevant au rang de modèles de nationalisme. Les seconds pensent que le PCC de Mao Zedong a profité de la perte de contrôle par le gouvernement central de vastes régions du pays pour étendre sa zone d'influence et mieux se préparer à ravir le pouvoir au KMT à l'issue du conflit. Si tant du côté communiste que du côté nationaliste, il y a eu à la fois des combats exemplaires contre les Japonais et de multiples calculs (et frictions) politiques intérieurs, la suite a donné raison à cette deuxième interprétation.

Enfin, n'est pas toujours le plus nationaliste et sensible aux « humiliations » passées ou présentes celui qu'on croit. L'histoire de Hong Kong après 1945 le démontre. Dès 1947, Chiang avait prévu de réintégrer la colonie britannique à la République de Chine, et il l'aurait fait s'il était resté au pouvoir, comme Nehru a avalé Goa peu après l'indépendance de l'Inde. Or, Mao a préféré retarder le retour de Hong Kong, tant il avait besoin de l'argent de cette place financière et des importations stratégiques qu'elle permettait et qui lui étaient nécessaires. On le sait, il faudra attendre Deng Xiaoping et le lancement des réformes pour que soit décidé un retour de Hong Kong (1997) et de Macao (1999) à la République populaire.

La construction du nationalisme du Kuomintang

Ne nous y trompons pas : dès sa création en 1912, le KMT est un parti profondément nationaliste. Mais il n'est pas anti-étranger. Il promeut les trois principes du peuple *(sanminzhuyi)* de Sun Yat-sen, le premier d'entre eux étant justement le nationalisme *(minzuzhuyi).* Les deux autres sont d'une part la démocratie *(minquanzhuyi),* au sens libéral du terme, fondé sur des élections libres, le multipartisme et la séparation des pouvoirs, et, d'autre part, le bien-être du peuple *(minshengzhuyi),* un filet de sécurité sociale, ou ce qu'on appellerait aujourd'hui une social-démocratie à la chinoise. Le KMT entend renforcer l'Etat et moderniser l'économie afin de redonner à la Chine son statut de grande puissance et ainsi lui permettre de traiter sur un pied d'égalité avec les autres pays, en particulier les Occidentaux. Dans ce but, il est prêt à privilégier l'idéologie du *fuqiang* (richesse et puissance) au détriment de la démocratie. Ainsi, Sun estime qu'un gouvernement militaire *(junzheng),* puis la tutelle du KMT *(xunzheng),* doivent précéder pendant une certaine période l'établissement d'un gouvernement constitutionnel *(xianzheng)* et démocratique. Plus tard, Chiang, une fois la Chine réunifiée, perpétua cette dictature d'un seul parti, sous prétexte de lutter d'abord contre la rébellion communiste puis contre l'envahisseur japonais.

Le contexte international incite aussi le KMT à rester critique à l'égard des Occidentaux. Déçu par les dispositions du traité de Versailles (1919) et le transfert au Japon des colonies allemandes en Chine (et en Asie), Sun Yat-sen se rapproche à la fin de sa vie de l'Union soviétique. Nourrie par le mouvement du 4 mai 1919 d'opposition à ce transfert, l'idéologie du KMT reste très nationaliste ; son discours sur les humiliations passées continue d'être dispensé dans les écoles ; et, comme on l'a vu, les concessions étrangères sont dénoncées.

Cependant, le KMT n'a aucun intérêt à instrumentaliser le ressentiment anti-étranger. D'un côté, du fait de son idéologie et de ses intérêts, il ne peut se permettre d'être xénophobe. Il continue de s'appuyer sur les entreprises et les investissements étrangers



COUP DE BALAI Page de gauche, en haut : *Offensive des armées alliées sur Pékin, le 14 août 1900,* par Torajiro Kasai, 1900. Page de gauche, en bas : *Un Chinois attaque l'allégorie de l'Europe à coups de pied et de bâton,* par Karel Krejcik pour une carte postale, vers 1900. Ci-dessus : *Coup de balai chinois,* par Max Engert, pour le *Süddeutscher Postillon,* 1900.





LE RÉVEIL DU DRAGON A gauche : *Repoussez l'agresseur avec une vigueur décuplée !*, par Zhang Ruji, 1958. Ci-dessous : statue de Confucius (Qufu, musée Confucius). Page de droite : le portrait géant du président chinois Xi Jinping parade en tête du défilé de la fête nationale sur la place Tiananmen, le 1er octobre 2019, à l'occasion des soixante-dix ans de la fondation de la République populaire de Chine.

pour développer l'économie et de nombreuses organisations religieuses et associatives étrangères, notamment américaines, pour moderniser l'éducation et les services sociaux. D'un autre côté, Chiang s'appuie jusqu'à la guerre à la fois sur l'Allemagne et sur les Etats-Unis, pour moderniser son armée et tenter de contenir les ambitions japonaises d'abord sur la Mandchourie puis sur l'ensemble de la Chine. Une fois le conflit éclaté (1937), il demande assistance à la fois à Moscou et à Washington, tout en restant plus proche des Occidentaux.

Dit autrement, la République de Chine de Chiang reste bien plus ouverte et accueillante pour les étrangers que le régime qui lui succède sur le continent en 1949. Il en sera de même de Taïwan, sous la dictature du KMT, et plus encore depuis sa démocratisation à la fin des années 1980.

La construction et l'intensification du nationalisme du PCC

En revanche, dès la fin des années 1920, le nationalisme du PCC est pétri de ressentiment anti-étranger. La montée en puissance de la guérilla rurale puis celle de Mao au sein de ce parti ont joué un rôle décisif dans cette évolution. En effet, quoique dès ses débuts (1921) anti-impérialiste et proche de l'Union soviétique, le PCC reste jusqu'en 1927 dominé par des intellectuels formés en Occident, en Union soviétique ou au Japon, comme Chen Duxiu, et ouverts sur le monde. Mais peu à peu, dirigée par Wang Ming et Li Lisan, l'aile dite bolchevique du Parti est marginalisée. En 1935, Mao, un responsable qui n'a jamais quitté la Chine et ne parle aucune langue étrangère, prend le contrôle de la commission militaire, puis en 1945, de la présidence du Parti. La pensée de Mao Zedong supplante peu à peu la doxa marxiste-léniniste. Le PCC devient chauvin. Certes, jusqu'à la fin des années 1950, la République populaire reste poreuse aux idées en provenance du camp soviétique, y compris à la critique de Staline par Khrouchtchev. Mais dès le lancement du Grand Bond en avant en 1958, Mao impose un courant nationaliste et anti-étranger au Parti, qui devient bien plus radical après le début de la Révolution culturelle en 1966. La propagande devient à la fois anti-impérialiste et anti-« révisionniste » (ou anti-soviétique). Les maoïstes du PCC et les gardes rouges s'en prennent à tout ce qui peut avoir une coloration étrangère, que ce soit les écrits, les arts ou même les familles chinoises qui ont des parents à l'étranger ou à Taïwan. L'ambassade de Grande-Bretagne est brûlée ; les Boxers sont promus en héros. La méfiance à l'égard de l'extérieur se poursuit jusqu'à la mort de Mao en septembre 1976 et la purge des principaux responsables maoïstes, en particulier la chute de la fameuse « bande des quatre » un mois plus tard.

Avec la prise de contrôle du Parti par Deng Xiaoping et les antimaoïstes, le lancement des réformes et la normalisation sino-américaine fin 1978, la propagande anti-étrangère est progressivement abandonnée. Le discours sur les humiliations passées reste évoqué mais en demi-teinte. La priorité est désormais à l'ouverture et à la modernisation du pays. Et ceci jusqu'au massacre de Tiananmen en juin 1989. On se souvient combien les réformistes du PCC, tel Hu Yaobang, souhaitaient s'inspirer de l'étranger, par exemple envoyer les jeunes Chinois au Japon ou même abandonner l'usage des baguettes.

Après 1989, Deng et le PCC ravivent le discours nationaliste. Le démantèlement de l'Union soviétique, la faillite du modèle socialiste inspiré par Lénine et la victoire du camp démocratique et libéral les contraignent à faire ce choix pour unifier la société chinoise autour de leur gouvernement. Des symposiums sont organisés, au cours desquels les universitaires sont appelés à revenir sur l'histoire des guerres de l'opium, des traités inégaux et de l'intervention des grandes puissances. Des lieux commémoratifs des défaites subies par la Chine impériale au XIXe siècle sont aménagés ; des musées sont inaugurés ; les librairies regorgent d'ouvrages sur *« la Chine humiliée »*. La télévision centrale multiplie les documentaires. Proclamée « question de sécurité », l'histoire de la période est placée au cœur de « l'éducation patriotique » dans les lycées. *« Souvenons-nous de notre histoire d'humiliation,* lit-on sur une affiche. *Construisons un bel avenir. »*

A mesure que la Chine se modernise et monte en puissance, ce discours nationaliste devient plus insistant, comme si le

© ZHANG RUJI, COLLECTION INTERNATIONAL INSTITUTE OF SOCIAL HISTORY, AMSTERDAM. © CFOTO/SIPA USA/SIPA. © CHINE NOUVELLE/SIPA.



pouvoir s'inquiétait de voir l'économie et la société lui échapper à mesure qu'elles se mondialisent. En réalité, l'accession du corps social chinois à une certaine prospérité lui a apporté un supplément de nationalisme, d'assurance, voire d'arrogance que Xi Jinping symbolise parfaitement. En ce sens, la propagande du Parti sur les humiliations passées a été efficace.

Depuis l'accession de Xi à la direction du PCC en 2012, le récit national et le discours nationaliste du Parti sont de plus en plus sino-centrés : la sagesse chinoise, et en particulier le confucianisme avant-hier encore banni, a, d'après Xi et ses thuriféraires, réussi à siniser avec succès le marxisme et explique le succès économique de la République populaire. Pour Xi, l'ADN chinois est pacifiste ; prisonniers de « l'esprit de guerre froide », les Occidentaux, et en particulier les Américains, sont responsables de tous les maux que connaît le monde.

Dans un tel contexte idéologique et géostratégique, les « humiliations » sont inculquées à chaque jeune Chinois comme étant l'alpha et l'oméga de leur identité, de leur raison d'être. Elles sont donc largement instrumentalisées, à des fins à la fois intérieures et extérieures.

Vers plus de mondialisation ou plus de guerre froide ?

Dans ces conditions, comment la société chinoise peut-elle aborder l'étranger, le considérer ? Ce dernier est-il coupable *ad vitam æternam* de tous les crimes dont ont pu être responsables ses ancêtres ? En tout cas, le gouvernement et les négociateurs chinois publics comme privés ne se privent pas d'utiliser ces arguments pour tenter de renforcer leur position dans leurs tractations avec les Occidentaux et les Japonais.

En conséquence, même puissante, la Chine populaire entend être considérée comme une victime. Elle se décrit comme un pays en développement, solidaire des autres nations non occidentales. Mais combien de temps cette fiction peut-elle encore être maintenue avec succès ? Et surtout, ce discours obsessionnel sur les humiliations passées sert-il la mondialisation de l'économie et de la société chinoises ? N'alimente-t-il pas plutôt la nouvelle guerre froide dont Pékin cherche justement à prévenir la montée ? Ne nourrit-il pas les tensions avec les voisins et les partenaires de la République populaire, en particulier avec les Etats-Unis autour de Taïwan ? La Chine de Xi ne chemine-t-elle pas sur la voie d'un certain isolationnisme ? Son discours nationaliste ne la prépare-t-il pas à la guerre ?

En tout cas, le récit officiel chinois sur les *« humiliations passées »* mérite d'être observé à la loupe. Il nous apprend beaucoup sur l'état d'esprit des dirigeants du PCC, leurs priorités et leurs préoccupations. Il nous permet aussi de rester vigilants face aux menaces que pourrait faire peser la RPC sur la paix mondiale. Quant au KMT et à Taïwan, ils nous montrent qu'une autre manière d'aborder le passé de la Chine est possible et qu'il faut donc garder espoir.

Directeur de recherche émérite au CNRS et chercheur à Asia Centre, Paris, Jean-Pierre Cabestan est spécialiste du monde chinois contemporain.

À LIRE de Jean-Pierre Cabestan



Demain la Chine : démocratie ou dictature ?
Gallimard, « Le Débat », 296 pages, 22 €.
Demain la Chine : guerre ou paix ?
Gallimard, « La Suite des temps », 288 pages, 22 €.

Par Bernard Brizay

Le palanquin des larmes

Tout au long du XIXe siècle, les dirigeants de la Chine impériale ont eu à faire face tant aux intrusions des étrangers qu'aux oppositions intérieures.



EMPEREUR XIANFENG (1831-1861)

Xianfeng laisse dans l'histoire un bien triste souvenir. On est tenté de l'accabler, mais il faut reconnaître qu'il bénéficie de circonstances atténuantes, dépassé qu'il fut par des événements extraordinaires. Il se révéla incapable en effet d'affronter les énormes problèmes, à la fois intérieurs et extérieurs, qui s'accumulèrent pour la Chine. Comme le dit René Grousset : « *A l'empereur Daoguang, décédé fin février 1850, succéda son fils Xianfeng, un incapable (…) pourri de débauches, déjà décrépit et perclus.* » Yizhu, quatrième fils de Daoguang, avait été choisi par son père, lequel avait régné trente ans. Il avait pour demi-frère le prince Gong, qui le surpassait intellectuellement. D'où une rivalité peu fraternelle. L'empereur mourant avait convoqué ses deux fils pour choisir son successeur, les priant d'exposer leur vision politique. Yizhu s'était vu conseiller par son précepteur de ne pas rivaliser sur ce terrain avec Gong, bien plus doué que lui. Il éclata en sanglots afin de manifester sa piété filiale. Daoguang, ému, choisit alors Yizhu, qui devint en 1851, à 20 ans, l'empereur Xianfeng. Nul doute que si Gong avait été choisi, le sort de l'empire aurait été différent. Et Cixi ne serait jamais devenue Cixi… Bien intentionné, mais inexpérimenté et incompétent, le nouvel empereur hérite d'un empire malade, financièrement exsangue, miné par la surpopulation. Il se retire au palais d'Eté et abandonne les affaires à ses ministres mandchous. Son règne est marqué par une terrible révolte populaire, la rébellion des Taiping (1851-1864). Mais le plus grand péril pour Xianfeng – fait nouveau aux conséquences incalculables pour la Chine – vient des pressions occidentales, lesquelles se font de plus en plus pesantes avant d'aboutir à la seconde guerre de l'opium, qui débute en 1856 et se conclut en 1860 par l'ouverture de nouveaux ports au commerce, notamment de l'opium. Après le débarquement des alliés anglais et français, Xianfeng se réfugie au-delà de la Grande Muraille, en Mandchourie, à Jehol (Chengde), dans une autre de ses résidences d'été. Mais il ne survit pas longtemps à la défaite. Il meurt à Jehol en août 1861, âgé seulement de 30 ans. L'heure de la concubine favorite Cixi a sonné.

ILLUSTRATIONS : © XAVIER BESSE POUR LE FIGARO HISTOIRE.



HONG XIUQUAN (1814-1864)

Le père jésuite Léon Wieger résume ainsi le personnage : « *Né près de Canton, d'une pauvre famille hakka* (des Han qui se sont installés dans le sud-est de la Chine), *Hong Xiuquan étudia, échoua aux examens, se fit maître d'école puis devin, lut des tracts protestants, lut la Bible avec beaucoup de zèle et peu d'intelligence, découvrit qu'il était le second fils de Dieu le Père et le frère cadet de Jésus (manie qui se rencontre dans les asiles d'aliénés en Europe), prêcha sa doctrine sur les marchés, s'attacha les pirates alors désœuvrés parce que les Anglais pourchassaient partout leurs jonques, et leva l'étendard contre la dynastie mandchoue, dans l'automne de l'année 1850.* » Hong Xiuquan ou les ravages d'un illuminé, qui, à partir de sa propre interprétation du christianisme, se met à prêcher la révolte contre l'ordre établi à travers sa « société des Adorateurs de Dieu », forte de plusieurs dizaines de milliers d'adeptes en 1850. Il fonde alors le Royaume céleste de la Grande Paix et se sacre lui-même roi céleste, empereur du Ciel, en janvier 1851. Ceux qui le suivent sont organisés en unités militaires, composées surtout de paysans, d'artisans, de charbonniers, de mineurs et de coolies, qui laissent pousser leurs cheveux et coupent leur longue queue nattée imposée par les conquérants mandchous, ce qui équivaut à un acte de haute trahison. Mais qu'on ne s'y trompe pas : la terrible révolte des Taiping (qui signifie « grande harmonie », « grande pureté » ou « grande paix »), iconoclaste, xénophobe et antidynastique, est l'expression d'une grave crise économique, sociale et politique, qui traverse la Chine. Bientôt, les Taiping sont 500 000, hommes et femmes, qui obéissent à la personnalité charismatique de Hong. En mars 1853, ils entrent dans Nankin, massacrent 20 000 Mandchous et en font leur capitale, renommée Tianjing. Hong entreprend un ambitieux programme de réformes, organisant une administration sophistiquée, abolissant la propriété privée des terres et en grande partie le commerce. On estime à plus de 20 millions de morts (voire à 30 ou 40 millions), dont une majorité de civils, le coût humain de cette folie historique. Peu à peu cependant, les Taiping perdent du terrain, en particulier lors du massacre de Tianjing, en septembre et octobre 1856, où leurs principaux chefs s'entretuent. Ils commettent alors l'erreur de s'en prendre à Shanghai, aux Occidentaux qui y sont installés, et par là au commerce de l'opium. Ceux-ci, aidés par les troupes impériales, vont venir à bout des Taiping et de leur empereur Hong, qui se suicide en s'empoisonnant le 1er juin 1864.

ZENG GUOFAN (1811-1872)

Général et homme d'Etat d'ethnie han de la fin de la dynastie Qing, Zeng Guofan est resté célèbre pour avoir créé et organisé l'armée de Xiang, destinée à mater la célèbre révolte des Taiping et à restaurer la stabilité de l'empire. Avec deux autres personnalités de son époque, Zuo Zongtang et Li Hongzhang, il a contribué à façonner ce qu'on appelle la restauration Tongzhi, une tentative pour enrayer le déclin de l'empire Qing après la seconde guerre de l'opium et les traités dits « inégaux », en restaurant l'ordre traditionnel. Elle se caractérise par un mouvement d'autorenforcement mené par Zeng Guofan et Li Hongzhang, dont l'objectif est de revitaliser le gouvernement et d'améliorer les conditions culturelles et économiques de la Chine. Zeng, en particulier, est renommé pour sa vision stratégique aiguë du gouvernement et ses qualités d'administrateur habile, l'intégrité de sa personne, le tout soutenu par la pratique du confucianisme. Mais il est célèbre aussi pour la dureté avec laquelle il mate les rébellions. Né dans la province de Hunan, il est un brillant sujet. Il passe avec succès les différents examens, provinciaux *(juren)* et impériaux *(jinshi)*, des diplômes qui le mènent à la prestigieuse académie Hanlin, un corps réservé à l'élite intellectuelle, où il va se livrer à l'interprétation des classiques confucéens. Il entame bientôt une carrière de haut fonctionnaire au Sichuan. La mort de sa mère le contraint à un deuil de trois ans au Hunan. Les Taiping progressant, un décret lui ordonne de constituer une force de volontaires, à l'origine de l'armée de Xiang. Il crée une flotte de jonques de guerre et de multiples arsenaux. C'est ainsi que l'intellectuel qu'il est devient homme d'action. Ses victoires militaires lui doivent d'être nommé vice-président du ministère de la Guerre. Les campagnes militaires se succèdent. En 1864, il s'empare de Tianjing, la capitale rebelle, ce qui lui vaut d'être nommé marquis Yiyong. Une noble distinction qui lui apporte la gloire. Les trois vainqueurs chinois des Taiping, Zeng Guofan, Zuo Zongtang et Li Hongzhang sont appelés collectivement « Zeng, Zuo, Li ». Zeng est également un auteur prolifique, avec 156 livres à son actif, tenu en haute estime par les lettrés. Il a aussi cette particularité : alors que ses contemporains possèdent de multiples épouses et entretiennent de nombreuses concubines, il n'a qu'une femme, rencontrée alors qu'il n'avait pas 20 ans.





LI HONGZHANG (1823-1901)

Il est sans doute le plus remarquable – et le plus célèbre – homme d'Etat chinois de la fin de l'empire Qing. Sa riche biographie en fait déjà un cas unique. Li Hongzhang a été en effet, au cours de sa longue carrière, général, réformateur et surtout diplomate. Pendant presque vingt-cinq ans, de 1870 à 1895, il fut vice-roi de la province du Zhili, et comme tel proche de Pékin et de la cour impériale. Un poste stratégique s'il en est. Né dans une famille modeste près de Hefei, dans la petite province de l'Anhui, au centre de la Chine, il réussit les examens impériaux et intègre la prestigieuse académie Hanlin. Ce fonctionnaire lettré devient militaire et s'illustre lors de la révolte des Taiping en levant une milice, l'armée de l'Anhui, pour défendre sa province. Cette armée deviendra une armée moderne, l'« armée de Beiyang », au service de la cause impériale. Li est remarqué par Zeng Guofan, le général chargé de réorganiser la défense du centre de la Chine. Il monte en grade grâce à ses succès militaires et à la discipline qu'il impose. La révolte des Taiping terminée avec l'aide de l'*Ever Victorious Army* menée par le colonel Charles Gordon, Li Hongzhang entreprend la modernisation de la Chine sur le plan économique, industriel (chemins de fer, télégraphe) et militaire. Autre facette de son activité et de ses talents : les relations diplomatiques. Lors de la première guerre sino-japonaise, perdue par la Chine en 1895, c'est à lui qu'incombe l'ingrate mission de signer le traité de Shimonoseki, lequel cède Formose (Taïwan) au Japon. En 1896 et 1898, il signe avec la Russie deux traités comprenant la concession de Port-Arthur. Il assiste également au couronnement du tsar Nicolas II en 1896. Grand voyageur à la fin de sa vie, il visite en 1895 les Etats-Unis, le Canada, le Royaume-Uni, la Belgique, où, invité à Bruxelles par le roi Léopold II, il signe une concession ferroviaire, la ligne Hankou-Pékin. En France, sa mission diplomatique à Paris en 1896 est un véritable événement, couvert par toute la presse. Dans ses *Mémoires*, parus en 1913 (non traduits), Li raconte sa visite dans « *la belle France* », où il rencontra diverses personnalités, dont le gouverneur de la Banque de France et le président Félix Faure. Dans ses efforts de modernisation, Li Hongzhang s'est heurté aux éléments conservateurs de la Cour (dont le prince Duan, qui l'accompagnait lors de ses voyages) et à la corruption ambiante.



EMPEREUR GUANGXU (1871-1908)

Guangxu doit son règne à la mort prématurée du fils de Xianfeng et de Cixi, l'empereur Tongzhi, sans doute due à la syphilis. Le jour même de son décès, Cixi obtient du Grand Conseil que son propre neveu, fils de son beau-frère, le prince Chun, et de l'une de ses jeunes sœurs, devienne l'héritier du trône. Ce choix vient en violation des règles et des coutumes dynastiques, qui veulent qu'une génération sépare deux souverains. Mais Cixi choisit à dessein pour héritiers des enfants en bas âge, qui lui permettent d'exercer la régence avec le titre d'impératrice douairière. C'est ainsi que Zaitian, âgé de 4 ans, devient le futur empereur Guangxu. Comme celle de Cixi, sa vie est un roman.
En 1887, Guangxu, arrivé à l'âge adulte, se trouve en droit de régner seul. Il commence à le faire sous la tutelle de sa tante, qui se déclare sa mère adoptive. Deux ans plus tard, en prévision de son retrait, Cixi contraint l'empereur à épouser sa propre nièce, l'impératrice Longyu, qu'il déteste. Mais elle lui adjoint deux concubines, deux sœurs, Jin et Zhen. Zhen (Perle) devient sa favorite bien-aimée. Elle finira tragiquement en 1900, jetée dans un puits de la Cité interdite lors du siège des légations. Guangxu semble dépourvu de vitalité ; à vrai dire, il est quasiment impuissant. De son vivant, on parle à son sujet de « *castration du Ciel* ». Le règne de Guangxu est surtout marqué, au cours de l'année 1898, par un épisode considérable, la tentative de réforme dite des « Cent Jours », sous la houlette de Kang Youwei, qui vise à moderniser le pays sur le modèle occidental en proposant une alternative politique. Mais l'empereur va trop vite en besogne. Le mouvement se heurte à une vive opposition à la cour impériale, en particulier celle des eunuques (dont le puissant chef eunuque Li Lianying), menacés dans leur statut. Et des officiels, qui risquent de perdre leurs sinécures, des ultraconservateurs et aussi des réformateurs plus modérés. Ces derniers dénoncent la politique de Kang Youwei comme trop rapide, trop brutale, ne tenant pas compte du contexte économique et social. Cixi reprend alors les rênes et l'empereur Guangxu est mis aux arrêts, en résidence surveillée. Sa fin est tragique. Alors qu'il est à l'article de la mort, victime d'une dysenterie, Cixi le fait empoisonner à l'arsenic par Li Lianying.



KANG YOUWEI (1858-1927)

Parmi les intellectuels chinois qui s'inquiètent pour la souveraineté de leur pays, deux noms se détachent : celui d'un lettré et théoricien politique, Kang Youwei, et celui de son condisciple éclairé, Liang Qichao (1873-1929), publiciste et philosophe, considéré comme le principal introducteur des idées modernes en Chine à la fin du XIXe siècle. Tous deux sont de « purs Chinois », Han, et non des dignitaires mandchous, gardiens des traditions. Ils constatent combien le système impérial, archaïque, se montre inadapté face à un monde extérieur qui évolue à grande vitesse. La Chine souffre en effet d'un profond retard dans tous les domaines par rapport aux pays occidentaux, sans oublier le Japon. En 1894, la défaite de la flotte chinoise face à la marine japonaise, beaucoup mieux armée et organisée, à propos de la Corée, et le traité de Shimonoseki de 1895 mettent fin à la guerre. Il s'agit d'un nouveau « traité inégal » qui constitue un traumatisme pour la Chine. Kang Youwei et Liang Qichao lancent alors un *Manifeste à l'empereur.* Un texte politiquement osé, réformiste, qui émet une série de propositions concrètes. Devenu une figure charismatique, Kang Youwei en appelle à l'opinion publique. En 1898, il ne propose rien de moins que de sauver la nation, la race et les enseignements de Confucius. Il obtient une audience auprès de l'empereur Guangxu, qui se laisse séduire : « *Les nations occidentales cernent notre empire. Si nous ne consentons pas à adopter leurs méthodes, notre ruine est irrémédiable. Que le peuple collabore à la réforme et au relèvement du pays.* »

Des proches de Kang Youwei sont alors nommés à divers postes dans l'administration de la capitale. Telle est la fameuse réforme des Cent Jours, qui touche tous les domaines. L'empereur émet 130 décrets, édits ou ordres impériaux, visant à introduire de profonds changements, tant sociaux qu'institutionnels. Avec, surtout, l'abandon de la monarchie absolue au profit d'un système de monarchie constitutionnelle. Mais le rêve réformiste ne dure pas plus longtemps que les Cent-Jours de Napoléon. Car les chefs des réformateurs sont des idéologues, sans expérience politique. Leurs réformes, mal préparées, se heurtent à la résistance des provinces et des partisans de l'impératrice douairière. Lorsque Cixi prépare un coup d'Etat destiné à destituer l'empereur, Kang Youwei, prévenu, demande l'aide de celui qu'il croit être son allié, Yuan Shikai, le général qui se trouve à la tête de la nouvelle armée de Beiyang. Or Yuan Shikai préfère trahir, et le général Rong Lu, proche s'il en est de Cixi, encercle la Cité interdite. Trop heureuse de ressaisir un pouvoir qui lui a échappé au profit d'un jeune empereur qu'elle a placé elle-même sur le trône, Cixi reprend la régence, entourée de conseillers ignorants et réactionnaires. Menacés de mort, Kang Youwei et son disciple Liang Qichao, réussissent à s'enfuir au Japon. La conséquence de l'échec de la réforme des Cent Jours est claire : l'Empire chinois a laissé passer sa seule et belle occasion de se réformer dans une paix relative.

ILLUSTRATIONS : © XAVIER BESSE POUR LE FIGARO HISTOIRE.



ZAIYI, PRINCE DUAN (1856-1922)

Cet homme d'Etat d'origine mandchoue, devenu prince de premier rang, est considéré par l'historien René Grousset comme l'un des éléments les plus « *ignorants et xénophobes* » de la cour impériale. Proche conseiller de l'impératrice douairière, dont il a épousé la nièce, il fait partie des opposants conservateurs à la réforme des Cent Jours. Après le coup d'Etat fomenté par Cixi pour destituer l'empereur Guangxu, c'est Pujun, propre fils de Duan, qui est proclamé héritier présomptif du trône impérial. Duan continue de s'opposer à l'influence étrangère en Chine lors de la révolte des Boxers (1900-1901), en soutenant leurs actions antioccidentales et antichrétiennes. Il met à leur service un corps d'armée qu'il a constitué et va jusqu'à organiser une rencontre entre Cixi et Cao Futian, l'un des chefs Boxers de Tianjin. En juin 1900, au plus fort de la crise, il devient le chef du Zongli Yamen, le ministère des Affaires étrangères de l'empire Qing. Il joue un rôle clé dans le déclenchement des hostilités et commande les troupes de Boxers lors de l'épisode des cinquante-cinq jours de Pékin, y compris le siège de la cathédrale du Beitang. Après l'échec du soulèvement, le prince Duan tombe en disgrâce. Les alliés réclamant sa tête, un décret impérial le désigne comme coresponsable du soulèvement. Duan et sa famille sont alors condamnés au bannissement à vie au Xinjiang. En 1917, il revient cependant à Pékin lorsque le général Zhang Xun restaure brièvement Puyi dans ses fonctions impériales. Mais après ce coup d'Etat de quelques jours, Duan doit retourner en exil au Xinjiang, où il meurt en 1922.



PUYI (1906-1967)

Quel roman que sa vie ! Né à Pékin le 7 février 1906, Puyi est le fils de Zaifeng, frère de l'empereur Guangxu. Celui-ci se trouvant, à 37 ans, toujours sans enfant, sa tante Cixi, l'impératrice douairière de Chine et détentrice réelle du pouvoir depuis près de cinquante ans, imagine de nommer Puyi par décret pour assurer sa succession. L'enfant, qui n'a alors que 2 ans et 9 mois, se retrouve ainsi héritier du trône. Il sera le douzième et dernier empereur de la dynastie Qing. Au lendemain de cette nomination, Guangxu meurt. Le surlendemain, c'est au tour de Cixi. L'intronisation officielle du petit prince Puyi a lieu à la Cité interdite le 2 décembre 1908. Son père assure la régence. Mais en octobre 1911, survient le soulèvement de Wuchang. Le général Yuan Shikai, nommé pour mater les mouvements de révolte, se retourne contre le pouvoir en place. La République de Chine est proclamée le 1er janvier 1912, avec à sa tête Sun Yat-sen. Le jeune empereur est contraint d'abdiquer le 12 février 1912, mettant fin à la dynastie manchoue des Qing (1644-1912). Un arrangement est cependant trouvé entre la maison impériale et le gouvernement républicain. Puyi est autorisé à conserver son titre. Il peut même demeurer dans la Cité interdite. Lui et sa famille gardent l'usage de la cour intérieure (au nord du palais), tandis que la cour extérieure (au sud) est occupée par les autorités républicaines. Une confortable liste civile lui est octroyée. En 1917, un général conservateur et légitimiste, Zhang Xun, occupe Pékin avec près de 5 000 hommes et, le 1er juillet, rétablit Puyi dans sa fonction d'empereur. La réaction des républicains et des seigneurs de la guerre qui se partagent la Chine du Nord est unanime : la restauration est étouffée et, le 13 juillet, soit douze jours après son intronisation, Puyi est contraint d'abdiquer une nouvelle fois. En 1919, sa détention dorée est marquée par l'arrivée d'un précepteur remarquable : Reginald Johnston. Ecossais diplômé d'Oxford, parlant le mandarin, féru d'histoire et amateur de poésie chinoise, il va exercer une influence bénéfique sur son impérial élève. Il devient sa fenêtre sur le monde. Grâce à son maître, Puyi s'intéresse à tout ce qui vient d'Occident. Il apprend l'anglais, choisit de s'appeler Henry, prénom de plusieurs souverains britanniques, et, encouragé par Johnston, se coupe la natte. Mais en 1924, le président de la République Cao Kun est renversé par un coup d'Etat. Les accords passés avec le Palais sont alors annulés et Puyi est expulsé de la Cité interdite, dont il n'était pas sorti depuis quinze ans. Il retourne dans le palais paternel, puis tente de s'expatrier en Angleterre, avant de se tourner vers l'empire du Japon. En 1925, les Japonais acceptent de l'accueillir dans leur concession de Tianjin, où il mène une vie mondaine dans les milieux occidentaux des concessions. En 1932, les Japonais, qui convoitent les richesses minières de la Mandchourie, créent un Etat fantoche, le Mandchoukouo, et placent Puyi à sa tête. Mais celui-ci ne rêve que de regagner son titre d'empereur. C'est chose faite en 1934. Las, le 17 août 1945, deux jours après la capitulation du Japon, il doit abdiquer pour la troisième fois. Le Japon veut l'accueillir, mais il est arrêté par les Soviétiques et placé en résidence surveillée de 1945 à 1950. Mao obtient alors de Moscou son extradition vers la Chine et Puyi est transféré dans un centre de détention pour criminels de guerre. En 1959, dûment « rééduqué », le « matricule 981 » est amnistié après avoir fait amende honorable. Devenu assistant au Jardin botanique de Pékin, l'ancien empereur se met à écrire son autobiographie, en partie censurée de son vivant, et meurt des suites d'un cancer en octobre 1967.

ILLUSTRATIONS : © XAVIER BESSE POUR LE FIGARO HISTOIRE.



YUAN SHIKAI (1859-1916)

En quelques années, la révolution de 1911 va être confisquée par un haut dignitaire de l'ancien régime, lequel tentera même une restauration impériale à son profit. L'atout de ce militaire réside dans la Nouvelle Armée, dite de Beiyang, réputée pour être la mieux entraînée et la plus efficace du pays depuis sa création en 1895. Yuan Shikai entre dans l'histoire en soutenant les grandes réformes dites des Cent Jours, entreprises en 1898 par l'empereur Guangxu et menées par Kang Youwei et Liang Qichao, avant de se raviser et de trahir, en faisant prévenir l'impératrice douairière Cixi que les réformateurs projettent de se débarrasser d'elle. Grâce à cette forfaiture, c'est à lui que la cour des Qing fera appel en 1911 pour mater l'insurrection de Wuchang et jouer les intermédiaires entre la dynastie impériale et les républicains au tout début de la révolution chinoise. Début 1912, Sun Yat-sen, devenu premier président provisoire de la République, doit démissionner et Yuan Shikai se fait élire à sa place. Il a obtenu l'abdication de l'empereur enfant et réinstaure Pékin comme capitale aux dépens de Nankin. Les révolutionnaires doivent s'incliner de nouveau. En février 1913, des élections démocratiques élisent l'Assemblée nationale, et donnent comme vainqueur le Guomindang, le parti nationaliste chinois. Yuan s'en prend à ses membres et destitue les élus, accusés de corruption. Sun Yat-sen appelle à une seconde révolution, dirigée contre Yuan Shikai. Après son échec, il part en exil au Japon tandis que Yuan parvient à prendre le contrôle des rouages du gouvernement avec l'aide de l'armée. En 1915, le Japon envoie à Pékin un ultimatum secret, dit des « Vingt et une demandes ». Yuan ne peut faire autrement que d'y accéder, mais ce recul entraîne aussitôt des manifestations de masse, puis un boycott des produits japonais. Yuan Shikai se verrait bien empereur de Chine, après une restauration de la monarchie impériale. En décembre 1915, il se proclame de fait empereur à vie de l'Empire chinois. Mais son règne est de courte durée. Une forte opposition venue de toute part se manifeste et, après trois mois, il renonce à son rêve impérial. Début juin 1916, alors que la guerre civile menace, il meurt d'une hémorragie cérébrale, laissant un souvenir mitigé parmi les historiographes chinois, qui essaient tant bien que mal de l'oublier, ignorant son éphémère titre d'empereur.



SIR ROBERT HART (1835-1911)

Singulière et étonnante destinée – remarquable, en un mot – que celle de Robert Hart, né en Irlande et devenu un homme d'Etat anglo-chinois au profit de la dynastie. Ce modeste fonctionnaire consulaire britannique en Chine de 1854 à 1859 devient inspecteur des douanes à Canton, avant d'être nommé inspecteur général des douanes maritimes chinoises. A ce titre, il organise et assume la direction du Bureau des douanes dans les divers ports chinois : un système fiscal organisé par les nations occidentales, et censé ne pas spolier financièrement l'empire du Milieu en collectant les taxes douanières au profit du Trésor impérial, auquel il verse 8 millions de taels en 1859 et 27 millions en 1895. Une aubaine ! En 1875, il emploie 700 fonctionnaires étrangers et 3 500 Chinois. En 1896, Robert Hart est en outre chargé d'organiser un système postal national en Chine. Son rôle et son influence ne s'arrêtent pas là. Il devient l'un des conseillers étrangers les plus écoutés de la Cour, entretenant des liens de confiance – et même d'affection – avec l'impératrice douairière Cixi, laquelle l'apprécie particulièrement. Anobli en 1882, Robert Hart reçoit le titre de « baronet » en 1893. Il joue le rôle d'intermédiaire privilégié entre la Chine et les pays occidentaux. En 1908, il prend sa retraite et le Bureau des douanes impériales tombe alors aux mains de fonctionnaires chinois. Il fut pendant des décennies l'étranger le plus en vue en Chine. Grand mécène, il eut en outre une large influence dans le domaine culturel.

CHARLES GORDON (1833-1885)

Ce général britannique, couvert de gloire, a été surnommé Chinese Gordon (Gordon le Chinois) avant de devenir Gordon of Khartoum (Gordon de Khartoum). Issu du corps du génie militaire *(Royal Engineers)*, Charles Gordon est devenu et resté illustre pour sa vie aventureuse. Après avoir servi en Crimée, il participe à l'expédition anglo-française de 1860 lors de la seconde guerre de l'opium. Puis, avec l'assentiment de son gouvernement, il se met au service de l'Empire chinois pour lutter contre les Taiping, révoltés contre la dynastie mandchoue et devenus maîtres d'une grande partie de la Chine. A la tête d'une poignée d'Européens, il réorganise l'armée chinoise, dégage Shanghai menacée par les insurgés, reprend Suzhou et Nankin. Avec son *Ever Victorious Army*, épaulée par les forces impériales chinoises des généraux han Zeng Guofan, Zuo Zongtang et Li Hongzhang, il sauve la dynastie mandchoue en réduisant les rebelles. Les Chinois lui font des offres de service alléchantes, mais il préfère rentrer au Royaume-Uni, avec le grade de lieutenant-colonel et le surnom de Gordon le Chinois. Gordon est également resté célèbre pour avoir condamné (mais au nom de la morale seulement !) le sac et l'incendie du palais d'Eté, auquel il a participé sur ordre en octobre 1860, comme capitaine dans les *Royal Engineers*. Une confession mémorable : « *Nous sommes sortis, et, après l'avoir pillé, avons entièrement brûlé le lieu, détruisant comme des vandales des biens des plus précieux qui ne pourraient pas être remplacés pour quatre millions. Nous avons reçu en récompense une somme en argent de 48 £ chacun. (…) Vous pouvez à peine imaginer la beauté et la magnificence des lieux que nous avons brûlés. Cela brisait le cœur de les brûler ; en fait, ces lieux étaient si grands, et nous étions tellement pressés par le temps, que nous ne pouvions pas les dépouiller avec soin. Quantité d'ornements en or ont été brûlés, considérés comme étant en laiton. C'était un travail misérablement démoralisant pour une armée.* » La seconde partie de la vie de Charles Gordon – en Inde et en Afrique, où il devient major général, puis gouverneur général du Soudan – est tout aussi mouvementée. Elle n'a pas moins contribué à sa gloire. Gordon trouve la mort en 1885 en défendant Khartoum, lors de la guerre contre les révoltés mahdistes soudanais. D'où son troisième surnom, Gordon Pacha.





AMIRAL AMÉDÉE COURBET (1827-1885)

Son nom est un peu oublié. Mais ce brillant sujet (prix de mathématiques, polytechnicien) fut en son temps le plus connu des marins français. Il doit son grade d'amiral à ses qualités militaires, mais aussi morales et humaines. Amédée Courbet est né à Abbeville dans une famille de négociants aisés mais choisit d'entrer dans la marine. En avril 1883, il embarque sur le *Bayard*, un navire dont le nom reste inséparable du sien. Son destin se dessine. Un mois plus tard, une dépêche venue du Vietnam bouleverse la France entière : plusieurs soldats et marins français ont été massacrés par les Pavillons noirs, des anciens Taiping. Courbet et sa flotte cinglent alors vers la Cochinchine. Courbet agit, vite et fort. La campagne du Tonkin se solde par une victoire française grâce à celui qui se voit confier le commandement des forces de terre et de mer en Extrême-Orient, même si l'armée de terre n'a pas l'habitude d'être commandée par un marin. Courbet bombarde le port de Hué. En août 1883, par le traité de Hué, l'empereur d'Annam accepte de placer l'Annam et le Tonkin sous protectorat français. La Chine rejette le traité et envahit la province du Tonkin. C'est alors, en 1884, que commence une guerre entre la France et la Chine, la Chine assurant le protectorat de l'Annam. Sous le commandement de Courbet, devenu vice-amiral, la marine française lance des opérations sur la rivière Min lors de la bataille de Fuzhou, fin août 1884. En une demi-heure, la marine chinoise ancrée dans cette rade (récemment construite sous la supervision d'un Français, Prosper Giquel) est anéantie, au prix modique de 10 tués et 49 blessés. Courbet est promu au grade d'amiral. Mais il est malade, rongé depuis deux ans par le choléra, et meurt sur le *Bayard*. Tout le monde le pleure, marins et officiers. Sa dépouille est ramenée en France, où il est considéré comme un héros national. Pierre Loti, qui a servi sous ses ordres, écrit l'épitaphe de cette grande figure de la marine française : « *Il se montrait très avare de ce sang français. Ses batailles étaient combinées, travaillées d'avance avec une si rare précision que le résultat, souvent foudroyant, s'obtenait toujours en perdant très peu des nôtres ; et ensuite, après l'action qu'il avait durement menée avec son absolutisme sans réplique, il redevenait tout de suite un autre homme très doux, s'en allant faire la tournée des ambulances avec un bon sourire triste ; il voulait voir tous les blessés, même les plus humbles, leur serrer la main ; – eux mouraient plus contents, tout réconfortés par sa visite.* »

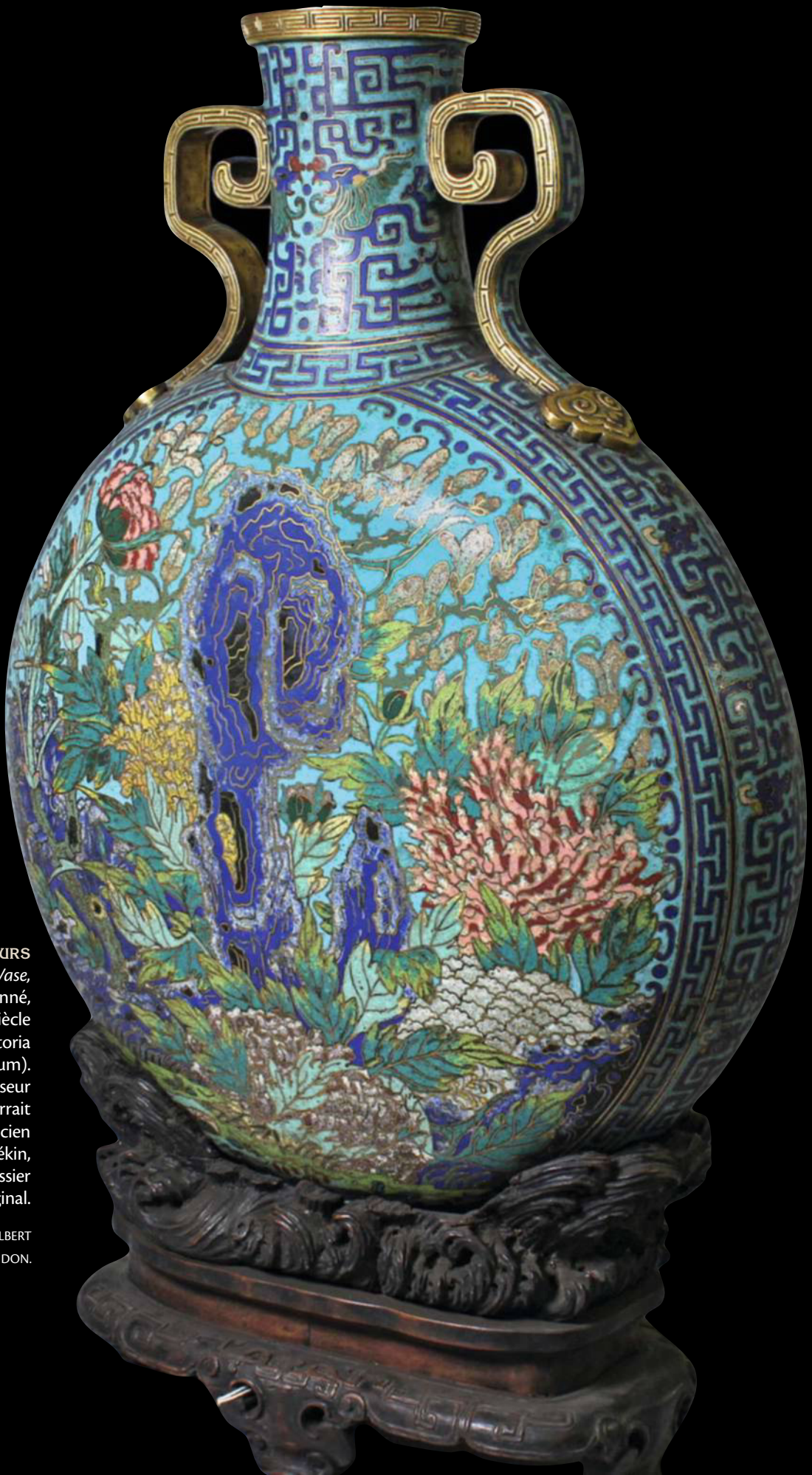
Historien et journaliste, Bernard Brizay a publié de nombreux ouvrages sur la Chine.

ILLUSTRATIONS : © XAVIER BESSE POUR LE FIGARO HISTOIRE.

À LIRE de Bernard Brizay



La France en Chine, **Perrin, 560 pages, d'occasion ou ebook 17,99 €.**
Petite et grande histoire de la Cité interdite, **Perrin, 384 pages, 23 €.**
Les trente « empereurs » qui ont fait la Chine, **Perrin, « Tempus », 752 pages, 11 €.**



FIOLE EN FLEURS
Ci-contre : *Vase*, cuivre, émail cloisonné, dorure, XVIII[e] siècle (Londres, Victoria and Albert Museum). Acheté à un professeur de Nuremberg, il pourrait provenir de l'ancien palais d'Eté de Pékin, selon le dossier d'acquisition original.

PHOTOS : © VICTORIA AND ALBERT MUSEUM, LONDON.



Biens mal acquis

Après le sac du palais d'Eté, des milliers de « chinoiseries » inondèrent l'Europe. Elles enrichirent les collections nationales de chaque côté de la Manche… et les maisons de vente.

Octobre 1860 : la guerre était finie et la vente de l'opium enfin libre vers la Chine, pour le plus grand profit des compagnies britanniques. Mais un tout autre trafic commencerait bientôt de ce côté-ci du monde : celui des « chinoiseries », objets rapportés du pillage du *Yuanming yuan*, le palais d'Eté, qui avait eu lieu quelques jours plus tôt. Si certains récits évoquent bien une soldatesque en folie, bourrant ses cantines, le sac fut aussi organisé méthodiquement par l'état-major allié, au moyen d'une commission des prises franco-britannique, et pensé comme punition légitime envers le vaincu. C'est ainsi que plusieurs centaines de milliers d'objets embarquent sur les bâtiments militaires à partir de l'automne – les estimations récentes de la Chine ou de l'Unesco évoquent plus d'un million de pièces volées.

En Grande-Bretagne, les objets présentés à la reine Victoria rejoignent aussitôt les collections royales et le South Kensington Museum, futur Victoria and Albert Museum. En France, plusieurs centaines de curiosités et d'œuvres d'art sont présentées à Napoléon III et surtout à l'impératrice Eugénie, en remerciement de ses efforts pour faire envoyer médicaments et biens de première nécessité aux soldats pendant l'expédition. Une grande exposition est organisée aux Tuileries de février à avril 1861. Les critiques y admirent le raffinement des émaux, des jades… L'orientaliste Guillaume Pauthier s'émerveille de ces splendeurs et forge l'expression d'« art chinois »… tout en hésitant sur la légitimité d'un tel déballage. Eugénie envoie ensuite une grande partie des pièces au château de Fontainebleau, y fondant le Musée chinois, qui continuera d'enrichir sa collection jusqu'à nos jours.

De leur côté, les militaires de retour d'Asie commencent rapidement à échanger leur butin. Les premières enchères débutent dès janvier 1861 à Londres, et à la fin de l'année à l'hôtel Drouot à Paris. De chaque côté de la Manche, plusieurs dizaines de ventes ont lieu dans les années qui suivent, marquant l'intérêt du public. Bientôt, antiquaires et maisons de vente jouent sur cette frénésie et font incorporer d'autres chinoiseries à ces grandes adjudications, brouillant les pistes sur la réalité de leur provenance…

De tout ce commerce, la Chine impériale, puis républicaine et enfin communiste ne se satisfait pas, sans pouvoir l'endiguer. Les régimes successifs évoquent la question dans leurs relations diplomatiques, mais se contentent surtout d'entretenir le souvenir du drame national chez les jeunes Chinois. Depuis le début du XXIe siècle, un plan de restitution est défendu par le pouvoir à la faveur de l'évolution géopolitique du pays. Mais il bute sur le délai de prescription fixé à cinquante ans par les traités internationaux. Auprès des acteurs privés, l'Etat chinois insiste sur l'importance culturelle de ces objets historiques. Quelques rares dons ont été faits au profit de l'administration du *Yuanming yuan*, mais la plus grande partie des richesses de l'ancien palais d'Eté fait toujours l'admiration des visiteurs à travers les musées occidentaux… et le bonheur de quelques collectionneurs.



PARFUMS D'ORIENT
En haut : *Brûleur d'encens*, cuivre, émail cloisonné, dorure, XVIIIe siècle (Londres, Victoria and Albert Museum). Ci-contre : *Boîte*, laque sur chanvre, laiton, XVIIIe siècle (Londres, Victoria and Albert Museum). Selon le dossier d'acquisition original, tous ces objets proviendraient de l'ancien palais d'Eté de Pékin.



DRAGON FABULEUX
A gauche : *Chimère*, bronze, dorure, émail, lapis-lazuli, turquoise, XIX[e] siècle (château de Fontainebleau).

© RMN-GRAND PALAIS (CHÂTEAU DE FONTAINEBLEAU)/ ADRIEN DIDIERJEAN.





Précieuse porcelaine Ci-dessus : *Paire d'aiguières dans sa cuvette,* cuivre, émail cloisonné, dorure, règne de Qianlong (1735-1796), butin de l'expédition de Chine (château de Fontainebleau). A gauche : *Figurine,* porcelaine émaillée, XIX^e^ siècle (château de Fontainebleau).



Bleu de Chine, Ci-contre : *Chimère,* bronze et émail cloisonné, règne de Qianlong (1735-1796), butin de l'expédition de Chine (château de Fontainebleau). Cet objet fait partie des pièces majeures, provenant du butin de 1860, qui ont été dérobées le 1^er^ mars 2015, lors d'un cambriolage au Musée chinois du château de Fontainebleau.

PHOTOS : © RMN-GRAND PALAIS (CHÂTEAU DE FONTAINEBLEAU)/GÉRARD BLOT.

Par Geoffroy Caillet

Etat de siège

Les 55 Jours de Pékin dépeint de façon spectaculaire le face-à-face de l'Empire chinois déclinant et de l'Occident impérialiste au cours de la guerre des Boxers.





Le 20 juin 1962, les restaurants chinois de Madrid gardèrent ostensiblement leur rideau fermé. Dans toute la région, on peina à trouver ouvert une épicerie ou le moindre commerce tenu par un quelconque Asiatique. Ailleurs en Espagne, mais aussi à Paris, Rome ou Belgrade, le phénomène fut signalé.

Le même jour, un étrange spectacle s'offrit aux yeux des habitants de Las Rozas, dans la banlieue nord-ouest de la capitale espagnole. Des centaines d'Asiatiques se pressaient à l'entrée des majestueux studios Bronston, au cœur du quartier de Las Matas. De l'autre côté des portes, sur un terrain de 220 ha ceinturé d'une muraille haute de 12 m, ils étaient des milliers, au milieu d'élégantes Européennes vêtues à la mode de la Belle Epoque, avec corset et ombrelle, dans des rues encombrées de monde. Il y avait là des ribambelles de pagodes étageant leurs toits, des bâtiments néogothiques victoriens, des ponts jetés sur une rivière. Et aussi, ordonnant tout ce monde en hurlant dans son porte-voix, Nicholas Ray qui donnait le premier tour de manivelle aux *55 Jours de Pékin*, soixante-deux ans jour pour jour après le début du siège des légations, épisode le plus fameux de la guerre des Boxers.

Il avait fallu le génie mégalo de Samuel Bronston, propre neveu de Trotski, pour lancer, après *Le Roi des rois* et *Le Cid*, tournés l'année précédente, cette superproduction grandeur nature en profitant du coût réduit de la main-d'œuvre offert par l'Espagne de Franco. Au décor de 360 m de long et aux 6 000 figurants venus de toute l'Europe s'ajoutait naturellement un trio de stars : Charlton Heston, qui venait tout juste de reposer la cuirasse de *Ben-Hur* et l'épée du *Cid*, David Niven, rescapé des *Canons de Navarone*, et Ava Gardner, la fascinante *Comtesse aux pieds nus* qu'on ne présente pas. Les décors s'inspiraient des photos et des descriptions contemporaines, parmi lesquelles celles de Pierre Loti. Raffinement suprême, les costumes des membres de la cour impériale étaient ceux-là mêmes que l'impératrice Cixi abandonna dans sa fuite et qui, récupérés par un diplomate italien et conservés à Florence, furent prêtés pour le film.

Comme souvent dans les productions historiques hollywoodiennes, l'épopée fut d'abord du côté du tournage. La chaleur de l'été, la difficulté de filmer en Super Technirama 70 dans ces décors gigantesques, celle de se faire comprendre de figurants non anglophones, un scénario perpétuellement réécrit, sans parler d'une Ava Gardner dépressive et régulièrement ivre sur le plateau, ont raison de la santé

© AF ARCHIVE/MARY EVANS/AURIMAGES. © ARCHIVES DU 7E ART/SAMUEL BRONSTON PRODUCTIONS/PHOTO12.



© THE KOBAL COLLECTION/SHUTTERSTOCK/AURIMAGES.

de Nicholas Ray. Un infarctus plus loin, le voilà remplacé par Andrew Marton et Guy Green, qui termineront le film. Bilan : près de 10 millions de dollars de budget, un échec public aux Etats-Unis, qui eurent du mal à se passionner pour cette « chinoiserie » dont ils se sentaient fort éloignés, mais un authentique succès en Europe, laquelle, à l'image de leurs ambassadeurs coalisés pour résister aux terribles Boxers, fit bloc derrière ce morceau d'histoire commune, encore vif dans les mémoires.

Le film s'ouvre justement sur l'évocation de cette pittoresque Société des nations avant l'heure établie à Pékin, à travers une suite de plans-séquences qui font défiler les pavillons où l'on hisse les couleurs, dans la cacophonie des différents hymnes nationaux (un Chinois dit alors à son voisin : « *Quel est ce bruit épouvantable ?* » ; l'autre répond : « *Ce sont différentes nations qui disent toutes la même chose en même temps* : "Nous voulons la Chine !" »). Rapidement, l'action se met en place. De l'autre côté de la muraille qui ceint le quartier des légations, la Cité interdite est le royaume de l'impératrice douairière Cixi (la *so british* Flora Robson, plus mandchoue que nature), qui fait voler les têtes sur un simple mouvement de ses ongles démesurés. Arrive le major Lewis (Charlton Heston), chargé de protéger l'ambassade américaine contre la secte des Boxers. Après avoir tenté de sauver de la mort un missionnaire britannique torturé par eux, il fait la connaissance de la baronne Ivanoff (Ava Gardner), une aventurière russe, et de l'ambassadeur britannique (David Niven). Mais bientôt, les Boxers assassinent l'ambassadeur allemand avec l'approbation de Cixi et mettent le siège au quartier des légations. C'est le début d'un blocus de cinquante-cinq jours, au cours duquel les assiégés vont multiplier les coups de force avant d'être libérés par un corps expéditionnaire allié.

Indéniable morceau de bravoure, *Les 55 Jours de Pékin* ont quelque chose d'un Fort Alamo asiatique. Comme le western tourné par John Wayne en 1960 sur ce fameux épisode de la révolution texane, Nicholas Ray filme la résistance héroïque d'un petit groupe d'hommes face à un ennemi supérieur en nombre. Les scènes spectaculaires abondent, la palme revenant probablement à l'explosion de l'arsenal impérial, provoquée par un commando exfiltré, ou à l'assaut final des Boxers et des troupes impériales au moyen d'une tour de siège remplie de mortiers d'artifice. Charlton Heston, mâchoire serrée et regard bleu acier, et David Niven, raffiné jusqu'aux crocs de sa moustache, donnent le meilleur d'eux-mêmes. Quant à la baronne Ivanoff, rebelle au grand cœur égarée dans ce monde de diplomates et de militaires, elle ne sert guère qu'à confirmer l'envoûtement intact qui émane d'une Ava Gardner quadragénaire.

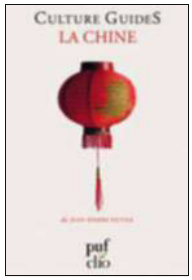
Américain jusqu'à l'excès, le film fait coexister l'exactitude la plus scrupuleuse et la fantaisie la plus exacerbée. Les péripéties qui émaillent le siège ont été inventées à plaisir. La Cité interdite est escamotée au profit du temple du Ciel, peut-être pour sa forme jugée plus caractéristique. Le rôle des Etats-Unis dans les événements est exagérément enflé, surtout par rapport au Japon, qui, des huit nations coalisées contre les Boxers, avait fourni, avec plus de 20 000 hommes, le plus gros contingent. Quant au drapeau espagnol qui remplace celui de l'Autriche-Hongrie dans la séquence d'ouverture, il s'agit ni plus ni moins d'une révérence appuyée au pays d'accueil du tournage.

Si le prince Tuan est plus caricatural qu'un méchant de Walt Disney ou qu'un Chinois du *Lotus bleu*, Cixi tire en revanche son épingle du jeu grâce à son extraordinaire interprète. Nicholas Ray la montre sur le point de fuir, déguisée en paysanne, errant seule dans la salle du trône et répétant comme une incantation : « *La dynastie est finie.* » Savait-il qu'en filmant le crépuscule de l'Empire chinois, c'est le crépuscule de Hollywood qu'il filmait aussi ? Produit l'année suivante par le même Bronston dans des décors aussi monumentaux, *La Chute de l'Empire romain* au titre prémonitoire en emporterait les derniers feux.

L'ÉTÉ MEURTRIER
En haut : Flora Robson interprète l'impératrice Cixi, laquelle se laisse convaincre par le prince Tuan *(Robert Helpmann, au fond à droite)* de laisser les Boxers attaquer le quartier des légations avec l'aide des troupes impériales *(page de gauche).*

Par Geoffroy Caillet, Mathilde Desgranges et Luc-Antoine Lenoir

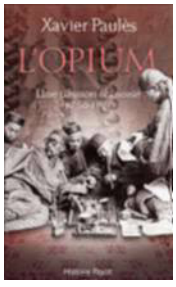
L'Empire des signes



La Chine. **Jean-Pierre Duteil**

Publié dans la collection « Culture Guides » en partenariat avec le voyagiste culturel Clio, ce guide signé d'un spécialiste de la Chine atteint parfaitement son but : proposer au lecteur une synthèse accessible de l'histoire du Céleste Empire à travers ses dynasties et ses grandes étapes, de la Chine archaïque à celle de Xi Jinping. Dès l'Antiquité se fit jour un pouvoir impérial centralisé qui façonna le pays et toute l'Asie orientale. On redécouvre ici son histoire dans un récit d'une extrême clarté, agrémenté par de précieuses notices sur les sites et musées illustrant ses différents jalons, parmi lesquels celui du déclin du XIXe siècle apparaît plutôt comme une parenthèse. ***GC***

PuF, « Culture Guides », 2016, 320 pages, 28 €.



L'Opium. Une passion chinoise (1750-1950). **Xavier Paulès**

Deux siècles de consommation d'opium en Chine ont associé définitivement le pays à cette drogue pourtant importée par les marchands anglais en 1750. Dans cet essai passionnant et parfaitement documenté, Xavier Paulès retrace l'histoire de sa consommation et le rôle qu'il joua dans la politique chinoise. L'opium, explique l'auteur, fut le révélateur et non la cause de l'affaiblissement du pouvoir des Qing, lesquels ne parvinrent pas à empêcher un trafic rendu possible par leurs propres sujets. Quant à sa disparition dans la première moitié du XXe siècle, elle fut moins la conséquence de ses ravages sur une population avide d'échapper à des conditions de vie misérables que celle du réveil du nationalisme chinois, anxieux de se débarrasser de l'image d'une Chine affaiblie qu'il véhiculait. ***GC***

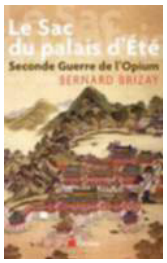
Histoire Payot, 2011, 320 pages, 23,50 €.



Cixi, impératrice de Chine. **Danielle Elisseeff**

« *Quel roman que sa vie !* » aurait pu dire Napoléon à son sujet. Plus encore que Puyi, l'empereur-enfant détrôné en 1912, l'impératrice Cixi, qui domina l'Empire mandchou pendant cinquante ans, personnifie jusqu'à la caricature les derniers temps de la Chine impériale. Avec un sens consommé du récit, l'auteur trace le portrait de cette femme hors du commun, concubine qui, ayant eu la chance de donner un héritier mâle à l'empereur, se hissa au sommet d'un pouvoir qu'elle mit un soin infini à ne jamais lâcher. Intelligente et fine politique, mais violente et sans scrupule, elle s'évertua à limiter les intrusions étrangères sans se décider cependant à doter l'empire des véritables réformes qui auraient peut-être enrayé son déclin. La révolte des Boxers marqua la fin de son pouvoir, et sa mort en 1908 anticipa de quatre ans seulement la disparition des Qing. ***GC***

Perrin, 2008, 262 pages, d'occasion.



Le Sac du palais d'Eté

Bernard Brizay

En s'appuyant sur de nombreux témoignages d'époque, l'auteur, parfait connaisseur de son sujet, raconte par le menu le déroulement du sac et de l'incendie, en octobre 1860, du palais d'Eté, par un corps expéditionnaire anglo-français lors de la seconde guerre de l'opium. Mais il fait aussi revivre la splendeur de ce lieu exceptionnel, où Victor Hugo voyait un Parthénon asiatique. Il donne aussi à réfléchir au sens de cette catastrophe culturelle, en citant à propos le poète irlandais Carroll Malone : « *Le souvenir des injustices et des cruautés qui frappent les individus (…) a tendance à s'estomper avec le temps. Tandis que la destruction des plus belles œuvres d'art, des trésors de l'architecture et de la littérature apparaît comme des pertes irréparables, non pas pour ceux qui possédaient ces richesses, mais pour toutes les personnes cultivées au monde.* » ***GC***

Editions du Rocher, 2011, 592 pages, 29,50 €.



Les trente « empereurs » qui ont fait la Chine

Bernard Brizay

« *Qui peut se flatter de connaître et de comprendre un pays s'il en ignore l'histoire ?* » Et quel meilleur moyen pour s'immerger dans celle-ci que de plonger dans la vie de ses dirigeants ? Bernard Brizay livre ici un florilège de biographies d'« empereurs » qui ont marqué de leur empreinte l'empire du Milieu. Assorti de nombreuses références et de cartes, son ouvrage explore le moindre recoin de la vie de ces hommes et femmes de pouvoir : les rumeurs de parricide autour de la mort de Kangxi, la liaison de l'impératrice Cixi avec un soi-disant eunuque ou encore le penchant de Mao pour les jeunes filles. L'auteur est avant tout un amoureux de la Chine, désireux de sensibiliser l'Occident à une histoire et une culture qui lui sont encore trop peu connues. ***MD***

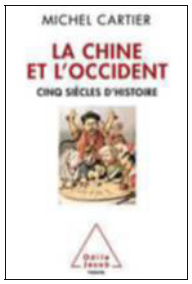
Perrin, « Tempus », 2023, 752 pages, 11 €.



Demain la Chine : guerre ou paix ? **Jean-Pierre Cabestan**

La Chine avait des défis à affronter, elle a désormais des rêves à réaliser, parmi lesquels celui de la grandeur, avec le retour de Taïwan, « intérêt fondamental » de la République populaire, ou encore la victoire sur le Japon en mer, à propos de possessions disputées depuis des décennies. Au-delà, c'est évidemment l'ascendant sur les Etats-Unis que la nouvelle superpuissance brûle d'entériner. Avec précision et clarté, l'auteur décrypte les enjeux à venir. Ne négligeant ni le poids de l'histoire, ni celui des débats au sein de la société chinoise, son travail constitue au fond un grand exercice de mise en perspective sur l'hypothèse du piège de Thucydide, qui paraît rendre inévitable une confrontation majeure entre les deux superpuissances mondiales. Une lecture indispensable. ***L-AL***

Gallimard, « La Suite des temps », 2021, 288 pages, 22 €.



La Chine et l'Occident. Cinq siècles d'histoire. **Michel Cartier**

C'est un fait : la Chine a accepté les principes de la mondialisation occidentale, et l'idéal matérialiste semble s'y propager plus facilement qu'ailleurs. Pourtant, l'empire du Milieu ne cesse désormais de s'opposer à l'Occident, préserve son identité, renoue avec son confucianisme et tente d'imposer sa voie en prenant l'Ouest à ses propres règles. L'histoire seule permet d'expliquer cette contradiction contemporaine, et c'est un formidable recensement d'inspirations et d'oppositions croisées que propose ici Michel Cartier, dessinant les limites de la notion d'échange entre civilisations et augurant des possibles voies de développement qui s'offrent désormais à cette puissance paradoxale. ***L-AL***

Odile Jacob, 2015, 192 pages, 22,90 €.



La Guerre de l'opium, 1839-1842. **Julia Lovell**

Comment la Grande-Bretagne de la jeune reine Victoria s'embarqua-t-elle dans un narcotrafic de grande ampleur ? Pourquoi la Chine, connaissant le danger, ne put-elle répliquer ? Julia Lovell souligne que c'est la différence culturelle qui a joué à plein, entre méfiance, naïveté et hermétisme réciproque. L'auteur décortique les sources pour analyser en profondeur les mentalités des belligérants. D'une plume vive, parfois caustique, avec un sens de la mise en scène et toute la rigueur historique requise, son récit nous emmène au cœur des sociétés britanniques et chinoises du milieu du XIXe siècle. Un grand livre d'histoire. ***L-AL***

Buchet Chastel, 2017, 588 pages, 27 €.



Nouvelle histoire de l'Indochine française. **François Joyaux**

La conquête de l'Indochine française dans son ensemble ne fut pas seulement un affrontement entre colons et colonisés, mais aussi et surtout une confrontation entre puissances. François Joyaux théorise avec pertinence cette « guerre de Cent Ans » entre France et Empire chinois des années 1850-1860, lors des premières avancées politiques et militaires françaises dans la région, inspirée par ses missionnaires, ses officiers et ses commerçants, jusqu'à 1954 et Diên Biên Phu, une victoire « *plus chinoise que vietnamienne* » en pleine guerre froide. Sans jamais négliger l'identité et l'autorité politique vietnamiennes, c'est une passionnante remise en perspective qu'offre cette « nouvelle histoire », qui plus est sur un ton captivant, pour mieux comprendre l'évolution de « la perle de l'empire ». ***L-AL***

Perrin, 2022, 448 pages, 24 €.

LE FIGARO HISTOIRE

1 AN
D'ABONNEMENT
6 NUMEROS

45 € au lieu de 59,40€



OU

2 ANS
D'ABONNEMENT
12 NUMEROS
80 € au lieu de 118,80€

+ 10 € DE RÉDUCTION

ABONNEZ-VOUS

PAR TÉLÉPHONE
01 70 37 31 70
avec le code RAP23010

PAR INTERNET
www.figarostore.fr/histoire

ou scannez ce code ▶

PAR COURRIER
en adressant votre règlement de 45 € ou 80 € à l'ordre du Figaro à :
Le Figaro Histoire Abonnement,
45 avenue du Général-Leclerc
60643 Chantilly Cedex

Offre France métropolitaine réservée aux nouveaux abonnés et valable jusqu'au 31/10/2023. Les informations recueillies sur ce bulletin sont destinées au Figaro et ses sous-traitants, pour la gestion de votre abonnement et uniquement au Figaro pour vous adresser des offres commerciales pour des produits et services offerts par Le Figaro. Afin d'exercer les droits relatifs à vos données personnelles dans les limites prévues par la loi, vous pouvez vous adresser à Le Figaro, DPO, 14 bd Haussmann, 75009 Paris. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos promotions et sollicitations, cochez cette case ☐ Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées postales soient transmises à nos partenaires commerciaux pour de la prospection commerciale postale, cochez cette case ☐ Photos non contractuelles. Vous disposez du droit de saisir la CNIL de toute réclamation concernant le traitement des données vous concernant. Notre politique de confidentialité et nos CGV sont disponibles sur https://mentions-legales.lefigaro.fr/le-figaro/politique-de-confidentialite-figaro et https://boutique.lefigaro.fr/conditions-generales-de-vente.



© THE ART INSTITUTE OF CHICAGO/CC0. © ARTOKOLORO/QUINT LOX/AURIMAGES.

CHRONOLOGIE

Par Luc-Antoine Lenoir

Humiliés et offensés

Le XIXe siècle voit l'ouverture forcée de la Chine impériale, puis la fin de la dynastie Qing, affaiblie par les révoltes populaires.

1820-1840 Progression rapide de l'importation d'opium, initialement vendu par les marchands portugais et hollandais dès le XVIIIe siècle, puis par les Britanniques, qui le font produire en Inde. Les importations dépassent les exportations de soieries ou de porcelaine et créent rapidement un déficit commercial pour la Chine.

1838 L'empereur Daoguang interdit strictement l'opium au Guangdong. Lin Zexu, gouverneur général, est nommé commissaire impérial pour lutter contre la contrebande.

1839 Lin Zexu fait cerner les entrepôts des marchands étrangers à Canton et se fait livrer environ 1 200 tonnes d'opium par les autorités britanniques locales. Le commissaire en appelle à la reine Victoria pour faire cesser l'importation de matières illicites. La marchandise saisie est intégralement détruite près de Humen, déversée dans le détroit du Zhu Jiang (rivière des Perles). Un règlement impose la fouille des bateaux de commerce arrivant en Chine. En décembre, l'empereur interdit définitivement l'accès des Britanniques à Canton.

1840 Plusieurs centaines de sociétés d'import-export britanniques militent pour une intervention. En avril, la Chambre des communes penche en faveur de l'envoi d'une force maritime. Celle-ci, forte de 4 000 hommes, arrive le mois suivant devant Canton et s'empare de Hong Kong : c'est le début de la première guerre de l'opium. Lin Zexu est révoqué. Qishan, son remplaçant, accepte de signer la convention de Chuanbi, après des avancées britanniques et la prise de forts proches de la ville. Le texte promet le remboursement de l'opium détruit, la reprise du commerce, et cède Hong Kong aux Britanniques. Il n'est pas ratifié par l'empereur, qui condamne Qishan à l'exil.

1841 L'empereur déclare officiellement la guerre aux Britanniques le 29 janvier. Ceux-ci avancent vers Canton et prennent rapidement le contrôle de la région. Yishan, le nouvel émissaire impérial, négocie l'armistice, qui implique de « racheter » Canton aux Britanniques.

1842 En juillet, les Britanniques lancent une expédition vers Nankin, en remontant le fleuve Yangtsé (fleuve Bleu) après Shanghai. Dépassé sur le plan militaire, l'empereur accepte de faire signer par ses représentants le 29 août le traité de Nankin, premier des « traités inégaux », comme les qualifiera plus tard Sun Yat-sen. Parmi les clauses, Hong Kong est cédé, quatre ports de commerce (Shanghai, Xiamen, Fuzhou, Ningbo) sont ouverts au commerce britannique en plus de Canton. La juridiction britannique est instaurée en cas de litige commercial ou de droit commun impliquant un sujet de la reine. De lourdes indemnités sont infligées à la Chine, ainsi que la « clause de la nation la plus favorisée » : en cas de traité avec un pays tiers mettant en place un privilège particulier, celui-ci devra aussi être accordé au Royaume-Uni.

1844 La Chine signe plusieurs traités accordant des droits similaires à ceux du traité de Nankin, au bénéfice des puissances occidentales : Etats-Unis (traité de Wanghia), France (traité de Huangpu), puis avec les royaumes unis de Suède et de Norvège en 1847.

1849 Le gouverneur russe de la Sibérie orientale, Nicolas Mouraviev, lance une politique d'incursion et de colonisation dans le bassin du fleuve Amour.

1850 L'empereur Daoguang meurt, remplacé par son fils Xianfeng, âgé de 19 ans.

1851 Début de la rébellion des Taiping ou mouvement de « la Grande Paix », dans le Guangxi. Le chef du mouvement populaire, Hong Xiuquan, se présente comme le frère cadet de Jésus-Christ et défend une politique égalitariste voire collectiviste, et l'abolition de nombreuses coutumes. En décembre, plusieurs dizaines de soldats de l'empereur sont exécutés. Au nord, après une crue dévastatrice du Huang Hé (fleuve Jaune), début de la révolte des Nian (« bandits » en chinois), dirigés par Zhang Lexing contre un pouvoir central incapable de fournir une aide aux populations touchées. Le mouvement rassemble bientôt plusieurs dizaines de milliers d'hommes.

19 MARS 1853 Les Taiping s'emparent de Nankin, qui devient la « capitale céleste » du royaume rebelle. Des expéditions militaires particulièrement meurtrières pour la population sont lancées vers le nord et l'ouest. Le royaume Taiping s'organise,



Un amour de soie
Ci-contre : *Costume de théâtre d'un immortel taoïste*, XVII^e-XVIII^e siècle (Minneapolis Institute of Art). Page de gauche : *Plat avec des Européens jouant de la musique*, porcelaine, XVII^e-XVIII^e siècle (The Art Institute of Chicago).

menant des réformes hasardeuses qui entraînent également des famines et des soulèvements durement réprimés.

1855 Une nouvelle famine décime la province du Jiangsu. Les Nian prennent le contrôle de plusieurs villes qu'ils fortifient.

29 février 1856 Le missionnaire français Auguste Chapdelaine (canonisé en 2000) est assassiné dans la région du Guangxi.

Octobre 1856 Des règlements de comptes particulièrement sauvages ont lieu entre chefs Taiping lors du massacre de Tianjing (nom Taiping de Nankin). Hong Xiuquan fait assassiner son rival Yang Xiuqing. La ville de Wuhan est reprise par l'armée impériale. D'autres révoltes éclatent : celles des ethnies musulmanes dites dounganes à l'ouest.

1856 Les tensions montent entre les représentants occidentaux et le pouvoir chinois au sujet du commerce de l'opium, à nouveau entravé. La France proteste et demande réparation après l'assassinat d'Auguste Chapdelaine. Le 8 octobre, l'équipage d'un navire de contrebande se prétendant britannique, l'*Arrow*, est arrêté par la police chinoise à Canton. Harry Parkes, consul de Grande-Bretagne, saisit l'occasion et indique que le bâtiment était bien enregistré à Hong Kong. L'équipage est relâché, mais une flotte de guerre britannique est tout de même envoyée sur place. Des bombardements sont décidés et, à la fin du mois, une force de plusieurs milliers de soldats assiège Canton. Les Français s'allient aux Britanniques, qui lancent la seconde guerre de l'opium.

Décembre 1857 Les alliés assiègent à nouveau Canton. La Royal Navy subit une mutinerie de soldats indiens, mais s'empare du fort Lin, juste devant la ville.

28 mai 1858 Par le traité d'Aïgoun, la Chine cède à la Russie tout le territoire au nord du fleuve Amour et admet une cogestion sur une zone équivalente bordant la mer de Chine. La Russie impériale, sans être alliée des puissances occidentales, obtient ainsi son « traité inégal » sans affrontement militaire.

26 juin 1858 Après le bombardement des forts de Dagu, qui protègent Pékin, un traité est signé à Tianjin, qui ouvre dix ports aux Français et aux Britanniques, et autorise des ambassades permanentes à Pékin. L'empereur décide, en apprenant les termes de la paix, de reprendre le conflit.

21 septembre 1860 Après avoir remporté la bataille des forts de Dagu en août, puis avoir pris la ville de Tianjin, les alliés défont les troupes chinoises à Palikao (Baliqiao). Ils arrivent aux abords de Pékin début octobre. Leurs négociateurs sont toutefois capturés, puis torturés. Une vingtaine de soldats alliés périssent après de cruels châtiments corporels infligés par les Chinois.

7 octobre 1860 Un détachement français investit le palais d'Eté, suivi des Britanniques. Des trésors sont pillés par les militaires occidentaux ainsi que par des civils chinois. Le 18 octobre, le haut-commissaire britannique James Bruce, lord Elgin, décide de faire brûler le palais, en représailles à la torture de ses soldats.

24 octobre 1860 L'empereur signe la convention de Pékin, qui légalise l'opium, cède la péninsule de Kowloon (devant Hong Kong) aux Britanniques, ouvre la circulation fluviale sur le Yangtsé et alloue une indemnité de réparation aux alliés. Il accorde enfin la liberté de culte aux chrétiens de Chine. La Russie, qui participe aussi aux négociations, obtient finalement le contrôle de la zone littorale jusque-là en cogestion, qui comporte le port de Vladivostok. Dans les années suivantes, d'autres pays signent des traités d'accession aux ports de commerce chinois : la Confédération germanique et la Prusse (1861), le Portugal (1862), l'Espagne (1864).

22 août 1861 Ayant sombré dans la dépression après la seconde guerre de l'opium, l'empereur Xianfeng meurt. Après



une période d'incertitude et d'intrigues, sa femme Ci'an devient impératrice mère du palais d'Orient, sa favorite Cixi prend le titre d'impératrice mère du palais d'Occident, et son fils Tongzhi, âgé de 5 ans, est fait empereur. Cixi confisque progressivement le pouvoir. Elle encourage une politique de réforme militaire.

5 SEPTEMBRE 1861 Défaite des Taiping à la bataille d'Anqing, après de nombreux mois d'affrontement. Dès la signature de la convention de Pékin, les puissances signataires avaient apporté leur soutien à la Chine impériale pour lutter contre les différents mouvements rebelles. Shanghai est désormais protégée, puis le mouvement de contre-insurrection est amplifié par la création de l'« Armée toujours victorieuse » par l'Américain Frederick Ward, qui comprend des officiers occidentaux.

1ER JUIN 1864 Hong Xiuquan, « empereur » rebelle de Chine, meurt à Nankin. Le 19 juillet, la ville, fief de la révolte Taiping, est reprise. Le mouvement est décimé, même si certaines factions continuent le combat dans d'autres régions.

1865 Les Nian, rejoints par d'anciens chefs Taiping, reprennent certaines villes du Nord et tuent le général mongol Senggelinqin, qui les combattait depuis plus de dix ans.

1866-1868 Une contre-attaque impériale et l'« Armée toujours victorieuse » permettent de reconquérir les derniers territoires aux mains des Nian. En à peine deux décennies, les révoltes contre le pouvoir impérial auront entraîné la mort de 20 à 30 millions de Chinois, sans pouvoir se fédérer pour renverser Pékin.

12 JANVIER 1875 L'empereur Tongzhi meurt à 18 ans. Sa mère Cixi, véritable détentrice du pouvoir, impose le fils du frère de l'empereur Xianfeng et de sa propre sœur, Guangxu, âgé de 4 ans, comme nouvel empereur et maintient son contrôle sur la Cour.

1876-1879 Une famine fait des ravages dans le nord du pays. Les importations d'opium atteignent leur plus haut niveau, même si la production locale, qui a considérablement augmenté, les dépasse désormais.

8 AVRIL 1881 Ci'an, impératrice douairière qui s'était effacée depuis longtemps face au pouvoir de Cixi, meurt brutalement.

25 AOÛT 1883 L'Annam accepte de se placer sous protectorat français par le traité de Hué. En réponse, la Chine fait envahir le Tonkin par les « Pavillons noirs » (milices composées notamment d'anciens rebelles Taiping), qui harcèlent les positions françaises et les navires de commerce.

23 AOÛT 1884 La France remporte la bataille de Fuzhou face à la Chine, l'amiral Courbet détruisant une des principales flottes de guerre chinoises.

MARS 1885 A Lang Son au Tonkin, l'armée française bat en retraite. La manœuvre est assimilée à un désastre en France, ce qui provoque la chute du gouvernement Ferry. Malgré cela, le succès militaire français est reconnu par la Chine. Le traité de Tianjin est signé par les deux pays le 9 juin : il met fin à la guerre et entérine le protectorat français.

1886 Sur le modèle de l'Annam et du Tonkin avec la France, la Chine abandonne à la Grande-Bretagne ses prétentions impériales sur la Birmanie.

JUIN 1894 La Corée, royaume vassal de la Chine, peine à mater une révolte qui se dirige vers Séoul. Le pays en appelle à la Chine, mais le Japon saute sur l'occasion et envoie également une armée. En juillet, celle-ci dépose l'empereur coréen. C'est le début de la guerre sino-japonaise. Les deux pays s'affrontent tout au long de l'année, les Japonais prenant le contrôle de plus en plus de territoires.

1895 En mars, le Japon envahit les îles Pescadores et Taïwan. Le 17 avril, la paix est signée avec la Chine : celle-ci abandonne, par le traité de Shimonoseki, sa mainmise sur la Corée et cède Taïwan, les îles Pescadores, la péninsule de Liaodong au Japon. De lourdes réparations sont dues au vainqueur, qui peut en outre installer des usines dans les ports commerciaux chinois.

1895-1896 Les Dounganes se révoltent à nouveau à l'ouest du pays, dans les régions du Qinghai et du Gansu. L'armée, qui compte des généraux eux-mêmes musulmans et loyalistes, réprime durement les soulèvements.

3 JUIN 1896 Un traité secret sino-russe, dit traité Li-Lobanov, permet à la Russie d'intensifier sa présence en Mandchourie via des investissements industriels. Une banque russo-asiatique est créée pour l'occasion, qui aide en retour la Chine à payer les réparations dues au Japon. Les autres puissances occidentales monnayent également leur soutien à la Chine en obtenant de nouvelles concessions territoriales et commerciales.

11 JUIN-21 SEPTEMBRE 1898 Kang Youwei, un homme de lettres, convainc le jeune empereur Guangxu de lancer une modernisation du pays, la réforme des Cent Jours. Une politique d'industrialisation est mise en place et le pouvoir ouvre la voie à une monarchie constitutionnelle. La cour impériale prend peur face aux nombreuses nominations et soutient un coup d'Etat mené par Cixi. A l'automne, les conjurés parviennent à renverser l'empereur, déclaré inapte et enfermé au nouveau palais d'Eté. Les administrateurs réformateurs sont exécutés.

1900 Les Boxers, mouvement de Chinois paupérisés né en 1898 dans le Shandong, menacent de renverser le pouvoir impérial afin de lutter contre les puissances étrangères, qui exploitent le labeur chinois. Ils mènent des actions violentes, s'attaquant à des églises et à des religieux catholiques, et sabotant les installations de commerce. Cixi, jusque-là hésitante, retourne finalement les chefs Boxers et choisit de soutenir le mouvement pour lutter contre les ingérences occidentales.

JANVIER 1900 Un édit impérial reconnaît leur société secrète. Celle-ci s'organise

© THE METROPOLITAN MUSEUM OF ART/CCO. © GIANCARLO COSTA/BRIDGEMAN IMAGES.

librement en milices à Pékin, même si certains administrateurs refusent de les soutenir et continuent à les combattre dans d'autres régions. Les tensions montent avec les Occidentaux présents en Chine, ainsi qu'avec les Russes et les Japonais, qui forment une alliance de huit nations pour protéger leurs ressortissants et leurs intérêts.

Juin 1900 A Pékin, le quartier des légations est mis sous protection par les ambassadeurs présents. De nombreux Chinois chrétiens se réfugient auprès des Européens.

20 juin-14 août 1900 Les Boxers se livrent pendant cinquante-cinq jours au siège du quartier des légations et Cixi déclare la guerre aux huit nations.

Été 1900 A Tianjin, les concessions sont attaquées et des milliers de civils périssent dans les opérations de défense. Les Boxers torturent et tuent plus de 30 000 Chinois chrétiens dans tout l'empire, ainsi que des centaines de missionnaires européens, dont le Français Mgr Guillon.

14 août 1900 Un corps expéditionnaire sous commandement britannique parvient à Pékin, provoquant la fuite de Cixi, et libère le quartier des légations.

1er février 1901 Le pouvoir impérial fait volte-face et ordonne à ses troupes de combattre les milices de Boxers. En septembre, le protocole de paix Boxer est signé avec la Chine dans la légation espagnole, au nom des huit nations alliées. De très lourdes indemnités sont imposées, ainsi que des « missions de repentance », avec obligation de construire des monuments commémoratifs.

1901 Un mouvement de réforme, dit Nouvelles Politiques ou Xinzheng, est lancé par les administrateurs impériaux acquis à la modernité. L'examen impérial, qui conditionne l'accès à la bureaucratie, sera supprimé en 1905.

1905 Une organisation chinoise d'étudiants révolutionnaires, la Ligue jurée, est fondée à Tokyo, notamment par Sun Yat-sen. D'inspiration nationaliste, elle entend lutter pour l'indépendance de la Chine, pour la démocratie et l'amélioration de la condition du peuple chinois.

14 novembre 1908 Guangxu, empereur fantoche, meurt empoisonné le lendemain d'une décision de sa tante Cixi d'imposer un nouvel héritier impérial, Puyi, âgé de 2 ans. Le 15 novembre, c'est Cixi elle-même qui meurt. L'enfant devient empereur sous le nom de Xuantong et son père Zaifeng prend la régence.

1909 Des élections censitaires aux assemblées provinciales sont organisées pour conduire le régime vers la monarchie parlementaire.

1911 Alors que des commerçants chinois investissent dans la création de nouveaux chemins de fer, le pouvoir, sous la pression des puissances étrangères, décide de nationaliser l'ensemble du réseau ferroviaire. Des manifestations sont organisées et réprimées par l'armée.

9 octobre 1911 Une bombe en cours de fabrication explose chez un officier chinois, incitant les révolutionnaires à engager le combat sans attendre une nouvelle répression. Devant le soulèvement, une partie de l'armée du Hubei guidée par le général Li Yuanhong fait sécession et rejoint la contestation. Plusieurs régions sont prises en quelques jours. Le pouvoir impérial nomme chef du gouvernement le général Yuan Shikai : celui-ci entame des négociations secrètes avec les factions révolutionnaires. En novembre, de nombreuses grandes villes tombent entre leurs mains. En décembre, un cessez-le-feu est signé et des délégués se rassemblent à Nankin, portant Sun Yat-sen à la tête de leur mouvement.

1er janvier 1912 Sun Yat-sen proclame la République. La cour impériale n'exerce plus de pouvoir qu'autour de Pékin et en Mandchourie. Rallié à la République, Yuan Shikai autorise l'empereur Puyi et son entourage à rester dans la Cité interdite et à percevoir une pension, en échange de l'abdication. Celle-ci est signée le 12 février. Le mois suivant, Yuan Shikai remplace Sun Yat-sen comme président de la République, installe le pouvoir à Pékin et y reçoit les ambassadeurs, qui reconnaissent progressivement le nouveau régime.



Mon truc en plumes
Ci-contre : *Eventail en plumes d'oiseau*, XIXe siècle (Gênes, Museo d'Arte Orientale Edoardo Chiossone). Page de gauche : *Un Européen assis sur un lion*, porcelaine, émaux colorés, fin XVIIe-début XVIIIe siècle (New York, The Metropolitan Museum of Art).

L'ESPRIT DES LIEUX



108
Le Bel au bois dormant

Est-ce parce que Louis II de Bavière rêva sa vie plus qu'il ne la vécut ? À travers ses châteaux emplis de fausse grandeur on visite le décor d'une grande illusion.



116
Tel est mon plaisir

Entré dans l'histoire avec l'édit qui imposa le français dans les documents officiels, le château de Villers-Cotterêts a connu mille vies. Sa nouvelle existence comme Cité internationale de la langue française sonne comme un retour aux sources.

© AKG-IMAGES. © PIERRE-OLIVIER DESCHAMPS-AGENCE VU'/CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX/SP.



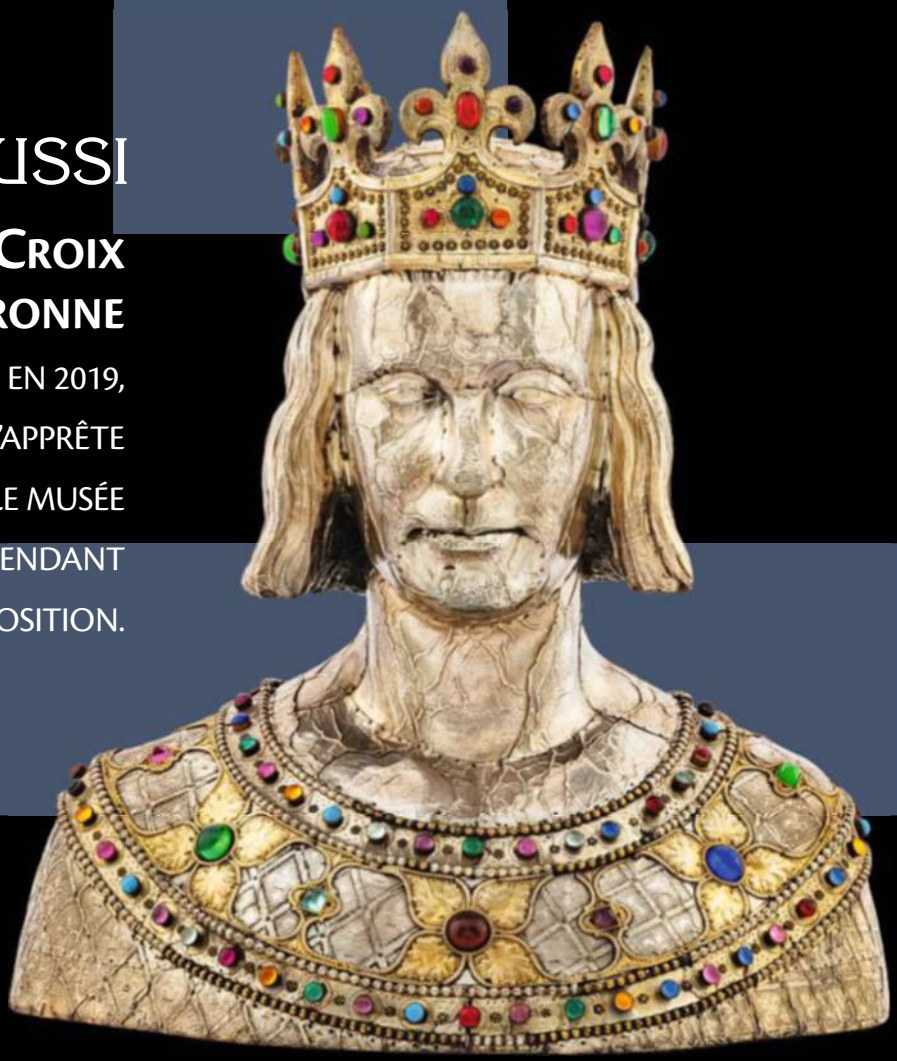
126 Points de vue, images du monde

Coqueluches du XIXe siècle, les papiers peints panoramiques restent prisés des amateurs de décoration intérieure. Ils survivent désormais sous forme traditionnelle ou numérique.

Et aussi

La Croix et la Couronne

Sauvé des flammes en 2019, le trésor de Notre-Dame s'apprête à regagner ses pénates. Le musée du Louvre lui fait en attendant les honneurs d'une exposition.



Les illusions perdues
Page de gauche, en haut : *Portrait de Louis II de Bavière en tenue de grand maître des chevaliers de l'ordre de Saint-Georges*, par Gabriel Schachinger, 1887 (château de Herrenchiemsee).

© ZUBER REPRODUCTION INTERDITE
PRODUIT TOUJOURS FABRIQUÉ ET COMMERCIALISÉ
À CE JOUR PAR LA MANUFACTURE ZUBER.
© MUSÉE DU LOUVRE, GUILLAUME BENOIT/SP.



Délire de pierres Neuschwanstein, au pied des Alpes bavaroises, premier château construit par Louis II. Cette fausse forteresse médiévale est devenue le symbole touristique de la Bavière. Walt Disney s'en est inspiré pour son château de *La Belle au bois dormant*.

© 2015 NAUMENKO ALEKSANDR/SHUTTERSTOCK.

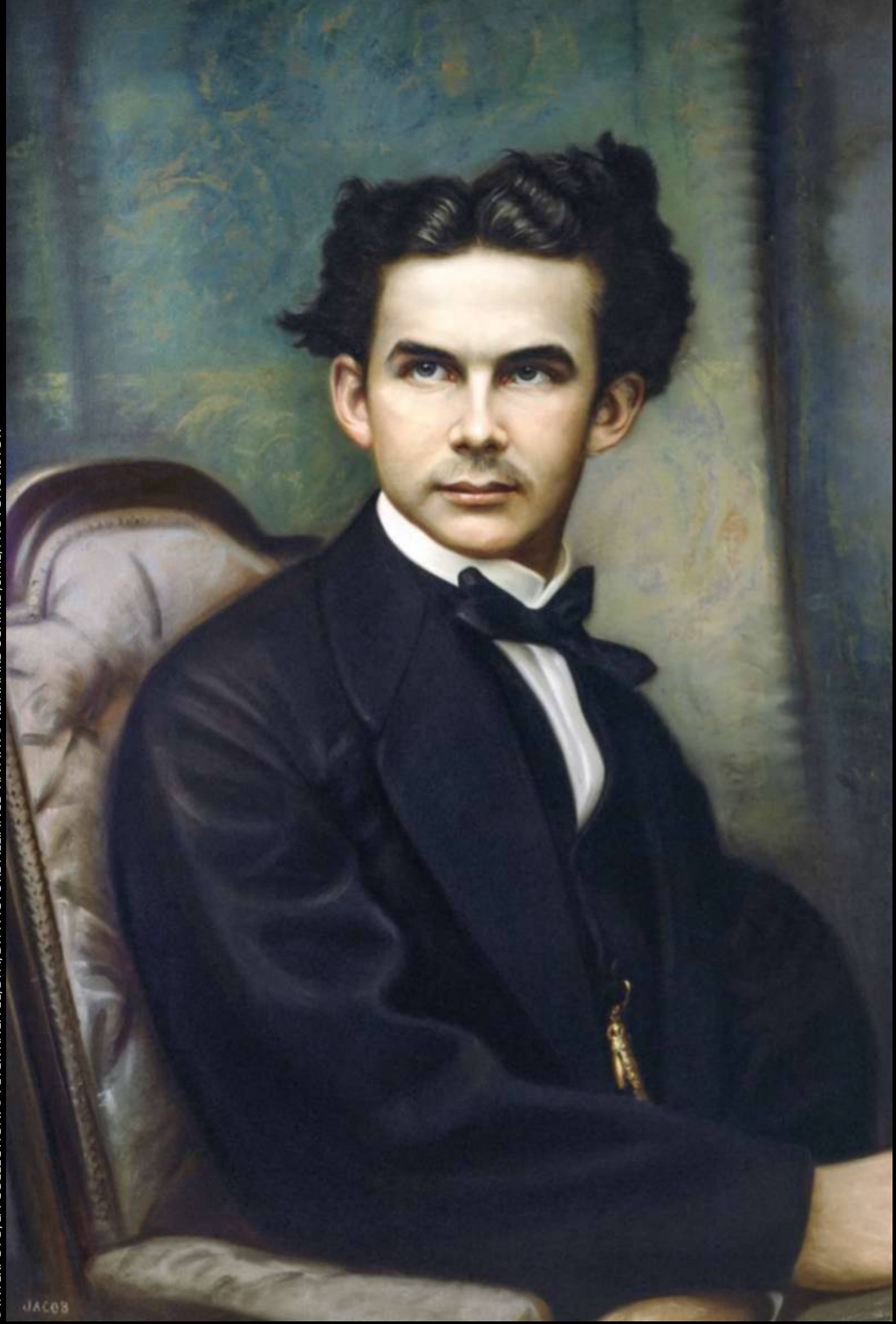


Le Bel au Bois dormant

Par Samuel Adrian

Incompris, mal-aimé, solitaire,
Louis II était le souverain chéri des romantiques.
Sa folie et sa mort tragique en ont fait
un mythe. Ses châteaux portent témoignage
de son ambition : faire de la vie un rêve.

© INTERFOTO/LA COLLECTION. © PETER KNEFFEL/DPA/DPA PICTURE-ALLIANCE VIA AFP. © REINHARD SCHMID/SIME/PHOTONONSTOP.



Un roi de conte de fées
Ci-contre : *Portrait de Louis II*, pastel de M. Jacob, vers 1864 (collection particulière).
En 1864, date de son arrivée au pouvoir, Louis II a 18 ans et passe pour le plus beau parti d'Europe. Vingt ans d'excès et de folie donneront au prince charmant un visage d'ogre. En bas, à gauche : les *Königstreuen*, littéralement les « fidèles au roi », réunis pour la commémoration de la mort de Louis, à Berg. A cent cinquante ans de distance, les Bavarois lui ont pardonné ses excentricités. Ci-dessous : la *Votivkapelle*, construite sur les bords du lac de Starnberg, à l'endroit où l'on retrouva le corps du roi, le soir du 13 juin 1886. Suicide ou accident, la mort mystérieuse de Louis II accomplit sa volonté posthume : « *Je veux rester une énigme éternelle pour moi et pour les autres.* »





Rien n'est injuste comme la mémoire. Il est de bons rois dont personne ne connaît le nom, et des roitelets dont on fait une légende. Un exemple : les Wittelsbach, rois de Bavière. Maximilien II (1811-1864) fut un souverain modèle, sage, économe, raisonnable à l'excès : qui s'en souvient ? Son fils Louis II (1845-1886) vida les caisses du royaume, méprisa les devoirs de sa charge, s'isola de ses sujets, construisit des châteaux absurdes et sombra dans la folie : qui n'a jamais entendu parler de lui ? C'est injuste, mais c'est comme ça. Le sérieux de l'un nous ennuie, la folie de l'autre nous intrigue. La vie de Louis se prête à la fable. Celle de Maximilien ne se prête qu'aux exposés de manuel. De l'un, on fait un film, et des meilleurs (*Ludwig : Le Crépuscule des dieux* de Luchino Visconti). De l'autre, on tire au mieux un méchant documentaire. Avouons-le, nous préférons volontiers la légende à l'histoire. Nous boudons souvent Hérodote pour Homère. A tort ou à raison, nous nous intéressons d'abord aux êtres qui font parler d'eux. *« Je veux rester une énigme éternelle pour moi et pour les autres »,* confiait Louis II avant sa mort. Ce brave Maximilien n'aurait jamais dit une chose pareille. C'était un roi-comptable, énigmatique comme un tableau Excel. Reste à savoir si la légende est vraie. Question vieille comme la pratique de l'histoire, qui est, selon l'étymologie, une *enquête* sur des faits passés. Enquêter sur l'« énigme Louis II », débusquer la réalité qui se cache derrière le mythe, c'est l'objectif que l'on poursuit sur les routes de Bavière, du lac de Starnberg à l'île de Herrenchiemsee.

Il est impossible, quand on marche sur ses pas, de sortir des sentiers battus. Des milliers de touristes viennent chaque année visiter ses châteaux. C'est en groupe, toujours en groupe, qu'on s'intéresse au roi solitaire. Quelques lieux tranquilles échappent toutefois à la marée. A 30 km de Munich, sur la rive orientale du lac de Starnberg, se dresse un sinistre mausolée néoroman. En face, fichée dans l'eau à quelques mètres du rivage, une croix. C'est à cet endroit qu'on retrouva les corps, le soir du 13 juin 1886. *Les* corps, car le roi ne fut pas seul à mourir cette nuit-là. Son médecin, le Dr von Gudden, fut « de la partie » (si l'on ose dire). Cette noyade a fait couler beaucoup d'encre. Accident ? Suicide ? Meurtre suivi d'une tentative d'évasion ? Destitué par son cabinet, le roi venait d'être interné dans sa résidence de Berg. On l'avait déclaré fou, inapte au gouvernement. Ses châteaux – Linderhof, Neuschwanstein et Herrenchiemsee – avaient coûté une fortune à la Couronne. Louis II projetait d'en construire un quatrième, dont le sol – pourquoi pas – serait tapissé de pierreries. Panique chez les créanciers.

Louis II tenait la « réalité » pour une chose vulgaire et méprisable.

Comment faire comprendre au rêveur couronné que l'argent ne tombe pas du ciel ? Malheur à la ville dont le prince est un enfant, cet enfant eût-il 37 ans. Les ministres se succédaient, impuissants à faire entendre raison au roi fou. Louis II, d'ailleurs, ne les recevait plus. Et pour cause, ces gens-là n'avaient que le mot « réalité » à la bouche. Louis II tenait la « réalité » pour une chose vulgaire et méprisable, ennuyeuse comme un rapport d'expert-comptable, laide comme la trogne de ce grippe-sou de Riedel, son ministre des Finances. Fi ! Le rêve seul mérite d'être vécu. Le reste est *« fadaises d'Etat »* (c'est son mot). On flaire tout de suite de quelle maladie (entre autres) le roi était atteint : *romantite aiguë*. Les dix-neuvièmistes ont estimé le nombre de victimes du choléra. Ils n'ont pas estimé – travail infini – les ravages du romantisme. Ce mal, du reste, court toujours les rues.

Tous les ans, aux alentours du 13 juin, on commémore la mort du roi au mausolée de Berg. C'est un événement pour les *Königstreuen,* les *Monarchie Freunde,* nostalgiques et royalistes de tout poil. On sort les bannières losangées de bleu et de blanc, couleurs des Wittelsbach avant d'être celles de la Bavière. A l'écoute du *Gott mit dir, du Land der Bayern* (« Que Dieu soit avec toi, Etat de Bavière »), tout ce petit monde, en culotte de cuir et chapeau tyrolien, se sent indistinctement bavarois, catholique et royaliste. Oui, catholique et royaliste. Le Français de passage s'étonnera peut-être qu'on puisse encore être tout cela, et l'être ouvertement. Ce qui frappe, surtout, c'est le naturel avec lequel ces Bavarois portent leur habit : spectacle satisfaisant qu'une tradition vivante, qui ne se soit pas sclérosée en folklore. La messe est l'occasion de jeter un œil à l'intérieur de la *Votivkapelle,* décorée à la fin du XIXe siècle dans un style néo-quelque-chose douteux et pompier. Dans son homélie, le prêtre rappelle la foi de Louis II et son fidèle attachement à l'exemple de Saint Louis. « Fidèle », c'est à voir. Ce prince dissipateur aurait-il pu dire, par exemple, comme son saint patron : *« J'aime mieux que l'excès des grandes dépenses que je fais soit fait en aumônes pour l'amour de Dieu qu'en faste et en vaine gloire de ce monde »* ? Quant à la religion de Louis le Bavarois, ce bariolage très personnel de superstition, de dévouement théâtral et de paganisme hugolien, elle ressemble trop à une foi d'artiste « fin de siècle » pour qu'on la compare à celle de Louis IX, si tant est que comparer, par-delà les époques, la foi des uns des autres ait un sens quelconque.

Une guinguette, à l'orée du bois de Berg, permet de s'adonner à la descente de chopes. Je pose à mon voisin la question qui fâche : *« Louis II a-t-il été un bon roi ? Au juste, qu'a-t-il fait pour son peuple ? » « Des châteaux »,* me répond-il. Encore ces maudits châteaux. J'admets qu'il y ait eu, grâce au tourisme, « retour sur investissement ». Mais quoi, suffirait-il de bâtir une



© BAYERISCHE SCHLÖSSERVERWALTUNG/FOTO WWW.KREATIV-INSTINKT.DE

Acropole postiche pour être « le nouveau Périclès » aux yeux de la postérité ? Suffirait-il de singer la grandeur pour passer pour grand ? A d'autres. Si j'en crois une opinion autorisée, celle de la biographe Catherine Decours, Louis II s'est plutôt bien débrouillé, compte tenu de sa santé mentale. Ce qui revient à dire que d'autres fous, dans les mêmes circonstances, auraient fait bien pire : on n'a pas de mal à le croire. Il est vrai qu'en succédant à son père en 1864, Louis II arrivait sur le trône au mauvais moment. Son drame est d'avoir rêvé de monarchie absolue en plein essor des nationalismes. Soixante-dix ans après la Révolution, les crises de *bourbonite* se payent cher. On n'ambitionne pas d'être Louis XIV quand se constitue le Reich. On se casse vite les dents à jouer au Philippe II face à Bismarck. Dans les dernières années de sa vie, Louis II ne signait plus *« Ludwig »* mais *« Yo el Rey »,* comme Charles Quint. Ou plutôt comme ce personnage de Gogol, dans le *Journal d'un fou,* qui se prend pour Charles Quint… Mais allons voir ces bavarois châteaux en Espagne, puisqu'on en parle tant.

Neuschwanstein, de loin, est une vision. De près, l'enthousiasme tombe : la vision n'était qu'un mirage. Depuis la plaine de Schwangau, certes, il a fière allure. Ses tours fuselées jaillissent élégamment vers le ciel. Les Alpes tout autour font un décor à l'avenant. Très bien pour les cartes postales. Mais quand on y est, on croit à une blague. Ce faux donjon *en vrai,* ces machicoulis pour la forme, ces créneaux décoratifs, ce pont-levis « authentique », ce gothique propret et suspect, trop bien léché, ce Moyen Age de bande dessinée, qui sent son XIX^{e} siècle, ces murailles sans emploi (elles n'ont rien à défendre), ces échauguettes *qui font joli,* cette forteresse « redoutable » qui n'a jamais eu à soutenir que des assauts de touristes… Il faut se rendre à l'évidence : la plus célèbre attraction d'Allemagne est un château pour rire. Quand il entreprit sa construction, pourtant, Louis II ne rigolait pas du tout. Le 7 janvier 1869, quelques mois avant le début du chantier, il écrivait à la baronne von Leonrod : *« Il n'a jamais été aussi nécessaire de créer des décors où l'esprit puisse se réfugier dans une sorte d'asile poétique pour y oublier les angoisses de notre affreuse époque. »* Tout est dit : il ne s'agit que de fuir. Si le rêve est la seule réalité que le roi ait prise au sérieux, c'est qu'il en avait trop besoin, comme tous les romantiques.

La visite se fait par petits groupes, en trois coups de cuiller à pot (l'exigence de rendement). Dans cette architecture puérile, le plus à l'aise d'entre nous est un marmot de 8 ans. Il reconnaît peut-être, grandeur nature, son décor Playmobil. Il sait bien, lui, que ce château n'est pas fait pour qu'on s'y intéresse, mais pour qu'on y joue aux chevaliers. Que dire de ces salles chatoyantes et vides, sinon qu'elles sont artificielles ? Rien n'est d'époque, et tout « fait époque ». Cette imitation tristement médiocre se veut authentique, fidèle à l'idée wagnérienne que le roi se fait du Moyen Age, c'est-à-dire fidèle à un fantasme : l'historicisme architectural dans toute sa fadeur. Dans la chambre du roi, le lit à baldaquin, gothiquissime, provoque plus de pitié que d'étonnement. Quant à la salle du trône, la plus pathétiquement « grandiose » de toutes, on voudrait en faire un symbole. Car rien n'y manque





© CHRIS SEBA/SIME/PHOTONONSTOP. © HANS-PETER HUBER/SIME/PHOTONONSTOP.

DÉCOR DE THÉÂTRE Page de gauche : la chambre « kitscho-gothique » du roi à Neuschwanstein, qui coûta quatre ans de labeur à une quinzaine de sculpteurs. Aux murs, les fresques racontent l'amour de Tristan et Isolde : homosexuel refoulé, Louis II était obsédé par le « péché de la chair ». Ci-dessus : Linderhof, pastiche du Trianon, niché à 1 000 m d'altitude. Fasciné par la monarchie absolue, Louis II imita les Bourbons à la lettre, mais sans l'esprit. Ci-contre : grotte tirée du *Tannhaüser* de Wagner, dans le parc de Linderhof. Un artifice pseudo-authentique comme les aimait Louis II.

pour « faire royal », hormis le trône, qui n'a jamais été construit. De même rien ne manquait à Louis II pour « faire roi », hormis la grandeur et la force, c'est-à-dire l'essentiel. Cela est connu : quand on n'a pas la qualité, on se rattrape sur les attributs. L'inévitable boutique de souvenirs cueille les visiteurs à la sortie, avec ses cartes postales, magnets et boules à neige. Ces babioles plus ou moins hideuses, cette fois-ci, ne choquent pas, puisqu'elles ne détonnent pas avec la nature du lieu. Que le Mont-Saint-Michel soit ainsi réduit en marchandise, cela fait un peu de peine. Ici, c'est indifférent.

Neuschwanstein est un avertissement : qui visite les châteaux de Louis II ne doit pas s'attendre à quelque chose de beau. Artistes, s'abstenir. Il y a là, premièrement de quoi divertir le touriste, deuxièmement de quoi intéresser le médecin psychiatre, ultimement de quoi fournir aux tenants du classicisme d'accablantes pièces à conviction dans leur procès contre le romantisme. C'est donc avec une curiosité malsaine qu'on se dirige vers Linderhof : *« Qu'est-ce qu'il a bien pu nous concocter de laid, cette fois-ci ? »* Dans de telles dispositions, certes, on ne sera pas déçu : Linderhof est à la hauteur. C'était à l'origine un pavillon de chasse. Louis II en fit un Trianon meringué. L'ornementation, à l'intérieur, est oppressante. On étouffe sous les bibelots. Aux fenêtres, on devine seulement la vallée de Graswang, et on pense à Jean Ferrat : *« Pourtant, que la montagne est belle ! »*Neuschwanstein pourrait être l'œuvre de quelque Viollet-le-Duc sous ecstasy ; Linderhof, celle d'un Facteur Cheval *qui aurait les moyens*. Même profusion baroque, mais dorée à souhait. Il fallait oser. Les rappeurs seuls, aujourd'hui, ont de ces audaces. Le jardin recèle quelques curiosités : un kiosque mauresque, une grotte « de Vénus » imitée de Capri, une cabane tirée de *La Walkyrie* de Wagner… Tristes stations du rêve, aussi *déplacées,* dans ces montagnes de Bavière, que le serait une pagode chinoise au Sahara.

Une pagode, tiens ! On s'étonne que le roi n'y ait pas pensé. Je m'informe. *« Il y a pensé ! »* s'écrie l'une des guides du château avec une fierté mal placée. Louis II avait le projet d'en construire une au bord du Plansee, dans le Tyrol. Quelques milliards de plus, et ce rêveur forcené eût aménagé les Alpes en parc d'Exposition universelle. Par son désir d'évasion, sa soif insatiable de nouveautés et d'exotisme, son goût faussé pour une authenticité de carton-pâte, par sa désarmante duperie face à toutes les séductions de l'artifice, enfin par sa manière d'user de l'Histoire comme d'un divertissement, Louis II préfigure le touriste contemporain. De son vivant déjà, ses châteaux ne servaient à rien qu'à l'enchanter. Aussi n'est-il pas étonnant qu'ils soient devenus des attractions majeures du tourisme de masse.

Il est un autre trait par lequel Louis II annonce notre temps : son rapport à la nature, ou ce qu'on appellerait aujourd'hui sa « conscience écologique ». En 1878, le journaliste Anton Memminger pousse auprès de Sa Majesté un projet de ligne ferroviaire transalpine. Veto du roi : *« Je ne pense pas que le bonheur d'un peuple dépende du nombre de ses voies ferrées (…). Indépendamment de moi viendra aussi pour les autres un temps où ils seront heureux de pouvoir encore se réfugier sur des territoires que*

la cupidité, la technique et la précipitation du monde moderne n'ont pas encore contaminés. » Louis II aimait les montagnes et les animaux avec autant de passion qu'il méprisait la ville et les hommes. Ce n'est pas pour rien qu'on l'a baptisé l'*Alpenkönig,* le roi des Alpes. Il aura passé sa vie à les parcourir en tous sens. Il fuyait ses ministres sur les cimes. Il oubliait Munich dans les forêts. Parmi les vingt-cinq chalets qu'il tenait à disposition, le Schachen mérite une mention particulière. On l'atteint après trois heures de marche dans le massif du Wetterstein, au sud de Garmisch. C'est un chalet suisse décoré « à l'orientale ». Divans, plumes de paon, fontaine, j'en passe et des meilleurs : à ce stade du reportage, tout ce tralala ne nous étonne plus, même à 1 800 m d'altitude. Dehors, le surplomb offre un panorama magnifique. On se sent très loin des hommes. On pense au *Voyageur contemplant une mer de nuages* du peintre romantique Caspar David Friedrich, et on imagine sans difficulté les pensées sublimement rousseauistes que cette vue d'aigle devait inspirer au roi misanthrope.

Les châteaux sont à Louis II ce que beaucoup d'enfants, hélas, sont à leurs parents : une revanche sur la vie ou une consolation. Cela crève les yeux à Herrenchiemsee, ultime caprice du roi, « Versailles bavarois » selon les prospectus d'offices de tourisme, en réalité triste palace de milliardaire américain. Le chantier commence en 1878. A cette date, la Bavière, comme royaume indépendant, n'existe plus. Depuis 1871, elle est intégrée à l'empire de Guillaume II. Ludwig ne s'en remet pas. Il se console de n'être pas Louis XIV par ce simili-Versailles, comme il se console de n'être pas artiste par le mécénat. Incapable de gouverner, incapable de créer, il imite. Ou plutôt, il copie. Car on peut imiter les Grecs, par exemple, en étant digne d'eux (Michel-Ange). Mais il est impossible de copier qui que ce soit sans servilité. Certes, la copie de Louis II n'est pas tout à fait conforme. Il y a mis du sien. A la surcharge ornementale, on reconnaît sa patte. La grosse patte bavaroise… Le guide nous apprend que la galerie des Glaces mesure 77 m de long, soit 4 m de plus que celle de Versailles. Affligeante comparaison, dont Louis II cependant a dû tirer quelque fierté. A la chambre du roi, des *« Waouh ! »* d'ébahissement se font entendre parmi les visiteurs. On nous fait remarquer le dessus-de-lit, tout bosselé d'or, qui demanda sept ans de travail à un atelier de brodeuse. Waouh. On nous prie d'admirer l'épouvantable baldaquin et le chandelier d'une demi-tonne. Waouh. On nous apprend enfin que cette chambre d'une somptuosité ridicule est *« la plus chère du XIXe siècle »*. C'est le bouquet. Un malaise se dégage de cet étalage pompeux de fausse grandeur, où tout porte la marque d'un esprit détraqué. On pense à ce fragment de La Bruyère, qui pourrait servir d'exergue à une énième biographie de Louis II : *« La fausse grandeur est farouche et inaccessible : comme elle sent son faible, elle se cache, ou du moins ne se montre pas de front, et ne se fait voir qu'autant qu'il faut pour imposer et ne paraître point ce qu'elle est, je veux dire une vraie petitesse. »* Louis II, roi de théâtre, à mi-chemin entre Hamlet et le Des Esseintes de Huysmans, est certes l'une des figures les plus tristes du XIXe siècle. A la fin de sa vie, on sait qu'il envoya en Amérique son conseiller von Löher chercher un territoire vierge pour fonder une monarchie absolue. *« Comment le payera-t-on, Sire ? » « En vendant la Bavière ! »* Pour ce malade, il valait mieux être cacique en Patagonie que de régner sur des modernes. Le débat reste ouvert.

Un malaise se dégage de cet étalage pompeux de fausse grandeur.



VERSAILLES BAVAROIS
Ci-dessus : *Portrait de Louis II,* photo de 1886. En haut, à droite : la galerie des Glaces de Herrenchiemsee, *« un délire de grandeur employé à imiter et à surpasser un modèle déjà délirant »,* selon le biographe Aldo Oberdorfer. En bas : Herrenchiemsee, le dernier caprice du roi, qui acheva de vider les caisses du royaume. Ludwig n'y passera qu'une nuit, à l'automne 1885. C'est un château vide, inutile, *« pour la forme »*. A son ministre Riedel qui cherchait à le raisonner, Louis II répondait : *« C'est un des privilèges de la Couronne que le roi n'ait aucun désir à se refuser ! »* Ce gouffre financier provoquera sa destitution.







© AKG-IMAGES. © BAYERISCHE SCHLÖSSERVERWALT. © ZOONAR/TORSTEN FLEER-WWW.AGEFOTOSTOCK.COM



LIEUX DE MÉMOIRE

Par Marie-Laure Castelnau



Tel est mon plaisir

Installé au cœur d'un riche territoire littéraire, le château de Villers-Cotterêts, enfin restauré, accueille désormais la Cité internationale de la langue française. Un chantier colossal a permis de mettre en lumière l'histoire de ce joyau de la Renaissance, tant aimé de François Ier.



PHOTOS : © PIERRE-OLIVIER DESCHAMPS-AGENCE VU'/CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX/SP. © BNF.

RENAISSANCE EN VALOIS Les travaux de restauration menés au château de Villers-Cotterêts, dans l'Aisne, ont permis notamment de rendre tout leur lustre à la cour des Offices *(page de gauche, en haut)* et à la chapelle *(ci-dessus)*, chef-d'œuvre de l'architecture Renaissance, où les emblèmes du roi comme la salamandre *(page de gauche, en bas)* et la fleur de lys remplacent les symboles chrétiens. Ci-dessous : l'auteur des *Trois Mousquetaires,* Alexandre Dumas, n'était pas peu fier d'être natif de Villers-Cotterêts.

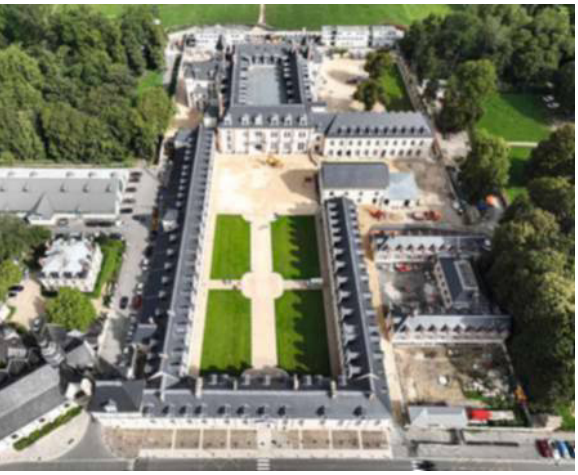
C'est le plus ancien texte législatif encore en vigueur aujourd'hui en France. Il impose que tous les actes administratifs et juridiques soient transcrits « *en langage maternel francoys et non autrement* ». L'ordonnance a été signée en août 1539 par le roi François Ier au château de Villers-Cotterêts.

Depuis 2014, la demeure royale de Picardie, où avait été franchi ce pas décisif pour le rayonnement et l'essor de la langue française, était pourtant à l'abandon. En 2018, le président Emmanuel Macron a confié sa restauration au Centre des monuments nationaux (CMN) en formant le projet qu'y soit créée une Cité internationale de la langue française. Sur ce territoire littéraire d'une très ancienne fécondité, ce nouveau lieu dédié au français pourra tout naturellement rayonner. Plusieurs célèbres écrivains ont en effet fréquenté les terres axonaises et leur ont rendu hommage dans leurs livres. « *Je suis né à Villers-Cotterêts, petite ville du département de l'Aisne, située sur la route de Paris à Laon, à deux cents pas de la rue de la Noue, où mourut Demoustier, à deux lieues de la Ferté-Milon, où naquit Racine, à sept lieues de Château-Thierry, où naquit La Fontaine* », écrivait ainsi Alexandre Dumas dans ses *Mémoires*. L'auteur des *Trois Mousquetaires* avait d'ailleurs acquis les premiers rudiments de la science du maniement d'arme dans ce château.

Depuis près de cinq ans, un chantier colossal de près de 210 millions d'euros a été lancé afin de restaurer l'ensemble de l'édifice et d'y installer ce nouveau musée consacré à la langue française. Les travaux et les fouilles entrepris pour cette grande campagne de restauration ont permis de redécouvrir l'histoire de ce château aux mille et une vies.



Alors qu'il n'avait que 3 ans, le futur François Ier avait reçu de son cousin, le roi Louis XII, le duché de Valois ! La construction de l'actuelle demeure royale à Villers-Cotterêts fut décidée bien plus tard, en 1528, lorsque François Ier lança une série de grands chantiers, du Louvre, qu'il agrandit, au château de Fontainebleau, qu'il fit édifier. Les travaux de Villers ne débutent qu'en 1532 mais la même fratrie, les Le Breton, conçoit les projets des deux demeures royales. Aussi les analogies entre les deux édifices sont-elles nombreuses. Grand amateur de chasse, le roi ne choisit pas d'ériger un palais royal sur ce territoire



par hasard : il est adossé à la forêt de Retz, labélisée forêt d'exception et considérée comme la plus vaste de France.
Par son décor Renaissance luxuriant, le château rivalise alors avec les plus belles constructions de son temps. « *Sa chapelle est parmi les premières en France à rompre avec la tradition gothique avec notamment une voûte en berceau* », souligne Xavier Bailly, administrateur des lieux.

L'édifice est aussi un manifeste à la gloire du pouvoir royal. A la place des symboles chrétiens attendus pour décorer les frises sculptées, se multiplient les emblèmes du roi : fleurs de lys, salamandres, initiales couronnées et chérubins. « *La façade méridionale du corps sud du logis compte aussi parmi les plus remarquables de cette époque* », poursuit Xavier Bailly. Six travées de largeur inégale viennent la rythmer. Au rez-de-chaussée, des pilastres massifs coiffés de chapiteaux ioniques. Au premier, des colonnes à chapiteaux corinthiens. Le tout orné de riches décors dont une salamandre qui crache du feu ou un buste d'homme (le roi François Ier lui-même, reconnaissable notamment au collier de l'ordre de Saint-Michel).

Le grand escalier constitue une autre pièce remarquable. Il occupe tout le corps de logis. C'est un escalier rampe sur rampe qui tourne à droite et relie les trois niveaux par plusieurs volées de 2 m de large.

EN FRANÇAIS DANS LE TEXTE

En haut : le château et ses dépendances durant le chantier. Ci-contre : le château où fut signée, en 1539, l'ordonnance de François Ier qui imposait le français comme langue officielle de l'administration et du droit accueille désormais la Cité internationale de la langue française. Elle proposera des expositions, des ateliers de formation, des résidences d'artistes… Page de droite : les caissons ornés des emblèmes royaux dans l'escalier du roi.

La voûte reprend le parti décoratif à caissons sculptés contenant le lys, l'initiale couronnée du roi et la salamandre.
Les décors de pierre sculptés de Villers-Cotterêts se distinguent de ceux de Chambord par la multiplicité des thèmes ainsi que par un traitement d'une extrême finesse. François Ier ne cessera de manifester son attachement à cette maison qu'il avait surnommé « *mon plaisir* ».

La construction s'achève en 1556, sous le règne d'Henri II qui confie les travaux à l'un des plus grands génies de la Renaissance, son premier architecte Philibert Delorme. Le fils de François Ier y prendra à son tour quelques décisions politiques importantes et y organisera des fêtes splendides… et galantes. Diane de Poitiers y maintient la « petite bande des dames de la Cour » et c'est à cette époque que serait né le dicton « *S'amuser comme à Villers-Cotterêts* ». Lors d'un séjour de François II, pas moins de « *219 poulletz et pigons* », 10 cochons, 12 tourterelles et 94 chapons sont commandés et dévorés !

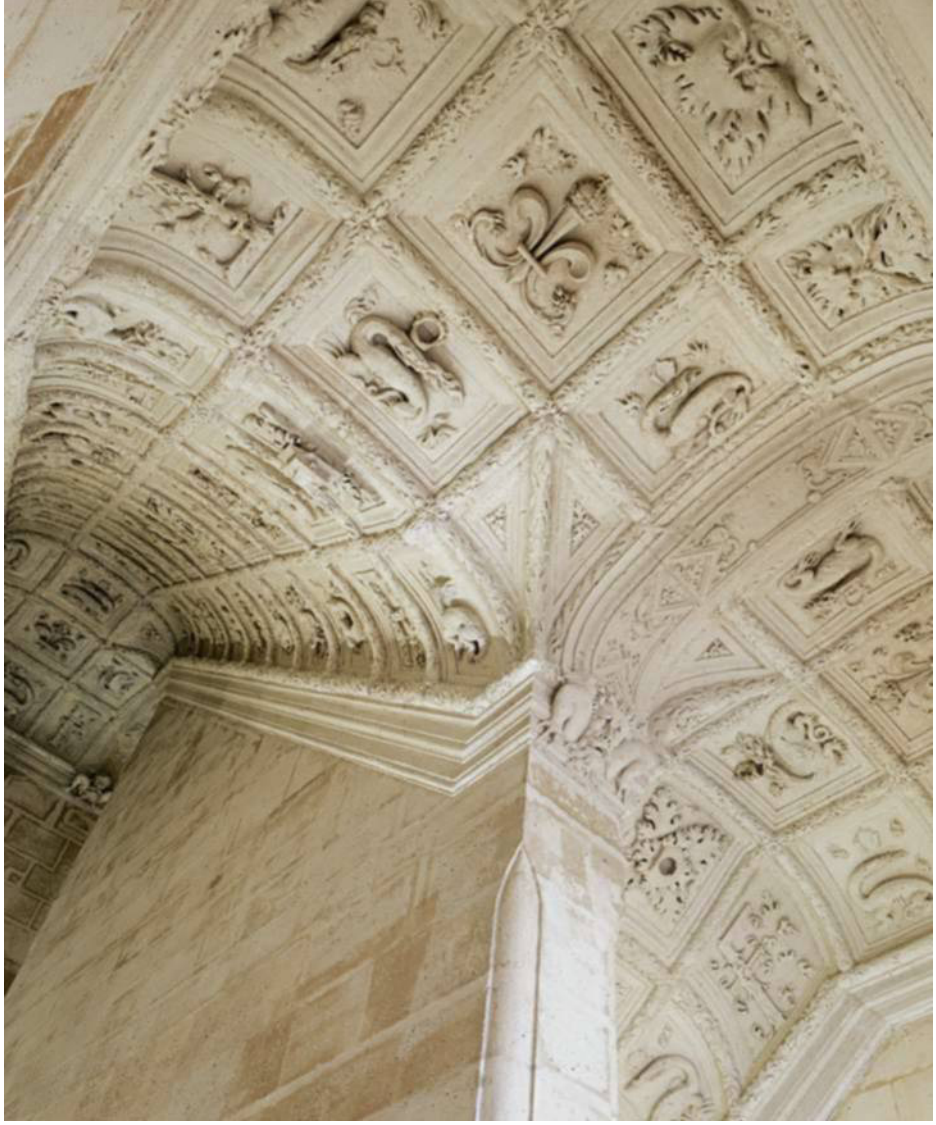
Le XVIIe siècle marque le début d'une nouvelle ère, plus précisément à partir de 1661, lorsque Louis XIV offre le duché de Valois à son frère, Philippe d'Orléans. Jusqu'à la seconde moitié du XIXe siècle, sept générations de princes d'Orléans vont se succéder ici, laissant chacune leur empreinte et menant une vie ponctuée par les jeux, les conversations, les réceptions grandioses. L'œuvre essentielle de Monsieur, frère du Roi-Soleil, consiste en la création de jardins remarquables, attribués à André Le Nôtre.

La Cour se transporte régulièrement à Villers comme en septembre 1664, jour où Molière y joue son célèbre *Tartuffe*. Louis XIV est familier du domaine, soit pour assister à un bal masqué en mars 1680, soit pour chasser en compagnie de la princesse Palatine. De nombreuses lettres de Mme de Sévigné datées de Villers-Cotterêts décrivent les fastes de la vie de cour en ces murs. Philippe II d'Orléans, régent de France après la mort du Roi-Soleil, y organise à son tour des fêtes pour le sacre de Louis XV. « *Sans doute les plus éblouissantes jamais données à Villers* », raconte Xavier Bailly, avec pas moins de mille invités selon un récit du *Mercure de France* de novembre 1722. Pendant ces trois jours de festivités, 80 000 bouteilles de vin de Bourgogne et de Champagne sont bues et 140 acteurs de l'Opéra sont successivement applaudis.

Avec le duc Louis-Philippe d'Orléans le château connaît son âge d'or. Des sommes colossales sont engagées dans la modernisation et l'embellissement des lieux. L'aile du jeu de paume est construite, un véritable théâtre est aménagé.

La Révolution sonne le glas de la grande histoire du domaine, saisi comme bien national avant d'être transformé en caserne, ce qui causa de nombreuses détériorations. Bonaparte signe en mai 1804 un arrêté pour faire du château un dépôt de mendicité pour les indigents du département de la Seine. D'importantes transformations sont engagées pour adapter les lieux avec notamment la création de dortoirs, de réfectoires ou d'une infirmerie. A cette occasion, une partie de l'architecture fastueuse et des décors du XVIIIe siècle sont détruits. Le château est en chantier perpétuel pour s'ajuster à la population toujours grandissante (jusqu'à 1 800 pensionnaires). La chapelle est transformée en dortoir pour femmes puis en bibliothèque.





© AIR-BUZZ. © ATELIER PROJECTILES/SP. © PIERRE-OLIVIER DESCHAMPS-AGENCE VU'/CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX/SP.

Les vieillards sans ressources y étant de plus en plus nombreux, le château devient officiellement une maison de retraite en 1889. Il le restera jusqu'en 2014.

Pendant la Première Guerre mondiale, la demeure royale, proche du front, abrite un hôpital militaire. Après la défaite du Chemin des Dames, les Alliés, cachés dans la forêt de Retz, lancent en juillet 1918 la contre-offensive dite de Villers-Cotterêts. Le succès de l'opération mènera vers la victoire de la seconde bataille de la Marne. De l'affrontement, le château sort pourtant presque indemne, même si une aile secondaire est détruite et la toiture endommagée par les impacts d'obus.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, il est à nouveau réquisitionné puis reprend son statut de maison de retraite. Les derniers occupants quittent les lieux en 2014. Depuis, l'édifice était sans affectation. En 2018, d'importants travaux de restauration sont lancés sur l'ensemble du domaine comprenant 23 000 m² au total dont 5 000 m² pour le logis royal.

Malgré les modifications apportées par le duc d'Orléans au XVIIIe siècle, puis les transformations imposées pour le centre de mendicité, le château a conservé la quasi-intégralité de son plan et de ses volumes extérieurs. En revanche, les intérieurs ont été fortement remaniés dès l'époque du duc d'Orléans. Il subsiste donc très peu de décors, à l'exception des joyaux de l'architecture et de la sculpture de la Renaissance française dans l'aile sud du logis : l'escalier du Roi, la chapelle et l'escalier de la Reine.

Les travaux de restauration ont bien sûr cherché à mettre en valeur ces éléments remarquables. La volonté des restaurateurs a aussi été de conserver la trace des différentes périodes d'occupation, notamment les apports du XVIIe et surtout du XVIIIe siècle, qui avaient contribué au classement du monument en 1862. Les espaces d'origine, amples et largement ouverts sur la cour et le parc ont été restitués. La chapelle a été restaurée et a retrouvé son volume initial.

Au total, 600 compagnons, 62 corps de métiers, ont été réunis sur ce chantier. Les opérations ont commencé par la dépollution, les reprises de fondations et les démolitions de cloisons et planchers ajoutés au XIXe siècle. La restauration des parquets, charpentes de bois, façades et décors sculptés a pu ensuite être exécutée, ainsi que la restauration des intérieurs et l'aménagement scénographique de la Cité internationale de la langue française.

Celle-ci s'étend désormais sur 1 200 m² d'exposition permanente et 400 m² pour les expositions temporaires. Le parcours de visite, installé dans quinze salles, propose au public un voyage dans la langue française pour mieux la comprendre et l'apprécier. Le rapport du territoire à ce langage est rappelé grâce à une plongée dans la vie et l'œuvre de plusieurs écrivains célèbres de la région. D'autres salles racontent l'histoire et l'évolution du français. Une carte géante représente les différents pays francophones, puis la scénographie fait découvrir les multiples accents en fonction des lieux ou des époques, les différents synonymes ou expressions, les genres littéraires, l'évolution des mots au gré des opérations militaires, des échanges commerciaux ou des inventions. Documents, œuvres d'art, livres, vidéos, bandes sonores, films, jeux, offrent une grande variété de supports tout au long de ce très riche parcours.

Le lieu est destiné à être animé par une programmation artistique variée d'expositions et de spectacles. Artistes, entrepreneurs ou chercheurs pourront être accueillis en résidence avec des activités de formations, d'ateliers pédagogiques ou de laboratoire de recherche. Des billets couplés avec les autres musées de la région seront proposés.

« *Le François des Francoy* », qui à la fin de son règne avait construit ou remanié plus de onze châteaux, serait sans nul doute heureux de voir sa demeure connaître une telle renaissance, en même temps que célébrée l'une de ses décisions qui a eu la plus grande portée !

• A voir : Cité internationale de la langue française - Château de Villers-Cotterêts, 1, place Aristide-Briand, 02600 Villers-Cotterêts. Rens. : www.cite-langue-francaise.fr



FEUILLES D'ARGENT
Buste-reliquaire de Saint Louis, par Jean-Alexandre Chertier d'après Eugène Emmanuel Viollet-le-Duc, argent, âme de bois, émail, cabochons de verre, 1867-1869 (Paris, trésor de Notre-Dame). Viollet-le-Duc a pris pour modèle le chef-reliquaire gothique créé par l'orfèvre Guillaume Julien pour la Sainte-Chapelle en 1306 et détruit pendant la Révolution.

© MUSÉE DU LOUVRE/ GUILLAUME BENOIT/SP.

Par Albane Piot



La Croix et la Couronne

Le musée du Louvre raconte l'histoire du trésor de Notre-Dame et notamment celle du trésor datant de l'Ancien Régime, disparu à la Révolution.

Voilà un peu plus de quatre ans, le 15 avril 2019, l'incendie de Notre-Dame bouleversait le monde entier, faisant mettre à genoux les passants terrifiés, imposant le sidérant spectacle de la destruction de la cathédrale à tous les écrans soudain interdits de zapping. Ce soir-là vers 20 heures, les pompiers guidés par des agents du ministère de la Culture et des membres du clergé avaient bravé la pluie de débris en fusion pour mettre à l'abri des flammes, outre le Saint-Sacrement, les reliques de la Passion et la Tunique de Saint Louis. Dans la « base vie », les trésors sacrés avaient rejoint le mobilier déjà extrait du chœur et des chapelles latérales, tableaux, garnitures du sacre de Napoléon, candélabres d'autel. Vers 22 h 45, les pompiers avaient autorisé l'accès au trésor de la cathédrale, épargné par les flammes. Une véritable chaîne humaine s'était alors constituée pour transporter 56 objets du trésor, les plus précieux, jusqu'à l'Hôtel de Ville. Dès le lendemain, ils étaient transférés dans les réserves du musée du Louvre. Tout le long de la semaine qui suivit, l'ensemble des objets du trésor furent ainsi identifiés et transportés jusqu'au musée, à l'exception des ornements liturgiques, demeurés dans leurs chapiers.

Alors que s'achèvent bientôt les travaux de restauration de Notre-Dame et avant de rendre à l'élégante sacristie de Viollet-le-Duc l'intégralité des objets qu'elle abritait, le musée du Louvre a voulu leur consacrer sa grande exposition de la rentrée, raconter l'histoire des objets qui composent ce trésor, qu'il s'agisse des insignes reliques de l'ancien trésor de la Sainte-Chapelle ou des chefs-d'œuvre d'orfèvrerie du XIXe siècle réalisés au moment de la restauration de la cathédrale parisienne, mais aussi de tous ceux qui les ont précédés et ont constitué son trésor au long des siècles, objets disparus pour la plupart à la Révolution, hormis quelques livres et manuscrits, mais que l'étude patiente des inventaires, récits historiques, peintures, gravures et manuscrits, conduite de main de maître par Jannic Durand, Michèle Bimbenet-Privat, Anne Dion-Tenenbaum, Florian Meunier et leurs équipes, a permis de reconstituer.

Le trésor d'une église désigne à la fois l'ensemble des objets précieux qui le constituent et l'endroit où on les met en sécurité, où ils entrent et d'où ils sortent en fonction de l'usage qu'on en fait. De la toute première cathédrale parisienne mentionnée à la fin du IVe siècle (saint



PORTÉ PAR LES ANGES
Ci-dessus : *Projet pour le reliquaire de la Couronne d'épines*, par Eugène Emmanuel Viollet-le-Duc (Paris, musée d'Orsay). En haut : *Reliquaire du Clou et du Bois de la Croix*, par Placide Poussielgue-Rusand, argent doré, cristal, turquoise, pierres fines et diamants, 1862 (Paris, trésor de Notre-Dame).

© MUSÉE DU LOUVRE, DIST. RMN-GRAND PALAIS / GUILLAUME BENOIT.
© RMN-GRAND PALAIS (MUSÉE D'ORSAY)/HERVÉ LEWANDOWSKI/SP.



VRAIE CROIX
Ci-dessus : *Monstrance avec portion de la croix d'Anseau,* par Maurice Poussielgue-Rusand, vermeil, bois, verre, émaux, vers 1901 (Paris, église Saint-Ferdinand-des-Ternes). A gauche : *Croix-reliquaire avec fragments de la croix d'Anseau et de la croix de Saint-Claude,* par Paul Brunet d'après Jules Godefroy Astruc, XVII^e siècle et 1900 (Paris, trésor de Notre-Dame).

© NOTRE-DAME DE PARIS/MARTINE BECK-COPPOLA/SP. © VILLE DE PARIS, COARC/CLAIRE PIGNOL/SP.

Denis ayant fondé l'évêché de Paris au III^e siècle), on n'a gardé aucune trace, et il faut attendre le VI^e siècle pour que soit faite mention de l'existence d'un trésor, sous quelque acception qu'on prenne le terme, avec le testament d'Ermentrude qui lègue un plat d'argent à l'Eglise de Paris. Au IX^e siècle, les reliques de saint Marcel, évêque de Paris mort vers 435, sont déposées à la cathédrale, permettant ainsi à celle que l'on appelle désormais communément Notre-Dame de rivaliser avec les déjà prestigieuses abbayes de Saint-Denis, Saint-Germain-des-Prés et Sainte-Geneviève. Elles seront abritées au XIII^e siècle dans un somptueux reliquaire en forme d'église gothique, d'or et d'émaux translucides, fondu avec les autres objets du trésor le 8 octobre 1792.

Au début du XII^e siècle, entre 1107 et 1122, Anseau, chanoine de l'église du Saint-Sépulcre à Jérusalem, envoie de Terre sainte un fragment de la Vraie Croix. Le *Bréviaire de Châteauroux* représente son arrivée solennelle à la cathédrale. C'est le seul vestige du trésor antérieur au XIII^e siècle à être parvenu jusqu'à nous, et encore en plusieurs morceaux : l'un sauvé en partie

par l'abbé Antoine Duflost, gardien du trésor de Notre-Dame en 1793, enchâssé par la suite dans une autre croix de bois et d'ivoire, et transmis *« d'ecclésiastiques en pieuses familles »* jusqu'au chanoine Léon Le Monnier, curé de l'église Saint-Ferdinand-des-Ternes en 1900, où elle demeure encore ; un autre aujourd'hui combiné avec d'autres reliques dans une châsse reliquaire du XIXe siècle.

Lorsque entre 1160 et 1163 Maurice de Sully lance la construction de la cathédrale que l'on connaît et dont les travaux s'achèveront dans la seconde moitié du XIIIe siècle, le trésor est placé dans un bâtiment propre, communiquant directement avec le chœur de la cathédrale et avec le palais épiscopal édifié au même moment sur les bords de la Seine. Dans des armoires et des coffres, il abrite objets et ornements nécessaires à la célébration du culte, reliques et reliquaires, livres et manuscrits, objets précieux offerts en signe de piété par les princes et les rois, notamment Charles V et son frère, le duc de Berry. Les inventaires montrent alors un trésor d'une richesse éblouissante, qui s'amoindrit ensuite du fait des ponctions ou des fontes que la nécessité ou les guerres imposent, avec l'occupation anglaise, la guerre de Cent Ans puis les guerres de Religion.

Il n'en subsiste plus aujourd'hui qu'un vase antique en agate, datant de la fin de l'Empire romain, offert par la reine Isabeau de Bavière en 1425, acquis plus tard par le peintre Pierre Paul Rubens et aujourd'hui conservé à Baltimore, qui ne sera malheureusement pas exposé. Pour le reste, on peut trouver quelques reflets de sa splendeur dans les objets trouvés dans des tombes lors de fouilles du chœur de Notre-Dame, pièces peu précieuses la plupart du temps, les plus coûteuses étant ces crosses d'évêque en cuivre orné d'un décor en émail de Limoges. Avec cela quelques livres, disséminés dans diverses archives et bibliothèques du monde entier, le *Livre des serments,* aux Archives nationales, ou le *Missel à l'usage de l'Eglise de Paris,* daté vers 1390, de la bibliothèque Mazarine, et ses ravissantes enluminures.

Durant les trois derniers siècles de l'Ancien Régime, le trésor de Notre-Dame est magnifiquement mis en scène à l'intérieur et à l'extérieur de la cathédrale. Chaque jour, le chœur et les chapelles s'illuminent de l'éclat des pièces d'orfèvrerie, se parent des couleurs scintillantes des ornements liturgiques, que chamarre la lueur des cierges et baignent les vapeurs d'encens. Les plus belles châsses reliquaires sortent en procession dans les rues de Paris. Louis XIII érige Paris en archevêché en 1622 et offre au trésor sa plus belle pièce du siècle : une *« lampe d'argent ciselé à six chandeliers ornée de six anges tenans en leurs mains divers instruments de musique, autour, de grands termes ou figures couchées en feuillages portans chacun un escusson gravé des armes du Roy, le tout soustenu de trois aiglons suspenduz de trois chaisnes de fleurs de lys aboutissans à une couronne »*.



Le vœu de Louis XIII en 1638, qui prend *« la bienheureuse Vierge Marie pour protectrice de ses Etats »,* s'accompagne d'une promesse : celle d'ériger un nouveau maître-autel où serait placé un groupe sculpté représentant la Vierge tenant le Christ mort dans ses bras, une promesse que tiendra Louis XIV quelques années plus tard. Prélats et grandes familles enrichissent le trésor de dons précieux. Les chanoines de la cathédrale passent ainsi commande, en 1716, à l'orfèvre Thomas Germain, d'un ostensoir à soleil dont le dessin vient d'être retrouvé. Diverses tapisseries habillaient le chœur, dont seule une tenture nous est restée. Commandée par le cardinal de Richelieu pour servir à la rénovation du chœur qui suivit le vœu de 1638, elle narre la vie de la Vierge. Après les transformations de Robert de Cotte qui rendirent inutile l'usage du chœur, elle fut cédée à la cathédrale de Strasbourg, où elle se trouve toujours. Ses dimensions n'ont pas permis hélas sa présentation au Louvre, mais l'exposition en montre des cartons. C'est Louis XIII également qui inaugure l'usage de conserver dans le trésor de la cathédrale de Paris les drapeaux pris aux ennemis. En 1756, l'architecte Soufflot est chargé de



© BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE/SP. © CC0 PARIS MUSÉES/MUSÉE CARNAVALET.

SACRE DE VERMEIL Ci-contre : *Crosse dite de Notre-Dame,* cuivre embouti, ciselé, champlevé, gravé, émaillé et doré, vers 1200 (Paris, Bibliothèque nationale de France). Cette crosse fabriquée à Limoges aurait été trouvée dans une tombe lors de la réfection du chœur de Notre-Dame en 1699. En haut : *Le Repos pendant la fuite en Egypte,* par Charles Poërson, vers 1652 (Paris, musée Carnavalet). Les cartons de Charles Poërson, Philippe de Champaigne et Jacques Stella servirent de modèles à la réalisation de la tenture de *La Vie de la Vierge* qui ornait le chœur de Notre-Dame. Tissées entre 1638 et 1657, ces tapisseries sont conservées à la cathédrale de Strasbourg.



ÉCRIN DE CRISTAL A gauche : *Reliquaire de la Couronne d'épines,* par Maurice Poussielgue-Rusand d'après Jules Godefroy Astruc, or, cristal de roche, diamants et pierres fines, 1896 (Paris, trésor de Notre-Dame). En bas : *Chrémier en forme de colombe,* par Jean-Alexandre Chertier, argent doré, émail champlevé, 1866 (Paris, trésor de Notre-Dame). Page de droite : *Vierge à l'Enfant,* par Charles Nicolas Odiot, argent repoussé et ciselé, 1826 (Paris, trésor de Notre-Dame).

© PASCAL LEMAITRE/BRIDGEMAN IMAGES. © MUSÉE DU LOUVRE, GUILLAUME BENOIT/SP.

reconstruire le bâtiment abritant le trésor et la sacristie de la cathédrale, qui menaçait ruine : de son travail, on conserve et admire quelques magnifiques dessins préparatoires.

Avec la Révolution, le trésor d'Ancien Régime disparaît. Le 22 août 1792, à une heure du matin, un petit groupe issu du comité de la section de la Cité se fait ouvrir la porte du trésor et présenter par le trésorier Duflost l'inventaire rédigé en 1785. Un à un, les objets sont cochés sur les cinquante rubriques de l'inventaire et empilés dans une charrette, portés en plusieurs voyages à l'Hôtel de Ville, pesés tour à tour et inexorablement fondus.

Le XIXe siècle, malgré son histoire agitée et ses multiples contradictions, redonne au trésor de Notre-Dame l'éclat qu'on lui connaît. C'est à Notre-Dame qu'est célébrée la cérémonie pour la promulgation du Concordat, le 18 avril 1802, jour de Pâques : on a paré l'autel dressé à la croisée du transept de *« six chandeliers et d'un crucifix, d'une haute et très belle forme »,* prêtés pour l'occasion par un dénommé Benoît, à qui les chanoines les achètent quelques mois plus tard. C'est Notre-Dame que Napoléon choisit pour son sacre, en vue duquel la maison de l'Empereur commande un ensemble de paramentique et d'orfèvrerie liturgique. On admire la haute croix processionnelle de vermeil, peinte par David entre les mains du cardinal cruciféraire dans son tableau du sacre, mais aussi la main de justice et la couronne dite de Charlemagne, commandées à l'orfèvre Biennais comme nouveaux insignes du pouvoir. A la veille du sacre, Mgr de Belloy a fait chercher les reliques du trésor de la Sainte-Chapelle, qui avaient été déposées à la Bibliothèque nationale en 1795, privées de leurs reliquaires, à seul titre de documents historiques, et les a fait remettre au ministre des Cultes, le chanoine Paul Marie d'Astros. Reconnue, la Couronne d'épines du Christ est alors placée dans un cylindre de cristal. Avec elle se trouvent la chemise et la discipline de Saint Louis, reliques insignes qui ne sont pas présentées dans l'exposition.

Si Napoléon fait beaucoup pour doter la cathédrale d'un trésor digne de son rang, les rois Louis XVIII et Charles X font de même. Le 15 août 1826, pour la procession traditionnelle du vœu de Louis XIII (rétablie par Louis XVIII dès 1814), la belle Vierge en argent offerte par Charles X est portée par quatre valets de pied du roi. L'année suivante, de nouvelles reliques de la Sainte Croix venant de la princesse Palatine sont offertes au trésor de la cathédrale. Puis vient la révolution de 1830, le pillage de l'archevêché et du trésor, et à nouveau le sac de l'archevêché en février 1831. Les pertes sont nombreuses. Heureusement, les pièces et reliques les plus précieuses ont pu être mises à l'abri. Mais le bâtiment de Soufflot a tellement souffert



qu'il faut le remplacer. Lassus et Viollet-le-Duc remportent le concours pour la restauration de la sacristie en 1843. Le 15 avril 1854, Mgr Sibour bénit la nouvelle sacristie et on organise sa visite.

Au cours de l'été 1855, les visiteurs de l'Exposition universelle peuvent se rendre à Notre-Dame pour y admirer la nouvelle présentation du trésor. Les reliques de la Passion, qui sont alors rue du Bac, ne réintégreront la sacristie que quelque temps plus tard. Viollet-le-Duc dessine alors de nouveaux reliquaires et une colombe pour contenir les saintes huiles, dont on admire le décor émaillé dans le goût de Limoges et les détails finement ciselés. Réalisé par les meilleurs orfèvres, cet éblouissant chef-d'œuvre est venu s'ajouter aux pièces préexistantes du trésor, qui n'a jamais cessé depuis lors d'être utilisé et enrichi.

Aujourd'hui encore, le trésor de Notre-Dame est un trésor vivant. Les fidèles viennent vénérer les reliques dans leurs précieux reliquaires ; les vases sacrés, candélabres, ostensoirs et autres pièces liturgiques pourront être réutilisés, et les armoires de sacristie accueillir de nouveaux présents, quand, dans les mois qui viennent, Notre-Dame restaurée retrouvera ses fonctions de cathédrale plutôt que de musée.

« Le Trésor de Notre-Dame de Paris. Des origines à Viollet-le-Duc », du 18 octobre 2023 au 29 janvier 2024. Musée du Louvre, galerie Richelieu, 75001 Paris. Tous les jours, sauf le mardi, de 9 h à 18 h ; nocturne le vendredi jusqu'à 21 h 45. Tarifs : 17 €. Réservation recommandée. Rens. : louvre.fr



© MUSÉE DU LOUVRE, DIST. RMN-GRAND PALAIS/GUILLAUME BENOIT.

À LIRE



Catalogue de l'exposition
Hazan/musée du Louvre
336 pages
39 €



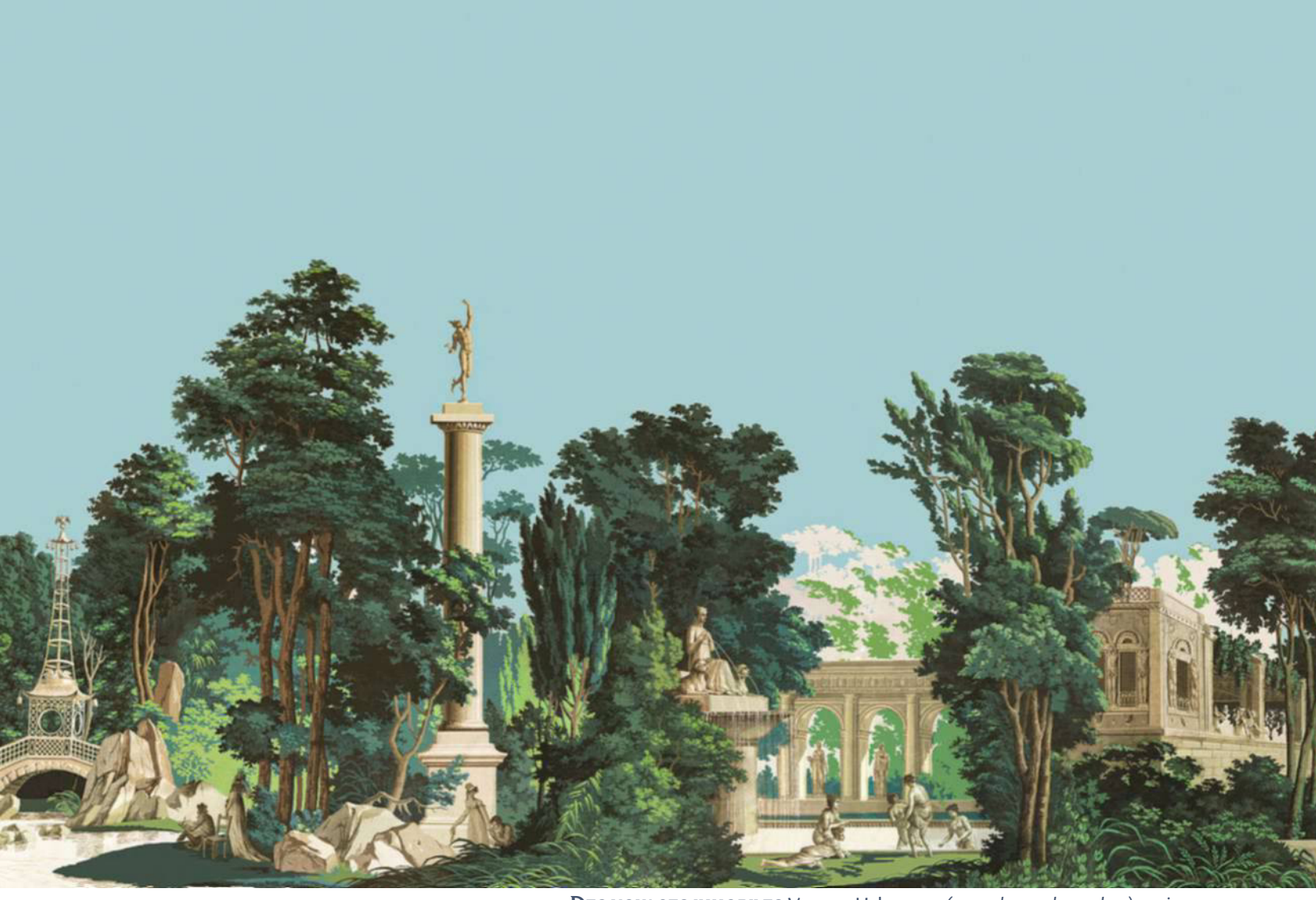
TRÉSORS VIVANTS

Par Sophie Humann



Points de vue, images du monde

Réalisés dans la plus pure tradition ou imprimés numériquement, les papiers peints panoramiques reflètent toujours les rêves de la bourgeoisie du XIX^{e} siècle.



DES VOYAGES IMMOBILES Vanessa Hahusseau *(page de gauche, en bas)* restitue en impression numérique quelques modèles de panoramiques qui ont marqué l'histoire du papier peint, comme *Le Brésil* (*en bas*, 1862), de la manufacture Jules Desfossé, ou le *Jardin anglais* (1800-1804), de la manufacture Dufour *(ci-dessus)*, dont elle a retrouvé un exemplaire original au château de la Calade, dans les Bouches-du-Rhône.

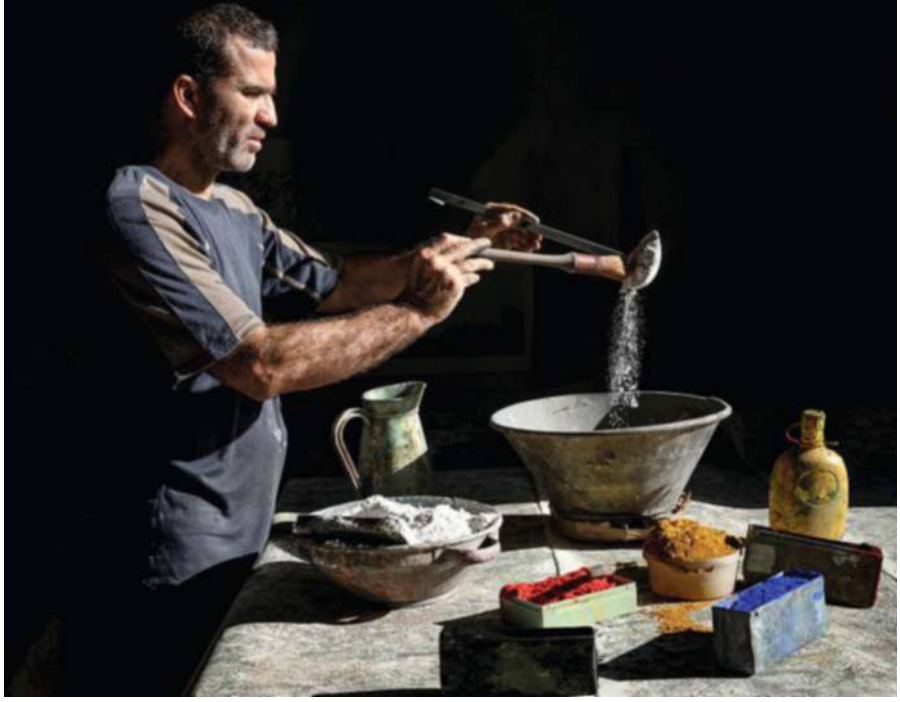
© LE GRAND SIÈCLE. © GABRIELLE VOINOT.

À l'abri derrière les murs épais du château de la Calade, dont la silhouette toujours défensive veille sur la campagne aixoise, se cache un rare exemplaire d'un des premiers paysages historiés peints sur papier, mis à la mode sous le Consulat, immortalisés par Balzac dans les intérieurs de *La Comédie humaine* et dédaignés au milieu du Second Empire. Composé par tableaux dont les confins se rejoignent, celui-ci déroule, dans un mouvement infini de labyrinthe, un jardin imaginaire animé d'élégantes en robes de mousseline à taille haute, qui conversent avec de jeunes hommes en habit dégagé et chapeau haut de forme.

Un instant, l'illusion est parfaite, les murs se sont évanouis, nous voilà transportés quelque deux cent vingt ans en arrière, sous les délicates frondaisons, près de ce temple à l'antique qui ressemble à s'y méprendre à celui construit par Richard Mique dans le jardin de Trianon à Versailles. D'après Guillaume Médail, le propriétaire des lieux et descendant de la famille Duranti qui fit construire le château au XVII^e siècle, ce décor fut commandé vers 1800 par ses aïeux pour leur appartement marseillais, avant de trouver place finalement dans leur propriété de campagne. Encadré par panneaux dans les années 1950, légèrement abîmé par quelques coulures, le décor a miraculeusement survécu jusqu'ici.

Guillaume Médail a accepté de le laisser saisir dans ses moindres détails par la photographe qui collabore avec Vanessa Hahusseau, la fondatrice du Grand Siècle, une jeune maison qui fait revivre ces précieux paysages de papier. « *J'avais vu des reproductions de ce panoramique qui s'est appelé tour à tour* Jardin anglais *puis* Jardin de Bagatelle, raconte l'éditrice, *et j'avais très envie de le reproduire. Je savais qu'il en restait une poignée d'exemplaires – dont un au musée de Boston –, mais je ne parvenais pas à les trouver jusqu'à ce que j'apprenne, par hasard, que le château de la Calade en abritait un.* »

Après avoir découvert lors d'une exposition au musée d'Orsay en 2016 le *Jardin d'Armide*, un paysage luxuriant débordant de fleurs et de plantes, créé par la manufacture Desfossé en 1854 sur un dessin d'Edouard Muller, Vanessa Hahusseau a en effet décidé de se lancer dans la restitution numérique de ces décors de papier. Elle a noué des partenariats avec le musée des Arts décoratifs, la Bibliothèque nationale et le Centre des monuments nationaux, et a fait découvrir au public des papiers peints aussi célèbres au XIX^e siècle que *L'Eden* ou *Le Brésil*, créés eux aussi en 1861 et 1862 par Desfossé, ou d'autres, plus anciens, comme *Les Voyages du capitaine Cook* (1804), les *Monuments de Paris* (1812), les *Vues d'Italie* (1823) ou le *Paysage de Télémaque dans l'île de Calypso* (1818), collé par Balzac sur les murs de la maison Vauquer dans *Le Père Goriot*, tous sortis,





PHOTOS : © FRANCK RENOIR/DIVERGENCE. © FLORENCE JOUBERT.

comme le *Jardin anglais* du château de la Calade, de la célèbre manufacture fondée par Joseph Dufour à Mâcon en 1797. Homogénéisation des couleurs, reprise des coulures et des visages les plus abîmés, Vanessa Hahusseau a passé une vingtaine d'heures à restaurer numériquement le *Jardin anglais*. « *Je ne crée rien*, précise-t-elle, *je vais toujours chercher la matière dans le décor lui-même. Si le sourire d'un amoureux transi manque, je lui donne celui du jardinier ! Ensuite, après plusieurs essais, notre imprimeur normand lance l'impression quasiment à l'unité.* »

Conservateur en chef honoraire du département des papiers peints au musée des Arts décoratifs, Véronique de La Hougue, qui a aidé Vanessa Hahusseau dans ses recherches et a largement contribué à mettre en valeur le riche fonds du musée parisien, a pu identifier la provenance du panoramique conservé au château de la Calade. « *Lorsque nous avons rédigé le catalogue de notre exposition consacrée aux panoramiques au musée des Arts décoratifs en 1990*, raconte-t-elle, *nous connaissions son existence mais nous ignorions tout de lui. Et puis, quelques mois plus tard, lors d'une recherche au musée des Papiers peints à Rixheim, en Alsace, je suis tombée sur une note de 1806, écrite par Jean Zuber :* "J'ai vu le dernier décor de Mongin, il est vraiment bien, il s'appelle *Jardin anglais*". *Le seul, à part Zuber lui-même, qui employait le dessinateur Pierre-Antoine Mongin, c'était Joseph Dufour. Nous avions donc d'un seul coup la date et la provenance du* Jardin anglais. *Ce joli pot-pourri est un mélange de plusieurs jardins français et de jardins anglais ! En plus du temple de l'Amour, du pont chinois du parc de Bagatelle au temps du comte d'Artois, on retrouve une charmille qui ornait les jardins du Palais-Royal au début du XIX^e^ siècle, un aigle impérial et la représentation d'un temple égyptien, signature sans doute cryptée de Joseph Dufour, initié à la franc-maçonnerie et membre probablement de la loge d'Egypte.* »

Imprimés sur papier rabouté (les feuilles, de 40 à 60 cm de hauteur, étaient collées bout à bout avant d'être décorées), les premiers paysages historiés de Joseph Dufour, conçus en grisaille, remontent aux dernières années du XVIII^e^ siècle. Les couleurs apparurent peu à peu. Chaque manufacture avait sa gamme, ce qui permet souvent d'identifier les panoramiques, jamais signés. Le secret entourait en effet la création de ces paysages peints sur papier à la planche, que le public découvrit pour la première fois à l'exposition des produits de l'industrie française, au Champ de Mars, en 1806, et qui connurent un succès immédiat. Les dessinateurs piochaient dans les tableaux des maîtres du paysage ou dans les gravures pour composer ces récits historiés, où des personnages à l'air pacifique évoluaient sagement sous un ciel toujours bleu, dans des décors champêtres, souvent devant des fleuves ou des plans d'eau, faisant le lien avec l'architecture ou les scènes en arrière-plan. Ils livraient leur travail et la manufacture se chargeait de décomposer les dessins en plusieurs centaines de planches de bois gravées.

La bourgeoisie, qui se passionnait pour les jardins, les voyages d'exploration, les récits de bataille ou la mythologie mais n'avait pas les moyens de s'offrir des tentures de brocart, des tapisseries en verdure, des décors peints en trompe-l'œil à même les murs, se rua sur ces nouveaux papiers peints dont elle orna ses salons et surtout cette nouvelle pièce de son intérieur qu'on appelle salle à manger, faisant ainsi entrer le monde extérieur chez elle. « *Il y a toujours une dimension pédagogique dans les paysages historiés* », rappelle Véronique de La Hougue. Les familles, enfants compris, vont vivre au cœur de ces paysages. Toute violence ou trace de souffrance est donc soigneusement gommée des scènes de batailles napoléoniennes ou révolutionnaires, des mœurs des peuples de l'Hindoustan, des Etats-Unis, du Brésil… Les marins soulèvent des tonneaux avec le sourire, les colons conversent avec les indigènes, les orages, les éruptions volcaniques sont absents et le naufrage du capitaine Cook relégué dans le lointain.

A partir de 1840, les personnages disparaissent des paysages au profit de plantes exubérantes et d'une nature foisonnante et parfois sensuelle. Partout en Europe, la mode est aux immenses serres, dans lesquelles on acclimate des végétaux exotiques. En 1842, la manufacture Zuber triomphe avec *Isola Bella*, luxuriante mise en scène d'un chatoyant décor insulaire. Deux artistes spécialisés dans les dessins de végétaux, Eugène Ehrmann et Georges Zipélius, réalisent les dessins des 18 lés du panoramique, pour lequel 742 planches



de bois sont gravées. Seule manufacture encore en activité, la maison Zuber, installée depuis 1797 dans l'ancienne commanderie de l'ordre Teutonique à Rixheim, près de Mulhouse, a conservé toutes ses archives – dont 130 000 motifs décoratifs –, déposées au musée du Papier peint qui occupe une partie du bâtiment depuis 1983, et surtout ses planches, classées monuments historiques, avec lesquelles une dizaine d'artisans impriment toujours les panoramiques au catalogue de la maison. Racheté en 1985 par Gisèle et Georges Chalaye, qui voulaient faire vivre ce patrimoine exceptionnel, menacé de dispersion, Zuber vient tout juste d'être repris par la maison Pierre Frey.

Depuis quelques mois, Khalid Hebbal, le responsable de l'atelier, et son équipe se sont justement attelés à la fabrication d'une cinquantaine de nouveaux exemplaires des 18 lés d'*Isola Bella*, ce qui nécessite un an de travail. Tout a commencé par une descente dans la cave, où les planches de bois numérotées sont soigneusement conservées dans une atmosphère hygrométrique inchangée depuis le XVIII[e] siècle. Il a fallu remonter à l'atelier les 742 planches qui forment le décor d'*Isola Bella* (le panoramique de la guerre d'Indépendance américaine en compte 2 300 !) et les trier pendant une semaine. A l'étage, quatre artisans peignent le ciel



– un dégradé de sept tons, du bleu intense au jaune pâle – dans un ballet rythmé par de longues brosses rectangulaires et d'autres rondes et trapues. Puis les lés sont descendus au rez-de-chaussée pour l'impression. « *Le papier, issu de forêts gérées de manière durable, est fabriqué pour nous,* précise Guillaume Trégouet, l'administrateur de la manufacture, *et nous faisons nos peintures nous-mêmes avec des pigments naturels, une matière proche de la craie, de l'eau et de la colle.* »

Depuis trente ans qu'il travaille chez Zuber, Khalid Hebbal a acquis une étonnante concentration et perfection du geste. Il sait, au millimètre près, où positionner l'une après l'autre chaque planche d'une cinquantaine de centimètres de large en moyenne, sur laquelle est gravé, dans du bois de poirier, un fragment du décor. Dans un bac rempli d'eau, il a tendu une toile, l'a recouverte d'un feutre sur lequel il est venu déposer la couleur. Il passe sa main sous la courroie d'une planche, la soulève, la trempe brièvement dans le bac et, s'aidant dans son effort par une forme de bois, il l'appuie sur le papier à l'aide d'une presse à bras. Puis il la soulève, prend du recul et comble au pinceau les minuscules vides, là où le bois n'a pas voulu prendre la peinture. « *Décomposer le paysage en centaines de petits fragments et les graver dans le bois était un travail extraordinaire, que personne ne serait plus capable de réaliser aujourd'hui* », rappelle Guillaume Trégouet.

Une fois terminés, les panoramiques ainsi fabriqués possèdent une profondeur et un velouté de couleurs évidemment inégalés. Leur prix, bien sûr, correspond aux longues heures et au savoir-faire qu'a nécessités leur fabrication. Si certains seront déjà très heureux de se contenter des restitutions numériques proposées par Le Grand Siècle, il se trouve cependant encore en Europe des amateurs de ce patrimoine unique, ainsi qu'aux Etats-Unis, où le salon des Diplomates de la Maison-Blanche est toujours orné d'un exemplaire des *Vues d'Amérique du Nord*, créé par Zuber en 1834, et offert à Jackie Kennedy en 1961.

• A voir : musée du Papier peint, La Commanderie-Aile droite, 28 rue Zuber, 68170 Rixheim. Rens. : museepapierpeint.org
Et aussi : zuber.fr ; legrandsiecle.com

Trésors de papiers

La manufacture Zuber, à Rixheim, est la seule encore en activité. Les artisans fabriquent leur peinture eux-mêmes avec des pigments naturels *(page de gauche).* Pour imprimer le panoramique *La Guerre d'Indépendance américaine,* le chef d'atelier Khalid Hebbal utilise tour à tour les 2 300 planches de bois sculptées en 1852 par les ouvriers de la manufacture *(au milieu)* et finit au pinceau *(ci-dessus).*

Par Vincent Trémolet de Villers



© FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO.

L'éclair de la liberté

Il y a quelques semaines Emmanuel Macron répondait aux questions d'Hugo Travers, jeune figure des réseaux sociaux censé incarner la jeunesse de France. Les quinze premières minutes furent consacrées à la pénurie de psychologues et de psychiatres à l'Université. Tout cela n'est pas sans importance, mais on pouvait voir dans ce choix, au milieu des fracas du monde, une forme de privilège pour société sophistiquée, un symptôme aussi de la génération des offensés. Le mal-être, qui ne vient ni de la guerre, ni de la faim, ni de la violence physique ou morale, ni même de la mélancolie qui frappe sans prévenir mais d'un sentiment de stigmatisation, laisserait pantois un jeune Ukrainien ou une mère de famille du Haut-Karabagh, mais, chez nous, il s'expose à la radio, dans les hautes études comme dans la basse intelligentsia.

Eugénie Bastié, dans son dernier essai, appelle ce phénomène « *la dictature des ressentis* ». Elle y raconte comment, par le seul fait de convictions exprimées, elle s'est trouvée mise en accusation au tribunal médiatique (ce qui est malheureusement la coutume) mais aussi dans les ordres protégés, notamment ceux de l'amitié (ce qui est tout à fait inquiétant). Le motif d'inculpation ? « *Ta pensée me fait souffrir.* » La conversation civique se trouve ainsi entravée, avant même d'avoir commencé, par les nouvelles règles d'inclusion, ces bâillons qui empêchent toute expression pouvant être jugée comme blessante. Le paradoxe est que ceux qui pleurnichent sont aussi impitoyables avec les autres que prévenants envers eux-mêmes. Dans une logique folle de purification, ils ont fait entrer la politique dans les moindres recoins de la vie privée. Une vigilance puritaine qui surveille le partage des tâches à la maison, les usages de la chambre à coucher, les paroles de bistrot. Tout peut être signalé, filmé par un smartphone de passage et retenu contre vous. On songe à Kundera : « *Quand une conversation d'amis devant un verre de vin est diffusée publiquement à la radio, ce ne peut vouloir dire qu'une chose : que le monde est changé en camp de concentration.* »

Face à cette tyrannie, Eugénie Bastié oppose la liberté qu'offrent la langue, la pensée, le combat des idées, les inquiétudes de l'âme et les admirations fécondes. Pour ce faire, après une belle introduction très personnelle, elle propose un choix des différents travaux de sa vie de journaliste au *Figaro*. Armée de sa plume incisive, elle commence par déconstruire les déconstructeurs. Voici Bourdieu et son jargon, Geoffroy de Lagasnerie et sa prétention – « *avec lui l'inflation sur le melon va atteindre des records* » –, Paul B. Preciado, l'égérie trans « *qui croit qu'il est la pointe avancée de l'Histoire, alors qu'il n'est que l'arrière-garde de la décadence* ». Le wokisme, le néoféminisme, l'antiracisme devenu fou n'ont pas de secret pour elle. Ils lui fournissent même un matériau précieux pour forger ses chroniques.

Mais tenir le registre des bêtises contemporaines ne suffit pas à remplir le cœur d'une femme. Il faut retourner à la source. Suivent donc ses exercices d'admiration : les contemporains d'abord – Sylviane Agacinski chez qui « *le goût de convaincre l'emporte sur la peur de déplaire* », Alain Finkielkraut, « *cœur trop intelligent pour l'époque* », Pierre Manent, « *l'esprit de finesse* » – et puis ceux qui nous ont précédés : Montaigne, Péguy, Bernanos, Soljenitsyne.

Eugénie Bastié ne nous dit rien de son ressenti mais beaucoup de ce qui peuple son esprit. Son style vif qui sait se faire ample et même poétique révèle un esprit en perpétuel mouvement, une curiosité insatiable, un tourment jamais apaisé. Nul esprit de système dans ces pages, mais plutôt tout ce qui fait l'éternelle jeunesse de l'intelligence. Pas de facilité nostalgique non plus : Eugénie Bastié n'a ni le goût des ruines, ni celui de la déploration. Sa vitalité et ce qu'elle appelle elle-même son « *goût gascon du panache* », lui font préférer la sève de l'existence aux vertiges de l'effondrement. Elle ne craint ni la critique ni même la rage des bien-pensants qui, en retour, ne l'épargnent pas. Elle ne s'y attarde pas. Elle lit, elle écrit et elle éclaire notre temps.



© SÉBASTIEN SORIANO/LE FIGARO.

À LIRE



La Dictature des ressentis
Eugénie Bastié
Plon
240 pages
20,90 €
A paraître le 5 octobre

Retrouvez *Le Figaro Histoire* le 30 novembre 2023

LE FIGARO HISTOIRE
OFFRE DU MOIS

ABONNEZ-VOUS !

ET RECEVEZ LE LIVRE

CETTE AUTRICHE QUI A DIT NON À HITLER

Jean Sévillia



Nombre de pages : 528
Format : 14 x 21 cm

La véritable histoire de la résistance autrichienne à Hitler

Le 13 mars 1938, Hitler proclamait le rattachement de l'Autriche au Reich et, deux jours plus tard, faisait son entrée dans la capitale danubienne. Le 10 avril suivant, par plébiscite, 99,75 % des Autrichiens approuvaient l'Anschluss. Mais pourquoi n'expose-t-on jamais l'autre face du décor ?

- Le désarroi de la petite République d'Autriche créée en 1918 sur les décombres de la monarchie des Habsbourg et l'attraction exercée par l'Allemagne, dans les années 1920, sur tous les courants politiques autrichiens, à commencer par les socialistes,
- Le combat de l'État autrichien contre le national-socialisme intérieur et extérieur, de 1933 à 1938,
- La répression par l'armée autrichienne de la tentative de putsch nazi en 1934 qui conduisit à l'assassinat du chancelier Dollfuss,
- Le sursaut du chancelier Schuschnigg, quatre ans plus tard, qui voulut consulter les Autrichiens par référendum sur leur volonté de préserver l'indépendance de leur pays – consultation dont le résultat aurait sûrement été positif si Hitler n'avait pas voulu en interdire la tenue en faisant envahir le pays par l'armée allemande, dans l'indifférence des démocraties occidentales,
- Ensuite le trucage du plébiscite nazi du 10 avril 1938, l'impitoyable destruction des attributs souverains de l'Autriche, la poursuite des opposants, le règne de la terreur et la persécution des juifs,
- Enfin la résistance autrichienne en exil ou intérieure (communiste et socialiste, catholique, conservatrice et monarchiste), une résistance méconnue qui eut ses héros et ses martyrs.

L'Autriche, libérée par les Alliés en 1945 et redevenue souveraine en 1955, se relèvera grâce à des hommes ayant survécu aux camps nazis.

1 AN
D'ABONNEMENT
+ LE LIVRE
CETTE AUTRICHE QUI A DIT NON À HITLER

59 € au lieu de ~~83,40 €~~
soit **29 %** DE RÉDUCTION



LE FIGARO HISTOIRE BULLETIN D'ABONNEMENT

À retourner sous enveloppe non affranchie à : LE FIGARO HISTOIRE - ABONNEMENTS - LIBRE REPONSE 85169 - 60647 CHANTILLY CEDEX

Plus simple et plus rapide, abonnez-vous directement sur www.figarostore.fr/histoire ou scannez ce code

☐ **59 € pour 1 an** (6 numéros) + le livre « Cette Autriche qui a dit non à Hitler » au lieu de 83,40 € (prix de vente au numéro), soit une réduction de 29 %.

☐ **45 € pour 1 an** (6 numéros) au lieu de 59,40 € (prix de vente au numéro), soit une réduction de 24 %.

NOUVEAU Inclus dans votre abonnement, les numéros du Figaro Histoire en version numérique

☐ M. ☐ Mme

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal |__|__|__|__|__| Ville _____

Tél. portable |___|___|___|___|___|___|___|___|___| pour améliorer le suivi de votre livraison

☐ Je joins mon règlement par chèque bancaire à l'ordre de : Société du Figaro.

RAP23009

☐ Je règle par carte bancaire :

N° |__|__|__|__| |__|__|__|__| |__|__|__|__| |__|__|__|__|

Date de validité |__|__|__|__|

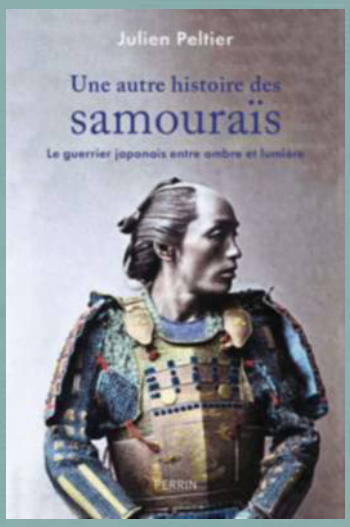
Signature obligatoire et date

Pour accéder aux versions numériques, il est indispensable de compléter votre adresse mail :

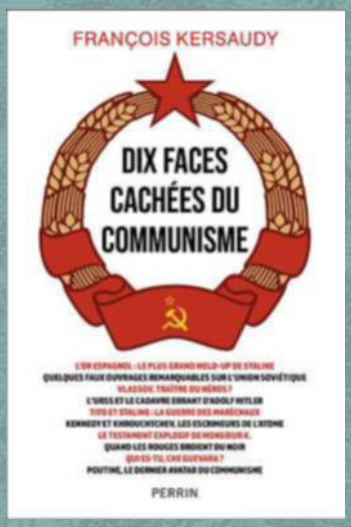
E-mail |___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|

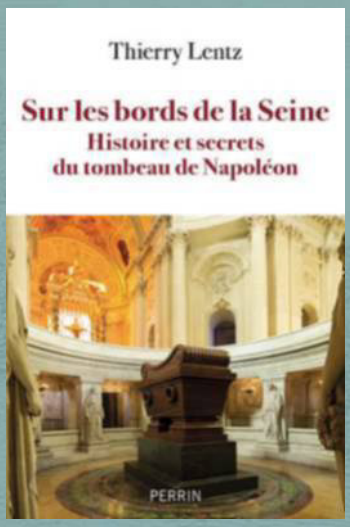
Offres France métropolitaine réservées aux nouveaux abonnés et valables jusqu'au 31/10/2023 dans la limite des stocks disponibles. Expédition du livre sous 3 semaines après réception de votre règlement. Photos non contractuelles. Vous pouvez acquérir séparément le livre « Cette Autriche qui a dit non à Hitler » au prix de 24 € + 10 € de frais de port et chaque numéro du Figaro Histoire au prix de 9,90 €. Les informations recueillies sur ce bulletin sont destinées au Figaro et ses sous-traitants, pour la gestion de votre abonnement et uniquement au Figaro pour vous adresser des offres commerciales pour des produits et services offerts par Le Figaro. Afin d'exercer les droits relatifs à vos données personnelles dans les limites prévues par la loi, vous pouvez vous adresser à Le Figaro, DPO, 14 bd Haussmann, 75009 Paris. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos promotions et sollicitations, cochez cette case ❑. Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées postales soient transmises à nos partenaires commerciaux pour de la prospection commerciale postale, cochez cette case ❑. Photos non contractuelles. Vous disposez du droit de saisir la CNIL de toute réclamation concernant le traitement des données vous concernant. Notre politique de confidentialité et nos CGV sont disponibles sur https://mentions-legales.lefigaro.fr/le-figaro/politique-de-confidentialite-figaro et https://boutique.lefigaro.fr/conditions-generales-de-vente.

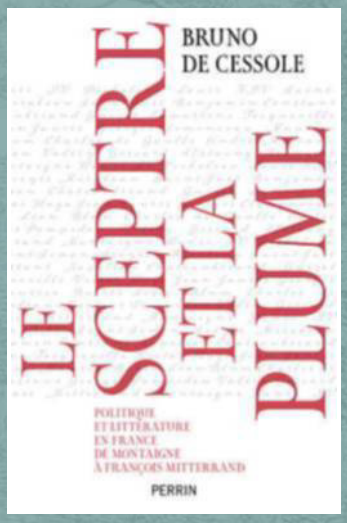
PERRIN LE MEILLEUR DE L'HISTOIRE

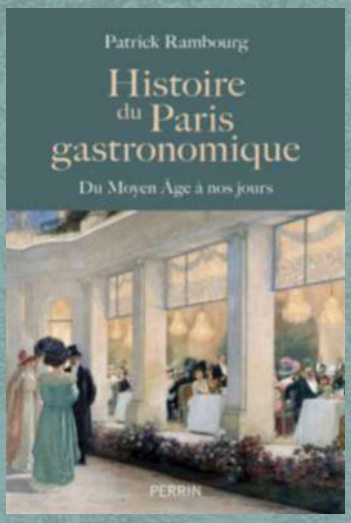






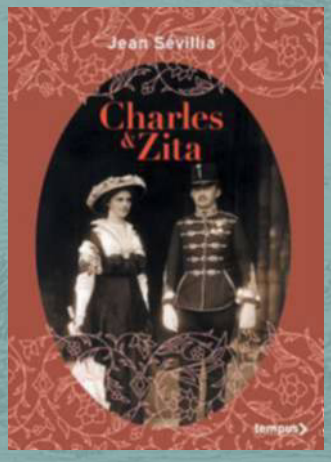






tempus







9 782810 510252